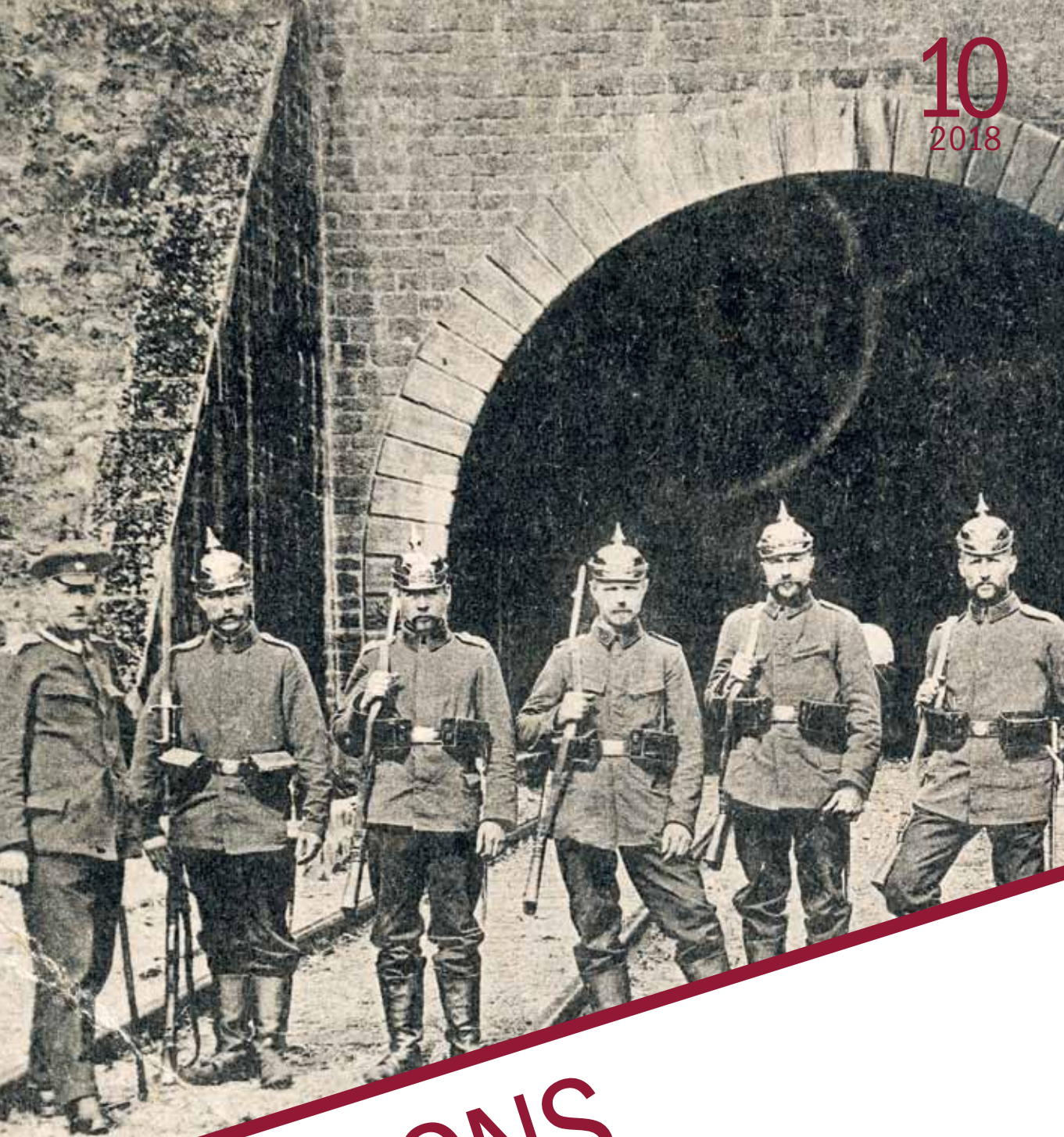


10
2018



MUTATIONS

MÉMOIRES ET PERSPECTIVES DU BASSIN MINIER

Etre d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918)

Etrangers à Dudelange, Dudelangeois à l'étranger

IMPRESSUM

Editeur / Herausgeber

Fondation Bassin Minier

c/o 7, rue des Trois Glands, L-1629 Luxembourg

www.fondationbassinminier.lu

contact@fondationbassinminier.lu

Comité de lecture / Redaktionskomitee

Antoinette Lorang, Massimo Malvetti, Antoinette Reuter, Jürgen Stoldt, Raymond Weber

Impression / Druck

C.A.Press, L-4210 Esch/Alzette

Couverture / Umschlag

Photo : Soldats allemands sécurisant la ligne de chemin de fer près de Zoufftgen.

Umberto Cappelari, Archives nationales de Luxembourg - Fonds Première guerre mondiale

ISSN 2078-7634

Luxembourg, décembre 2018 / Luxemburg, Dezember 2018

En collaboration avec



MUTATIONS

MÉMOIRES ET PERSPECTIVES DU BASSIN MINIER

10|2018

Fondation|Bassin|Minier

Etre d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918)

Etrangers à Dudelange, Dudelangeois à l'étranger

sous la direction d'Antoinette Reuter

007 Antoinette Reuter
Pourquoi l'histoire locale, pourquoi les étrangers ?

011 I : LE MICROCOSME DUDELANGEAIS À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

013 Jacques Maas
Rails et poutrelles, bombes et luttes sociales.
L'usine sidérurgique de Dudelange à l'époque de la Première Guerre mondiale

031 Antoinette Reuter
La ville de Dudelange à la veille de la Première Guerre mondiale,
un étonnant laboratoire du vivre en commun.

040 Carlo Kinn
Les GOETZINGER/SEIDEL/HOCHARD et WEITERMANN : Une famille typique du quartier Schmelz

043 Romain Wagner
Le Kriegerverein Wollmeringen

049 Antoinette Reuter
Des Dudelangeois dans le Kriegerverein de Wollmeringen (Volmerange-les-Oustrange)

053 II : VÉCUS DE GUERRE ICI ET AILLEURS

055 Frédéric Krier
La gauche et les syndicats ouvriers luxembourgeois face à la Première Guerre mondiale

073 Jimmy Carelli
Les Dudelangeois et les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale

087 Gérald Arboit
Autour des activités de renseignement de deux Dudelangeois.
Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris

099 Arnaud Sauer
Un Luxembourgeois anonyme dans les rangs de la Légion étrangère

113 Roxane Kostigoff
L'accueil des blessés militaires à Dudelange revisité à la lumière des ressources de la toile

117 Roxane Kostigoff
Une œuvre du peintre dudelangeois Dominique Lang (1874-1919)
au prisme de la Première Guerre mondiale ?

119 Maria Luisa Caldognetto

Autour d'une photo. Des prisonniers de guerre italiens au Luxembourg en 1918

127 Thomas Kolnberger

Eine andere Migrationsgeschichte – tote Soldaten der Grand Guerre im Luxemburger Erzbecken

131 III : POSTÉRITÉS DE GUERRE : IDENTITÉS ET MÉMOIRES

133 Denis Scuto

Identifier, contrôler, réprimer : L'effet de 14-18 sur la circulation des personnes

145 Laure Caregari

„Das hübsche Mädchen von Kayl“ – Ein Roman und sein historischer Hintergrund

161 Sandra Camarda

Friend or Foe? Portraying the German Occupier in Luxembourg (1914-1918).

169 Chiara Ligi et Mauro Macella

Être d'ailleurs en temps de guerre : Des archives historiques aux installations multimédias

174 Auteurs / Autoren

Pourquoi l'histoire locale, pourquoi les étrangers ?

Antoinette Reuter



Le quartier «Schmelz», à hauteur du portail de l'usine, 1910, Archives de la Ville de Dudelange, Fonds des cartes postales

Il n'est pas d'usage de parler des conditions matérielles de la production de savoirs. Une fois n'étant pas coutume, la soussignée a choisi de déroger à cette règle. De ce fait, elle aimerait saisir l'occasion de cette introduction pour remercier toutes les personnes qui ont offert des contributions à ce volume. Elles ont toutes été impliquées à titre bénévole, œuvrant en marge de leur activité professionnelle ou offrant leurs loisirs. Ce n'est que grâce à cet apport généreux que le Centre de Documentation sur les Migrations humaines et la Fondation Bassin Minier peuvent mettre à disposition du public la présente production.

Travailler en bénévole ne signifie pas faire œuvre d'amateur. Celles et ceux qui ont contribué à la dixième livraison de la collec-

tion « Mutations » y ont apporté tout leur savoir ou savoir-faire. En cela, le volume est le reflet des rencontres, échanges, débats qui tout au long de l'année (mars à décembre 2018) ont accompagné l'exposition « Etre d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918), Dudelangeois à l'étranger, étrangers à Dudelange », un partenariat entre le CDMH et le *Centre for Contemporary and Digital History* (C²DH) de l'Université du Luxembourg. Il est en cela complémentaire du catalogue¹. La publication se fait l'écho des recherches, des questionnements et des choix opérés en amont de l'exposition, en évoquant notamment les questions de représentation et de mémoire (Caldognetto, Camarda, Caregari, Ligi, Macella). Réalisée en fin d'exposition, la publication a par ailleurs l'avantage de pouvoir se

¹ *Etre d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918), Dudelangeois à l'étranger, étrangers à Dudelange*, Dudelange : Centre for Contemporary and Digital History (C²DH) et Centre de Documentation sur les Migrations humaines, 2018.

saisir des demandes exprimées par les visiteurs mais aussi de faire état des compléments d'information que ceux-ci ont été en mesure d'apporter. En cela, le volume est le fruit d'une « histoire publique » qui pour ne pas être numérique n'en est néanmoins pas moins fructueuse et légitime.

Le point de vue adopté par l'exposition « Etre d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918), Dudelangeois à l'étranger, étrangers à Dudelange », présent également dans ce volume, est d'abord résolument local. Il s'agit de comprendre comment la Grande Guerre a affecté sur le terrain le quotidien et le devenir des habitants d'une même ville. Cette étude a été menée dans une perspective micro-historique². Elle ne traite donc pas l'information recueillie localement sur le mode de l'éphéméride, mais tente de la lire au prisme des évolutions globales. Ce jeu d'échelles a permis de produire de nouveaux questionnements. A travers les spécificités de l'usine (Maas) et de la société dudelangeoise (Kinn, Reuter, Wagner) la publication interroge les contours d'une identité commune aux cités du Bassin minier. Il s'agit en l'occurrence d'un questionnement à approfondir en vue de « Esch-sur-Alzette 2022, capitale européenne de la culture ». Le volume met par ailleurs en scène les engagements personnels (Arboit), les démarches compassionnelles (Kostigoff) ainsi que les pratiques administratives générés localement par la guerre (Kolnberger) en les rapprochant de développements généraux.

Un deuxième volet de la publication s'intéresse aux questions identitaires qui surgissent à propos de la population dudelangeoise. Alors que la guerre éclate, celle-ci est marquée par des phénomènes migratoires récents, très composite et tenue à des loyautés contradictoires. Que signifie sur le terrain, dans ce contexte, la condi-

tion « d'être ailleurs en temps de guerre » ? A quelles contraintes, soupçons et brimades expose-t-elle ? (Carelli). Quelles loyautés engage-t-elle ? (Sauer). La 1^e Guerre mondiale apparaît en la matière, à travers la consécration de pratiques administratives contraignantes (autorisations de circuler, passeports, cartes d'identité), comme une pourvoyeuse décisive de nouvelles catégorisations identitaires. La ligne de partage entre le « nous, les autochtones » et le « eux, les étrangers » est définitivement arrêtée (Scuto)³. Les années de guerre produisent donc de manière généralement insoupçonnée du grand public des pratiques dont l'application nous interpelle actuellement.

Il résulte de cette brève présentation que l'ouvrage ouvre maintes perspectives insoupçonnées et en cela invite à de nouvelles recherches.

² Se reporter à l'analyse de la démarche micro-historique proposée par Claude Wey, *L'application de la méthode dite de « micro-histoire »*, https://www.cdmh.lu/resources/pdf/_base_3/9782521272821.pdf

³ Alors que ces catégorisations touchent dans certains pays prioritairement aux questions coloniales (France, Royaume-Uni...) ou de minorités (Europe centrale ...), l'analyse de la catégorie d'étranger par rapport à la nationalité semble prioritaire au Luxembourg, comme en Suisse, voir à ce sujet l'inspirant ouvrage de Huber, Anja, *Fremdsein im Krieg. Die Schweiz als Ausgangs- und Zielort von Migration, 1914-1918*, Zürich : Chronos Verlag, 2018.

I

Le microcosme dudelangeois à la veille de la Première Guerre mondiale

Rails et poutrelles, bombes et luttes sociales. L'usine sidérurgique de Dudelange à l'époque de la Première Guerre mondiale

Jacques Maas

**L'usine de Dudelange à la veille
de la Première Guerre mondiale**



Vue de l'usine et de la ville de Dudelange (1904) (Archives ARBED-Dudelange)

A la veille de la Première Guerre mondiale, l'usine sidérurgique de Dudelange occupe toujours la première place parmi les usines luxembourgeoises du groupe des Acières Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED), formé il y a peu, le 30 octobre 1911. Pendant des décennies, la forge de Dudelange a joué un rôle pionnier en matière d'innovation technique et des cohortes d'ingénieurs et d'ouvriers spécialisés s'y sont formés à la pratique du métier de sidérurgiste, en profitant d'une accumulation d'expérience et de savoir-faire unique dans la sidérurgie luxembourgeoise de l'époque. Fondée en 1882 en vue de l'application au Luxembourg du procédé pour la conversion en acier des fontes phosphoreuses inventé par le Britannique Sidney Gilchrist Thomas, la Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Forges de Dudelange fut pendant longtemps le premier et unique producteur d'acier Thomas du pays. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'usine de Dudelange demeurait

l'unique usine intégrée, comportant six hauts fourneaux, une aciérie Thomas et des laminoirs.

Après le tournant du siècle, l'usine subit deux phases de modernisation. A l'initiative de son directeur Emile Mayrisch, il fut procédé au cours des années 1900 à l'établissement d'une centrale électrique, avec moteurs à gaz de haut fourneau, ce qui permit e. a. l'électrification du train à fers marchands au moyen d'un moteur de 400 CV, une des premières électrifications de laminoir en Europe¹. Une seconde phase d'expansion fut entreprise à partir de 1907. Elle comporta le remplacement des six convertisseurs de 10 t par trois convertisseurs de 23 t à l'aciérie, la reconstruction des hauts fourneaux n° 5 et 6, puis la construction en 1910 de deux fours Martin de 25 t, ainsi que l'extension de la centrale électrique.

A la veille de la guerre mondiale, la capacité de production de l'aciérie de Dudelange s'établissait à hauteur de 315.000 t/an. Le

programme des laminoirs était très large, de manière à permettre la fabrication de demi-produits, blooms, brames, billettes, largets, de profilés, de rails et de fers marchands. En 1912-1913, les laminoirs de Dudelange se composaient :

- d'un train dégrossisseur, duo réversible avec cylindres de 1000 mm, dont le but était le laminage de blooms et de brames pour la vente, de même que l'alimentation du train à billettes et largets
- d'un train trio à deux cages avec cylindres de 650 mm pour le laminage de billettes et de largets
- de deux trains à profilés pour le laminage de poutrelles et fers U de 80 à 400 mm, de rails, cornières, traverses, éclisses et selles
- ainsi que de deux petits trains pour le laminage de fers ronds et carrés de 8 à 56 mm, de fers plats et feuillards de 10 à 100 mm de largeur, ainsi que de petits profilés jusqu'à 80 mm.²

Lorsque la direction générale de l'ARBED arrêta à la fin de la guerre, en 1917, un programme de rationalisation et de spécialisation pour toutes les usines du groupe, il fut décidé de porter la spécialisation de Dudelange sur la fabrication de fers feuillards.³ En conséquence les trains à fers marchands de Dudelange étaient transformés en vue du laminage exclusif de fers feuillards, nouvelle spécialité de l'usine qui allait entraîner après-guerre l'établissement en 1925-1926 d'une tôlerie comprenant un train à tôles moyennes, deux trains à tôles fines, un laminoir à froid et une galvanisation.

Tant en ce qui concernait son approvisionnement en coke que pour la commercialisation de ses produits sidérurgiques, la société des Hauts Fourneaux et Forges de Dudelange se trouvait étroitement liée à la grande industrie ouest-allemande. Les hauts fourneaux de Dudelange consommaient principalement du coke fourni par les charbonnages de Rhénanie-Westphalie. Afin de se libérer de l'emprise

du cartel des charbonnages formé par le *Rheinisch-Westfälisches Kohlen-Syndikat*, l'entreprise dudelangeoise conclut en 1904 un contrat d'approvisionnement en coke et charbon avec le *Eschweiler Bergwerks-Verein* (EBV) du bassin d'Aix-la-Chapelle. En 1913, l'ARBED allait réussir à transformer le contrat d'approvisionnement en contrat de communauté d'intérêts ce qui eut e. a. pour conséquence d'amener la division métallurgique d'Eschweiler dans le giron du groupe ARBED. Lorsque le *Stahlwerksverband*, le cartel allemand de l'acier, fut établi à Düsseldorf, le 1^{er} mai 1904, l'entreprise sidérurgique de Dudelange en fit partie dès le début pour la commercialisation des produits syndiqués. Pour ce qui était de la vente des produits d'acier non cartellisés, Dudelange avait recours à la maison de négoce Hirsch & Cie de Francfort-s.-M.

Le vaste mouvement de concentration industrielle en cours depuis le début du XX^e siècle amena les trois sociétés d'Eich-Dommeldange (Société en commandite des Forges d'Eich Le Gallais, Metz & Cie), de Burbach (Société anonyme des Mines du Luxembourg et des Forges de Sarrebruck) et de Dudelange (S. a. des Hauts Fourneaux et Forges de Dudelange) à fusionner à la fin du mois d'octobre 1911 pour former désormais l'ARBED. A cette occasion, le directeur de l'usine de Dudelange, Emile Mayrisch, qui comptait parmi les promoteurs du projet de fusion, fut nommé au poste de directeur général technique de l'ARBED. L'ingénieur Léon Laval le secondait (de 1911 à 1918) au poste de secrétaire général avec e. a. pour mission de représenter l'ARBED auprès du *Stahlwerksverband*. Il est à noter que depuis la fondation en 1911, le siège social et les services de la direction générale de l'ARBED se trouvaient établis à l'usine de Dudelange. Cette situation perdurera jusqu'à l'emménagement du palais de la nouvelle administration centrale au *Rousegaertchen*, à Luxembourg-ville, en 1922.

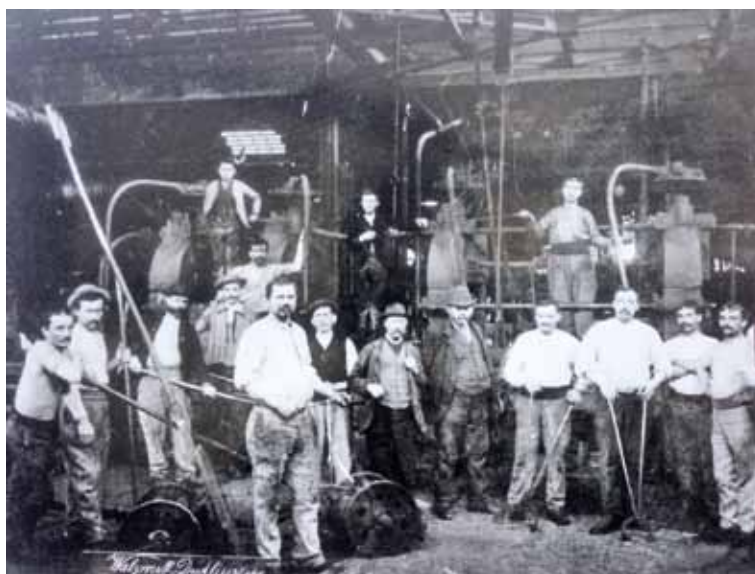
Aloyse Meyer⁴, chef du service des hauts fourneaux de Dudelange, de 1906 à 1912, succéda à Mayrisch au poste de directeur de

¹ ARBED – Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964. Luxembourg 1964, P. 26-27.

² Ibid, P. 122-123.

³ ARBED, Conférences des directeurs techniques, 27 mars 1916 et 27 janvier 1917.

⁴ Aloyse Meyer (1883-1952), futur directeur général de l'ARBED de 1920 à 1947, futur Président de l'ARBED de 1947 à 1952.



Equipe de lamineurs des trains III et IV, sous la direction des chefs de service J.-P. Penning (au milieu à d.) et Richard Mohren (au milieu à g.) – 1906.
(Archives ARBED-Dudelange)

l'usine, début 1912. Le service des hauts fourneaux était dirigé à l'époque de la Première Guerre mondiale par les ingénieurs Norbert Thilges⁵ et Alphonse Wagener⁶. Les ingénieurs Nicolas Schock⁷ et Félix Chomé⁸ étaient aux commandes de l'aciérie, alors que l'ingénieur Norbert Metz⁹ dirigeait le service des laminoirs, assisté des chefs de fabrication Richard Mohren et Robert Flesch¹⁰.

Le personnel ouvrier des hauts fourneaux et forges de Dudelange se chiffrait à quelque

2.400-2.500 personnes à la veille de la Première Guerre mondiale.¹¹ La répartition de la main d'œuvre ouvrière selon l'appartenance nationale fait apparaître pour l'année 1912 trois groupes significatifs : sur un total de 2.394 ouvriers embauchés, il y avait 1.131 Luxembourgeois (47,3 %), 806 ouvriers italiens (33,7 %) et 375 Allemands (15,4 %). La main d'œuvre luxembourgeoise se concentrait surtout dans les services des hauts fourneaux et de l'aciérie, alors que les postes clefs de contremaîtres aux

⁵ Norbert Thilges (*1880), ingénieur adjoint d'Aloyse Meyer au service des hauts fourneaux (1908-1912), puis chef de fabrication de 1912 à 1918.

⁶ Alphonse Wagener (*1881), adjoint du service des hauts fourneaux de 1913 à 1917, chef des hauts fourneaux de Dudelange, de 1918 à 1925, directeur de l'usine de Burbach (1925-1939).

⁷ Nicolas Schock (1883-1965), chef de service de l'aciérie de 1913 à 1919, futur directeur de l'usine de Belval (1921-1942). Son adjoint à l'aciérie est Félix Chomé (de 1912 à 1919).

⁸ Félix Chomé (1888-1972), ingénieur, prendra la succession d'Aloyse Meyer au poste de directeur général (1947-1952), puis de président de l'ARBED (1952-1961).

⁹ Norbert Metz (1885-1929), fils du maître de forges Léon Metz, ingénieur, spécialiste des questions de laminage et membre de la commission de laminage du *Verein deutscher Eisenhüttenleute* (VDEh), futur directeur des usines de Dudelange (1920-1923) et d'Esch-Schiffange (1923-1926), directeur à l'administration centrale de l'ARBED (1926-1929). Norbert Metz portait un grand intérêt aux questions sociales, en particulier à l'hôpital et à la maison des enfants de Dudelange ; membre délégué de Dudelange au comité central des Associations pour l'Education Populaire (1915-1918).

¹⁰ Robert Flesch (1882 -1940), ingénieur, successeur de Norbert Metz au poste de chef de service des laminoirs, de 1920 à 1940.

¹¹ ANLux, Travail et Prévoyance Sociale, TRA-052. Rapport de l'inspecteur du travail, Charles Eydt, au ministre d'Etat, Paul Eyschen, en date du 17 février 1913

laminoirs et au service des machines étaient souvent occupés par des Allemands. Aux postes les moins bien payés et les plus durs, tels le roulage des boguets aux hauts fourneaux, se retrou-

vaient tout particulièrement des ouvriers immigrés italiens. Des ouvriers italiens étaient encore embauchés dans les services de la construction et des transports internes.

Le début de la guerre et ses conséquences immédiates



La Guerre a éclaté entre les peuples. Affiche du 2 août 1914 que le directeur général de l'ARBED, Emile Mayrisch, fait apposer aux portails de l'usine de Dudelange. (ANLux, AE00405)

D'après les témoignages de plusieurs cadres supérieurs de l'industrie sidérurgique de l'époque¹², une certaine fébrilité régnait parmi le personnel ouvrier des mines et usines sidérurgiques dans les jours précédant le déclenchement des hostilités. Les ouvriers de nationalité allemande s'attendaient à recevoir d'un moment à l'autre leur avis de mobilisation, alors que nombre d'ouvriers italiens, craignant de se voir interdire le retour en Italie du fait de la fermeture des frontières, comptaient retourner au plus vite au pays natal.

L'invasion du pays par l'armée du *Kaiser* commence dès le dimanche 2 août 1914 au matin. Dans la journée le directeur général Emile

Mayrisch fait apposer aux portails de l'usine une affiche portant l'annonce « *La Guerre a éclaté entre les Peuples* » et rappelant au personnel employé et ouvrier de l'usine que le Luxembourg doit son indépendance aux Etats qui viennent d'entrer en guerre, que l'existence du pays dépend de « la bienveillance et de la volonté des puissances en état de guerre » et que de ce fait « il est de notre devoir le plus sacré de ne prendre parti pour aucune d'entre elles et d'observer vis-à-vis de toutes la plus stricte neutralité » en toutes circonstances.¹³

Le départ précipité des ouvriers italiens exigeant de se voir réglé sans tarder le paiement des salaires dus, crée au bureau des salaires de

¹² Hubert Hoff, directeur d'ARBED-Schifflange ; cf. Hubert Hoff, « Erinnerungen aus meinem Leben », tapuscrit, s.d., ARBED-SDTB) ; Alphonse Wagener, Rückblick in Letzeburger Land du 11 mai 1962 ; Paul Ritter, fondé de pouvoir des Hauts Fourneaux et Aciéries de Steinfort (FGC Archiv A19-0200/7, voir Maas, Jacques, Walther Rathenau et les hauts fourneaux de Steinfort, in Hémécht, Revue d'histoire luxembourgeoise, 1991/21, P. 171.)

¹³ ANLux, AE-00405, Affiche du 2 août 1914.

l'usine de Dudelange un sérieux problème de trésorerie, l'usine sidérurgique ne disposant pas d'assez de liquidités. Les guichets des banques luxembourgeoises étant pris d'assaut aux premiers jours de la guerre, Emile Mayrisch prend alors la résolution de parer au plus pressé et d'aller se procurer auprès d'une grande banque de Cologne¹⁴ les fonds de trésorerie dont le groupe sidérurgique a besoin. Accompagné de son chauffeur Pietro Dagasso, le directeur général de l'ARBED effectue, le 3 août 1914, un voyage éclair à Cologne¹⁵ en traversant en automobile la région de l'Eifel pour mieux contourner les colonnes de l'armée impériale montant au front occidental. Le lendemain il ramènera à Dudelange la somme de 2 millions de marks, empaquetés et placés sous une bâche sur les sièges arrières de sa voiture décapotable, ce qui permettra par la suite aux caissiers des usines, dont celle de Dudelange, de régler entre autre les salaires des ouvriers et employés. Le 4 août 1914 se produit alors le départ massif des ouvriers italiens de Dudelange, à l'instar du vaste mouvement de départ qui touche l'ensemble du bassin minier.

Quelles furent les conséquences immédiates de l'état de guerre sur les conditions de production ? Dès le 31 juillet 1914, donc avant le déclenchement des hostilités proprement dites, l'usine de Dudelange avait dû ralentir la marche de ses hauts fourneaux puisqu'en raison de la réquisition des chemins de fer par l'armée allemande, les transports de troupes obtenaient priorité sur l'acheminement des trains de coke en provenance de Rhénanie-Westphalie et du bassin d'Aix-la-Chapelle. A partir du 2 août, les hauts fourneaux durent être bouchés l'un après l'autre à l'exception du haut fourneau n° 5 que l'on maintint à feu pour alimenter la centrale à gaz et disposer ainsi de la force motrice indispensable à l'actionnement des machines et équipements de l'usine. Les trains finisseurs du

laminoir furent mis à l'arrêt, seul le blooming continua à laminer des demi-produits, afin de transformer le restant de la production d'acier. Faute de coke, la direction de l'usine dut finalement se résoudre à éteindre aussi le haut fourneau n° 5 à partir du 2 septembre, l'usine se trouvant alors à l'arrêt complet.

Cet arrêt de la production, s'il avait dû se prolonger outre mesure, aurait inévitablement entraîné à terme le licenciement de la majeure partie du personnel de l'usine. Dans l'immédiat, les ouvriers ayant moins de six mois de service furent congédiés. Tout le reste du personnel fut occupé à des travaux d'entretien et de réparation jusqu'à la reprise de la production. La période de chômage forcé fut tout particulièrement mise à profit pour réaliser l'optimisation de l'organisation des flux de transport internes à l'usine. Ainsi l'on décida de poser une deuxième voie pour l'acheminement des poches à fonte des hauts fourneaux vers le mélangeur de l'aciérie, ce qui éliminait une perte de temps notable au niveau du cycle de production de l'acier.¹⁶

La question de l'approvisionnement en coke allait déterminer le maintien de l'activité de l'usine. Il en allait de la survie de l'entreprise, et surtout du sort réservé à la main d'œuvre ouvrière. Aussi, Emile Mayrisch ne négligea-t-il aucun effort, dès que le front occidental se fut stabilisé, pour permettre à ses usines et à ses ouvriers de reprendre le travail. Ayant appris par l'entremise de Hubert Hoff, directeur de l'usine ARBED-Esch-Schiffange¹⁷, la création d'un office central de répartition du coke industriel, Mayrisch n'hésita pas, à la mi-septembre, à faire le voyage de Berlin pour aller trouver les responsables militaires de la Kriegs-Rohstoff-Abteilung (KRA)¹⁸, qui dans le civil étaient des dirigeants de l'industrie rhéno-westphalienne avec lesquels le directeur général de l'ARBED avait jusqu'alors entretenu des relations pro-

¹⁴ Il s'agit très probablement de la banque Sal. Oppenheim jr & Cie, banque d'affaires avec laquelle l'ARBED entretient des relations très suivies.

¹⁵ cf. Hoff, op. cit., P. 110.

¹⁶ Alphonse Wagener, Rückblick, in Letzeburger Land du 11 mai 1962.

¹⁷ Hubert Hoff, ingénieur de nationalité allemande avait occupé précédemment le poste de chef du service électromécanique à l'usine de Dudelange (de 1905 à 1912).

¹⁸ Dès avant la Première Guerre mondiale, Emile Mayrisch avait été en relations d'affaires suivies avec l'industriel Walther Rathenau, à l'instigation duquel la Kriegs-Rohstoff-Abteilung avait été fondée. Cf. Maas, J., Walther Rathenau et les hauts fourneaux de Steinfort, op. cit.

fessionnelles suivies. Selon Hubert Hoff, Mayrisch aurait offert aux responsables de la KRA la livraison de la production des usines luxembourgeoises de l'ARBED au prix de revient en contrepartie de la reprise des livraisons de coke aux usines du groupe. Et en effet, à la fin du mois de septembre 1914, après la bataille de la Marne, les livraisons de coke allaient reprendre et les hauts fourneaux n° 2, 4, 5 et 6 de Dudelange purent être rallumés. L'aciérie et les laminoirs suivirent début octobre.¹⁹

Reprise de la production et pénurie de main d'œuvre

Dès l'hiver 1914-1915, la reprise de la production allait se heurter cependant à une sérieuse pénurie de main d'œuvre. En comparaison de la période d'avant-guerre, le nombre total de la main d'œuvre embauchée à l'usine de Dudelange avait été diminué de quelque 400 à 500 ouvriers, en raison des départs massifs d'ouvriers allemands et italiens. Les équipes de fondeurs aux hauts fourneaux et d'aciéristes qualifiés demeuraient en place, mais il en allait tout autrement du service des laminoirs où la pénurie de lamineurs expérimentés se faisait durement ressentir. C'est que les postes de lamineurs, tourneurs en cylindres, cisailleurs, ajusteurs avaient été tout particulièrement occupés par des ouvriers qualifiés de nationalité allemande ayant été mobilisés pour la plupart depuis le début de la guerre. Après une vaine tentative de débauchage d'ouvriers français de l'usine sidérurgique de Micheville en Lorraine, la direction de l'usine de Dudelange se résolut à embaucher à tour de bras de jeunes Luxembourgeois à peine sortis de l'école primaire supérieure et à les former sur le tas grâce aux lamineurs expérimentés demeurés en place. Plus généralement, le recrutement massif de jeunes Luxembourgeois eut pour effet de rajeunir de manière significative la main d'œuvre embauchée à l'usine de Dudelange. Ainsi, le décompte du personnel au service des machines établi au mois d'avril 1918 fait-il apparaître que sur un total de 635 ouvriers, 106

soit 16,7 % sont des apprentis âgés de moins de 17 ans.²⁰

Le problème de pénurie se posait tout différemment au service des hauts fourneaux. A l'usine de Dudelange, le chargement des hauts fourneaux s'effectuait par monte-charge verticaux mus par la vapeur, au moyen de wagonnets culbutables manœuvrés à la main. Le roulage des boguets sur l'aire de chargement et aux gueulards des hauts fourneaux nécessitait une main d'œuvre abondante et rompue au dur labeur. Avant 1914 celle-ci se recrutait principalement parmi les ouvriers immigrés italiens qui faisaient maintenant défaut. Dans un premier temps l'on était obligé d'embaucher le tout-venant, réfugiés et vagabonds, une main d'œuvre instable qui ne donnait pas vraiment satisfaction. Puis à partir de 1915-1916, l'usine se mit à recruter aussi des femmes pour exécuter cette tâche physiquement très astreignante. Ainsi, le registre matricule du service de roulage de la division des hauts fourneaux pour 1916 nous apprend que cette année-là 149 femmes s'y trouvaient embauchées, dont des jeunes filles âgées d'à peine quinze ans, issues souvent de familles nombreuses qui n'arrivaient plus à faire face au renchérissement continu des denrées de première nécessité.²¹ Pour la plupart de ces femmes, c'était la détresse sociale et la précarité engendrée par l'état de guerre qui les obligeait à accomplir ce genre de tâche très pénible, soit parce qu'elles se retrouvaient sans ressources après le départ de leur conjoint au front – ce fut notamment le cas de Luxembourgeoises ayant épousé ou vivant en ménage avec un ouvrier italien –, soit parce qu'elles avaient perdu leur emploi dans l'hébergement et le commerce frappés par la crise, depuis le départ massif des ouvriers célibataires au début de la guerre.

Il est à noter que par décision spécifique de la direction, ordre fut donné de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'écarts de salaire discriminatoires au dépens du personnel féminin. De nombreuses femmes furent par ailleurs embauchées aux cantines et à l'économat de l'usine pour vaquer aux tâches de fabrication et de distribution de produits alimentaires en cette période de pénurie alimentaire chronique.

¹⁹ ARBED – Un demi-siècle, op. cit, P. 334-336.

²⁰ ANLux, ADU-U1-205, Personalverhältnisse des Maschinen- u. elektr. Betriebes.

²¹ ANLux, ADU-U1-129/2.

Problèmes d’approvisionnement et fluctuations de la production

La pénurie de main d’œuvre ne constituait pas le seul problème auquel la direction de l’usine se trouvait confrontée à la reprise de la production début octobre 1914. Le carnet de commande de l’usine allait se remplir à nouveau de manière consistante, et dès 1915 l’usine de Dudelange exécutera d’importantes commandes de feuil-lards et de rails pour le marché allemand. Aussi Dudelange laminera par exemple 2.500 t de matériels de chemin de fer par mois pen-dant la seconde moitié de l’année 1915. Mais la désorganisation persistante du trafic sur les lignes de chemin de fer et la pénurie croissante de certains produits essentiels comme le minerai

de manganèse, le ferro-manganèse, l’huile de graissage, allaient provoquer une précarité perdurant tout au long de la guerre pour ce qui est de l’approvisionnement en matières premières indispensables. Il s’avérait dès 1915 que la production de l’usine était sujette à d’importantes fluctuations. L’interruption récurrente des livraisons de coke pendant des périodes plus ou moins longues ne manquait pas d’affecter sérieusement la marche régulière de l’activité industrielle.²²

Afin de parer à d’éventuelles baisses de la production du fait de l’interruption des livrai-sons de coke, ARBED-Dudelange s’engagea à partir de 1915 dans la réalisation de travaux pu-blics pour le compte de la commune, en l’oc-currence la canalisation²³ de la *Niddeschgaass*

Wie folgt und wie Tag verteilte Fleischrationen in Gramm

Vom 3. - 9. September 1917	24 Gramm	
* 10. - 16. " "	17 "	WISSEL 27 Gramm
* 17. - 23. " "	14 "	
* 24. - 30. " "	15 "	
* 30. Sept. - 6. Oktober "	11 "	
* 7. Oktober - 13. " "	19 "	WISSEL 16 Gramm
* 14. " - 20. " "	10 "	
* 21. " - 27. " "	12 "	
* 28. " - 4. November "	12 "	
* 5. Nov. - 11. " "	100 "	
* 12. " - 18. " "	17 "	WISSEL 11 Gramm
* 19. " - 25. " "	15 "	
* 26. " - 2. Dezember "	12 "	
* 3. Dez. - 9. " "	19 "	
* 10. " - 16. " "	8 "	WISSEL 16 Gramm
* 17. " - 23. " "	17 "	
* 24. " - 31. " "	12 "	
* 1. Jan. - 6. Januar 1918	36 "	
* 7. " - 13. " "	20 "	WISSEL 25 Gramm
* 14. " - 20. " "	15 "	
* 21. " - 27. " "	15 "	
* 28. " - 4. Februar "	13 "	
* 5. Febr. - 11. " "	34 "	
* 12. " - 18. " "	5 "	WISSEL 31 Gramm
* 19. " - 25. " "	17 "	
* 26. " - 2. März "	14 "	
* 3. März - 9. " "	16 "	WISSEL 33 Gramm
* 10. " - 16. " "	18 "	

Wurde am 27.11.1918.

La disette à l’époque de la Première Guerre mondiale. Le rationnement de la viande à l’économat de Dudelange en 1917-1918 (ANLux, ADU-U1-78)

²² ARBED – Un demi-siècle,, op. cit., P. 335.
²³ Livre du Cinquantenaire de la Ville de Dudelange, Esch-sur-Alzette 1957, P. 134.

à Dudelange. A partir du 4 novembre 1917, une nouvelle interruption des fournitures de coke entraîna l'arrêt presque complet de l'usine, situation qui perdurait pendant dix semaines. Seuls le haut fourneau n° 5 et le laminoir à feuillards étaient maintenus en activité. La direction annonça aux ouvriers qu'ils allaient toucher leur salaire de base pour autant qu'il ne dépassait pas les 10 marks par journée. Il était enjoint aux ouvriers d'exécuter les tâches qui leur étaient assignées, comme l'entretien des voies ferrées ou l'écurement des canalisations. La direction décida encore de transférer 150 ouvriers dans les exploitations minières de l'entreprise afin de renforcer l'extraction de minerai de fer.²³

Avis au personnel ouvrier en date du 4 novembre 1917

« **Bekanntmachung**

Wegen erfolgter Sperrung der Kokszufuhren müssen wir den Betrieb stilllegen. Bis auf Weiteres wird den Arbeitern ihr Grundlohn ausbezahlt, so weit derselbe 10 Mark pro Schicht nicht übersteigt, wobei zur Bedingung gemacht wird, dass die zugewiesene Arbeit übernommen und verrichtet wird.

Düdelingen, den 4. November 1917
Der Generaldirektor Mayrisch »

L'usine se retrouva encore en chômage technique pour cause de rupture de l'approvisionnement en coke à la fin de l'année 1918.

De même, la rareté du ferro-manganèse risquait d'entraver la marche de l'aciérie. Jusqu'au milieu de la Première Guerre mon-

diale, la désoxydation de l'acier s'effectuait à l'usine de Dudelange, tout comme dans les autres aciéries luxembourgeoises, sous la forme d'ajout de ferro-manganèse à la coulée dans la poche à acier. Pour ce faire, des morceaux de ferro-manganèse étaient jetés à la pelle dans le bain, procédé dispendieux vu qu'une part non négligeable allant de quelque 30 à 50 % se trouvait retenue dans le restant de scorie surnageante. Aussi, les difficultés d'approvisionnement en ferro-manganèse s'aggravant très sérieusement au cours de la Première Guerre mondiale, les sidérurgistes de l'aciérie de Dudelange s'attachèrent à trouver une solution visant à réduire significativement la consommation en cherchant à fondre le ferro-manganèse et à l'ajouter à l'état liquide pendant la coulée dans la poche.²⁵ A cet effet, le chef de service de l'aciérie de Dudelange, Nicolas Schock, construisit en 1916, avec le concours de son adjoint, l'ingénieur Félix Chomé, un four de fusion à marche continue chauffé à l'huile lourde. Lors de la mise au point et de la phase d'essai de ce four de fusion du ferro-manganèse, Félix Chomé se fit d'ailleurs assister par un jeune ouvrier d'aciérie²⁶ qui n'était autre que le futur secrétaire général du syndicat LBMI AV et homme politique socialiste Nic Biever²⁷. Le procédé de fusion du ferro-manganèse dudelangeois s'imposa par la suite dans tout le bassin lorrain-luxembourgeois.

²⁴ ARBED, Conférences des directeurs techniques, 5 novembre 1917.

²⁵ cf. ARBED, Un demi-siècle, op. cit., P. 113.

²⁶ Durlot, Jos, Nic Biever, Sein Leben – von der Wiege bis zur Bahre. Esch-s.-A. 1990, P. 15.

²⁷ Nic Biever (1894-1965), apprenti à l'atelier de moulage de l'usine sidérurgique de Dudelange, à partir de 1908, ouvrier à l'aciérie, puis à l'atelier de construction au cours de la Première Guerre mondiale, licencié par l'usine après l'Armistice, fin 1918 ; secrétaire de la section du BHAV de Dudelange, puis permanent syndical, à partir de 1919 (d'abord du BHAV – puis comme secrétaire général du LBMI AV à partir de la fusion du LMAV et du BHAV au sein du *Luxemburger Berg-und Metallindustrie-Arbeiter-Verband* (LBMI AV), le 20 février 1920), président du LBMI AV (1937-), puis du Letzeburger Arbechter-Verband LAV (1944 -), ministre du Travail (de 1951 à 1959, puis de 1964 à sa mort le 15 juillet 1965).

Production d'acier de l'usine ARBED-Dudelange (1913 - 1919)

	Production d'acier (t)	Indice réf 1913 =100	Part Dudelange dans la production d'acier du groupe ARBED
1913	314.664	100	34,94 %
1914	220.623	70	30,42 %
1915	183.396	58	28,31 %
1916	227.496	72	29,37 %
1917	143.832	45	24,02 %
1918	120.982	38	22,97 %
1919	120.984	38	30,16 %
Données établies d'après ARBED – Un demi-siècle d'histoire industrielle (1911-1964), P. 337			

De manière générale, l'état de guerre et les difficultés d'approvisionnement qui en résultent provoquent d'importantes fluctuations au niveau de la production de l'usine de Dudelange. Si l'on prend en compte la production de l'année 1913, année de production continue et de bonne conjoncture, comme indice de référence, alors on s'aperçoit que l'état de guerre entraîne une baisse de la production d'acier de près de la moitié, de 1913 à 1915. Les chiffres de production d'acier de Dudelange montrent une remontée significative de la production pour 1916 (indice 72), meilleure année de production du temps de guerre, pour finir sur les années de pire difficulté que furent 1918 et 1919 (indice 38). Il y a lieu de constater que le retour à la paix n'arrange pas la reprise des affaires industrielles à l'immédiat, bien au contraire ! Tout au long de la période de la guerre, la part de Dudelange dans la production globale du groupe ARBED ne cesse de se réduire (de 35 % en 1913 à 23 % en 1918).

La comparaison des chiffres de production d'acier de Dudelange avec ceux d'une usine allemande du groupe ARBED, en l'occurrence l'usine de Burbach en Sarre, et avec ceux de l'usine de Belval à Esch-sur-Alzette apparte-

nant au groupe allemand *Gelsenkirchener Bergwerks-AG*, révèle des similitudes et des écarts riches d'enseignement. Alors que le volume global de production d'acier de l'usine de Burbach est bien supérieur à celui de Dudelange, le recul de sa production s'avère proportionnellement encore plus important, notamment pour les années 1915 et 1916. C'est que la mobilisation militaire a créé à Burbach une pénurie de main d'œuvre autrement plus grave qu'à Dudelange, ce qui conduit l'usine à engager par la suite plusieurs centaines de prisonniers de guerre russes. En comparaison des usines précitées du groupe ARBED, les baisses de production de l'usine eschoise du groupe allemand *Gelsenkirchener Bergwerks-AG* (GBAG) sont beaucoup moins élevées, la production de l'usine de Belval atteignant même de peu le niveau de production d'avant-guerre en 1916. Ces écarts manifestes s'expliquent par le fait que l'usine de la GBAG à Esch-sur-Alzette fabriquant des matériels de guerre sur place, son approvisionnement en matières premières est bien mieux assuré que celui de Dudelange. Il est significatif que l'effondrement de la production d'Esch-Belval ne se produit qu'après la défaite allemande, en 1919.

Comparaison de la production d'acier des usines
ARBED-Dudelange - ARBED-Burbach - GBAG-Esch-Belval (1913-1919)

	ARBED - Dudelange	Indice réf	ARBED - Burbach	Indice réf	GBAG-Esch-Belval	Indice réf
	Prod acier (t)	1913 = 100	Prod acier (t)	1913 = 100	Prod acier (t)	1913 = 100
1913	314.664	100	484.896	100	361.000	100
1914	220.623	70	303.455	62	276.000	76
1915	183.396	58	226.188	46	247.000	68
1916	227.496	72	254.652	52	337.000	93
1917	143.832	45	241.068	49	316.000	87
1918	120.982	38	226.263	46	282.000	78
1919	120.984	38	147.420	30	53.000	14
	(GBAG-Esch-Belval / usine 'Adolf-Emil-Hütte' appartenant à la Gelsenkirchener Bergwerks AG)					

Production de guerre ? La question
de la neutralité

La production sidérurgique de l'usine de Dudelange ne peut être considérée indépendamment du contexte général de l'époque qui est celui de l'état de guerre et de l'occupation militaire du pays par l'armée allemande. Par la reprise de sa production à partir d'octobre 1914, l'usine n'a-t-elle pas contribué aussi à l'effort de guerre de l'empire allemand ?²⁸ Et puis, n'y eut-il pas de production de matériels de guerre à Dudelange ?

Tout au début de l'occupation militaire allemande, le directeur général de l'ARBED était convenu avec le ministre d'Etat Paul Eyschen d'une ligne de conduite à adopter, afin de se conformer au statut de neutralité du pays.

Concernant les usines luxembourgeoises du groupe sidérurgique, la production devait être organisée « strictement dans les limites du programme de travail tel qu'il existait avant la

guerre ».²⁹ L'ARBED s'interdisait donc la mise au point de produits nouveaux, et elle n'allait pas procéder à l'établissement de nouvelles unités de production, tant que durerait la guerre. En clair, cela signifiait que l'entreprise s'engageait à ne pas produire de matériels de guerre.

Même si la ligne de conduite définie par Emile Mayrisch pour les usines luxembourgeoises de l'ARBED est à première vue claire et conforme au devoir de neutralité que l'entreprise entend respecter, il s'avère lorsqu'on y regarde de plus près que la distinction opérée entre production de guerre et production civile est plutôt malaisée, voire passablement ambiguë. Les poutrelles fabriquées à Dudelange pouvaient tout aussi bien servir dans la construction civile que pour des ouvrages de fortification militaire. Les fournitures de rails servaient à l'entretien des lignes de chemins de fer allemandes indispensables aux transports

²⁸ Voir à ce propos le travail de recherche novateur de Hamdi, Mohamed, « Ihre herrlichen Granaten aus Esch. » Die Beteiligung der Luxemburgischen Hüttenindustrie an der deutschen Kriegsmaterialbeschaffung während des Ersten Weltkrieges und die Frage der Neutralität. Mémoire scientifique, Université du Luxembourg – Bachelor en Cultures Européennes-Histoire, année académique 2015-2016.

²⁹ Arbed, P.XXIX (29), Déclaration de Mayrisch au Ministre d'Etat Kauffman, 05.03.1918. Cité d'après Barthel, Charles, Bras de fer, Luxembourg 2004, t, 1, P. 27.

militaires et représentaient de ce fait une contribution indirecte à l'effort de guerre de l'Allemagne.

Pour ce qui est de l'approvisionnement en matières premières tout comme de la commercialisation de ses produits, l'ARBED se trouvait, dès avant la Première Guerre mondiale, tout à fait intégrée dans les structures entrepreneuriales de la sidérurgie allemande, notamment par la participation de l'entreprise au *Stahlwerksverband*, le puissant cartel de l'acier allemand. Un incident très révélateur opposant ARBED-Dudelange au *Stahlwerksverband*, le comptoir de l'acier à Düsseldorf, montre à quel point il était devenu difficile d'exécuter des commandes civiles, notamment à partir de l'adoption en août 1916 du plan de mobilisation totale des ressources pour le compte de l'économie de guerre, le fameux *Hindenburg-Programm*. La société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince-Henri avait passé précisément en 1916 une commande de rails vignole à l'usine sidérurgique de Dudelange.³⁰ Or, toutes les fournitures de produits d'acier devant être agréées par le *Stahlwerksverband*, le comptoir de Düsseldorf s'y opposa en septembre 1916 pour des raisons de priorité absolue accordée aux matériels de guerre. En d'autres termes, ARBED-Dudelange se vit refuser pour des raisons militaires l'exécution d'une commande civile pour le compte d'une autre entreprise luxembourgeoise, en l'occurrence la société Prince-Henri. Cet incident, anodin en soi, montre à quel point la sidérurgie luxembourgeoise se trouvait intégrée, de gré ou de force, à l'économie de guerre allemande au cours de la Première Guerre mondiale !

Et puis, les difficultés d'approvisionnement en coke et ferro-manganèse que connais-

sait l'usine de Dudelange tout au long de la guerre, n'étaient-elles pas aussi liées au refus de l'ARBED de produire des matériels de guerre, notamment de l'acier à obus, dans ses usines luxembourgeoises ? La *Kriegs-Rohstoff-Abteilung* (KRA) ne se servait-elle pas de la répartition des matières premières pour mettre la pression à l'entreprise dans le but d'amener des usines comme ARBED-Dudelange à fabriquer des matériels de guerre³¹, à l'instar des usines d'Esch-Belval, de Differdange et de Steinfort³² appartenant à des entreprises allemandes ? L'usine de Dudelange n'entra pas dans la voie de la production de matériels de guerre.³³ Le principe de neutralité affirmé au début de la guerre par les responsables de l'ARBED était donc respecté. Cette ligne de conduite ne valait cependant que pour les usines luxembourgeoises de l'entreprise. Les usines allemandes du groupe ARBED, l'usine de Burbach en Sarre et les laminoirs d'Eschweiler dans le bassin d'Aix-la-Chapelle, produisaient bel et bien des matériels de guerre pour l'industrie de l'armement allemand. Or, l'usine de Dudelange livrait de manière régulière et constante des demi-produits (lingots d'acier, blooms) aux usines d'Eschweiler et de Burbach. À partir de la deuxième partie de la guerre, l'approvisionnement d'Eschweiler et de Burbach en demi-produits de Dudelange était même renforcé.³⁴ Il y a donc lieu de constater une répartition des tâches au sein du groupe ARBED : à l'usine de Dudelange était imparti le rôle de pourvoyeur en demi-produits des usines allemandes du groupe, qui de leur côté produisaient des matériels de guerre pour le compte du *Kriegsamt*, l'office de guerre allemand. ARBED-Dudelange contribuait ainsi malgré tout, ne fût-ce qu'indirectement, à l'effort de guerre allemand.

³⁰ ANLux, AE-00561 ; Travaux Publics TP-453 ; Cf. Hamdi, Mohamed, « Ihre herrlichen Granaten aus Esch. », op. cit. P. 34-35.

³¹ Ibid, P. 38, 40.

³² Concernant la production d'acier à obus à l'usine de Steinfort, voir Maas, J., Walter Rathenau et les hauts fourneaux de Steinfort, op. cit., P. 170-175.

³³ Arbed XXIX (29), Déclaration de l'Arbed, s.d (fin 1919, début 1920) ; Rapport d'Aloyse Meyer à Mayrisch, 04.11.1917 ; et *Rechtsgutachten für die Vereinigten Hüttenwerke von Burbach-Eich-Düdelingen über die Unzulässigkeit von Kriegslieferungen* rédigé par le Dr. R. Brasseur, 04.11.1917. Cité d'après Barthel, Charles, Bras de fer, Luxembourg 2004, t. 1, P. 27.

³⁴ ARBED, Conférences des directeurs techniques. Rapports des années 1916 et 1917 ; ANLux, AE-00511.

Bombardements et mesures de sécurité



La production est maintenue malgré les alertes d'attaques aériennes ! (Lettre ouverte d'Argus publiée par Die Volkstimme, 22 juin 1918)

Suite à l'enlèvement de l'offensive allemande lors de la terrible bataille de Verdun, à la mi-1916, et de l'adoption au mois d'août du plan Hindenburg visant la mobilisation totale des ressources pour le compte de l'économie de guerre, l'aviation alliée renforça ses attaques aériennes contre les lignes de communication et les centres industriels situés en territoire contrôlé par l'armée allemande. Aussi, les bombardements alliés visant les usines sidérurgiques luxembourgeoises allaient s'intensifier à partir de la mi-1916. Les usines contrôlées par des entreprises allemandes, à Esch-sur-Alzette, à Differdange, à Steinfort, fabriquaient en effet de l'acier à obus et d'autres matériels de guerre pour le compte de l'industrie de l'armement du Reich. Affaiblir l'ennemi, en portant atteinte à la capacité de production de son économie de guerre, tel était évidemment l'objectif des bombardements alliés.

L'intensification des bombardements alliés amena l'un des membres du conseil d'administration de l'ARBED, à savoir Gaston Barban-

son, à tenter le 16 mai 1916 une intervention auprès des Alliés par l'entremise du ministre belge de la Guerre, le baron Charles de Broqueville, dans le but d'obtenir la préservation des usines luxembourgeoises de l'entreprise.³⁵ A l'appui de son intervention auprès des Alliés, Barbanson fit valoir que les usines luxembourgeoises de l'ARBED étaient les seules à avoir toujours refusé l'exécution de commandes pour le compte de l'industrie de l'armement allemande. Et de signaler qu'il n'y avait pas de participation allemande au capital social de l'ARBED, alors que les participations issues de pays de l'Entente étaient significatives. Dans un premier temps l'intervention de Barbanson fut couronnée de succès, puisqu'en effet les usines de l'ARBED allaient figurer comme objectifs à préserver sur les plans d'attaque des aviateurs alliés, dont l'usine de Dudelange (« objectif 49-1 à préserver »). Cependant, dès le 20 juillet 1916 se produisit un revirement du côté des forces de l'Entente, suite à la riposte des services de renseignement alliés, parfaitement au courant du programme de fabrication de matériels de guerre aux usines de Burbach et d'Eschweiler. Les usines de l'ARBED figuraient de nouveau comme cibles à viser sur les plans d'attaque des aviateurs de l'Entente.

Une semaine plus tard, le 26 juillet 1916, l'usine de Dudelange, jusqu'alors préservée, fut la cible d'un premier bombardement. Huit bombes tombaient dans l'enceinte de l'usine, sans faire trop de dégâts, et sept bombes touchaient des quartiers d'habitation de la ville. De la fin juin 1916 à la mi-février 1918 on nota quelque 225 alertes aériennes. Par dix fois les avions alliés bombardèrent Dudelange en visant tout particulièrement l'usine. Quelque 23 bombes en tout allaient tomber dans l'enceinte de l'usine, ne causant que des dégâts relativement mineurs. La production à l'usine ne fut jamais sérieusement interrompue du fait des bombardements alliés. Malheureusement les quartiers d'habitation proches de l'usine furent également touchés ; il y eut des blessés et des morts, comme ce fut le cas lors des attaques aériennes des 27 et 30 juillet 1916.³⁶

³⁵ Cf. Arboit, Gérard, Dans les soubresauts de la Grande Guerre : Bombardements, renseignement et affairisme au Luxembourg. Terres Rouges, Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, fasc. 1. Luxembourg 2009, P. 96-123.

³⁶ cf. Dudelange, Cinquantenaire 1907-1957. P. 348 ; Melchers, E.-T., Bombenangriffe auf Luxemburg in zwei Weltkriegen. Luxembourg 1984, P. 80, 90, 123-125.

Face à la menace des bombardements aériens, la direction de l'usine réagit en décidant de la mise en œuvre de mesures de sécurité. Des abris pour le personnel furent aménagés à proximité des canalisations souterraines et entre les soubassements des machines motrices. Les plus importantes installations de production furent recouvertes de dalles en béton armé. Enfin, un système d'alerte fut mis en place.³⁷ Les alertes pour attaques aériennes nocturnes étaient redoutées par les ouvriers des équipes en poste de nuit, surtout pendant les nuits de clair de lune. En juin 1918, le périodique syndical *Die Volksstimme* donna la parole à un correspondant de Dudelange qui se plaignait de ce que la direction de l'usine n'ordonne pas l'arrêt de la production en cas d'alerte aérienne. Ainsi, malgré l'alerte aérienne déclenchée à l'usine dans la nuit du 6 au 7 juin 1918, de 1h20 à 3 h du matin, l'aciérie aurait continué à souffler charge après charge, ce qui aurait eu pour effet que les installations étaient « visibles à 50 km à la ronde ». Le correspondant ne manqua pas de pointer du doigt la responsabilité de la direction de l'usine qui non seulement aurait mis en danger la vie des ouvriers, mais aurait encore provoqué la mise en péril de l'ensemble de la population de la ville de Dudelange.³⁸

Crise alimentaire – Essor du mouvement ouvrier – Grève de mai-juin 1917

Il n'y avait pas que les bombardements aériens qui provoquaient par moment un climat de grande nervosité à l'usine. La plus grande préoccupation des ouvriers du temps de la guerre était la pénurie alimentaire et la hausse générale des prix frappant les denrées de première nécessité. Dès le début de la guerre, la direction d'ARBED-Dudelange avait supprimé les indemnités de vie chère dont bénéficiaient les ouvriers pouvant se prévaloir d'une certaine

ancienneté. Ces indemnités de vie chère avaient été introduites dès avant le déclenchement de la guerre dans le but de compenser les effets du mouvement inflationniste qui touchait alors l'économie luxembourgeoise.

De même, la direction avait-elle réduit les salaires à la tâche de 10 à 20 % selon les services.³⁹

Dès l'été 1915 la montée des prix prend des proportions inquiétantes, avec des augmentations de l'ordre de 30 à 50 % sur plusieurs denrées de première nécessité, comme le pain ou les pommes de terre, des augmentations de 75 % sur le lait et de 100 % sur le riz et les légumes, depuis le début de la guerre.

Devant l'envolée des prix des denrées de première nécessité, la direction décide de réintroduire les indemnités de vie chère à la fin du mois de février 1916 et d'accorder par la suite des augmentations de salaire de 1 Mk en moyenne, échelonnées selon les services et les catégories de personnel.⁴⁰ Le problème est que ces augmentations de salaire des ouvriers ne compensent nullement le renchérissement galopant des denrées de première nécessité. Et les difficultés de ravitaillement s'aggravent très sérieusement. La direction de l'usine tente bien d'y faire face, en aménageant des dépôts de vivres, en élargissant l'offre de service de la cantine, en supervisant la production de denrées alimentaires.⁴¹ Mais la pénurie prend des proportions tellement inquiétantes que la grande majorité de la population ouvrière souffre de la disette.

Les gouvernements successifs de la période de guerre ont bien tenté de remédier à la gravité de la situation en recourant à une politique de contrôle des prix et de rationnement des denrées de première nécessité, mais ils n'y réussissent point. Les ouvriers du bassin minier et de la capitale vont tenter alors de prendre en main leur propre sort. Des associations de consommateurs fonctionnant suivant le modèle coopératif se créent en 1916. Leur objectif est d'entreprendre

³⁷ Hoff, op. cit., P. 113.

³⁸ *Die Volksstimme*, correspondance d'Argus, 22 juin 1918.

³⁹ ARBED, Conférences des directeurs techniques, 14 décembre 1914.

⁴⁰ ARBED, Conférences des directeurs techniques, 20 février 1916.

⁴¹ Conrardy, J.-P., Dudelange. L'usine centenaire 1882-1982. Luxembourg 1982, P. 118, 119, 124.

la lutte contre la pénurie alimentaire et la cherté des vivres. A la fin du mois d'août 1916 le mouvement des consommateurs organise des réunions de protestation contre la cherté de la vie à Luxembourg-ville et à Esch-sur-Alzette qui connaissent un grand succès. Ces manifestations de protestation donneront l'impulsion décisive au lancement du mouvement syndical, puisque deux syndicats ouvriers seront fondés, l'un à Luxembourg-ville, l'autre à Esch-sur-Alzette, tout au début du mois de septembre. Le syndicat des mineurs et des ouvriers de la sidérurgie, le *Luxemburger Berg-und Hüttenarbeiter-Verband* (BHAV), est fondé le 1^{er} septembre 1916 à Esch-sur-Alzette. Par la suite des sections syndicales du BHAV vont être établies dans toutes les localités industrielles du bassin minier.

La section syndicale de Dudelange du *Berg-und Hüttenarbeiter-Verband* mettra quelque temps à voir le jour. Le syndicaliste dudelangeois Nic Bieber se rappellera après les grandes luttes des années 1916-1921 que « le climat de terreur » que le patronat faisait régner à Dudelange en ces années, n'était guère propice à l'émergence d'une structure autonome du mouvement ouvrier « *Damals war die Lage der Arbeiter geradezu verzweifelt. Der Arbeitgeberterror schlug die Arbeiter so in Fesseln, wie dies in keinem Orte des Landes zu finden war. Die Rede-und Koalitionsfreiheit bestanden dort nicht, da dies die Hüttendirektion nicht zuließ. (...)* »⁴² La fondation de la section de Dudelange du BHAV a finalement lieu le 25 février 1917 (salle Weyrich Fiss). Suite à la présentation des objectifs et du mode d'organisation du syndicat par Pierre Kappweiler, secrétaire général du BHAV, cinquante-deux ouvriers signent un bulletin d'adhésion au BHAV et procèdent à la mise en place d'un comité provisoire pour diriger la section syndicale. En font partie Eugène Olinger, président, Nic Steil, secrétaire, Jean-Baptiste Rock, trésorier, et J.-P. Hirschler,

membre. Ces derniers seront confirmés dans leur fonction respective lors de l'élection d'un comité définitif à l'assemblée du 25 mars suivant, la section comptant alors déjà quelque deux cents membres.⁴³ Elle en comptera le double deux mois plus tard, pour atteindre le nombre de 408 adhérents à la veille de la grève de mai-juin 1917.⁴⁴ Le bureau de la section sera établi par la suite maison Libar, rue de la Gare.⁴⁵

Tout au long de l'hiver 1916-1917 la pénurie alimentaire ne cesse de s'aggraver. A plusieurs reprises les leaders syndicalistes interviennent auprès du gouvernement pour réclamer un meilleur approvisionnement en nourriture, sans succès. Au printemps, l'exaspération est telle que les ouvriers commencent sérieusement à envisager la grève. Leurs revendications portent pour l'essentiel sur une augmentation salariale de l'ordre de 50 % pour faire face à la cherté de la vie. Sous la poussée de la base, les responsables syndicaux du BHAV décident alors, à la mi-avril, de faire procéder dans les différentes usines à l'élection de délégués chargés de présenter au patronat les revendications de leurs camarades. Partout, y compris à Dudelange, le patronat opposera une fin de non-recevoir aux doléances des délégués ouvriers. Il n'entend même pas recevoir ces délégués élus, puisqu'il ne leur reconnaît aucune légitimité. Il ne reste aux ouvriers que le déclenchement de la grève générale, à partir du 31 mai 1917.

La grève débute aux usines Adolf-Emil à Esch-Belval, le matin du 31 mai et s'étend rapidement dans la journée aux usines de Differdange, Rodange et Rumelange, alors que les ouvriers de Dudelange ne débrayent que le lendemain, 1^{er} juin.⁴⁶ Il paraît difficile de connaître avec précision le taux des grévistes à l'usine de Dudelange. Selon plusieurs sources concordantes⁴⁷, il semble qu'environ les trois-quarts du personnel ouvrier participent au mouvement de grève. Le 1^{er} juin a lieu une grande manifesta-

⁴² Bieber, Nic, 8 Jahre Arbeiterbewegung in Dödelingen (1917-1925). Ein Beitrag zur Fahnenweihe der Verbandsgruppe der Freien Gewerkschaften. Luxemburg 1925, P. 3.

⁴³ Le comité de la section se voit alors renforcé par l'élection des ouvriers Charles Weber, Jean Reuter, Steines, Scholler et Hellers, cf. Zehn Jahre LBMAV, P. 74.

⁴⁴ « *Jubiläumsfeier der Dödelinger Arbeiterbewegung* », in Tageblatt du 18 août 1949.

⁴⁵ cf. Zehn Jahre LBMAV, P. 74.

⁴⁶ « *Zur Streikbewegung* », in Die Volkstribüne. Demokratisch-fortschrittliches Organ, 2 juin 1917.

⁴⁷ « *Zur Arbeiterbewegung im Kanton Esch* », in Luxemburger Wort du 2 juin 1917 ; Bieber, Nic, 8 Jahre Arbeiterbewegung in Dödelingen (1917-1925). Ein Beitrag zur Fahnenweihe der Verbandsgruppe der Freien Gewerkschaften. Luxemburg /1925/

tion des grévistes au parc municipal de la Lé'h, à laquelle participent environ 1.500 personnes, dont les équipes d'ouvriers des deux tournées de nuit et de jour. Les leaders syndicaux Pierre Kappweiler et Pierre Mart du BHAV rappellent à cette occasion les revendications du mouvement ouvrier et recommandent aux grévistes de manifester dans le calme, afin d'éviter tout débordement susceptible de provoquer l'intervention des forces de l'ordre, voire des troupes d'occupation allemandes. Les manifestants descendent ensuite en cortège de la Le'h au centre-ville où la manifestation se termine sans incident.

Bien que la grève se déroule dans le calme, le colonel Tessmar, commandant des forces militaires d'occupation, proclame dès le 31 mai l'état d'urgence et ordonne à la troupe d'intervenir dans le bassin minier, baïonnette au canon, afin de protéger les établissements industriels. Il est évident que l'intervention militaire allemande vise à intimider les grévistes. Il s'avère qu'en fin de compte ces derniers ont affaire à deux adversaires coriaces : le patronat et l'armée du *Kaiser*. Le 5 juin, le colonel Tessmar convoque les principaux leaders syndicaux pour leur signifier que l'armée allemande ne saurait tolérer la continuation de la grève dans une région si proche du front et de les menacer de poursuites judiciaires et de déportation s'ils s'obstinent. La situation étant totalement bloquée, sans perspective de pouvoir entamer la négociation à propos des revendications ouvrières, le mouvement de grève commence à s'essouffler, d'abord à Dudelange le 4-5 juin. Au plus tard le 6 juin la grande majorité des ouvriers y reprend le travail, alors que les ouvriers de Differdange et de Rodange tiennent jusqu'aux 9 et 10 juin.

Le mouvement de grève de mai-juin 1917 est incontestablement un échec pour le mouvement ouvrier. Les sanctions patronales seront lourdes. Une cinquantaine de grévistes seront licenciés à l'usine de Dudelange et inscrits sur les fameuses listes noires que les patrons se communiquent mutuellement afin d'empêcher l'embauche par d'autres usines des ouvriers

licenciés. Ces licenciements touchent en tout premier lieu les leaders du mouvement ouvrier, comme Eugène Conrad, serrurier à l'usine de Dudelange, cofondateur de la section BHAV de Dudelange, membre de son comité exécutif, licencié sans préavis et inscrit sur la liste noire de l'usine. Conrad qui sera élu une première fois au conseil communal de Dudelange en 1919, sera obligé de se faire embaucher comme mineur en Lorraine. Après la grève de 1921 il ne trouvera plus à s'embaucher et il s'établira comme commerçant à Dudelange.⁴⁸ A la fin de la guerre, Emile Mayrisch tentera de nier l'existence des fameuses listes noires ce qui lui vaudra de vives ripostes dans la presse syndicale.⁴⁹

A la suite de l'échec de la grève de mai-juin 1917, la section dudelangeoise du BHAV perd dans un premier temps à peu près la moitié de ses adhérents. Mais les Nic Biever, Eugène Olinger, Eugène Conrad, Pierre Hirschler ne se laissent pourtant pas abattre par la démoralisation ambiante et partent à la reconquête d'une base élargie dans les mois qui suivent. Dès la mi-1918, la section syndicale dépasse le cap des 1.000 adhérents, pour atteindre les 1.700 membres au mois de décembre suivant.

A la fin de cette Première Guerre mondiale, le personnel de l'usine est encore durement éprouvé par les effets de la grippe espagnole. L'épidémie atteint son point culminant lors de la première semaine du mois de novembre 1918, lorsqu'un cinquième du personnel ouvrier est déclaré malade. Dix-huit décès du fait de la grippe espagnole seront à déplorer à l'usine de Dudelange, dont deux décès de très jeunes ouvrières, l'une âgée de seize, l'autre de dix-neuf ans.⁵⁰

Mais à l'issue du conflit mondial, en cette fin d'année 1918, après une longue période de vicissitudes et de déboires, les ouvriers de Dudelange tout comme ceux de l'ensemble du bassin minier perçoivent enfin une lueur d'espoir. La force de mobilisation du mouvement ouvrier conduit le gouvernement à décréter pour la mi-décembre l'introduction de la journée de travail de huit heures.

⁴⁸ Nécrologie Eugène Conrad (1894-1948), in *Tageblatt* du 2 avril 1948.

⁴⁹ « *Düdelinger Zarismus und seine Gerechtigkeit* », in *Die Volksstimme* du 24 octobre 1918 ; « *Schwarze Listen in der Gesellschaft Arbeit* », in *Die Volksstimme* du 16 novembre 1918 ; « *Herr Mayrisch ! Noch immer die schwarzen Listen* », in *Die Volksstimme* du 18 janvier 1919.

⁵⁰ ANLux, ADU-U1-79.

Bibliographie

- Biever, Nic, 8 Jahre Arbeiterbewegung in Dödelingen (1917-1925). Ein Beitrag zur Fahnenweihe der Verbandsgruppe der Freien Gewerkschaften. Luxemburg /1925/ Ed Nimax, 19 p.
- Chomé, Félix, Un demi-siècle d'histoire industrielle 1911-1964. ARBED Luxembourg
- Conrardy, Jean-Pierre, Dudelange, L'usine centenaire 1882-1982. ARBED Luxembourg 1982
- Conrardy, Jean-Pierre, Dudelange. Passé et présent d'une ville industrielle, t. II L'usine sidérurgique. Le renouveau industriel et urbain.+ Luxembourg 1991
- Durlé, Jos, Nic. Biever. Sein Leben – von der Wiege bis zur Bahre. Esch-s.A. 1990
- Hamdi, Mohamed, « Ihre herrlichen Granaten aus Esch. » Die Beteiligung der Luxemburgischen Hüttenindustrie an der deutschen Kriegsmaterialbeschaffung während des Ersten Weltkrieges und die Frage der Neutralität. Mémoire scientifique, Université du Luxembourg – Bachelor en Cultures Européennes-Histoire, année académique 2015-2016.
- Henrion A(Ifred), Henrion G(ustave), L'usine de Dudelange vers la fin du siècle dernier, in Dudelange, Notre Forge du Sud, op. cit., p. 259-262
- Koerperich, Léon, Krantz, Robert, Dödelinger Chronik, Bd II. Esch-s-A. 1982
- Melchers, E.-T., Bombenangriffe auf Luxemburg in zwei Weltkriegen. Luxembourg 1984
- Mich, Camille, Aperçu historique sur l'usine de Dudelange, in Dudelange, Notre Forge du Sud, Les Cahiers Luxembourgeois, XXIII^e année n°6, Luxembourg (1951), p. 213-229
- Mootz, François, Le travail aux hauts fourneaux autrefois et aujourd'hui, in Dudelange, Notre Forge du Sud, op. cit., p. 263-266
- Trinkaus, Fabian, Arbeiterexistenzen und Arbeiterbewegung in den Hüttenstädten Neunkirchen/Saar und Dödelingen/ Luxemburg (1880-1935/40). Ein historischer Vergleich. Veröffentlichungen der Kommission für Saarländische Landesgeschichte. Bd. 46. Saarbrücken 2014
- Livre du Cinquantenaire de la Ville de Dudelange 1907-1957. Esch-s.-A. 1957
- ARBED, L'Usine de Dudelange, p. 177-201
 - Rolling, Michel, Le gisement de minerai de fer et l'évolution de l'exploitation à la mine de Dudelange, p. 203-213
- Koerperich, L., Hoffmann, R., Quartier « Deich » « Schmelz » « Schlaackemillen », Dudelange s.d. / brochure Interesseverain Quartier Schmelz '87 Diddeleng / s. d./

La ville de Dudelange à la veille de la Première Guerre mondiale, un étonnant laboratoire du vivre en commun.

Antoinette Reuter

La commune de Dudelange a été mise en place à l'époque napoléonienne. Elle englobe à ce jour les sections de Dudelange, Boudersberg et Burange. Lors du recensement de 1804, l'entité administrative dudelangeoise comptait 1192 habitants¹ essentiellement engagés dans des activités agricoles. En 1910, elle affiche 10.663 résidents. Cette croissance démographique extraordinaire est induite par la mise en place de l'usine sidérurgique à partir de 1882. En effet, au cours du dernier quart du XIX^e siècle, le nombre d'habitants quadruple, évoluant de 1628 unités en 1880 à 9069 unités en 1900². On peut de ce fait légitimement avancer que le berceau de la très grande majorité de celles et de ceux qui vivaient à Dudelange au tournant des XIX^e et XX^e siècles avait été installé ailleurs qu'en ce lieu qui allait sous peu se déclarer fièrement « la Forge du Sud ». C'est donc l'apport migratoire et non pas le solde naturel – différence entre les taux de natalité et de mortalité – qui explique le développement foudroyant de la population dudelangeoise. Cette évolution a mis les habitants du crû, les « autochtones », face à un nombre de personnes venues d'ailleurs représentant un multiple de celui des résidents nés dans la commune. A ce titre, la société locale qui voit le jour à la veille de la Première Guerre mondiale à Dudelange nous semble constituer un terrain idéal pour interroger les questions d'identité ou d'altérité.

Pour ce faire, il nous semble indispensable de procéder à un changement radical de paradigme en matière de catégorisation des membres de cet ensemble démographique. A partir des années 1950, après l'expérience de deux guerres mondiales et d'occupations lourdes ayant remis en cause l'indépendance même du Luxembourg, les historiennes et les historiens³ ont pris l'habitude de projeter vers le passé des catégories – notamment celle de la nationalité – qui avaient cours à l'époque, mais qui ne nous semblent guère faire sens pour l'étude des populations du Bassin minier luxembourgeois de la fin du XIX^e siècle. Il s'agit là d'une réalité que nous nous proposons d'établir en adoptant à l'égard du temps une approche ascendante et non pas descendante, en essayant donc de suivre pas à pas l'arrivée et l'installation de nouveaux groupes d'habitants à Dudelange. A ces fins, nous examinerons d'abord le degré d'ouverture sur l'extérieur de la société rurale préindustrielle de Dudelange, nous étudierons ensuite les caractéristiques démographiques de la période de mise en chantier de l'usine pour enfin aboutir à l'exploration de la société dudelangeoise après le lancement à plein régime de l'usine.

Notre travail a été grandement facilité par la mise en ligne récente de l'état civil des communes et des registres des paroisses luxembourgeoises⁴. Croisés avec d'autres sources,

¹ se déclinant respectivement en 758, 175 et 259 unités pour les différentes sections. Ce décompte plaçait à cette date Dudelange au premier rang des communes du futur Bassin minier luxembourgeois. À titre de comparaison, la commune d'Esch-sur-Alzette qui intégrait à l'époque outre son chef-lieu les localités de Lallange, Schiffflange et Udange comptait 1.167 habitants, voir Flies, Joseph, *Das andere Esch*, Luxembourg : Imprimerie Saint-Paul, 1979, p.267.

² Voir le tableau détaillé en annexe. Celui-ci est établi à partir des données proposées par Koerperich, Léon et Krantz, Robert, *Düdelinger Chronik*, Esch-sur-Alzette : Administration communale de Dudelange, p.99-107, 115, 120, 126, 128, 154, 166, 167, 170, 179, 194.

³ Le constat vaut aussi bien pour les historiens professionnels que ceux amateurs.

⁴ Consulter le site des Archives nationales du Luxembourg <https://anlux.public.lu/fr.html> et du projet <http://data.matricula-online.eu/en/LU/> auquel participe l'évêché de Luxembourg.

notamment les actes notariés⁵, les *Stammrollen* (registres du personnel) de l'usine⁶, les fiches de la police des étrangers⁷, ces documents nous invitent à porter un regard nouveau sur cette société d'une *Gründerzeit* luxembourgeoise, celle de la mise en place de l'industrie sidérurgique⁸.

Dudelange avant l'industrialisation : un microcosme rural ouvert sur l'extérieur ?

Avant d'examiner les nouvelles arrivées à Dudelange, il nous a semblé utile d'évaluer le degré d'ouverture sur l'extérieur de la société traditionnelle dudelangeoise, celui-ci pouvant éventuellement conditionner la qualité de l'accueil réservé aux nouveaux venus. Pour approcher cette réalité, nous avons consulté les registres de décès de la commune pour les années 1830 à 1880. Outre le lieu de décès d'une personne, ceux-ci nous donnent également celui de sa naissance. C'est trahir un secret de polichinelle que de confirmer le degré de sédentarité très important de la population de la commune à l'époque préindustrielle. La très grande majorité des personnes décédant dans la commune y était également née. La sédentarité adopte même des caractéristiques très localisées. On naît et décède à Dudelange, Burange ou Boudersberg. La mobilité intra-communale semble donc faible.

Cependant, une analyse plus pointue des résultats apporte des nuances. Les historiens démographes ont établi de longue date que même la société rurale la plus sédentaire a besoin d'un certain degré de mobilité pour se maintenir et se

développer⁹. Dans le monde rural, sédentarité et mobilité ne s'excluent donc pas, mais interagissent. La mobilité, même si elle a concerné et ne concerne qu'une fraction très minoritaire de la population mondiale, constitue donc une manière toute aussi légitime de faire population que la sédentarité¹⁰.

Si l'on considère comme mobiles les personnes nées en dehors de la commune de Dudelange, le taux de mobilité ne tombe jamais à moins de dix pour cent des décès. Au cours de certaines années particulières, comme lors de la période de mise en place des infrastructures ferroviaires¹¹, il peut même monter en flèche pour s'établir à près de cinquante pour cent. D'un point de vue méthodologique, il faut par ailleurs noter que sur l'ensemble de la période étudiée, l'effrayante mortalité infantile tire le balancier démographique du côté de la sédentarité. Apparaissent également des nuances entre les sections, Dudelange est plus mobile que Burange, qui à son tour est plus remuante que Boudersberg. Il s'agit en l'occurrence d'abord d'une mobilité régionale de courte distance provenant prioritairement des communes voisines du Roeserbann et poussant des pointes vers la région mosellane. Les provenances du val de Kayl, si importantes à l'époque industrielle, ne tiennent qu'un rang accessoire. C'est la société rurale même qui constitue le moteur de cette mobilité. Pour faire tourner leurs domaines, les propriétaires des grandes fermes de Dudelange ont besoin d'un grand nombre de brassiers, de journaliers, de domestiques, masculins et féminins. Ils doivent à ce titre compléter l'offre locale par des apports extérieurs. La mobilité alimente par ailleurs pratiquement tous les métiers

⁵ Sont concernées essentiellement les études des notaires Albert Thilges pour les années 1888 à 1906 et Oscar Thilges, pour les années 1907 à 1912. Les actes sont conservés dans le fond des notaires aux Archives nationales de Luxembourg. Notant qu'avec Oscar Thilges le siège de l'étude précédemment établi à Hellange est transféré à Dudelange.

⁶ Conservés dans le fond ARBED des Archives nationales du Luxembourg.

⁷ Conservées en partie par les Archives municipales de Dudelange et par le fond de la Police des étrangers aux Archives nationales.

⁸ Voir, à titre de parallèle, Jansen, Christian, *Gründerzeit und Nationsbildung 1849–1871*, Paderborn: Schöningh, 2011.

⁹ Nous renvoyons à notre présentation de l'œuvre de Henri Jacob, *La paysannerie de la Haute Ardenne ou sédentarité et migrations ne s'opposent pas. Hommage à l'abbé Henri Jacob, historien des campagnes luxembourgeoises*, sur le site du CDMH https://www.cdmh.lu/resources/pdf/_base_3/9782753875142.pdf

¹⁰ Nous déplorons qu'après plus de 50 années de recherches pointues et patientes d'un grand nombre d'historiens démographes représentant diverses écoles « nationales », il faille réaffirmer ce b.a.-ba résultant de leurs travaux conjugués devant le retour des chantres de la seule vertu de la sédentarité. Ceci montre qu'en matière d'avancées scientifiques, rien n'est, hélas, jamais acquis.

¹¹ Années 1860.

dont la société rurale ne peut pas se passer, mais qui se situent en marge de l'activité agricole à proprement parler : aubergistes, commerçants (à demeure et colporteurs), forgerons, cloutiers, meuniers, charrons, voituriers, pâtres, mais également instituteurs et institutrices, curés et religieuses. En matière de mobilité, Dudelange exerce une forme de centralité par rapport aux autres villages en agglutinant la plupart des activités qui se placent en dehors du cadre agricole *stricto sensu*. Cependant, la section de Burange renferme un nombre étonnant de personnes liées à la production et à la transformation de matières textiles : tisserands, couturiers et couturières, merciers (à domicile et colporteurs). On peut en déduire qu'il revient à la commune

de Dudelange – toutes sections confondues – une fonction centrale à l'égard des communes voisines.

Plus inattendue s'avère une forte mobilité transfrontalière avec les communes de la Lorraine voisine ou proche, telles que Volmerange, Hettange, Roussy, Rodemack, voire Thionville et Metz. Il s'agit en l'occurrence d'un phénomène très largement lié à des stratégies nuptiales. La tradition très ancrée depuis l'époque de l'Ancien Régime de choisir un époux ou épouse outre frontière se poursuit au-delà de la mise en place de nouvelles frontières et résiste même au rattachement du département de la Moselle à l'Allemagne en 1871¹².

L'évolution de la population de la commune de Dudelange (1804-1910)

	Dudelange	Boudersberg	Burange	Italien	Tattenberg	Schmelz	Total	Remarques
1804	758	175	259				1192	
1824	968	182	257				1407	épidémie, choléra (1830)
1847	1155	232	262				1649	
1851	1216	181	255				1652	émigration vers la France
1858	1187	199	220				1606	chemin de fer, tunnel de Zoufftgen
1860	1222	211	259				1692	épidémie, choléra (1866)
1874	1245	222	246				1713	émigration vers les Etats-Unis
1881	1173	201	254				1628	début exploitation minière (1881)
1884							2460	mise en chantier de l'usine (1882)
1885							3556	
1887							4592	lancement de l'usine (1886)
1889	4438	190	375				4903	
1890	4688	205	343				5236	lancement du 4e haut fourneau (1889)
1892							6209	
1900	3254	378	414	1487	1075	2461	9069	
1904							9704	
1904							10425	
1908							10889	
1910	9973	247	443				10663	

¹² Ce phénomène mériterait étude.

Par ailleurs, le rattachement du Luxembourg à des ensembles politiques et économiques plus vastes se solde par l'installation d'une migration de moyenne ou longue distance. L'adhésion du Luxembourg au *Zollverein* (1843) et le développement du réseau ferroviaire entraîne l'installation de douaniers et d'employés des chemins de fer, de même que des marchands issus de réseaux mercantiles transfrontaliers reposant soit sur une origine géographique, soit sur une appartenance confessionnelle commune¹³. Enfin, les constellations politiques ne restent pas sans conséquences. Au cours des années « belges » (1830-1839), Dudelange accueille des personnes provenant des arrondissements d'Arlon ou de Bastogne.

Les personnes attentives aux questions de méthode pourraient à juste titre soulever le fait que connaître le lieu de naissance et de décès d'une personne ne présume en rien de l'endroit où celle-ci a pu se tenir au cours des années séparant les deux événements. En recoupant les données du registre des décès avec les registres des mariages et des naissances on peut affirmer que les impressions livrées par la première source se confirment très largement.

En complément, le registre des décès – tel qu'il est opéré par les autorités communales de Dudelange – nous permet de connaître au moins quelques facettes de la mobilité de sortie des Dudelangeoises et des Dudelangeois. En effet, depuis les années 1830, les communes françaises informent l'administration dudelangeoise du décès « forain » d'une personne originaire de la commune luxembourgeoise¹⁴. Nous découvrons de la sorte, en miroir de celle de Dudelange, la mobilité nuptiale transfrontalière, côté lorrain, mais nous prenons surtout la mesure de l'émigration vers Paris et l'Île de France. Rares sont effet les années sans transcription d'un acte, fréquentes celles comportant des transcriptions multiples. Les métiers exercés par les personnes expatriées relèvent sans surprise de la domesticité (bonne, cuisinière,

cocher, valet de chambre ...), mais on note également une forte présence des femmes dans les métiers du textile et de la mode (bonnetière, corsetière, repasseuse, modiste ...). Outre les noms des personnes décédées, ces actes nous livrent à travers les noms des déclarants et des témoins toute une sociabilité dudelangeoise à l'étranger.

Il n'existe pas d'actes similaires pour les Dudelangeois partis vers d'autres horizons que la France. Cependant, les actes notariés permettent de pallier cette lacune. Les fonds des notaires Thilges, père et fils, évoquent l'émigration vers les États-Unis. Un échange de courrier entre le gouvernement et le bourgmestre de Dudelange révèle par ailleurs la participation de plusieurs familles locales à la « fièvre argentine »¹⁵.

Des chronologies à revoir, des catégories à abandonner

Reconsidérer notre manière de considérer le développement démographique de la ville de Dudelange nous invite à considérer les temporalités fines. En plongeant le regard du présent vers le passé nous avons tendance à comprimer la chronologie et à ignorer de ce fait les nuances. En matière de migrations, cette manière de procéder nous incite à l'emploi de catégories globalisantes. Nous évoquons « les Italiens », « les Allemands », « les Luxembourgeois ».

Or, en procédant à l'inverse, en remontant le fil de l'histoire depuis les premières arrivées de migrants, on constatera que « les Italiens » venus lors de la mise en chantier de l'usine en 1882 ne sont pas les mêmes que ceux présents alors que l'usine tourne à plein régime à la fin des années 1880. Ils ne sont pas originaires des mêmes régions, n'ont pas la même histoire, n'évoluent pas dans le même environnement socioculturel et familial, n'exercent pas les mêmes métiers. Or, il est important de tenir

¹³ Vers 1830 s'établissent une première famille de marchands-colporteurs juifs d'origine allemande de même que la famille Blee de Lommel, appartenant à la mouvance des « Brobänner ».

¹⁴ Les documents provenant de France sont englobés dans le registre dudelangeois et les décès y sont transcrits. Les personnes décédées à l'étranger sont donc comptabilisées dans les statistiques mortuaires locales.

¹⁵ Voir Wey, Claude *Luxembourg immigrants and their descendants in Argentina (1880-1940)*. https://www.cdmh.lu/resources/pdf/_base_3/9786282332305.pdf



Archives de la Ville de Dudelange, Fonds des cartes postales.
Le café Dickes en 1908. Etabli en 1883, il constitue la première maison « en dur » du futur quartier « Italien ».



Archives de la Ville de Dudelange, Fonds des cartes postales.
Vue du quartier « Italien » vers 1900.

compte de ces détails, car ils ont leur importance pour comprendre certains mécanismes d'accueil des étrangers qui vont se mettre en place dans la « Forge du Sud ».

En matière de présence « italienne » à Dudelange, l'examen attentif des sources nouvellement mises en ligne nous réserve bien des surprises. Celles-ci nous permettent notamment d'évoquer l'installation dans la commune de quelques ressortissants de la Péninsule exerçant comme mineurs vers 1880, donc dès avant la mise en chantier de l'usine. Tout porte à croire qu'ils résidaient du côté de Tattenburg où l'on comptait déjà quelques habitations, avant que Jean-Pierre Dickes, un aubergiste issu d'un mariage entre un Dudelangeois et une Algrangeoise, ne pose en 1883 avec l'ouverture de son café ce qui est considéré représenter le premier édifice « en dur » du quartier « Italien »¹⁶. Le groupe présent à Tattenburg, puis au quartier « Italien », est composite et défie toutes les catégories – ethnie, langue, histoire commune ... – habituellement mobilisées en légitimation du national. Certains en effet portent des patronymes italiens – Barozzi, Dalla Via, Mazzalai – mais sont des ressortissants de l'Empire austro-hongrois originaires du Trentino, des « Tyroliens »¹⁷. D'autres provenant du *Bel-lunese*, région relevant bien du Royaume d'Italie, sont dotés de patronymes qui ne trahissent pas cette origine – Arboit, Bof, Rech, Scopel, Vanin. Par ailleurs, alors que l'on affirme habituellement « les Italiens » célibataires et peu stables, nombre des premiers habitants du quartier « Italien » sont présents avec femme et enfants. Les mariages sont bien souvent « mixtes » engageant une épouse allemande, lorraine ou luxembourgeoise. Tout comme les lieux de naissance des enfants, ce phénomène indique une familiarité déjà certaine avec la région d'accueil¹⁸. Cette première présence sera étoffée lors de la mise en chantier de l'usine par

des ouvriers du bâtiment provenant des mêmes régions que celles évoquées ci-dessus, recrutés probablement à travers des chaînes familiales et villageoises déjà bien en place. Parmi eux, le très connu entrepreneur Jules Moschen originaire de Levico. Dit « Giulio Grande » du fait de sa haute taille, il avait de manière assez typique comme première épouse la Dudelangeoise Rosa Devas¹⁹.

Avec la mise à feu de l'usine, un deuxième groupe d'Italiens se présente à Dudelange, numériquement beaucoup plus important que le premier, celui des deux à trois cents ouvriers du roulage de l'usine. Majoritairement originaires des provinces d'Aquila et de Teramo dans les *Abruzzes*, ils viennent se loger dans les infrastructures mises en place par les premiers venus. Les *Abruzzese* semblent mieux correspondre aux clichés véhiculés à propos des Italiens du Luxembourg. Ils sont en effet plus jeunes que ceux qui les ont précédés, souvent célibataires et prêts à changer d'usine si une meilleure rémunération est offerte ailleurs. Et pourtant, là encore il s'agit de pratiquer la nuance. Si en permanence 150 à 200 ressortissants de la modeste localité de Pietracamela logée dans la province de Teramo sont présents à Dudelange²⁰, on ne peut raisonnablement pas maintenir l'idée d'une rotation de masses anonymes. Les mêmes reviennent bien souvent ou à défaut ils sont relayés par des frères, des cousins ou des voisins. Par ailleurs comme nous allons essayer de le montrer plus bas, même la mobilité de ce groupe finira par devenir relative, des stratégies d'entrée dans l'usine et de promotion par l'usine se mettant en place.

La même prudence catégorielle s'impose dans la considération du groupe des « Allemands ». Dans les publications de l'après Deuxième Guerre mondiale, ceux-ci sont catégorisés comme ayant été arrogants et prétentieux. On leur prête la manie d'avoir enfilé sous

¹⁶ En cette année là est également mise en service la bretelle ferroviaire reliant l'usine au réseau général. La Gare-Usines ne sera établie qu'ultérieurement.

¹⁷ Ils proviennent principalement de la localité de Levico, qui ne sera englobée à l'Italie qu'après la Première Guerre mondiale.

¹⁸ Des enfants étant nés à Dommeldange ou Eich on peut même présupposer une activité antérieure pour les Metz, les patrons de l'usine de ces lieux impliqués également dans la mise en place de celle de Dudelange.

¹⁹ Rosa Devas est la sœur du plafonnier Frédéric Devas-Kluge, propriétaire du bel immeuble Devas-Kluge, place de Paris à Luxembourg.

²⁰ et comptant en 1881 quelque 1450 habitants.

leurs vestes, dans l'idée de paraître, des plastrons et des manchettes fixés par des élastiques pour imiter de vraies chemises du dimanche. Il s'avère qu'à l'origine cette dernière affirmation se trouve un article de la « *Obermosel Zeitung* » évoquant la présence allemande à Differdange. Or, une fréquentation de la presse montre que l'on ne peut pas superposer sans nuances ce qui passe à Differdange à la réalité dudelangeoise. Le *Deutschum* differdangeois... et eschois se présente de manière plus agressive que dans la Forge du Sud. Épaulé par des directions d'usines mues essentiellement par du capital allemand, il s'articule à travers des associations en tout genre très actives sur la place publique, bien souvent au déplaisir des municipalités locales²¹. La situation ne se présente pas de la même sorte à Dudelange où dans le personnel de l'usine l'influence allemande est contrebalancée dès le départ par l'existence d'un fort contingent luxembourgeois²². Par ailleurs, dû à la présence d'ingénieurs ayant précédemment œuvré en Silésie, en Bohême ou en Sarre et ayant réussi à convaincre une partie de leurs anciens ouvriers de les suivre à Dudelange, la population « allemande » de Dudelange sera d'après ses composantes régionales plus diverse que celle de Differdange recrutée essentiellement dans la Ruhr. Les « Allemands » de Dudelange ne disposent de ce fait pas de la masse critique pour se faire chantres d'une identité nationale particulière. Comme les « Italiens », ils s'ouvriront sur d'autres groupes. Evoquons à titre d'exemple la famille de l'artiste dudelangeois Wenzel Profant, descendant de grands-parents originaires de Bohême et du pays de Bade, d'un père né à Escherange, en Lorraine annexée, contremaître à l'usine en 1913, et d'une mère provenant de Dalheim²³.

Solidarités transversales et stratégies individuelles en tant que moteurs d'intégration ?

La forte croissance démographique de Dudelange, les mutations de sa population en la durée de vie d'une seule génération interpelle les considérations de « cohésion sociale » qui nous agitent actuellement. Comment les ressorts municipaux ont-ils pu tenir, ne pas se rompre devant un tel défi. En effet, dans le système censitaire classique en place, le pouvoir municipal reste largement entre les mains des notables ruraux locaux. S'y joindront bientôt des représentants de l'usine. Emile Mayrisch lui-même occupera un temps un siège au conseil communal. Il apparaît également que l'usine devra pallier bien souvent l'absence de moyens municipaux et cofinancer des activités qui améliorent les conditions de vie et « graissent » les rouages sociaux : logement, cantines, économats, parc municipal, « Ecole en forêt »...²⁴.

Cependant il convient de ne pas négliger les solidarités transversales et stratégies individuelles en tant que moteurs d'intégration.

Les solidarités transversales opèrent au niveau de quartiers, des réseaux professionnels, des associations.

Les infrastructures mises en place par les premiers venus au quartier « Italien » servent à l'accueil des arrivées ultérieures. « Italien » apparaît en la matière comme un lieu de fortes solidarités locales, transcendant les nationalités. C'est ainsi que le cafetier local Jean-Pierre Dickes fait maintes fois figure de parrain ou de témoin de mariage pour ses voisins italiens ou allemands.

« Italien » apparaît par ailleurs comme un haut lieu d'interaction de personnes engagées dans les mines. En la matière, les relations transcendent non seulement les origines nationales, mais encore confessionnelles. Le registre

²¹ Voir Reuter, Antoinette, *Deutsche Vereine in Luxemburg vor 1914*, in : Werner, Helma, *Präsens, Wirken und Integration von Deutschen in Luxemburg vom Wiener Kongress bis zum Ersten Weltkrieg*, Luxembourg: Deutscher Verein und CDMH, 2013.

²² Eischen, Linda, La collection luxembourgeoise du Musée national d'histoire et d'art: Wenzel Profant, *Ons Stad*, 88, P. 69-71.

²³ Voir également l'encadré proposé par Carlo Kinn.

²⁴ <https://orbi.lu.uni.lu/bitstream/10993/15629/1/Kovacs%20S-%20Thesis.pdf> (consulté le 1^{er} novembre 2018) Kovacs, Stéphanie, *Les relations entre Maître de Forges, autorités communales et gouvernementales au Grand-Duché de Luxembourg. Une étude de cas : Differdange et Dudelange*, Thèse de doctorat, Université du Luxembourg, 2012.



Archives de la Ville de Dudelange, Fonds des cartes postales.

Les loisirs au parc Le'h. Cette oasis de verdure est le fruit d'une initiative conjointe de l'usine et de la municipalité de Dudelange. Ouvert en 1911, il semble témoigner de l'esprit optimiste qui anime la commune.

des baptêmes de la paroisse protestante d'Esch-sur-Alzette montre en effet que des personnes de confession catholique et d'origine italienne peuvent être sollicitées comme parrains par des parents allemands d'enfants protestants. Très fréquemment des mineurs de nationalités diverses viennent déclarer auprès de la commune la mort d'un des leurs.

Les associations mises en place telles que le *Mutuo soccorso*, la société de secours italienne, les clubs sportifs, les chorales et fanfares participent au même réseautage.

Le groupe des briquetiers belges engagé dans la construction de l'usine et des cités ouvrières se caractérise par une forte endogamie. Les briquetiers exercent généralement leur métier en famille, les femmes étant pleinement intégrées à l'entreprise²⁵. Néanmoins ils réussissent le tour de force de nouer des liens avec la frange rurale de la société dudelangeoise à travers la mise en place d'une société avicole. Colombophiles, ils se joignent aux éleveurs locaux de races de poules « exotiques »²⁶.

Lorsqu'en 1907 l'association des commerçants dudelangeois est mise en place, elle comporte des membres fondateurs italiens, belges et allemands issus des quartiers « Italien » et « Schmelz », tels que le cafetier-mineur Natale Radrizzi, né en 1887 à Dudelange d'un père lombard et d'une mère allemande, le cafetier-hôtelier François Rossi, né en 1873 à Tulln en Basse Autriche et les marchands de textile Joseph Salomon, né en 1870 à Molenbeek-Saint Jean / Bruxelles et Joseph Hirschberger, né en 1870 à Hamm en Westphalie.

Alors qu'en 1908, Dudelange fête dument le titre de ville qui lui a été accordé l'année précédente, toutes les composantes de la société sont de la partie.

A côté de ce maillage, il convient d'évoquer les stratégies individuelles mises en œuvre par les résidents dudelangeois. En effet, comme le montrent les recherches récentes en matière de migrations, le sort des individus n'équivaut pas à celui d'une bouteille jetée à la mer, ballottée au gré des vagues incertaines. Même dans les pires

²⁵ Les personnalités représentatives de ce groupe étaient Victor Tassin, né à Courcelles en 1858, patron d'une briqueterie artisanale (Feldbrandziegelei) et Isidore Gougnard, né en 1853, à Petit Hallet, près de Liège, entrepreneur en bâtiment spécialisé dans la construction en briques.

²⁶ « Zillebäcker », des bricteux belges au Luxembourg : les Tassin à Dudelange (1889-1919), Dudelange : CDMH, 2001.

conditions tout un chacun dispose d'une *agency*, d'une capacité d'agir et de choisir. Au cours de la *Gründerzeit*, l'économie et la société dudelangeoise sont en expansion en dépit des fluctuations conjoncturelles. Ceci invite même des personnes qui occupent une position peu confortable d'essayer de concevoir des projets d'ascension sociale. Un examen attentif des *Stammrollen* permet ainsi de déceler des démarches de réussite parmi les « rouleurs ». Ceux-ci, qui se trouvent en bas de l'échelle de salaire à l'usine, ne s'accrochent en général que peu de temps à leur poste. Or voici que des familles d'*Abruzzese* encouragent les leurs de rester, de tenir. Les métiers traditionnels à l'usine leur sont généralement fermés, car selon un compartimentage bien mis en relief par l'historien Fabian Trinkaus²⁷, chaque service a ses acteurs. Aux Luxembourgeois les hauts-fourneaux, tâche pour laquelle ils ont acquis de l'expertise, aux Allemands, l'aciérie et le laminoir qui demandent des compétences non encore intériorisées par les Luxembourgeois, aux « Tyroliens » et *Bellunese* la brigade de construction, aux *Abruzzese*, le roulage. Mais voilà qu'avec l'apparition de nouvelles tâches liées à la locomotion et à l'électricité, des opportunités de promotion s'ouvrent même pour ces derniers. Il s'agit d'une stratégie payante, car à la veille de la Première Guerre mondiale, plusieurs représentants de ce groupe ont évolué de la sorte vers des secteurs plus valorisants de l'usine.

Par ailleurs des secteurs entiers de la population dudelangeoise semblent se caractériser par un esprit d'entreprise irrépessible. On passe aisément d'une occupation à une autre. C'est ainsi que Salvatore Cappelari (Pedavena, 1850- Dudelange, 1906), cordonnier de son métier s'improvise entrepreneur pour construire huit maisons au quartier « Italien ». Même si ces logements sont selon l'avis du commissaire de police « eines schlechter gebaut als das andere », ils servent à loger des compatriotes et à engran-

ger des gains²⁸. On ne compte plus les mineurs-cafetiers et les ouvriers-épiciers. A la base de ce *multitasking* se trouve l'entraide familiale. Sans l'entremise des épouses, des sœurs, des filles ce système n'aurait pas pu tenir. Ces pensions de famille sont indispensables pour permettre à Dudelange, en l'absence de cantines et de dortoirs, l'accueil d'un grand nombre d'ouvriers célibataires.

Ce rapide tour d'horizon nous présente Dudelange à la veille de la Première Guerre mondiale comme un laboratoire du vivre en commun. Les relations ne sont pas sans tensions. Il y a des grèves et des rixes. Ces dernières, surexposées par l'historiographie populaire, ne nous semblent toutefois pas caractériser les relations sociales à Dudelange. Celles-ci paraissent plutôt régies par des attitudes et des pratiques relevant du « bricolage », évoqué par le sociologue Michel de Certeau²⁹. Nous sommes conscients que les réalités observées sont très locales et limitées dans le temps. Toujours est-il qu'elles tiennent le temps de la Première Guerre mondiale au cours de laquelle ni les patrons de la sidérurgie, ni les édiles n'appliquent aux Dudelangeois des traitements variant selon leurs origines « ethniques ». Ce n'est qu'au lendemain du conflit qu'une évolution que l'historien Gérard Noiriel évoque en tant que « tyrannie du national » peut s'épanouir, donnant lieu à des catégorisations et des pratiques exclusives. D'autant plus grand est notre regret que le projet de collecte de données « Bami » initié il y a une quinzaine d'années avec le concours de la « Fondation Bassin Minier » n'ait pas pu être mené à terme faute de moyens. Alors que sur le plan national certains appréhendent le dépassement du seuil de 50 % d'étrangers dans la population résidente, les ressorts intégrateurs du Dudelange de la *Gründerzeit* mériteraient étude. En la matière, les travaux du psychologue canadien Richard H. Bourhis mettant en avant l'idée que l'intégration se gagnerait localement ont à notre avis tout pour convaincre.³⁰

²⁷ Trinkaus, Fabian, *Arbeiterexistenzen und Arbeiterbewegung in der Eisen- und Stahlindustrie. Die Hüttenstädte Neunkirchen (Saar) und Düdelingen (Luxemburg) im historischen Vergleich (1880-1935/40)*, Saarbrücken: Kommission für Saarländische Landesgeschichte, 2014.

²⁸ Archives nationales, Luxembourg, Police des étrangers, dossier Salvatore Cappelari. Il s'agit en l'occurrence du père du photographe Umberto Cappelari.

²⁹ Certeau, Michel de, *L'Invention du quotidien*, tome 1, Paris : Gallimard, 1990.

³⁰ Wagner, Anne-Lorraine, Tisserant, Pascal et Bourhis, Richard Y., Propension à discriminer et acculturations, *Revue Internationale de Psychologie Sociale*, 26 (2013), p.5-34.

Les GOETZINGER/SEIDEL/HOCHARD et WEITERMANN, une famille typique du quartier Schmelz

Carlo Kinn

Au quartier Schmelz se croisent les chemins des familles GOETZINGER/SEIDEL/HOCHARD et WEIERMANN.

1883

La famille Weitermann-Loew de Malstatt-Burbach, protestante, s'établit à Dudelange, après un passage à Metz. Avec leurs beaux-parents Loew-Kartscher de Saarbruck, ils logent des ouvriers, principalement allemands ou lorrains.

1893/94,

La famille Hochard, originaire d'Alsace-Lorraine, s'établit dans la « Forge du Sud ». Vers 1900, ils logent à la « Kaserne Blau »¹.

1900,

Le plâtrier Jean Goetzinger originaire de Hollenfels arrive à la « Schmelz ». Il s'établit à l'Hôtel Hengesch, en voisin de la maison Weitermann-Hartert-Loew.

1905

C'est le tour de Jakob Seidel de Voelklingen. Après le mariage en 1907 avec Anna Hochard, la jeune famille s'installe rue de Volmerange chez le « Schankwirth A.Christnach », non loin du portail principal de l'usine.

À partir de 1914

Avec le début de la guerre en août 1914, Jakob et son épouse, née après l'annexion de l'Alsace-Lorraine au 2^e Reich allemand en 1871, quittent le Luxembourg neutre pour l'Allemagne, Jakob étant mobilisé. En tant que membre du *Landsturm*, il est dirigé d'abord sur Erfurt, puis sur Cassel pour y exercer comme grutier. L'ensemble de la famille est du voyage, dont Sophie Seidel, née en 1910, la grand-mère du soussigné. A Cassel, la famille habite la Ludwigst./Schlossstr. Puis la Holländischenstr., non loin de la *Henschel Lokomotiven Fabrik*.

1919

Au printemps 1919, la famille retrouve Dudelange et « son » quartier, la « Schmelz ».

¹ A Dudelange, on désignait par le terme « Kaserne » de grands immeubles locatifs.



Le couple Seidel-Hochard et les enfants Maria (1907), Sophie (1910) Jos (1908) et Emil (1911) au cours de la Première Guerre mondiale. Collection privée.



L'Hôtel Hengesch au quartier «Schmelz». Archives de la Ville de Dudelange, Fonds des cartes postales.

Le Kriegerverein Wollmeringen

Romain Wagner

Préambule

Le 19 juillet 1870, le gouvernement de Napoléon III, empereur des Français, déclare la guerre au royaume de Prusse et la perd. À Versailles, le 26 février 1871, les belligérants concluent un traité de paix préliminaire, confirmé le 10 mai suivant par le traité de Francfort, puis complété par une convention additionnelle datée du 11 décembre 1871. En application de ces accords, la France cède à l'Allemagne les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, près des cinq sixièmes du département de la Moselle (dont Volmerange-lès-Oeurance), environ un tiers du département de la Meurthe, la haute vallée de la Bruche, et la région de Sarre-Union. Ce vaste territoire devient le *Reichsland Elsass-Lothringen*, ou Terre d'empire Alsace-Lorraine¹.

Les Alsaciens-Lorrains, nés dans la zone abandonnée par la France à l'Allemagne, et qui n'ont pas opté pour la nationalité française avant le 1er octobre 1872², avec pour obligation corollaire d'émigrer en France, dans l'une de ses colonies ou à l'étranger, deviennent de fait des citoyens allemands. Les personnes domiciliées dans l'espace annexé n'ont aucune déclaration à faire pour perdre leur nationalité française. Les Volmerangeois, très majoritairement attachés à leur terre, deviennent ainsi des Allemands et sont, dès lors, soumis aux lois du *Reich*, dont l'obligation militaire pour les sujets masculins âgés de 17 à 45 ans³.

Pour favoriser l'intégration des ressortissants du *Reichsland Elsass-Lothringen* à l'Empire, les hommes sont souvent appelés à effectuer leur *Wehrpflicht* (service militaire) dans les corps d'armée de « vieille Allemagne » (Prusse et états alliés). En marge de leur sujétion aux armes, afin d'entretenir et renforcer les liens de camaraderie et de patriotisme, des associations de combattants sont créées⁴. *Wollmeringen*, contigüe à *Düdelingen*, connaît ainsi la naissance d'un *Kriegerverein*, probable instigateur de la création du groupe de gymnastique *Turnverein*⁵ et d'une formation de *Jugendwehr* locaux⁶.

Création de l'association et attribution de son drapeau

La création d'une association des combattants à *Wollmeringen*, alias Volmerange-lès-Oeurance, est initiée le 10 mars 1901 et prend forme le 10 du mois suivant.

Les statuts manuscrits du *Kriegerverein Wollmeringen* sont déposés le 23 août 1901, puis enregistrés le 26 février 1902 au *Bezirks-Praesidium Lothringen* à Metz, registre I 3518, titre V, section V, N° 154, volume 1. Cependant cette mouture manuscrite n'est pas homologuée. C'est une version standard pré-imprimée qui est adoptée. L'identification de l'association y est inscrite manuellement, dans l'espace réservé à cette fin. De même, les signataires clôturent le

¹ ROTH, François, *La Lorraine annexée. Etude sur la Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Sainte-Ruffine, 1976, 765 pages.

² Les délais pour opter avaient été fixés jusqu'au 1er octobre 1872 pour ceux qui résidaient en Europe et jusqu'au 1^{er} octobre 1873 pour ceux qui résidaient hors d'Europe.

³ WAGNER, Romain, *Volmerange et Volmerangeois pendant et autour de la guerre 1914-1918*, Scanlor Marly, 2014, 170 pages, pages 7 à 15

⁴ METZLER, Lionel, *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*, Thèse de doctorat de l'Université de Metz, Metz, 2007, 510 pages.

⁵ WAGNER, Romain et CARELLE, Dino, *Memorandum Cercle Sportif Volmerange Club Olympique Saint-Genest 1921-2006*, Scanlor Marly, 2013, 268 pages et Archives du Cercle Sportif Volmerange-les-mines, registre de correspondance du *Turnverein Wollmeringen*

⁶ WAGNER, Romain, 2014, pages 29 à 34, 55 et 56 ; Archives départementales de la Moselle, documents classés 3AL480 ; Collections privées DZIEZUK Frédéric et SONDAG Gilbert.



Archives départementales de la Moselle, cote 3AL480, droit du drapeau du Kriegerverein Wollmeringen, photo Romain Wagner

document en complétant les champs prévus à cet effet⁷.

Les membres du groupe sollicitent l'attribution d'un drapeau. Leur demande est relayée par lettre du 28 juin 1906, adressée à la présidence du district de Lorraine par le directeur de la circonscription de *Diedenhofen-Ost*. Le drapeau devant reprendre les couleurs et armes du *Reich*, l'agrément préalable de l'empereur en personne est nécessaire. Celui-ci est notifié aux demandeurs le 15 octobre 1906.

L'étoffe, confectionnée par la *Bonner Fahnenfabrik* (fabrique de drapeaux de Bonn), présente :

au droit, les couleurs du Reich, l'aigle prussien couronné, le nom de l'association (*Kriegerverein Wollmeringen*), et la date 1907 ; au revers, Germania, personnification de la nation allemande, et l'aigle, sont ceints d'une couronne de chêne - Paroles de l'hymne allemand : « Deutschland, Deutschland über Alles / Ueber Alles in der Welt » (« Allemagne, Allemagne par-dessus tout / Par-dessus tout dans le monde »). En 1907, le *Kriegerverein Wollmeringen* célèbre la bénédiction de son étendard⁸.

Les effectifs du Kriegerverein Wollmeringen

L'association locale regroupe, suivant l'année, de 54 à 80 adhérents⁹. Elle est présidée par l'ingénieur Franz WIEDER, auquel succède en 1904 le *Betriebsführer der Kruppischen Grube Langenberg* (chef d'exploitation de la mine *Langenberg* - du groupe KRUPP -) Conrad SCHMIDT, puis le *Bergverwalter* (directeur de mine) SEIBERT. Tous trois sont Prussiens.

Aucun officier n'est inscrit au groupe. Le plus haut grade y est détenu par un *Vizefeldwebel* (maréchal des logis) de réserve. Viennent ensuite un *Unteroffizier* (« sous-officier », sergent), un *Obergefreiter* (caporal-chef), et six *Gefreiter* (caporaux).

Les deux tiers des membres font partie des effectifs miniers, avec deux chefs d'exploitation, trois porions (*Steiger*), un employé, trente-huit mineurs (un mineur cumule également le métier d'agriculteur). Le personnel d'usine se limite à un ingénieur et deux ouvriers. Parmi les maîtres artisans figurent deux maîtres tailleurs d'habits (dont l'un est également restaurateur), un maître charpentier, et un maître de routes (*Strassenmeister*). Sont encore signalés six restaurateurs, deux agriculteurs, deux tailleurs d'habits, un entrepreneur de transport, un fabricant (*Fabrikant*), un forgeron, un serrurier, et un ouvrier du bois.

En 1904, 40 des 65 membres de l'association se déclarent « Lorrains », soit 25 « Vieux-Allemands ». Au moins 7 de ces 25 colons demeurent à *Diidelingen*. Les autres membres du *Kriegerverein* local sont domiciliés à *Wollmeringen*, dont 2 dans des villas de cadre de la mine *Langenberg*. Les divers documents d'archives ont permis d'identifier certains membres¹⁰ du *Kriegerverein*, toutes périodes confondues.

Ces membres étaient issus des armes suivantes : Infanterie 68 %, Artillerie 12,5 %, Génie (*Pionier*) 7,5 %, Cavalerie 6 %, Train 3 %, et Marine 3 %. Cette représentativité est cohérente par rapport aux affectations observées dans l'empire¹¹.

Statuts et activités de l'association

Selon ses statuts, le *Kriegerverein Wollmeringen* a notamment pour but d'entretenir l'amour et la fidélité à l'égard de l'empereur et de l'empire, de commémorer les fêtes anniversaires patriotiques, de soutenir autant que faire se peut les camarades qui se trouvent en difficulté non fautive de leur part, de rendre hommage aux camarades défunts lors des obsèques et aider leurs proches survivants à payer les funérailles.

⁷ On trouvera la transcription des statuts dans WAGNER, Romain, 2014.

⁸ WAGNER, Romain, 2014, pages 29 à 34 / Archives départementales de la Moselle, documents classés 3AL480

⁹ Les membres sont au nombre de 54 en 1901 et 1902, 65, en 1903 et 1904, environ 70 en 1905, 63 à 67 en 1906, 61 en 1907, 73 en 1908, 75 en 1911, et 80 en 1913. Les effectifs de 1909, 1910, et 1912 ne nous sont pas parvenus.

¹⁰ Les données sont présentées comme suit : prénom et nom (domicile), métier, grade ou arme, nationalité.

¹¹ WAGNER, Romain, 2014, pages 29 à 34 et Archives départementales de la Moselle, documents classés 3AL480

Pour être admis, le membre doit mener une vie irréprochable, se comporter de manière honorable, avoir servi dans l'armée de terre allemande ou la marine impériale, ou dans l'armée française avant le traité de Francfort de 1871¹², posséder la nationalité allemande, avoir prêté serment d'allégeance et de fidélité au drapeau allemand et à l'empereur. Sont absolument exclus de l'adhésion à l'association, les sociaux-démocrates et les personnes qui poursuivent des objectifs et projets semblables (*Sozialdemokraten und solche Personen, welche den Zwecken dieser ähnliche oder verwandte Bestrebungen verfolgen, sind von der Aufnahme unbedingt ausgeschlossen*). Les personnes souhaitant adhérer au *Verein* doivent s'inscrire et présenter leurs papiers militaires au président de l'association pour avis. Les officiers deviennent membres sur simple déclaration écrite de leur part. Leur adhésion n'est soumise à aucune condition de vote préalable. Des camarades méritants peuvent être nommés membres d'honneur. Peuvent être admis comme membres honoraires les personnes encore en service dans l'armée de terre ou la marine.

Chaque nouvel admis reçoit gratuitement un exemplaire des statuts et une carte de membre de l'association. Pour que l'affiliation soit acquise, il doit accepter les statuts du *Verein*, payer la redevance d'admission de 2 *Mark*, et une cotisation mensuelle de 30 *Pfennig*.

La perte de la qualité de *Mitglieder* (membre) est consécutive à une exclusion ou à une démission. Sont exclus les membres qui agissent contre les objectifs statutaires, ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation par un tribunal militaire, ou perdu tout ou partie de leurs droits civils, les affiliés qui ont un retard de plus de 3 mois dans le paiement de leur cotisation, les *Mitglieder* qui contreviennent aux actions valablement décidées par le groupe, ou en perturbent les réunions. De même, après leur retour d'une convocation au drapeau, les personnes ne manifestant pas, dans un délai de 4 semaines, leur souhait de reprendre leur adhésion sont ex-

clues du *Verein*. L'exclusion relève de la compétence du comité directeur. Elle est notifiée par écrit au sujet concerné. Les démissionnaires de l'association doivent formuler leur décision par écrit. Les exclus et démissionnaires perdent tous les droits de l'association à la date de leur sortie du groupe. Les démissionnaires peuvent réintégrer le *Verein* dans les mêmes conditions qu'une personne libérée des obligations militaires, c'est-à-dire, en notifiant au comité directeur, dans les 4 semaines après leur changement de situation, les explications motivant leur demande de réintégration au groupe.

Les statuts du *Kriegerverein Wollmeringen* détaillent encore la composition du comité, le rôle du président, du secrétaire, du trésorier, de leurs adjoints respectifs, ainsi que celui des trois assesseurs, mais aussi leur ordre d'intervention dans les réunions etc... L'exercice d'activité du *Verein* est l'année civile. C'est au cours de l'assemblée générale de janvier que sont traités les comptes et exposé le bilan moral de l'année passée. Il est procédé également aux élections des membres du comité et au vote du budget de l'exercice à venir. Outre l'assemblée générale, le comité se réunit au moins une fois par mois. Les réunions extraordinaires sont sollicitées par écrit, avec délai de 10 jours, et nécessitent la participation d'au moins 15 membres. Chaque assemblée est compétente et les décisions qu'elle prend s'imposent à tous les membres. Des tiers peuvent être invités aux réunions sans pouvoir participer aux discussions et votes.

Le *Kriegerverein Wollmeringen* célèbre la date anniversaire de la naissance de « sa majesté l'empereur Guillaume II », celle de la création de l'association, ainsi que la fête de Noël. Le dimanche 2 août 1908, l'association des combattants de *Wollmeringen* défile à la 16ème place du cortège célébrant l'érection, par la loi du 4 août 1907, de Dudelange au statut de ville¹³.

L'acceptation de dons et titres est soumise à l'approbation préalable de la présidence d'arrondissement (*in solchen Geschäften ist vorher die Genehmigung des Bezirkspräsidiums ein-*

¹² Le Volmerangeois Michel WOLLMERINGER, vétéran dans l'armée de Napoléon III, a adhéré au *Kriegerverein Wollmeringen*. Il a donc dû prêter serment d'allégeance et de fidélité au drapeau allemand et au *Kaiser*.

¹³ *Programm der Festlichkeiten zur Einweihung der Stadt Düdelingen am 2. August 1908*, in KOERPERICH, Léon; KRANTZ, Robert et CONRARDY Jean-Pierre, *Dudelingen Chronik, Band II*, Editpress Luxembourg, Esch-sur-Alzette, 1982, pages 21 à 23.

zuziehen). Le *Verein* tient une caisse de soutien (*Unterstützungskasse*), productrice d'intérêts. Les fonds placés sont destinés à venir en aide aux défunts, à leurs veuves et enfants, et aux membres nécessiteux, sous conditions, dont au moins un an d'affiliation du membre bénéficiaire à jour de ses cotisations. Pour l'octroi de soutiens exceptionnels, l'association sert également de référent auprès de la direction d'arrondissement des institutions communes de l'union allemande des combattants.

Les modifications statutaires ne peuvent intervenir qu'en assemblée générale dûment qualifiée. Les propositions de changements ne pouvant être en opposition avec les statuts d'arrondissement et d'organisation foncière (*Änderungen der Satzungen dürfen nicht im Widerspruch stehen mit den Bezirks- und Landesverbandssatzungen*) nécessitent donc l'autorisation de la direction d'arrondissement, et ce, préalablement à leur soumission au vote de l'assemblée locale.

La requête en dissolution de l'association doit être émise par écrit, par au moins un quart des membres du groupe. La résolution peut uniquement être acceptée au cours d'une assemblée extraordinaire, par suite de vote à la majorité de trois quarts des membres présents. Le cas échéant, l'association décide de la destination de ses fonds. Il est suggéré que ceux-ci soient versés à l'institution des veuves et orphelins de l'organisation territoriale des combattants d'Alsace-Lorraine¹⁴.

Il faut cependant attendre 1915 pour observer l'existence de la *Jugendwehr Wollmeringen*¹⁶.

Par ailleurs, le rapport annuel de l'*Elsass-Lothringen Krieger-Landesverband* (union territoriale des combattants d'Alsace-Lorraine) pour l'année 1910 vante le développement des activités susceptibles d'attirer les jeunes, faisant valoir que celui qui tient la jeunesse détient l'avenir. Ce n'est donc pas le produit du hasard si l'archive du *Turnverein Wollmeringen*, association volmerangeoise de gymnastique, et ancêtre historique du « Cercle Sportif Volmerange-les-mines », débute en janvier 1910¹⁷.



Archives départementales de la Moselle, cote 3AL480, revers du drapeau du Kriegerverein Wollmeringen, photo Romain Wagner

Héritage de l'association

L'activité formelle du *Kriegerverein Wollmeringen* cesse en 1914, avec la mobilisation des hommes dans le cadre du conflit 1914-1918. Dès 1908, les *Kriegervereine*, s'étaient montrés favorables au développement de l'instruction pré-militaire des jeunes dans le cadre d'escouades de *Pfadfinder* (Éclaireurs) et d'une *Jugendwehr* (Armée de la Jeunesse)¹⁵.

¹⁴ WAGNER, Romain, 2014, pages 29 à 34 et Archives départementales de la Moselle, documents classés 3AL480

¹⁵ LAPARRA Jean-Claude, *Un aspect de la mobilisation totale : Les civils dans la machine de guerre allemande*, in Mémoires de l'Académie nationale de Metz, Metz, 2007, pages 251 à 281.

¹⁶ WAGNER, Romain, 2014, pages 55 et 56

¹⁷ WAGNER, Romain et CARELLE, Dino, 2013, pages 9 à 11

Sources

Archives départementales de la Moselle, documents classés 3AL480.

Archives du Cercle Sportif Volmerange-les-mines, registre de correspondance du *Turnverein Wollmeringen*.

Collection Frédéric DZIEZUK, carte postale de la *Jugendwehr Wollmeringen 1915*.

Collection Gilbert SONDAG, carte postale commémorant la bénédiction du drapeau du *Kriegerverein Wollmeringen 1907*.

Bibliographie

KOERPERICH, Léon ; KRANTZ, Robert et CONRADY, Jean-Pierre, *Dudelinger Chronik, Band II*, Editpress Luxembourg, Esch-sur-Alzette, 1982, 597 pages.

LAPARRA, Jean-Claude, *Un aspect de la mobilisation totale : Les civils dans la machine de guerre allemande*, in Mémoires de l'Académie nationale de Metz, Metz, 2007.

METZLER, Lionel, *La politique de germanisation en Lorraine annexée (1870-1914). Culture et enjeux identitaires*, Thèse de doctorat de l'Université de Metz, Metz, 2007, 510 pages.

ROTH, François, *La Lorraine annexée. Etude sur la Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Sainte-Ruffine, 1976, 765 pages.

WAGNER, Romain et CARELLE, Dino, *Memorandum Cercle Sportif Volmerange Club Olympique Saint-Genest 1921-2006*, Scanlor Marly, 2013, 268 pages.

WAGNER, Romain, *Volmerange et Volmerangeois pendant et autour de la guerre 1914-1918*, Scanlor Marly, 2014, 170 pages

Des Dudelangeois dans le Kriegerverein de Wollmeringen (Volmerange-les-Oeustrange)

Antoinette Reuter¹

Nous remercions vivement Monsieur Wagner pour la mise à disposition de la liste des membres du *Kriegerverein* de Wollmeringen en 1904. Celle-ci laisse en effet apparaître divers liens avec la présence allemande à Dudelange.

Ces contacts sont directs à travers la participation au *Kriegerverein* en tant que membres de personnes résidant à Dudelange. Parmi celles-ci diverses personnalités bien connues, telles que Jakob Adam, né à Kirkel (Sarre), directeur du moulin à scories², Franz Wieder, ingénieur en chef du laminoir de Dudelange et premier président du *Kriegerverein* ainsi que Heinrich Schadeberg, propriétaire d'une distillerie florissante.

Les établissements des cafetiers Nicolaus Berg et Wilhelm Biermann sont tous les deux logés à la « Schlackemillen », quartier qui est indéniablement un haut-lieu allemand à Dudelange pour l'emploi, le logement et les loisirs. Originaire de Naurath dans l'Eifel, Berg a épousé une Volmerangeoise, alors que Biermann provenant de Sandbochum en Westphalie a convolé avec une jeune fille de Dudelange³. Le cas de Mathias Hartmann illustre le caractère diasporique de certaines familles ouvrières. Alors que lui-même est né à Hinzert près de Trèves et vit à Dudelange, certains de ses enfants nés à Dudelange vivent et travaillent en

France, où ils sont d'ailleurs internés en 1914 à Hennebont-Kerlois, dans un camp réservé aux civils issus des nations ennemies⁴.

D'autres liens sont plus diffus et n'apparaissent qu'au détour des généalogies. Les Crée, père (Peter) et fils (Johann Peter, Michel) résidant à Volmerange, ont en effet tous pris des épouses dudelangeoises, illustrant la pratique des mariages transfrontaliers bien établie entre la Forge du Sud et Volmerange (ou Souftgen).

Reste la question de savoir pourquoi les tentatives de créer un *Kriegerverein* spécifique à Dudelange n'ont pas abouti alors que de telles associations s'étaient établies à Luxembourg-Ville, Esch-sur-Alzette, Differdange⁵? Défaut de masse critique, la présence allemande étant plus faible dans la « Forge du Sud » qu'ailleurs au Bassin minier ? Diversité trop importante de la communauté allemande de Dudelange ? Glissement identitaire du fait d'un nombre important de mariages dits « mixtes » ? Toujours est-il qu'une section du *Deutscher Hilfsverein* fonctionnait bel et bien à Dudelange. Elle était notamment en charge de la distribution au cours de la Première Guerre mondiale des aides accordées par l'État allemand aux épouses et enfants des soldats mobilisés ou des fonds collectés lors d'événements de charité⁶.

¹ Sur base de la liste fournie par Monsieur Romain Wagner.

² L'établissement appartenait à une société allemande.

³ Les informations généalogiques sont tirées de Pauly, Marc, Chronique familiale de la ville de Dudelange, 2 tomes, Dudelange : Ville de Dudelange, s.d.

⁴ Nous remercions Arnaud Sauer pour cette dernière information.

⁵ Voir Reuter, Antoinette, *Deutsche Vereine in Luxemburg vor 1914*, in: Werner, Helma (Hg.) *Präsenz, Wirken und Integration von Deutschen in Luxemburg vom Wiener Kongress bis zum Ersten Weltkrieg (1815-1914)*, Luxemburg, 2013, p. 112-117. Diverses tentatives de créer un *Kriegerverein*, dont une dernière réunion au Café Nicolaus Berg en 1913, échouent.

⁶ Se reporter au *Luxemburger Wort*, édition du 19 juin 1916 page 3.

Membres en 1904

Jakob ADAM (Düdelingen),
Betriebschef, Unteroffizier der Landwehr, Bayer

Ernst AERBIZ (?),
Grubebeamter, Artillerist, Preusse

Nicolaus BACH (Wollmeringen),
Schneider, Artillerist, Lothringer

Jakob BAECKER (Wollmeringen),
Steiger Grube Langenberg, Trainsoldat,
Preusse

Johann II BECKER (?),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Karl BECKER (?),
Bergmann, Marine, Preusse

Nicolaus BERG (Düdelingen),
Gastwirt, Musketier, Preusse

Johann Baptist BERNARD (Wollmeringen),
Strassenmeister, Trainsoldat, Lothringer

Johann Peter BERNARD (Wollmeringen),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Michel BERNARD (Wollmeringen), Bergmann,
Infanterie, Lothringer

Nicolaus BERNARD (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Wilhelm BIERMANN (Düdelingen),
Gastwirt, Musketier, Preusse

Wilhelm BISDORF (Wollmeringen),
Bergmann, Husar (Gefreiter), Lothringer

Heinrich BLEY (Wollmeringen),
Kaufmann, Grenadier, Lothringer

Johann Baptist BLEY (Wollmeringen),
Zimmermannmeister, Kürassier, Lothringer

Johann BODART (Wollmeringen),
Schmied, Artillerist, Lothringer

Mathias BODART (Wollmeringen),
Gastwirt, Musketier, Lothringer

Nicolaus CLAUSE (Wollmeringen),
Schlosser, Marine Artillerist, Lothringer

Johann Peter CREE (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Michel CREE (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Peter CREE (Wollmeringen),
Bergmann, Pionier (Gefreiter), Lothringer

Nicolaus CREUTZ (Wollmeringen),
Bergmann, Pionier, Lothringer

Johann Baptist DALEM (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Peter FORMANN (?),
Bergmann, Infanterie, Preusse

Mathias HARTMANN (Düdelingen),
Bergmann, Ulan, Preusse

Balthasar JUNG (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lohringer

Wilhelm KEIP (?),
Schneider, Infanterie, Preusse

Michel KLEIN (Wollmeringen),
Gastwirt und Schneidermeister, Musketier,
Lothringer

Heinrich KOPP (Düdelingen),
Fabrikarbeiter, Artillerist, Preusse

Nicolaus LANG (Wollmeringen),
Schmelzarbeiter, Husar, Lothringer

Nicolaus LENARD (?),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Johann Peter MEDINGER (Wollmeringen),
Landwirt, Musketier, Luxemburger

Nicolaus METZLER (Wollmeringen),
Bergmann und Landwirt, Musketier, Lothringer

Anton MEURER (Wollmeringen),
Steiger Grube Langenberg, Musketier, Preusse

Mathias MÜLLER (?),
Bergmann, Pionier, Lothringer

Emil NOUEL (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Johann Baptist REISS (Wollmeringen),
Gastwirt, Musketier (Gefreiter), Lothringer

Johann RENOAR (Wollmeringen),
Bergmann, Artillerist, Lothringer

August RICHTERT (Wollmeringen-Langenberg),
Steiger Grube Langenberg, Grenadier
(Gefreiter), Preusse

Heinrich SCHADEBERG (Düdelingen)
Fabrikant, Musketier, Preusse

Conrad SCHMIDT (Wollmeringen-Langenberg),
Betriebsführer der Kruppischen Grube
Langenberg, Pionier (Gefreiter), Preusse

Jakob SCHMIDT (Wollmeringen),
Bergmann, Füsilier, Preusse

Bernhard SCHNEIDER (Wollmeringen),
Bergmann, Füsilier, Lothringer

Eugen SCHONN (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Johann Baptist SCHONN (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Peter SCHONN (Wollmeringen), Bergmann,
Dragoner, Lothringer

Mathias SCHWEITZER (Wollmeringen),
Holzwerker, Musketier, Lothringer

Johann SONDAG (Wollmeringen),
Schneidermeister, Kürassier, Lothringer

Johann THIEL I (?),
Bergmann, Pionier, Lothringer

Clement THIELEN (?),
Bergmann, Infanterie, Preusse

Johann THIELEN (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Preusse

Peter THIL (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Peter THORMANN (Wollmeringen), Bergmann,
Füsilier (Gefreiter), Lothringer

Nicolaus VOUE (?),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Johann Peter WEBER (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

Franz WIEDER (Düdelingen),
Ingenieur, Vizefeldwebel der Reserve, Preusse

Joseph WILLEM (?),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Johann WINCKEL (Wollmeringen),
Gastwirt, Artillerist (Ober-Gefreiter),
Lothringer

Johann Baptist WINCKEL (Wollmeringen),
Fuhrunternehmer, Musketier, Lothringer

Johann WOLLMERINGER (Wollmeringen),
Bergmann, Infanterie, Lothringer

Michel WOLLMERINGER (Wollmeringen),
Bergmann, (vétérans français de la guerre de
1870), Lothringer

Michel WOLTER (Wollmeringen),
Bergmann, Musketier, Lothringer

August WONNER (Wollmeringen),
Bergmann, Artillerist, Lothringer

Nicolaus WONNER (Wollmeringen),
Bergmann, Grenadier, Lothringer

Michel ZEIMET (Wollmeringen),
Bergmann, Füsilier, Preusse

II

Vécus de guerre ici et ailleurs

La gauche et les syndicats ouvriers luxembourgeois face à la Première Guerre mondiale¹

Frédéric Krier



Grève de mai-juin à Dudelange. Manifestation populaire du 1^{er} juin 1917.
(Archives communales de Sanem, auteur inconnu)

Introduction

Avant d'entrer dans le vif du sujet, rappelons d'abord qu'en 1914, au moment de l'invasion allemande, la gauche est au pouvoir au Luxembourg. Elle l'est au moins depuis 1908, avec la domination du « bloc de la gauche » entre libéraux et (sociaux-)démocrates au parlement, soutenant la politique du Premier ministre Paul

Eyschen, qui lui est en place depuis 1888.² Il s'agit d'une gauche définie surtout par son rejet du cléricalisme et du parti de la Droite. La question des relations entre l'Etat et l'Eglise (catholique), et notamment la question de l'influence cléricale dans l'éducation nationale, à l'occasion du vote sur la loi scolaire de 1912 scinde

¹ La présente contribution se base sur un exposé tenu le 25 septembre 2015 dans le cadre du colloque « Face à la guerre » au CCR Abbaye de Neumünster.

² Sur le bloc de la gauche, cf. FAYOT, Ben, *Sozialismus in Luxemburg. Von den Anfängen bis 1940*, Luxembourg: CRES, 1979, p. 92sv. ; HILGERT, Romain, « Schmelzherren im Linksbloc », in: *D'lëtzebuurger Land*, 12 août 2011.

le pays en deux : un bloc libéral-socialiste, qui réunit tant bien que mal patronat et ouvriers de l'industrie sidérurgique du sud, et un bloc conservateur-clérical, qui s'appuie surtout sur les régions rurales et les milieux agraires.

« Le bloc assure à la coalition de gauche une majorité solide, trempée dans le feu des luttes scolaires de 1912. Les passions sont au paroxysme et les luttes politiques d'une violence inouïe en cette veille de la Grande Guerre. Il n'est pas rare de voir les députés adversaires en venir aux mains ; tous les moyens sont bons pour discréditer un adversaire politique. »³

Notons toutefois que « bloc de la gauche » ne veut pas dire « coalition de gauche » comme nous l'entendrions aujourd'hui. Les ministres autour d'Eyschen restent tous des libéraux de différentes teintes ; la première participation social-démocrate n'aura lieu que pendant la guerre, avec l'entrée de Michel Welter dans le gouvernement d'« union nationale » de Victor Thorn le 24 février 1916.

De l'autre côté, la « gauche » luxembourgeoise de 1914 ne se résume pas au seul « bloc ». Les listes électorales pour les élections législatives au canton d'Esch du 9 juin 1914, à quelques semaines du déclenchement des hostilités, livrent un aperçu de la pluralité des tendances qui pouvaient être qualifiées comme « de gauche » à ce moment⁴. Outre le parti de la droite, se présentent :

- une liste libérale-démocrate, qui comprend entre autres le maire d'Esch-sur-Alzette Jean-Pierre Michels, le futur président du syndicat des cheminots Aloyse Kayser (que l'on retrouve pendant la guerre plutôt dans la

fraction démocrate), le fondateur de la Ligue contre la tuberculose Auguste Flesch, ou encore Léon Metz, maître des forges à l'usine « Metzschmeltz » d'Esch-Schiffange ... ;

- une liste « démocrate », soutenue par le parti social-démocrate/socialiste (les trois désignations étaient utilisées de manière quelque peu interchangeable⁵), avec les candidats suivants : Mathias Adam (président de la Fédération générale des Instituteurs), Emil Mark (maire de Differdange, deviendra un radical-libéral après la guerre), Jean Schortgen (mineur de Tétange, premier ouvrier élu à la Chambre lors de cette même élection), Léon Metzler (avocat ; directeur du contentieux de l'Arbed en 1918), Jos. Thorn (avocat) et Michel Welter (médecin originaire de Heiderscheid, au nord du pays).
- un candidat « socialiste-républicain », qui n'est autre que Jean Schaack-Wirth, l'éditeur de l'*Arme Teufel* (AT) ;
- Eug. Pesch, plus connu comme collectionneur de minéraux et fossiles, est candidat comme « républicain indépendant » ;
- s'ajoutent deux candidats indépendants, parmi lesquels Georges Droessaert, ancien de l'AT avant de s'être brouillé avec Schaack, militant syndicaliste révolutionnaire, parfois considéré comme anarchiste⁶.

I. L'impact de la guerre et de l'occupation allemande sur l'économie et la situation sociale au Luxembourg

Dès le début des hostilités, le Luxembourg se trouve plongé dans une crise économique pro-

³ TRAUSCH, Gilbert, Contributions à l'histoire sociale de la question du Luxembourg 1914-1922, Luxembourg: Saint-Paul, 1974, p. 10.

⁴ Je me base sur la présentation des listes dans l'hebdomadaire socialiste Der arme Teufel (ci-après : AT), n°549 du 7 juin 1914.

⁵ Cf. la caractérisation de FAYOT (1979), p.80 : « Bis in den ersten Weltkrieg hinein war es nicht klar, ob Welter und seine Freunde demokratische oder sozialdemokratische Abgeordnete waren. Die Unklarheit in der Bezeichnung ist die Folge grundsätzlicher Mißverständnisse und Gegensätze, die die sozialdemokratische Partei an den Rand des Untergangs brachten: das Mißverständnis zwischen Zensusparlamentariern und Parteimitgliedern, die nicht Wähler und Gewählte sein konnten; der Gegensatz zwischen liberal-demokratischer Politik in den bürgerlichen Institutionen und wirtschaftlichem und sozialem Kampf der Arbeiter außerhalb der Institutionen; der Gegensatz zwischen marxistischer Analyse und reformistischer Politik. »

⁶ Dans ma contribution au colloque Partizip 2 « Staat, Gesellschaft und Demokratisierung. Luxemburg im kurzen 20. Jahrhundert » (2014), j'argumente que cette désignation n'est pas vraiment appropriée pour Droessaert, qui s'aligne essentiellement sur l'orientation de la CGT de l'époque de la Charte d'Amiens (1906) ; cf. KRIER, Frédéric, « Anarchisme(s) au Luxembourg dans l'entre-deux-guerres. Contre le fascisme, le communisme... et la démocratie parlementaire. », in: FRANZ, Norbert et al. (dir.), Identitätsbildung und Partizipation im 19. und 20. Jahrhundert. Luxemburg im europäischen Kontext, Frankfurt am Main: Peter Lang, 2016, p. 277-291, en particulier p. 278-279.

fonde. Selon Trausch, cette « crise est essentiellement due à l'isolement du pays à la suite de la fermeture des frontières et de la réquisition massive des moyens de locomotion »⁷ ; coupé de l'importation de vivres et de matières de première nécessité, « le ravitaillement va devenir le problème numéro un, celui qui conditionne tous les autres ».⁸ Dans cette situation, le gouvernement libéral affiche pourtant des hésitations pour aller dans la direction du dirigisme. Néanmoins, face à la « montée vertigineuse »⁹ du prix des denrées et le phénomène d'achats de panique en août 1914, le Gouvernement obtient de la Chambre des Députés par la loi du 15 mars 1915 « les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre ».¹⁰ Ceci comprend les mesures suivantes : « confiscation d'une partie des récoltes par l'Etat, fixation de prix maxima pour les produits de première nécessité [souvent en fait des prix minima], rationnement des vivres (via l'introduction de cartes à pain de viande) et interdiction de les exporter ».¹² En même temps, une centrale d'achat et de ravitaillement étatique est mise en place. Malgré toutes ces mesures, un haut niveau d'inflation perdure pendant toute la période de l'occupation allemande. Elle mène à des réticences de la part de la classe ouvrière, en particulier dans le Sud du pays, contre les riches paysans de l'Oesling accusés de s'enrichir en demandant des prix exorbitants, alors que la population connaît la famine¹³. Vers la fin de la guerre, des polémiques à tonalité antisémite contre les « juifs de Galicie » (récents immigrés juifs de l'Europe de l'Est) sont également à signaler...¹⁴

Les gouvernements successifs lancent plusieurs tentatives pour combler le déficit alimentaire en essayant d'importer des matières de première nécessité en prenant contact avec plusieurs Etats (à ce moment encore) neutres, les Etats-Unis, la Suisse, les Pays-Bas, la Roumanie... Mais tous ces efforts se heurtent à l'opposition de l'occupant allemand, qui impose ses conditions, et ne laisse au gouvernement luxembourgeois d'autre choix que de se limiter aux importations allemandes ; le ministre socialiste Welter, qui est moqué notamment, y compris par la presse de gauche, pour son projet d'importer des chèvres, et qui est contraint de quitter le gouvernement après que les députés lui refusent la confiance le 22 décembre 1916, peut par conséquent être considéré comme un « bouc émissaire ».¹⁵ En réalité, ni Welter ni les autres membres du gouvernement n'ont eu beaucoup de marge de manœuvre face à l'occupant allemand.

A part le ravitaillement défaillant et la flambée des prix qui en résulte, la crise économique provoquée par la guerre se traduit également par une augmentation massive du chômage, surtout au début du conflit. Selon les chiffres avancés par Gilbert Trausch¹⁶, 32.285 ouvriers étaient engagés dans l'industrie luxembourgeoise au 1er juillet 1914 ; ils ne sont que 10.913 en septembre 1914 ! Cette perte d'emplois se traduit surtout par un inversement de l'immigration. Les premiers mois de guerre donnent lieu à un véritable « exode des Italiens » (nous pouvons parler dans ce contexte d'une 1ère « rémigration » des Italiens), mais aussi de nombreux Français. La conséquence de

⁸ Id., p. 19.

⁹ Id., p. 19.

¹⁰ Id., p. 21.

¹¹ « (...) le prix maximum devient automatiquement le prix minimum » ; id., p. 22.

¹² ROEMER, Charles, « 'Unser täglich Brot' ». Le ravitaillement en nourriture durant la Première Guerre mondiale au Luxembourg », in : MAJERUS, Benoît, ROEMER, Charles et THOMMES, Gianna (dir.), *Guerre(s) au Luxembourg. 1914-1918. Krieg(e) in Luxemburg*, s.l.: capybarabooks, 2014, p. 115-125, citation p. 116.

¹³ Ainsi, le journal socialiste radical *Der arme Teufel* se plaint pratiquement constamment du paysan du Nord « profiteur » et « calotin », et oppose « Die hungrigen Minettsdäpp und die dickwanstigen Wucherer von Großbauern », (titre d'une contribution d'un lecteur ; in : *Der Arme Teufel* no. 650, 11 novembre 1917).

¹⁴ Sur ce sujet, voir : WAGENER, Renée, « Jüdische Emanzipation (3/6). 'Hyänen' und 'Parasiten' », in : Wox, n°1276, 18 juillet 2014.

¹⁵ « Welter devient dans cette perspective le bouc-émissaire, celui que l'on frappe parce qu'on est impuissant devant le véritable responsable. » ; TRAUSCH (1974), p. 33.

¹⁶ Id., p. 14.

cette rémigration : alors qu'en juillet 1914 seulement 55 % des ouvriers étaient de nationalité luxembourgeoise, ce taux s'élève en septembre 1914 à 82 %.

Si une reprise dans la sidérurgie a pu être constatée après les premiers mois de guerre, notamment en raison des liens avec l'occupant (production de guerre), le secteur ne revient pas au niveau d'avant-guerre pendant toute la durée de l'occupation. Plus encore que l'industrie du fer et de l'acier, les petites et moyennes industries sont particulièrement frappées par la crise et les métiers de ces branches connaissent une augmentation particulièrement forte du chômage et de la précarité (bâtiment, gantiers, industrie du textile, brasseries...).

Sur le plan politique, les institutions politiques restent intactes, contrairement à ce qui va se passer en 1940. Toutefois, l'occupant impose plusieurs mesures de censure de la presse¹⁷, quand ses intérêts sont directement touchés, ou contre des feuilles qui « contreviendraient » à la « neutralité » du Grand-Duché, en affichant des attitudes favorables aux puissances alliées. Ainsi, l'occupant intervient déjà le 12 août 1914 auprès du gouvernement luxembourgeois pour protester contre l'attitude du journal très pro-français de Marcel Noppeney, *L'indépendance luxembourgeoise*. Le *Tageblatt* (alors libéral de gauche et francophile) est interdit de publication du 13 août au 25 novembre 1914, suite à la publication de l'article « Belgiens heldenhafter Widerstand. Lüttich ist nicht gefallen »

dans son édition du 11 août 1914.¹⁸ Le principal journal conservateur, le *Luxemburger Wort*, sera de son côté interdit de vente dans la partie germanophone de la Belgique en 1916. Il ne peut en outre paraître les 7 et 8 juin 1917 suite à la publication d'articles sur la grève de la sidérurgie, et ne peut continuer à être publié qu'en s'engageant à ne plus publier d'informations sur cette grève.¹⁹ D'ailleurs, suite à la grève, le périodique du BHAV *Die Laterne* est interdit à son tour, même s'il n'a jamais évoqué directement l'occupation et la guerre.²⁰

La présence de la censure ne facilite pas la reconstitution des positions des différentes tendances de la gauche luxembourgeoise face à la guerre. On peut s'étonner dans ce contexte que le journal d'extrême gauche *Der arme Teufel* (AT) ne semble pas avoir été soumis à la censure, et continue à paraître pendant toute l'occupation, avec une pause seulement au début de la guerre. Ainsi le journal (jusqu'alors hebdomadaire) ne paraît pas entre le 2 août et le 18 octobre 1914, mais il explique dans le premier numéro paru après le début de l'occupation que cette non-parution pendant plusieurs semaines s'explique par des problèmes techniques dus notamment aux réquisitions allemandes des voix de circulation et de problèmes de livraison, qui n'auraient pas permis la fabrication matérielle du journal²¹. Malgré son engagement ouvertement pacifiste, l'AT a donc été épargné par l'occupant allemand²², alors que plusieurs figures de la presse politique nationale et de la

¹⁷ Pour un aperçu global des mesures de censure allemandes, voir KOVACS, Stéphanie, « Politique du flou et 'dérapages'. La censure de la presse durant la période d'occupation allemande », in: MAJERUS, Benoît, ROEMER, Charles et THOMMES Gianna (dir.), *Guerre(s) au Luxembourg. 1914-1918. Krieg(e) in Luxemburg*, s.l. : capybarabooks, 2014, p. 103-113.

¹⁸ SCUTO, Denis, « L'Escher Tageblatt et le « coup de tonnerre » d'août 1914 », in: SCUTO, Denis, STEICHEN, Yves et LESCH, Paul (dir.), *Un journal dans son siècle. Tageblatt 1913-2013, Esch-sur-Alzette*: Le Phare, 2013, p. 23-28 ; citation p. 27.

¹⁹ SCUTO, Denis, « L'Escher Tageblatt et le « coup de tonnerre » d'août 1914 », in: SCUTO, Denis, STEICHEN, Yves et LESCH, Paul (dir.), *Un journal dans son siècle. Tageblatt 1913-2013, Esch-sur-Alzette*: Le Phare, 2013, p. 23-28 ; citation p. 27.

²⁰ Le secrétaire général du syndicat Pierre Kappweiler s'en plaindra lors de la séance de la Chambre des Députés du 30 octobre 1918, et explique que le syndicat aurait même offert à l'occupant de soumettre la *Laterne* à la censure : « Sobald dieses Blatt anfang, die Interessen der Arbeiter zu vertreten, sich fest auf den Standpunkt der Arbeiter stellte und für die Rechte der Arbeiter eintrat, wurde das Blatt durch die deutsche Militärbehörde hier in unserm Lande einfach beschlagnahmt (...). Später wurde das Weitererscheinen des Blattes verboten. Daraufhin haben wir an den Befehlshaber der deutschen Truppen ein Gesuch gerichtet, um eventuell das Weitererscheinen des Blattes zu ermöglichen. Es wurde in dem Gesuche (...) sogar anheimgestellt das Blatt zu zensurieren. (...) Es wurde geantwortet, das Blatt dürfe unter keiner Bedingung weiter erscheinen. Wir stellen fest, daß das Blatt damals sich bloß um die innersten Interessen gekümmert hat. Es hat sich niemals mit Militärfragen befaßt und trotzdem wurde es beschlagnahmt. »; *Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. La constituante de 1918-1919*, p. 614.

²¹ AT 558 du 13 octobre 1914.

²² Janine Wehenkel-Frisch note également dans son mémoire sur l'histoire de l'AT, après avoir évoqué toute une série d'articles contre la guerre et pour la paix en Europe, qu'il « est étonnant que ces articles aient pu être publiés. » ; WEHENKEL-FRISCH, Janine, *Der arme Teufel. Sozialdemokratische Zeitung. Monographie d'un journal socialiste luxembourgeois (1903-1929)*, s.l., 1978 (2e édition), p.114.

vie publique luxembourgeoise, dont l'éditeur du *Tageblatt* et du *Landwirt* Paul Schroell, le publiciste Frantz Clément (qui laissera des mémoires sur son emprisonnement dans le livre *Zelle 86 K.P.U.* en 1920) ou encore le maire catholique de Clervaux Emile Prum, sont d'ailleurs déportées et emprisonnées en Allemagne.²³

II. Les attitudes des différentes composantes de la gauche face à la guerre

a. Les Francophiles

Une partie de la gauche luxembourgeoise, mais plutôt la gauche radicale-libérale, bourgeoise, fait le choix de la France et soutient activement l'effort de guerre français/allié. Pour reprendre la terminologie léniniste, nous pourrions parler de la ligne « social-chauvine »²⁴. Cette tendance pro-française, présente dès le début de la guerre dans des journaux tels l'*Indépendance luxembourgeoise* et le *Tageblatt*, se concrétise avec la création d'un comité franco-luxembourgeois à Paris, auxquels appartiennent entre autres Paul Schroell ou encore l'architecte Paul Flesch. Ce comité œuvre en soutien aux volontaires luxembourgeois dans l'armée française et fait de la propagande pour le rapprochement franco-luxembourgeois, notamment dans son journal *Le Luxembourgeois*, qui paraît de 1917 à 1920 à Paris²⁵. Cette tendance prendra après l'armistice (et l'occupation du Luxembourg par des troupes françaises) la forme d'une « alliance française », et militera ouvertement pour le rattachement du Grand-Duché à la France.

L'organe socialiste *Die Schmiede* a parlé dans ce contexte d'une propagande insensée des francophiles (« wahnsinnige Propaganda der Frankophilen »²⁶); en effet, la ferveur francophile prend parfois des accents quasi-religieux. Ainsi, dans un « petit catéchisme » publié dans l'*Escher Tageblatt* du 26 septembre 1919, l'auteur écrit sans rire qu'il votera pour l'union économique, puis le rattachement à la France : « weil ich an Frankreich glaube, wie man an eine Mutter glaubt, oder an eine Philosophie, oder an eine Religion. »²⁷

Ajoutons que le rattachement à la Belgique était plutôt appuyé par certains éléments de la droite catholique²⁸ ; les partisans d'un rattachement au *Reich* allemand, à l'instar de l'écrivain Norbert Jacques²⁹, paraissent très isolés.

b. Le positionnement du parti socialiste

Parti social-démocrate dans un pays neutre, le parti socialiste luxembourgeois ne suit pas la politique belliciste des majorités réformistes de ses partis frères en Allemagne et en France. Son souci principal par rapport à la guerre sera la défense de l'indépendance nationale et la sauvegarde de la neutralité du Luxembourg. Avec la participation de Michel Welter au gouvernement, se met en place une sorte de « Burgfrieden » à la luxembourgeoise : la coopération de tous les partis pour la défense de la neutralité et de l'indépendance. L'AT attaquera du flanc gauche le parti socialiste en général et Michel Welter en particulier pour cette participation au gouvernement « bourgeois » de Victor Thorn :

« Wir neutrale Luxemburger haben gleichfalls eine revolutionäre Burgfriedenspolitik erlebt,

²³ CALMES, Christian, 1914-1919. Le Luxembourg au centre de l'annexionnisme belge, Luxembourg, Bruxelles : Saint-Paul, 1976 (Histoire contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg, vol. X), p. 339 ; SCUTO, Denis, « Paul Schroell, le fondateur du Escher Tageblatt », in: SCUTO, Denis, STEICHEN, Yves et LESCH, Paul (dir.), Radiographie d'un journal. Tageblatt (1913-2013), Esch-sur-Alzette: Le Phare, 2013, p. 26-37, en particulier p. 30 ; dans le même volume: THILL, Robert, « Chefredakteur und Feuilletonist. Frantz Clément (1882-1942) : Ein engagierter Schriftsteller und Journalist im Tageblatt », p. 38-48 ; en particulier p. 41.

²⁴ LENIN, W.I., « Der Opportunismus und der Zusammenbruch der II. Internationale » [janvier 1916], in Werke, vol. XXII, Berlin (Est), Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 1960, p.107-119.

²⁵ SCUTO, « Paul Schroell... » (2013), p. 34-35 ; plus globalement sur les francophiles luxembourgeois à Paris : Calmes (1976), p.115-122.

²⁶ Cité d'après ALT, Wolfgang, « Das Bild der Monarchie im Escher Tageblatt », in: SCUTO, Denis, STEICHEN, Yves et LESCH, Paul (dir.), Un journal dans son siècle. Tageblatt 1913-2013, Esch-sur-Alzette: Le Phare, 2013, p.39-51 ; citation p.46.

²⁷ « Kleiner Katechismus : Warum ich für Frankreich stimme ! », cité d'après ALT (2013), p.46.

²⁸ Cf. CALMES (1976), passim.

²⁹ Cf. MANNES, Gast, « Der verstoßene Sohn Das schwierige Verhältnis der Luxemburger zum Schriftsteller Norbert Jacques (1880-1954) », in: forum fir Politik, Gesellschaft a Kultur, n°310, septembre 2011, p.38-40.

erleben sie noch weiterhin von Tag zu Tag, wie solches vielleicht kein zweiter neutraler Staat Europas. Dem großen politischen Revolutionär Dr. Michel Welter, welcher – als fehlgeschlagener Pfaffe – seinen sozialistischen Mantel schon vor langen Jahren ans Hängebrett der HH. Kapitalisten gehängt, brachten die inländischen Unruhen der Braganzapolitik³⁰ einen... Ministersessel. »³¹

Le parti socialiste, qui se trouve en fait dans une période de reconstruction pendant la guerre, reste en même temps relativement silencieux par rapport aux discussions au sein du mouvement ouvrier international (rappelons qu'aucun délégué luxembourgeois ne participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal). Ainsi, il n'y a guère d'articles sur des sujets internationaux dans la *Schmiede*, nouveau périodique socialiste créé en 1916 et d'abord publié par le député Jis. Thorn, puis (à partir du n° 45, 15 septembre 1917) organe officiel du parti social-démocrate. La seule exception se présente en 1917, après la convocation d'une conférence internationale pour la paix à Stockholm³² par le Bureau socialiste international présidé par Camille Huysmans. Selon l'AT, une participation luxembourgeoise à cette conférence socialiste internationale était prévue³³. Les discussions au sein de l'Internationale socialiste en amont de la conférence sont traitées en détail dans plusieurs numéros (n° 31 à 35) de la *Schmiede* en juin/juillet 1917.

C'est d'ailleurs dans ce contexte que nous trouvons la seule évocation des conférences de Zimmerwald et de Kienthal par le parti socialiste luxembourgeois. La *Schmiede* affiche une attitude relativement favorable à leur égard, sans toutefois prendre explicitement le parti de la gauche zimmerwaldienne : « insofern interessant, als auf ihnen Vertreter der feindlichen Staaten direkt miteinander verhandelten. Sie waren mehr oppositionell und stellten den Klas-

senkampf des Erfurter Programms von 1891 als erstes Erfordernis (sic) auf, um den Krieg bald zu Ende zu führen »³⁴.

Dans le numéro 32 (7 juillet 1917), la *Schmiede* soulève que le parti socialiste luxembourgeois n'a pas encore reçu d'invitation formelle pour la conférence, et évoque par ailleurs l'appel du soviet de Petrograd de mai 1917 pour une conférence internationale pour la paix. La convocation officielle, signée par le BSI (Huysmans et Engberg), la délégation des conseils d'ouvriers et de soldats de Russie et le comité hollando-scandinave, sera reprise dans le numéro 34 (21 juillet 1917), tandis que le numéro 33 (14 juillet 1917) reprend la prise de position d'Emile Vandervelde, alors membre du gouvernement belge en exil et président en titre de la 2^e internationale. Le leader socialiste belge s'y prononce en faveur d'une « Wiedervereinigung Luxemburgs mit Belgien, wenn die Bewohner dies unzweideutig als ihren Willen ausdrücken »³⁵, et exclut toute participation de partis socialistes qui soutiennent des gouvernements impérialistes à la conférence de Stockholm.

La prise de position officielle du parti socialiste luxembourgeois, également désigné à cette occasion comme « SLIO » (« Section luxembourgeoise de l'Internationale ouvrière »), paraît à son tour dans le n° 35 (28 juillet 1917), sous forme d'une « Résolution adressée au Comité hollando-scandinave de Stockholm ».

Dans cette résolution, le parti socialiste luxembourgeois « félicite le Comité... de rassembler en un congrès universel toutes les sections de l'Internationale ouvrière. ... Nous nous rallions entièrement à la formule choisie comme base de négociations par nos camarades russes : Paix sans annexions ni contributions sur la base de l'autonomie complète de tous les peuples. Cette formule sera la sauvegarde des petits, trop faibles pour se défendre par la force des armes. (...) [suit une protestation contre l'occupation

³⁰ Terme couramment utilisé par l'AT pour décrire la politique de la droite catholique et monarchiste, qui serait inspirée par la mère de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, l'infante portugaise Marie-Anne de Bragance.

³¹ « Pipifax der Kleine », « Europa und die Revolution », in: AT no. 605 du 27 février 1916.

³² La conférence sera en fin de compte annulée en raison des problèmes de nombreux délégués de se procurer des visas. Seule une petite conférence de la gauche zimmerwaldienne aura lieu. Une vaste collection de documents et d'informations sur cette conférence internationale avortée est disponible sur le site <http://www.socialhistoryportal.org/stockholm1917/>.

³³ « Pipifax der Kleine », « Naht der Friede ? », in: AT no. 642 du 22 juillet 1917.

³⁴ « Stockholm », in: Die Schmiede n°31 du 30 juin 1917.

³⁵ « Stockholm. Der Standpunkt der Belgier », in: Die Schmiede n°33 du 14 juillet 1917.

du Luxembourg par l'empire allemand]. Nous sommes convaincus que l'Internationale ouvrière soutiendra nos efforts pour récupérer notre indépendance et qu'elle accordera à un petit peuple (sic !) libre le soin de chercher lui-même la voie de ses destinées futures »³⁶.

En se ralliant au programme russe d'une « paix sans annexions », le PS luxembourgeois souligne en même temps son opposition aux velléités annexionnistes du parti socialiste belge. Il s'oppose également aux Belges en exigeant, comme condition *sine qua non* de sa participation à la conférence de Stockholm, que toutes les sections, « surtout celles des pays belligérants » (notamment sont visés les partis sociaux-démocrates d'Allemagne et d'Autriche contre l'avis explicite des partis sociaux-démocrates alliés) y soient représentées.

Malgré son positionnement pour la paix, le PS luxembourgeois ne critique pas les choix des partis frères pour le soutien à l'effort de guerre et la participation à des gouvernements bourgeois et bellicistes de manière fondamentale ; il les considère en tout cas comme faisant toujours partie de l'Internationale ouvrière. Reprenant le vocabulaire léniniste, nous pouvons qualifier cette position somme tout de plutôt « centriste » (le parti semble en effet à ce moment relativement proche de Karl Kautsky³⁷). En même temps, il intègre dans son positionnement des réflexions plutôt « patriotes », en insistant sur la défense de l'intégrité territoriale et de l'indépendance luxembourgeoise.

c. Une « gauche zimmerwaldienne » au Luxembourg ?

Une des conséquences de la censure est que le flux d'informations sur les actualités internationales est relativement restreint. Ainsi, la conférence de Zimmerwald du 5 au 8 sep-

tembre passe complètement inaperçue dans la presse de gauche luxembourgeoise. Cela change toutefois avec la seconde conférence « zimmerwaldienne », qui a lieu à Kienthal en Suisse du 24 au 30 avril 1916. L'ensemble des résolutions et déclarations de cette conférence sont publiées par Jacques Schaack-Wirth dans l'AT, qui affiche de cette manière le soutien de son journal à la ligne pacifiste intégrale au sein du mouvement socialiste international. Ainsi, Schaack reproduit l'appel dit du 1er mai 1916 « An die Völker an die man zugrunde richet und tötet »/« Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue », rédigé par Pierre Brizon³⁸, et les résolutions « Le Bureau socialiste international et la guerre »³⁹ et « L'attitude du prolétariat face aux questions de la paix »⁴⁰.

La reproduction des documents de la conférence de Kienthal s'inscrit dans le positionnement résolument pacifiste et internationaliste de l'AT pendant la guerre, qui s'exprime également par la reprise d'articles de Rosa Luxemburg⁴¹, d'Otto Rühle⁴² (seul opposant au vote des crédits de guerre le 20 mars 1915 à côté de Karl Liebknecht) ou encore de l'auteur d'*Au-dessus de la mêlée*, Romain Rolland⁴³.

En parallèle, l'AT se montre virulemment critique envers le choix des partis sociaux-démocrates des pays voisins, surtout le SPD allemand, de participer à des gouvernements d'union nationale et d'abandonner leur internationalisme pour choisir le camp de la guerre, du chauvinisme et du nationalisme. L'AT ira même – après l'armistice – jusqu'à réclamer la peine de mort comme traîtres au mouvement ouvrier pour les journalistes socialistes qui ont soutenu activement la guerre et le « Burgfrieden »!

« (...) da gewahrten wir Neutrale denn sofort – zu unserer größten Verblüffung – daß nicht nur die rein bürgerliche, sondern auch der weit-

³⁶ « Résolution adressée au Comité hollando-scandinave de Stockholm », in: Die Schmiede n°35 du 28 juillet 1917.

³⁷ Des textes de Kautsky, parus dans la Neue Zeit, sur la Belgique et le Luxembourg sont d'ailleurs repris dans la Schmiede ; « Kautsky über Belgien und Luxemburg », in: Die Schmiede n°48 du 27 octobre 1917.

³⁸ AT n° 611 du 21 mai 1916. Cet appel est reproduit dans le récent ouvrage de CHUZEVILLE, Julien, Zimmerwald. L'internationalisme contre la première guerre mondiale, Paris: Demopolis, 2015, p.115-120.

³⁹ « Das internationale sozialistische Bureau und der Krieg », in: AT n°612 du 4 juin 1916; cf.: CHUZEVILLE (2015), p.126-129.

⁴⁰ « Die Stellung des Proletariats zu den Friedensfragen », in: AT n°613 du 18 juin 1916; cf.: CHUZEVILLE (2015), p.121-126.

⁴¹ « Rosa Luxemburg über die Internationale », in: AT 570 du 24 janvier 1915.

⁴² « Politische Rundschau », in: AT 577 du 28 mars 1915.

⁴³ « Friede und Freiheit für Europa », in: AT 641 du 8 juillet 1917.

aus größte Teil der sich bis dahin sozialdemokratisch nennenden Presse Deutschlands und Österreichs mit ins schauerhafte Kriegshorn stieß, aufs lebhafteste eintretend für Mord u. Qual an Millionen und Billionen von lebenden Wesen jedweder Art, eintretend für Raub, für Plünderung, für Zertrümmerung, für Verwüstungen allerschlimmster Art u. S. w. u. S. w. Der bürgerlichen Presse, den Zeitungen des Trons, des Altars und des Geldsacks hätte man dgl. teilweise nachsehen können, denn es gehört zu deren Aufgabe, vor allem die Autorität zu unterstützen, die « gottgewollte Obrigkeit », die freiheitsmordende, volksrechtfeindliche und gerechtigkeitszertrümmernde rohe Gewalt; jedoch eine Presse, die sich sozialdemokratisch nennt und die eintritt für die riesengroßen Lügen und Schandtaten von Tron, Altar und Geldsack, nein! nein! das ist absolut unerhört und verdient unsern allerschärfsten Tadel und ewige Verachtung, Solch' eine « sozialdemokratische » Presse ist nicht einmal wert, daß ein rüddiger Hund das Hinterbein gegen sie erhebt und sie mit seinem krankhaften Harn befeuchtet. Nein, soviel ist eine solche Presse nicht wert. Mit Todesstrafe müßte sogar ein jeder Zeitungsmann bestraft werden, der im Ernste jene Presse als « sozialdemokratische » auszugeben sich erdreistet, denn dadurch sticht er doch die öffentliche Meinung für Gegenwart und für Zukunft gänzlich irrezuführen, zu täuschen. Und solches ist wahrhaftig kein leichtes Verbrechen!

Es gereicht der sog. sozialdemokratischen Presse Deutschlands ferner zum unauslöschlichen Schandfleck, daß sie gleich vom 1. August 1914 ab sich willigt auf die Seite der aktiven Berufslügner und Gewaltkerle von Tron und Altar stellte, die auf's geflissentlichste den schauerhaften Lug und Trug in die Welt hinausstießen : die harmlose, treue, unschuldsvolle deutsche Gemütsmenschennation sei die angegriffene, sei die überfallene und werde sich notgedrungenenerweise ihrer Haut wehren müssen. Nein, wer dergleichen willigt mitgemacht, wer 4 ganze lange Jahre hindurch sich aufs willigste zur Mitverbreiterin einer solch' unerhört schur-

kenhaften Unwahrheit hergegeben, der hat die Todesstrafe verwirkt, schon in dem Falle, wo er auch nur einigermaßen der junkerlichen, der priesterlichen und geldsacklichen Trug- und Mordbrennerpresse nahesteht, geschweige denn für den Fall, wo er sich als Agent der sozialistischen Presse aufgibt. Nein! nein! billionenfach nein! So was kann nicht sozialistisch sein; solch' ein Sozialismus verdiente ja weiter nichts als rasch zu Staub und Asche verbrannt und schleunigst in die Jauchgrube geschmissen zu werden. »⁴⁴

Malgré ce radicalisme verbal et son internationalisme clairement affiché, il faut cependant noter que le positionnement de l'AT a évolué pendant la guerre. Au moins, au début du conflit, Schaack-Wirth ne se situe pas encore sur une ligne pacifiste conséquente. L'exemple le plus frappant de ses hésitations dans les premiers mois se trouve dans la nécrologie de Jean Jaurès, qui paraît dans le premier numéro de l'AT après l'invasion allemande. Pour l'AT à ce moment, Jaurès aurait choisi un pacifisme trop intégral, pas adapté à la situation et à la poussée de la fièvre nationaliste. Ce « pacifisme exagéré » expliquerait en fait son assassinat :

« Als Friedensschwärmer und scharfer Gegner des Berufsmilitarismus hat Jaures freilich – trotz bester Absicht und Ueberzeugung – seinem Vaterlande in unsern harten, kriegsgeneigten Zeiten schlechte Dienste geleistet und war's daher eigentlich nicht zum verwundern, daß ihn schließlich das mörderische Geschoß eines glühenden Patrioten traf. Trotz aller Friedensliebe und Friedenspropaganda soll man nimmer die rauhe Wirklichkeit allzusehr außeracht lassen. »⁴⁵

A part cette critique d'un pacifisme intégral non adapté aux circonstances du moment, l'AT souligne également dans plusieurs articles les prétendus « côtés positifs » de la guerre. Du moins en 1914-15, il accueille favorablement les mesures de « socialisme d'Etat » mises en œuvre dans plusieurs pays et considère à ce moment

⁴⁴ « Lehren des Weltkriegs », in: AT 679 du 21 décembre 1918.

⁴⁵ « Jean Jaurès † », in: AT 558 du 18 octobre 1914.

encore la participation de ministres socialistes à des gouvernements bourgeois comme une avancée. Ainsi, il salue l'introduction de formes de cogestion au niveau des entreprises par le gouvernement Viviani en France (dans l'objectif d'augmenter la productivité et d'éviter des conflits sociaux qui menaceraient la production de guerre), comme un pas vers le socialisme :

« Frankreich. „Wie durch ein Rundschreiben des Arbeits-Ministers vom 5. Februar in 58 Départements gebildeten Ausschüsse aus *Arbeitgebern* und *Arbeitern* zur Feststellung von Maßnahmen, die zur Hebung der *nationalen Tätigkeit* geeignet sind, haben in ihrer bisherigen Tätigkeit *völlig befriedigende* Ergebnisse gezeitigt. Sie machten der Regierung *nützliche Vorschläge*, klärten die Regierung über die Lage gewisser örtlicher Industrien auf und trugen beträchtlich zur *Hebung des wirtschaftlichen Lebens* und zur *Vermeidung des weiteren Steigens* der in einigen Départements herrschenden *großen Arbeitslosigkeit* bei.“ Obige Einrichtung der französischen Regierung kommt so ziemlich auf das hinaus, was wir bereits des öftern im ‚Teufel‘ empfohlen haben, da wir der Ansicht sind: nur dank einem fortwährenden Zusammenwirken von Arbeitgebern und Arbeitnehmern läßt sich ein richtiges gesellschaftliches Leben und Wirken im Staate erzielen; ein gegenseitiges Sichverstehen, Sichachten u. dgl., das jedes Uebervorteilen der einen Seite auf Kosten der andern immer mehr einschränkt und schließlich ganz zum verschwinden bringt. Alsdann haben wir den sozialistischen Staat, welcher gleichsam unbemerkt sich herangeschlichen und sich eingebürgert hat. Zugegeben soll nun auch werden, daß der gegenwärtige große Krieg, trotz all' dem Schlechten, das er hervorgebracht, dem Sozialismus in bedeutendem Maße bereits die Bahn ebnete. Das ist was Gutes von ihm. »

En outre, restant fidèle à son anticléricalisme farouche, l'AT salue que l'occupation allemande a au moins l'avantage de diminuer l'influence cléricale en Belgique !

« Freunde des Kriegs sind wir nie gewesen und werden's auch nimmer werden. Jedoch müssen wir gestehen, daß nicht alles schlecht ist, was der Krieg im Gefolge hat. In unserm Nachbarlande *Belgien* z. B. hat der deutsche Säbel diesmal mit wuchtigem Streich die *ganze Pfaffenmacht* zu Boden geschlagen, an deren Niederzwingung sonst das freiheitliche Belgien vielleicht noch Jahrzehnte hindurch mühesamst hätte arbeiten müssen. Hier ward nun mit einemmale rasche und erfolgreiche Arbeit geleistet. Ebenso schlug auch der deutsche Säbel schonungslos das *niederträchtige Pluralstimmrecht*⁴⁶ nieder. Jawohl, das belgische Pluralvotum hat zu leben aufgehört und nimmer wieder wird's ins Leben zurückgerufen werden; der deutsche Säbel ward dieses garstigen Pfaffenwerks Schlacht- oder Scharfrichterschwert. Und das war nicht schlecht! »⁴⁷

Toutefois, cette caractérisation plutôt équivoque des conséquences de la guerre reste malgré tout relativement limitée par rapport au nombre d'articles qui expriment un antichauvinisme et un antinationalisme des plus stricts. L'AT publie par exemple plusieurs appels pour la fondation des « Etats-Unis (socialistes) d'Europe », idée qui est parfois présentée en combinaison avec la promotion de la langue internationale artificielle Ido, vieux dada de l'AT⁴⁸, par exemple dans une tribune intitulée « Vom Internationalismus » et signée H.M.⁴⁹ Le positionnement pacifiste est le plus souvent combiné à des prophéties de la revanche prolétarienne et de la révolution mondiale à l'issue de la guerre. Un exemple très caractéristique de ce mélange

⁴⁶ Système du vote plural, selon lequel certains électeurs (chefs de famille de plus de 35 ans payant une taxe de résidence de plus de 5 francs ; détenteur d'un livret d'épargne de 2 000 francs minimum, ou bénéficiaire d'une rente viagère de 100 francs) pouvaient avoir jusqu'à trois voix ; cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Vote_plural.

⁴⁷ « Nicht alles schlecht », in: AT 558 du 18 octobre 1914.

⁴⁸ Cf. Romain Hilgert, « Katholiken sprechen Volapük, Sozialisten Ido », in: Lëtzebuurger Land du 22 août 2014.

⁴⁹ AT 642 du 22 juillet 1917. H.M. est identique à l'auteur H. Meier, qui signe un article sur « Die Internationale und die Welthilfssprache Ido » in: Die Schmiede, n°36 et 37, 4 et 11 août 1917. Il s'agit de l'instituteur Henri Meier-Heucké (1888-1973), cf. WEHENKEL, Henri, « Un génie de province », in: Entre chien et loup, Luxembourg: Editions d'Letzebuurger Land, 2017, p. 207-2015.

entre opposition à la guerre et appel à la révolution violente (du moins implicite dans la formulation « fürchterliche Abrechnung ») est la suivante contribution non signée, parue en janvier 1916 :

« Die Menschheit geht ihren Entwicklungsgang weiter und es werden Zeiten kommen, wo man über die heutige himmeltraurige Weltanschauung der priesterlichkapitalistischen Klasse den Stab bricht, und die Zeit ist vielleicht nicht mehr so ferne, wo das betörte Volk *fürchterliche Abrechnung* halten wird mit den heutigen Kriegsverbrechern und einer falschen und versumpften Weltanschauung. Die heutige kapitalistische Gesellschaftsordnung muss gebrochen werden, wenn die Menschheit nicht von einem neuen fürchterlichen Kriege will heimgesucht werden. Die Menschheit muß sich von diesen falschen Profeten, Priestern und Kriegsgurgeln loslösen und einer Weltanschauung zum Durchbruch verhelfen, wo man keine Vorrechte mehr kennt, wo Volksfreiheit und Völkergemeinschaft herrschen und die Menschen nur noch als Weltbürger nebeneinander hergehen. Der heutige Krieg wird die Ideen der Sozialdemokratie gewaltig fördern und der gegenwärtigen Gesellschaftsordnung ein schnelles Ende bereiten, und da wäre wirklich das viele Blut nicht vergebens geflossen. Der Weltfriede muß schließlich doch einmal zur Tatsache werden. »⁵⁰

Notons enfin l'accueil positif de la révolution russe de février 1917, dès le mois d'avril (il semble que les nouvelles n'ont pas atteint le Luxembourg plus tôt ; la révolution d'Octobre n'aura même aucun retentissement dans les journaux entrevus pour la présente contribution), dans un article aux accents très messianiques⁵¹, alors que Schaack-Wirth deviendra un critique acerbe du bolchévisme dès 1919⁵².

d. La jeune avant-garde

A côté de *l'Arme Teufel*, certains étudiants de gauche organisés dans le cadre de l'Association générale des étudiants luxembourgeois (plus connue sous le sigle ASSOSS) défendent un programme pacifiste et internationaliste : la dite « jeune avant-garde » autour de Pol Michels et de Gust. Van Verweke, qui a été étudiée plus en détail par Gast Mannes⁵³. Dans ce cadre sont à soulever des petites et éphémères organisations d'extrême-gauche, dont le « Cénacle des extrêmes » et l'« Etudiant socialiste anational » (qui se place « unter der dreifachen Führerschaft Leo Tolstoï, Karl Liebknechts und Romain Rollands... »⁵⁴) ; sans se référer à la conférence de Zimmerwald, Michels et Van Verweke ont également des liens avec le périodique *Die Aktion* de Franz Pfemfert (qui soutenait l'opposition au vote des crédits de guerre) et son parti socialiste antinational « Antinationale Sozialistenpartei », fondé en 1915. Les jeunes « avant-gardistes » participent en outre à différentes revues germanophones opposées à la guerre, dont le *Ziegelbrenner* de Ret Marut⁵⁵, *Die Erde*, *Der Strom*, *Der Gegner*... Une autre militante de gauche qui peut être placée dans ce milieu est Alice Welter, la fille du ministre Michel Welter, qui pendant ses études de médecine assiste à la révolution de novembre 1918 à Munich, et meurt peu de temps après (le 17 novembre 1918) des conséquences de la grippe espagnole⁵⁶.

III. La classe ouvrière comme nouvel élément de l'échiquier politique luxembourgeois

Gilbert Trausch a pu affirmer, sans risque d'être contredit, que « le syndicalisme luxembourgeois est un enfant de la guerre ».⁵⁷ En effet,

⁵⁰ « Muß es Krieg geben? », in: AT 602 du 16 janvier 1916.

⁵¹ « Passionszeit und Auferstehung », in: AT 634 du 1er avril 1917.

⁵² Voir KRIER (2016), p. 285-289.

⁵³ MANNES, Gast, Luxemburgische Avantgarde. Zum europäischen Kulturtransfer im Spannungsfeld von Literatur, Politik und Kunst zwischen 1916 und 1922, Esch-sur-Alzette: Editions Phi, 2007.

⁵⁴ MANNES (2007), p.44.

⁵⁵ Sur les liens avec Ret Marut alias B. Traven, voir MANNES, Gast, Die Luxemburg-Connection. Ret Marut/B. Traven, Pol Michels und Gust. Van Verweke, Mersch: CNL, 2013.

⁵⁶ MANNES (2007), p.415-416.

⁵⁷ TRAUSCH (1974), p. 18.

les ancêtres lointains de l'OGBL, le *Berg- und Hüttenarbeiterverband* (BHAV) (confédération des ouvriers des mines et de la sidérurgie, BHAV) et le *Luxemburger Metall-Arbeiterverband* (LMAV) (confédération luxembourgeoise des ouvriers de l'industrie métallurgique) se créent dans le contexte de la crise économique provoquée par la guerre et l'occupation du pays par les troupes allemandes après l'invasion du 2 août 1914. Je vais retracer dans cette partie les débuts de ces deux syndicats ouvriers⁵⁸ et analyser en particulier le positionnement idéologique du BHAV en tant que syndicat unique de la sidérurgie et des mines.

Malgré le fait que ses origines remontent jusqu'aux années 1860, au début de la guerre en 1914, le mouvement syndical luxembourgeois est en effet encore de très faible ampleur. Il se divise en gros en deux blocs : des petits syndicats de métiers (travailleurs du livre, brasseurs, gantiers, travailleurs du bâtiment...) qui se sont confédérés à partir de 1906 dans un « Cartel syndical ». Selon les chiffres de Trausch, l'ensemble des syndicats regroupés dans le Cartel n'affiche qu'un total de 888 membres en 1908.⁵⁹ De l'autre côté existe dans le secteur de la sidérurgie une section luxembourgeoise du « *Deutscher Metallarbeiterverband* » (DMAV) qui, toujours selon Trausch, regroupe, avec une « scission » qui n'est pas définie plus précisément⁶⁰, environ 350 membres.⁶¹ Les chiffres plus précis donnés par Raymond Steil dans l'ouvrage collectif paru pour le 75^e anniversaire des syndicats libres indiquent que le DMAV organisait 231 ouvriers au 30 juin 1914, et seulement 46 (!) à la fin de l'année.⁶²

La donne se modifie de manière fondamentale avec la création de deux nouveaux syndicats industriels en septembre 1916, le *Luxemburger Metall-Arbeiter Verband* (LMAV) et, surtout, le *Berg- und Hüttenarbeiterverband* (BHAV), qui devient rapidement le premier syndicat de masse du pays.

A l'origine de la création du BHAV se trouve une réunion de protestation d'ouvriers à Esch le 27 août 1916, lors de laquelle s'exprime l'opposition des ouvriers contre la politique des prix et de rationnement du gouvernement. Trois jours plus tard, le 30 août, une seconde réunion avec pas moins de 2.000 participants⁶³ aurait dû mener à la création du nouveau syndicat, or les oppositions entre les militants du parti socialiste présents et les ouvriers sans affiliation partisane sur l'orientation du syndicat empêchent dans un premier temps l'élection d'un comité. La création formelle du BHAV est reportée de deux jours à la suite de ces dissensions ; l'acte officiel de fondation a finalement lieu le 1^{er} septembre 1916. Le syndicat se définit comme non confessionnel et politiquement indépendant, il se positionne « auf unparteipolitisch-freireligiöser Basis ».⁶⁴ Notons dans ce contexte que la création du nouveau syndicat des ouvriers de la sidérurgie et des mines n'est en aucun cas une création ex nihilo ; comme l'atteste notamment la présence de militants de longue date du DMAV (Zimmermann et Diesburg), mais aussi du Cartel syndical (Nic. Colling de la Fédération des travailleurs du livre, Jander du syndicat des brasseurs...).⁶⁵

Deux jours plus tard, le 3 septembre 1916, est créé à l'hôtel Brosius à Luxembourg-Ville

⁵⁸ Pour plus de détails sur ces débuts du syndicalisme libre au Luxembourg, voir maintenant MAAS, Jacques, « De l'ère des pionniers du syndicalisme ouvrier à la constitution d'un grand syndicat libre et unifié (fin du XIX^e siècle – 1920) », in: KRIER, Frédéric, MAAS, Jacques, SAUER, Arnaud et SCUTO, Denis, 100 Joer fräi Gewerkschaften 1916-2016. Contributions à l'histoire du mouvement syndical luxembourgeois, Esch-sur-Alzette: Le Phare, 2016, p. 15-46.

⁵⁹ TRAUSCH (1974), p. 17.

⁶⁰ S'agit-il du « Metallarbeiter-Gewerkschaft » (MAG) de Jacques Thilmany et de Georges Droessaert ? Mais ce syndicat rejoint le DMAV déjà peu de temps après sa création, le 21 août 1904 ; cf. STEIL, Raymond, « Einer für Alle, Alle für Einen ! Der Deutsche Metallarbeiter-Verband in Luxemburg (1904-1918) », in: STEIL, Raymond et MAAS, Jacques (dir.), 75 Joer fräi Gewerkschaften. Contributions à l'histoire du mouvement syndical luxembourgeois. Beiträge zur Geschichte der luxemburgischen Gewerkschaftsbewegung, Esch-sur-Alzette: OGB-L, 1992, p. 102-139 ; sur le MAG: p. 114-118.

⁶¹ TRAUSCH (1974), p. 17.

⁶² STEIL, « Einer für alle... » (1992), p. 134.

⁶³ Selon TRAUSCH (1974), p. 35.

⁶⁴ Id., p. 35, citant Die Laterne, n°1, 13 janvier 1917.

⁶⁵ STEIL, « Einer für alle... » (1992), p. 136.

le « Luxemburger Metallarbeiter-Verband » (LMAV).⁶⁶ A l'origine de ce second nouveau syndicat sont surtout des militants ouvriers membres du parti socialiste et du cartel syndical (d'ailleurs la présence des deux députés socialistes Jos. Thorn et Jean Schortgen lors de la réunion de fondation est à souligner). Le LMAV sous la domination des trois frères Pierre, Antoine et Victor Krier reste clairement sous l'influence des socialistes. Contrairement au BHAV, qui est surtout présent au sud du pays, dans le canton d'Esch-sur-Alzette, le LMAV regroupe en premier lieu des ouvriers d'entreprises de la capitale et d'Hollerich (les usines sidérurgiques d'Eich-Dommeldange, les ateliers des chemins de fer, Paul Wurth...). Malgré ou peut-être à cause des liens avec le parti socialiste, le LMAV se limite en général à des questions d'ordre purement syndical (salaires, conditions de travail, politique des prix...), c'est-à-dire en lien avec les besoins matériels immédiats de ses membres. Son périodique *Der Gewerkschaftler* ne contient ainsi guère de références à la guerre en cours et aux événements politiques nationaux et internationaux à côté des points mentionnés.

Le BHAV affiche par contre dès sa fondation un positionnement strictement « apolitique ». Dans le premier numéro de l'organe syndical *Die Laterne*, qui paraît le 13 janvier 1917, il est souligné que le périodique ne traitera nullement de questions partisans ou confessionnelles : « Mit Religions- oder Parteipolitischen Fragen dürft ihr unsere Laterne nicht belästigen. »

Cette neutralité affichée peut virer dans un rejet de la démocratie parlementaire et de la politique partisane tout court. L'unité syndicale et son approche « constructive » et « pratique » des problèmes sociaux est ainsi opposée aux querelles de parti et au raffut parlementaire :

« Radauszenen und Parteigeplänkel, das ist eure Sache, aber ersprießliche, praktische Arbeit zu leisten, davon versteht ihr nichts oder

wollt ihr nichts verstehen. Eure Parteipolitik hat sich überlebt, es wäre also hohe Zeit, es einmal mit einer gesunden Kompromißpolitik zu versuchen. »⁶⁷

Le BHAV déplore également la traditionnelle opposition politique entre cléricaux et anti-cléricaux, et appelle le mouvement ouvrier à surmonter ce clivage fondamental de la politique bourgeoise : « Wie groß könnte die luxemburger Arbeiterbewegung dastehen, wenn alle einig wären, wenn Religions- und Parteihaader ein für allemal aus den Reihen der Arbeiter verbannt wären. »⁶⁸

Or, cet apolitisme conséquent est fortement mis en question par le fait que le BHAV se lance en politique lui-même quelques mois seulement après ses débuts, avec les candidatures de son secrétaire général Pierre Kappweiler, puis du président Bernard Herschbach aux élections complémentaires du canton d'Esch-sur-Alzette de mars et d'avril 1917 (lors desquelles pas un seul candidat socialiste n'est élu). Avec Théodore Noesen, qui se porte candidat comme « représentant des classes moyennes », ils forment alors, à partir d'avril 1917, la fraction de la « Freie Volkspartei » à la Chambre des Députés.

Malgré la « neutralité politique » affichée hautement dans son premier numéro, la *Laterne* participe activement à la campagne électorale des deux dirigeants syndicaux avec la publication d'un numéro électoral.⁶⁹ Il faut d'ailleurs noter que la candidature de Kappweiler aux élections de mars 1917 reposait sur une décision explicite de la conférence des délégués syndicaux en date du 17 février 1917.

Pour la *Laterne*, la candidature du syndicaliste Kappweiler est un événement d'une importance historique considérable ; pour la première fois, les ouvriers (malgré la présence de Schortgen au parlement) auront voix au chapitre : « Der Sieg unseres Freundes Kappweiler ist der Anfang einer neuen politischen Aera und ist dies der erste Schritt zu unserer Errettung vor dem gänzlichen Untergange. Der Sieg unseres

⁶⁶ STEIL, Raymond, « Der Luxemburger Metallarbeiter-Verband (1916-1920) », in: Raymond Steil et Jacques Maas (dir.), 75 Joër fréi Gewerkschaften. Contributions à l'histoire du mouvement syndical luxembourgeois. Beiträge zur Geschichte der luxemburgischen Gewerkschaftsbewegung, Esch-sur-Alzette: OGB-L, 1992, p.141-183.

⁶⁷ *Die Laterne*, n°1, 13 janvier 1917.

⁶⁸ *Die Laterne* n°2, 20 janvier 1917.

⁶⁹ *Die Laterne*, n°8, 3 mars 1917.

Freundes Kappweiler ist der erste Schritt zur Untergrabung der Ausbeutungspolitik der ‚Schlotbarone‘ ». Par conséquent, tout ouvrier qui ne voterait pas pour le candidat du syndicat, serait à considérer comme un traître de la cause ouvrière ; ne pas voter pour Kappweiler serait « ein Verbrechen an der ganzen Arbeiterschaft. »⁷⁰

En même temps, les libéraux et les socialistes mènent une campagne virulente contre le BHAV et la FVP, qui sont considérés comme alliés objectifs du parti de la droite (ce dernier, en effet, ne présente pas de candidats propres aux élections complémentaires, et affiche son soutien à Kappweiler, Noesen et Herschbach, qui eux au moins ne partageraient pas la « Kulturkampfpolitik des Blocks »⁷¹).

Les députés socialistes Mark, Schortgen et Jos. Thorn s’adressent directement à la *Laterne* dans une lettre ouverte⁷² pour exprimer leur opposition à l’utilisation du journal syndical pour la propagande électorale de Kappweiler (notons qu’en 1918, l’organe syndical du BHAV ira même jusqu’à soutenir la candidature du dissident social-démocrate et futur président de la Fédération des commerçants Pierre Mart contre le syndicaliste Pierre Krier, candidat officiel du parti social-démocrate⁷³).

La presse de gauche est particulièrement agressive dans son opposition à la candidature de Kappweiler. Le *Tageblatt* va jusqu’à désigner Kappweiler comme « Autokrat » et « Diktator » du syndicat de la sidérurgie⁷⁴, qui se présenterait comme candidat indépendant aux élections contre l’avis de la base ouvrière et utiliserait le journal syndical pour sa propre propagande.

De même, l’organe socialiste *Die Schmiede* s’étonne que le BHAV soit devenu « ein neuer ungeahnter, wenn auch wahrscheinlich unfreiwilliger Verbündeter » des cléricaux ; et note qu’il ne lui est pas possible de soutenir une candidature du secrétaire général du BHAV sous l’étiquette « indépendant » :

« Hätte Herr Kappweiler sich als Arbeiterpartei, mit strenger Ausschaltung des Verbandes, präsentiert, so hätten wir ihn kräftig unterstützt. So können wir es nicht, zumal der Verbandskandidat unter der verdächtigen Flagge *unabhängig* segelt. (...) Fort mit den Unabhängigen, es sind immer verkappte Klerikale! »⁷⁵

Même tonalité dans l’*Arme Teufel*, qui note en fait son appréciation de Kappweiler comme dirigeant syndical, qui, après tout, a créé dans un bref laps de temps la plus forte confédération syndicale du pays (« Alle Achtung (...) vor den bisherigen Leistungen des Arbeiterkandidaten p. Kappweiler »), mais s’oppose à une candidature comme « indépendant », qui reviendrait à un soutien indirect de la droite :

« Ein jeder weiß aus Erfahrung, was für eine Bewandnis es mit solch einer ‚Unabhängigkeit‘ hat. »⁷⁶

En général, les socialistes (comme d’ailleurs les libéraux) considèrent Kappweiler et Herschbach non comme des candidats du monde ouvrier, mais comme véritable 5^e colonne des cléricaux au sein de la Chambre des Députés. Et non sans raison, car c’est l’élection des trois députés du « Freie Volkspartei », alors qu’AUCUN candidat socialiste n’est élu dans le canton d’Esch en mars-avril 1917, qui signale *de facto* la fin du bloc de la gauche. La *Schmiede* souligne d’ailleurs que l’élection de Kappweiler en mars ne signifie rien d’autre que le « Zusammenbruch des Blocks, das Ende der Blockherrschaft ».⁷⁷

Les mêmes accusations de connivences avec les cléricaux seront relancées pendant et après la grande grève du BHAV dans la sidérurgie en mai/juin 1917, qui échoue suite à l’intervention de l’occupant allemand. Pour la *Schmiede*⁷⁸, cet échec aurait pu être évité si les meneurs de grève avaient fait appel aux syndicats libres

⁷⁰ Id.

⁷¹ « An die Herren Wähler des Kantons Esch. Beschlüsse betreffend die Stellungnahme der Partei der Rechten zu den Kammer-Ergänzungswahlen vom 5. April 1917 », in: *Luxemburger Wort*, 6 avril 1917.

⁷² Publiée dans le « numéro électoral », *Die Laterne*, n°8, 3 mars 1917.

⁷³ *Die Volksstimme*, n°8, 23 février 1918.

⁷⁴ *Escher Tageblatt*, 3 avril 1917.

⁷⁵ *Die Schmiede*, n°13, 24 février 1917.

⁷⁶ *Der Arme Teufel*, n°632, 4 mars 1917.

⁷⁷ *Die Schmiede*, n°15, 10 mars 1917.

⁷⁸ *Die Schmiede*, n°30, 23 juin 1917.

allemands (ADGB) pour s'opposer à toute intervention de l'armée allemande. Une telle prise de contact aurait été refusée par Kappweiler et la « Escher Streikleitung, die im Banne der Partei der Rechten stand », car elle aurait menée à une rupture de l'alliance avec les cléricaux.

En réponse à ces reproches, le BHAV se moque surtout du caractère non ouvrier, voire « bourgeois » des militants du parti socialiste et lui reproche à son tour son alliance avec le parti libéral (qui est identifié aux patrons de l'Arbed). Ainsi, le second journal du BHAV, la *Volksstimme*⁷⁹ définit les socialistes comme « proletarisch-mayrisch », alliés objectifs du grand patron de l'Arbed, Emile Mayrisch.

Idem déjà à l'occasion de la candidature de Kappweiler en mars 1917 : les sociaux-démocrates ne seraient pas des « Arbeitervertreter », mais des « Arbeiter-Verräter, welche ihre Farbe und Ueberzeugung zur Ausbeutung des Volkes mißbrauchen, indem sie sich zum ‚Handlanger‘ des Kapitalismus hergeben. »⁸⁰ Les socialistes ne seraient pas de véritables ouvriers, mais des intellectuels bourgeois bien-pensants, qui auraient la prétention de parler au nom de la classe ouvrière, pas apte à leurs yeux de parler pour elle-même :

« Weshalb wurden Kappweiler und Herrschbach so maßlos bekämpft? Weil die beiden einer gewissen Kategorie von ‚Arbeiterfreunden‘, bebrillten Professoren, überklugen Lehrern u. schwer auf den Magen gehen. »⁸¹

« Wenn der Schortgen nicht unter euch wäre, ihr Herren Sozi, wüßtet ihr kaum ob die Minette herausgemeißelt oder herausgesprengt würde. Verstanden? Ihr habt weder ein Monopol noch ein Privileg auf die Vertretung der Arbeiter-Interessen und werdet solches auch nie bekommen. »⁸²

Comment par conséquent caractériser le positionnement idéologique du BHAV en 1916-1918 ? Nous avons vu que les articles de la *Lanterne* et de la *Volksstimme* expriment un ouvriérisme affiché, une opposition à la politique partisane et une caractérisation du parti socialiste comme « bourgeois » et allié au grand patronat industriel libéral. A première vue, mais à première vue seulement, ce positionnement peut paraître proche d'un syndicalisme révolutionnaire à l'instar de la CGT de l'époque de la Charte d'Amiens (1906). Christian Calmes cite d'ailleurs deux caractérisations contemporaines, qui qualifient le BHAV de « bolchévisme », voire d'« anarchisme ». Ainsi, l'industriel belge Gaston Barbanson (membre du conseil d'administration de l'Arbed) qualifie Kappweiler, Herschbach et Noesen de « trois candidats ultra-socialistes (quasi anarchistes) »⁸³ ; un autre Belge, un certain De Ligue, va jusqu'à désigner le FVP comme le « parti bolchévik luxembourgeois ». ⁸⁴

Cette identification tout de même inattendue de Kappweiler et consorts aux Bolchéviks russes s'explique par le soutien du FVP à la motion du député socialiste Jos. Thorn, qui proposait à la Chambre des Députés de saluer la révolution russe de février 1917.⁸⁵ Lors de ce débat, le 24 avril 1917, Kappweiler prend pour la première fois la parole dans l'enceinte de la Chambre des Députés. Il soutient la motion de Thorn avec enthousiasme et conclut son discours par un renvoi à la situation luxembourgeoise : « Rußland hat bewiesen, daß auch wir uns einmal von den Fesseln freimachen können, womit wir so lange belastet waren. »⁸⁶ Ce discours apporte aux trois députés FVP le sobriquet « les trois Russes ». ⁸⁷

En réalité toutefois, le programme initial du BHAV est loin d'être « bolchévik », « an-

⁷⁹ Die Volksstimme, n°11, 16 mars 1918.

⁸⁰ Die Laterne, n°9, 10 mars 1917.

⁸¹ Die Laterne, n°13, 7 avril 1917.

⁸² Die Volksstimme, n°10, 9 mars 1918.

⁸³ CALMES, 1914-1919... (1974), p. 147.

⁸⁴ Id., p. 451.

⁸⁵ Sur le débat à la Chambre, cf. CALMES, Christian, « La Chambre et l'avènement de la Russie bolchevique », in : Nos Cahiers, 12e année (1991), n°2, p. 9-19.

⁸⁶ Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. Session législative 1916-1917, séance du 24 avril 1917, p. 664. Notons que lors du même débat, même Pierre Dupong du Parti de la droite « félicite la démocratie russe d'avoir croulé le capitalisme comme j'espère que le capitalisme sera un jour croulé dans notre pays par le mouvement ouvrier de notre pays », id., p. 667. Malgré ces affirmations, Dupong votera contre la motion, en se justifiant du fait que l'issue finale de la révolution ne serait pas encore connue.

⁸⁷ Par exemple « An unsere drei Russen in der Kammer », in: Der arme Teufel, n°644, 18 août 1917.

archiste » ou même « syndicaliste révolutionnaire ». En fait, les quatre principes de base énoncés dans le tout premier numéro de la *Laterne*⁸⁸ ont une tonalité que l'on qualifierait plutôt de « sociale-libérale » :

- « I. Die persönliche Freiheit des Bürgers ;
- II. Soziale Gerechtigkeit ;
- III. Religionsfreiheit ;
- IV. Politische Freiheit »

Dans une série d'articles signés Kappweiler (mais « bearbeitet nach einer Broschüre von K.G. »), et parus sous le titre « Weltanschauung und Arbeiterbewegung » dans les numéros 14 à 16 de la *Laterne*, le secrétaire général du BHAV prend ouvertement position contre le socialisme, qu'il décrit comme une pure utopie (« Welcher denkende Mensch wollte seine Hoffnungen auf den Sankt-Nimmerleinstag vertagen ? »), jamais réalisée en pratique (« alle bisherigen Versuche sind elend gescheitert »). Le journal *Die Schmiede* lui répond qu'avec les mesures de socialisme d'Etat introduites dans plusieurs pays depuis le début de la guerre, le contraire aurait été prouvé : le caractère inéluctable de l'évolution vers le socialisme aurait été confirmé par la part croissante de l'Etat dans l'économie pendant la guerre.⁸⁹

Après les socialistes, Kappweiler s'en prend également au syndicalisme chrétien, qui ne servirait que les intérêts du parti de la droite. En conclusion, il définit le BHAV comme ni socialiste ni chrétien, mais comme *libéral* :

« Spricht man von [unserer Weltanschauung] im Gegensatz zu der *Unduldsamkeit der beiden großen Lager*, dann müssen wir uns als *liberal* bezeichnen, denn wir sind tolerant auch gegen Andersdenkende und unser Kampf gilt der Freiheit und dem Fortschritt. Die liberale Welt-

anschauung in einer Gewerkschaft vertreten, bedeutet nicht ihre Einzwängung in den engen Rahmen einer Partei. Liberal sein bedeutet für uns das organisierte Streben nach persönlicher und sozialer Freiheit. (...) *Wir sind liberal, der Arbeitgeber soll es auch sein.* »⁹⁰

Selon la *Schmiede*⁹¹, le mystérieux « K.G. » n'est nul autre que Karl Goldschmidt, alors président de la confédération syndicale libérale allemande, les « Hirsch-Dunkersche Gewerkvereine ». L'article de Kappweiler est en effet en large partie la reprise d'une brochure de Goldschmidt du même titre.⁹²

Cet apparent alignement (du moins pour la personne de Kappweiler) sur le syndicalisme libéral allemand n'empêche pas que plusieurs numéros de la *Laterne*⁹³ invitent les lecteurs à lire une brochure de tendance chrétienne-sociale, *Die Politik der Zukunft* d'un certain Adolphe Gilles, brochure qui affiche une ligne proche du maire de Vienne Karl Lueger et mélange un anticapitalisme d'inspiration chrétienne avec des développements à caractère ouvertement antisémite et conspirationniste.⁹⁴

La caractérisation du positionnement idéologique devient encore plus difficile si l'on prend en considération que la *Volksstimme* reprend également des extraits d'ouvrages de Karl Marx (« Lohnarbeit und Kapital », dans les numéros 22, 24, 26, 29, 35, 39 de 1918), de Werner Sombart (« Das Proletariat », n°15-17/1917, ainsi que « Die sozialen Eigenarten od. Lage des modernen Proletariats », n°10-11/1918), alors passé au camp du nationalisme grand-allemand, et même du corporatiste Othmar Spann (« Der Merkantilismus », n°4/1917). La confusion des genres semble en effet complète, et confirmer la caractérisation du FVP par la *Schmiede*, à savoir d'être un « parti sans programme » (« Partei ohne Programm »).⁹⁵

⁸⁸ « Leit- und Grundsätze des Verbandes », in: Die Laterne, n°1, 13 janvier 1917.

⁸⁹ « Dem Staatssozialismus entgegen », in: Die Schmiede, n°23, 5 mai 1917.

⁹⁰ Die Laterne, n°16, 28 avril 1917.

⁹¹ « Freie Gewerkschaften und Sozialismus », in: Die Schmiede, n°22, 28 avril 1917.

⁹² GOLDSCHMIDT, Karl, Weltanschauung und Arbeiterbewegung: ein Wort der Aufklärung an die deutschen Arbeiter und an alle wahren Volksfreunde, Berlin: Verband deutscher Gewerkvereine, 1910 (4^e édition).

⁹³ A partir du no. 9 (10 mars 1917).

⁹⁴ GILLES, Adolphe, Die Politik der Zukunft, Luxembourg: Worré-Mertens, 1916; référence est faite à Lueger en particulier p. 16 (« Das Wien der letzten 15 Jahre ist das Wien Karl Luegers und seiner Partei. Durch das geniale Verwaltungstalent des Portierssohnes wurde die Kaiserstadt zur allenthalben bewunderten, bestverwalteten Kommune der Welt... »).

⁹⁵ Die Schmiede, n°44, 28 septembre 1918.

La même confusion et le même manque de cohérence se reflète d'ailleurs dans l'attitude du BHAV face aux immigrés. Dans un appel de la confédération aux ouvriers italiens, le syndicat semble s'aligner sur un internationalisme intégral à la Rosa Luxemburg (« les prolétaires n'ont pas de patrie, ils forment une nation à part ») :

« Wir stehen als organisierte Arbeiter auf dem Boden des Kosmopolitismus, wir bekämpfen das Nationalitätsprinzip aufs äußerste, unter Arbeitern gibt es keine Nationalitätsunterschiede, wir sind Arbeiter und betrachten uns als solche als ein Volk für uns. »⁹⁶

Cette affirmation radicale est pourtant en contradiction totale avec la proposition de loi déposée par Kappweiler, qui prévoit que 95 % des postes d'ouvriers et 90 % des postes d'employés dans la sidérurgie soient réservés aux travailleurs de nationalité luxembourgeoise.⁹⁷

Est-ce que le BHAV a « sauvé la monarchie » en novembre 1918 - janvier 1919 ?

Dans ses mémoires, le politicien de droite Auguste Collart présente les cinq députés (depuis les élections pour la constituante du 28 juillet et du 4 août 1918) du FVP comme les véritables sauveurs de la monarchie et partant de la patrie, suite à leur refus de se rallier aux visées républicaines et révolutionnaires des libéraux et des socialistes :

« In den heißen Kämpfen um die Existenz unseres Vaterlandes hatten die fünf Mitglieder der im Parlament ausschlaggebenden Volkspartei Beweise bewundernswerter Unerschrockenheit gegeben ; Bewohner des roten Südens, inmitten einer damals revolutionären Bevölkerung, hatten sie Vaterland und freie Selbstbestimmung des Volkes tapfer verteidigt. Tagtäglich gelä-

tert, verunglimpft, angespöen, verleumdet, verdächtigt und bedroht, harreten sie treu und bescheiden aus, stützten die Regierung und retteten Land und Dynastie. »⁹⁸

Une analyse du discours effectif de Kappweiler à la Chambre des Députés en date du 13 novembre 1918 montre pourtant que ce dernier mettait surtout en avant les intérêts directs des ouvriers et refusait surtout de se rallier à la République, parce que celle-ci était un projet « bourgeois ». Il souligne dans ce contexte que l'agitation républicaine aurait été lancée au Luxembourg par l'« Echo des Kantons Capellen », qu'il caractérise de « kapitalistisches Blatt erster Ordnung » et risquerait de mener à une situation de luttes politiques entre républicains et monarchistes au lieu d'amener des améliorations tangibles pour les ouvriers :

« Die Arbeiterschaft hat seit langem Grund, unzufrieden zu sein. Sie sagte sich: ‚Was in Deutschland möglich war, was in der ganzen Welt kommen wird, das müßten wir auch hier bekommen‘. (...) wenn sie die Abschaffung der Dynastie und die Einführung der Republik verlangte, so geschah es lediglich deshalb, weil sie sich von der Einführung der Republik einen größeren Vorteil versprach. Denn die Arbeiterschaft im großen Ganzen weiß sehr gut, daß durch die Abschaffung der Krone, des monarchischen Systems allein, sie nicht ein Stück Brot mehr bekommen würde. (...) Aber wenn sie nach der Republik riefen, dann waren es in der Arbeiterschaft keine 200, die die Republik wollten, ohne daß die andern Fragen auch gelöst würden. Das will ich festgestellt haben; denn ich habe die Ehre einem Arbeiterrat anzugehören, und ich will der Wahrheit die Ehre geben.⁹⁹ (...) Ich stehe auf einem radikalen Standpunkt, ebenso radikal wie die Herren der Linken, aber ich werde nie die Hand dazu bieten, einen Bau einzureißen, von dem zu befürchten ist, daß er

⁹⁶ « An die organisierten italienischen Kollegen ! », in: Die Volksstimme, n°12, 24 novembre 1917.

⁹⁷ Cf. SCUTO, Denis, « Entre solidarité et concurrence : Syndicalisme ouvrier luxembourgeois et immigrants dans l'entre-deux-guerres », in: Mutations. Mémoires et perspectives du bassin minier, n°4, 2012, p. 47-63 ; sur la proposition Kappweiler p. 51-52.

⁹⁸ COLLART, Auguste, Sturm um Luxemburgs Thron 1907-1920, Luxembourg: Saint-Paul 1991 (2e édition), p. 392.

⁹⁹ Cf. AT n°67[7], 24 novembre 1918: « Kappweiler, der klerikale Schutz- und Erzengel, hielt am 11. Nov. vor dem Demonstrationszuge mit roter Fahne durch die Straßen Eschs zwei republikanische Reden. Eine vor dem Zuge und eine am Schlusse desselben. » Cependant, rien ne prouve que les discours étaient effectivement « républicains » ou s'ils avaient une teneur « ouvrière » semblable au discours à la Chambre des Députés. En tout état de cause, nous ne disposons pas des discours de Kappweiler du 11 novembre 1918.

in 14 Tagen wieder über den Haufen geworfen wird. (...) Wir wollen das Land nicht in zwei Gruppen teilen; denn wer hätte darunter zu leiden? Das wäre die arbeitende Klasse; denn diese hat keine Vorräte von denen sie leben kann. (...) Über die Landesfürstin habe ich nichts zu sagen. Ich bin nicht hier, um zu beurteilen, ob sie gegen die Interessen des Landes gehandelt hat oder nicht; aber es gibt im Lande Leute, die hundertmal mehr gegen die Interessen des Landes gehandelt haben, als die Großherzogin. Die Großindustrie hat Millionen eingesteckt auf dem Verkauf von Mordwaffen, und hat dabei ihre Arbeiter hungern lassen. »¹⁰⁰

Le FVP ne votera donc pas pour la république ; l'introduction de la journée de 8 heures, qui devient une réalité avec l'arrêté grand-ducal

du 14 décembre 1918 est en tout cas une priorité bien plus grande pour le député syndicaliste que la question de l'occupation du trône ou de la proclamation de la république.

Le FVP ne survivra pas longtemps à l'obtention de cette victoire historique du syndicalisme luxembourgeois. Considérés comme traîtres par la gauche, victimes de leurs contradictions, Kappweiler, Herschbach et leurs alliés sont évincés de la tête du BHAV dès 1919-1920 et ne parviendront pas à maintenir leur fraction parlementaire. Le BHAV sera progressivement pris en main par les socialistes, dont Pierre Krier, qui deviendra le principal dirigeant syndical après la fusion du BHAV et du LMAV pour former le *Luxemburger Berg-, Metall- und Industriearbeiterverband* (LBMIIV).

Conclusion

La crise économique en lien avec la guerre et l'occupation politique correspond sur le plan politique intérieur à un remplacement de la question des relations entre l'Eglise et l'Etat par la question sociale comme principal point de division politique du pays. Une conséquence directe de cette évolution est la désintégration du bloc de la gauche après la mort d'Eyschen. Le nombre d'ouvriers représentés à la Chambre monte rapidement pendant la guerre (du seul Jean Schortgen élu juste avant la guerre, on passe à 9 ouvriers dans la Constituante de 1918-1919, nombre qui, je crois, n'a plus été atteint par la suite, alors qu'il s'agit du dernier parlement élu au vote censitaire !).

Malgré l'écroulement du bloc de la gauche, plusieurs avancées spectaculaires sont obtenues à la fin de guerre : l'abolition du cens, l'introduction du droit de vote des femmes ; la journée de huit heures ; l'introduction d'une forme de dialogue social dans les entreprises avec l'intro-

duction des conseils d'usine (qui seront toutefois abrogés à la suite du mouvement de grève de la sidérurgie de mars 1921¹⁰¹).

En parallèle, le paysage politique du Luxembourg connaît une profonde mutation : après l'échec des tentatives républicaines, le parti de la droite chrétien-social est quasi hégémonique, les libéraux perdent massivement en importance par rapport à l'avant-guerre (notamment en raison de l'introduction du suffrage universel), et le parti socialiste se recompose en plusieurs étapes : scission des communistes en janvier 1921, création du « parti ouvrier » dominée par les syndicalistes du LBMIIV en 1924, alors qu'une partie des anciens sociaux-démocrates (Aloyse Kayser, Emil Mark, Jacques Schaack-Wirth...) finissent par rejoindre un camp libéral (respectivement radical) recomposé à son tour.

¹⁰⁰ Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. La constituante de 1918-1919, 2e session, p. 102-105.

¹⁰¹ SCUTO, Denis, Sous le signe de la grande grève de mars 1921. Les années sans pareils du mouvement ouvrier luxembourgeois, Esch-sur-Alzette: Editpress, 1990, p. 253-256.

Les Dudelangeois et les camps de concentration français de la Première Guerre mondiale

Jimmy Carelli

L'internement des populations civiles reste jusqu'à nos jours un sujet relativement peu exploré dans l'historiographie internationale de la Première Guerre mondiale. Les premières recherches approfondies sur cette thématique n'ont été achevées qu'à partir des années 1990, suite aux études de l'historien américain Richard B. Speed, qui s'adonna comme l'un des premiers, dans son ouvrage *« Prisoners, Diplomats and the Great War »*¹, aux internés civils de la Première Guerre mondiale. Jusqu'aux années 1990, la littérature ne s'est intéressée que sommairement à ce fait et n'a guère fait mention des camps de concentration et de la détention de personnes civiles non impliquées dans le conflit armé entre 1914 et 1918. Jusqu'alors, les expériences vécues dans les camps de concentration français n'étaient connues qu'à travers les témoignages et récits d'internés, tels *« L'énorme chambrée »*² de l'auteur américain Edward E. Cummings ou bien le *« Le Monastère noir »*³ de l'écrivain hongrois Aladár Kuncz.

Côté français, ce n'est qu'en 1995 que l'historien Jean-Claude Farcy a donné, avec sa publication *« Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1920) »*⁴, l'impulsion nécessaire à des recherches approfondies sur les camps d'internement français entre 1914 et 1920. Dans son ouvrage, Farcy donne aux lecteurs une vue d'ensemble de la politique d'internement mise en place en France durant la Première Guerre mondiale.

En ce qui concerne l'historiographie luxembourgeoise, l'impact de la première guerre « totale » sur la vie des civils et émigrants luxembourgeois a été traité pour la première fois dans notre mémoire de master à l'Université du Luxembourg, publié en 2017 et intitulé *« Les internés civils de la Première Guerre mondiale. Le cas des Luxembourgeois en France »*⁵.

Bien que dans l'imaginaire collectif le terme « camp de concentration »⁶ soit généralement associé à la Deuxième Guerre mondiale et à la Shoah, le camp de concentration comme institution d'internement fit son apparition bien avant. Des camps pour civils, dénommés *« Campos de reconcentración »*, firent leur apparition durant la Guerre d'indépendance cubaine de 1896 à 1897. Leur but était de convier la population civile non belligérante de se rendre de plein gré dans ces campements afin de la séparer des insurgés. Cependant, le début du phénomène moderne des camps de concentration peut être situé dans le cadre de la Seconde Guerre des Boers entre 1899 et 1902.⁷ Le fil barbelé, matériel détourné de son utilisation primaire, et l'émergence du chemin de fer, offrant un moyen de transport efficace, firent dorénavant corps avec l'institution concentrationnaire.

Désormais, les camps de concentration seront omniprésents dans tous les conflits à venir. Rien qu'au cours de la Première Guerre mondiale, des milliers de camps d'internement pour civils furent mis en place.⁸ Selon l'historienne

¹ SPEED, Richard B., *Prisoners, Diplomats, and the Great War: A Study in the Diplomacy of Captivity*, New York ; London ; Westport ; Connecticut : [s.n.], 1990, 97, 236p.

² CUMMINGS, Edward, *L'énorme chambrée*, Paris : Christian Bourgois, 2006, 393p.

³ KUNCZ, Aladár, *Le Monastère noir : Souvenirs de captivité à la citadelle*, Paris : Gallimard, 1937.

⁴ FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1919)*, Paris : [s.n.], 1995, 373p.

⁵ CARELLI, Jim, *Les internés civils de la Première Guerre mondiale : Le cas des Luxembourgeois en France*, Mémoire de Master, Université du Luxembourg, 2017, 185p.

⁶ KAMINSKI, Andrej J., *Konzentrationslager 1896 bis heute: Eine Analyse*, Stuttgart : [s.n.], p. 34.

⁷ BERNARDOT, Marc, *Camps d'étrangers*, Bellecombe-en-Bauges : 2008, p. 31-36. KOTEK, Joël, *Camps et centres d'extermination au XX^e siècle : Essai de classification*, in *Les cahiers de la Shoah*, n°7, 2003, p. 45.

Annette Becker, les internements civils auraient existé tant en Europe qu'ailleurs. Voilà pourquoi elle place les internements d'individus civils, dans un contexte européen, voire global.⁹ Partout dans les pays belligérants surgirent dès août 1914 des camps de concentration qui, par la suite, servirent à l'internement de centaines de milliers de civils. Selon les recherches scientifiques récentes, plus de 400.000 « étrangers hostiles » furent internés sur le territoire européen entre 1914 et 1920, en sus des 9 millions de prisonniers de guerre.¹⁰

En France, l'idée d'installer des camps de concentration ne datait pas du début des hostilités en 1914, mais les origines remontaient au temps de la guerre franco-prussienne de 1870. Aussi dès 1914, les autorités s'empresaient-elles de faire installer des camps servant non seulement à l'isolement des ressortissants des pays belligérants, mais aussi à l'internement d'individus ou de groupes d'individus jugés suspects, respectivement indésirables.¹¹

Au cours des premiers mois des hostilités, il revenait à la seule compétence des différents conseils de guerre de décider sur le sort des inculpés, qui risquaient de terminer dans un camp de concentration ou d'être remis en liberté. Néanmoins suite à de nombreuses incarcérations sans motifs suffisants, le ministère de l'Intérieur décida la mise en place, dès les premiers mois de 1915, de plusieurs dépôts de triage. Leur mission primaire consistait à réaliser le tri préalable à l'orientation vers les camps spécifiques à chaque catégorie de futurs internés. Ceci étant garanti par une commission interministérielle qui se déplaçait à tour de rôle entre les divers dépôts.¹²

Quoique certains types de camps servaient en un premier lieu de refuge pour les civils fuyant les zones de combat, la majeure partie fut destinée à l'internement des ressortissants austro-allemands et alsaciens-lorrains. Les camps de concentration pour suspects étaient réservés aux Français ainsi qu'aux étrangers provenant d'autres nations, même neutres ou alliées, considérés comme « suspects » ou « indésirables ». Ils accueillaient également les « repris de justice », qui après avoir purgé une peine d'emprisonnement ont été remis à l'administration en attendant d'être expulsés hors de France. Les camps de concentration pour suspects faisaient fonction de dépôts spéciaux, dont le régime consistait en un internement pur et simple.¹³

Enfin, il ne faut pas oublier de mentionner l'existence de quatre camps disciplinaires, qui accueillaient les internés indisciplinés, les évadés ou bien ceux qui pour des raisons de sécurité ne pouvaient être maintenus dans les camps de concentration.¹⁴

Reste à souligner, que la fonction de ces lieux d'internement, mis en place dès le début des hostilités et installés surtout dans d'anciens presbytères, couvents, abbayes ou des fabriques et usines abandonnées, était une mesure purement administrative, en vue de maintenir temporairement en un même lieu, sous étroite surveillance des autorités militaires ou policières, et privés de liberté, tous les individus jugés dangereux et/ou nuisibles pour la défense nationale ou simplement susceptibles d'entraver le bon déroulement des opérations militaires.¹⁵ Les camps de concentration devaient être compris comme un moyen complé-

⁸ SCHARNAGL, Hermann, *Kurze Geschichte der Konzentrationslager*, Wiesbaden: [s.n.], 2004, p. 23. AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Annette, 14-18 retrouver la Guerre, Saint-Amand : [s.n.], 2014, p. 102. WIEVIORKA, Annette, L'expression « camp de concentration » au 20^{ème} siècle, in *Vingtème siècle, Revue d'histoire*, n°54, 1997, p. 4.

⁹ BECKER, Annette, *Oubliés de la Grande Guerre : Humanitaire et culture de guerre 1914-1948, Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris : [s.n.], 2012, p. 53-57.

¹⁰ BADE, Klaus J., *L'Europe en mouvement : La migration de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris : [s.n.], 2002, p. 310.

¹¹ CARELLI, Jim, *Les internés civils* (note 5), p. 23-32.

¹² FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration* (note 4), p. 191.

¹³ CARELLI, Jim, *Les internés civils* (note 5), p. 23-32.

¹⁴ Ibidem, p. 35-37.

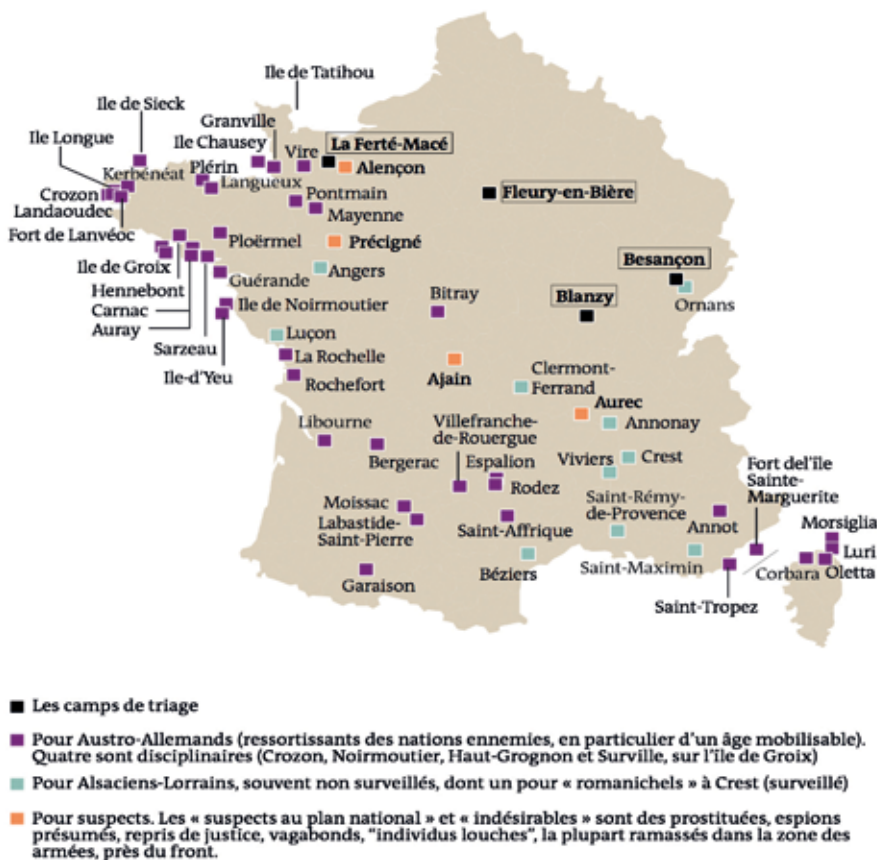
¹⁵ Ibidem, p. 52. BLANCHET, Antoine, *Les camps de concentration de Pontmain 1914-1920, Travail de maîtrise, Université du Maine*, 1998, p. 3. PASSÉ SIMPLE, *La colonie de Précigné : Camp d'internement pour « Indésirables » de 1914 à 1919, Sablé-sur-Sarthe* : [s.n.], 2009, p. 9.

mentaire et parallèle à l'appareil de répression
légal et officiel.¹⁶

Dans l'impossibilité de chiffrer réellement le nombre des civils incarcérés, les historiens estiment qu'entre 60.000 et 70.000 individus,

hommes, femmes et enfants de toutes nationalités, furent soumis à un internement entre 1914 et 1920, dans un des camps de concentration installés sur l'entier territoire de la France.¹⁷

Les principaux camps en France

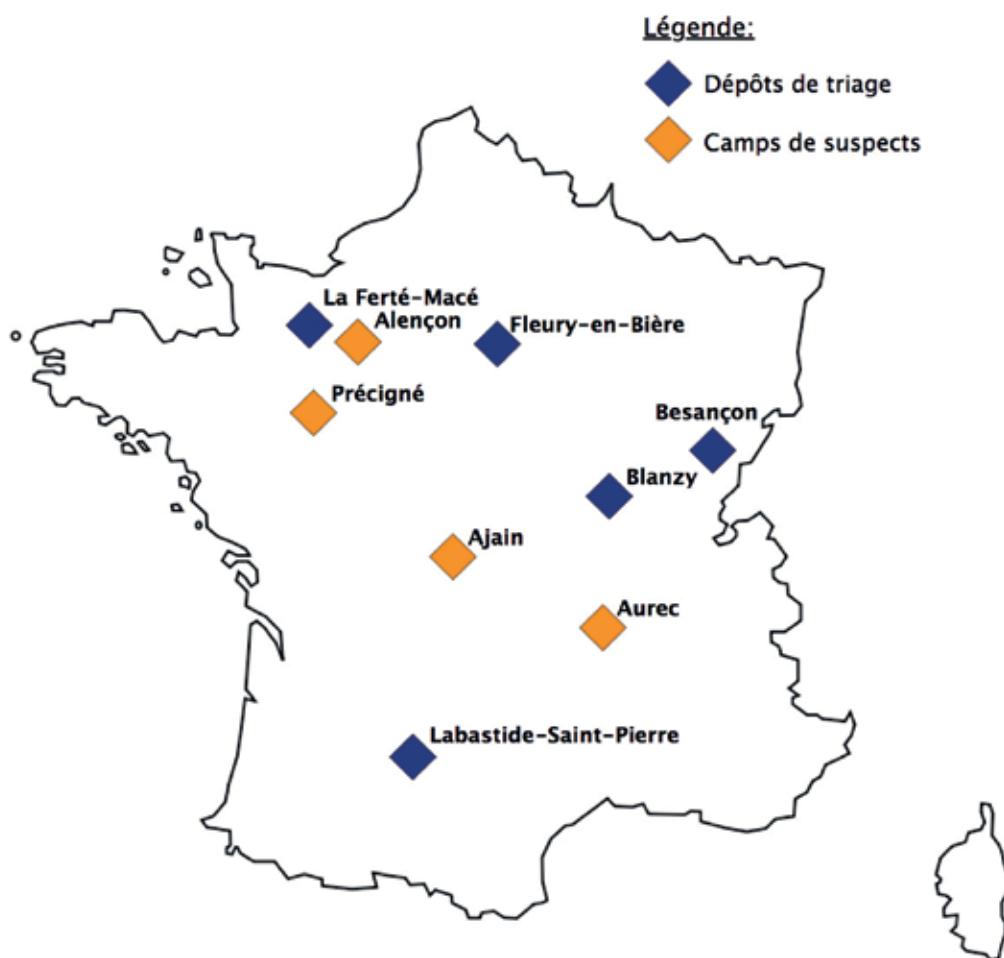


Carte illustrant les principaux camps en France.

Loiz, André, *Les civils dans la tourmente*, in *Le Monde*. 14-18 : Le journal du centenaire, 2014, p. 4.

¹⁶ BERNARDOT, Marc, *Camps d'étrangers* (note 7), p. 11-12.

¹⁷ FARCY, Jean-Claude, Les camps de concentration (note 4), p. 111. BECKER, Annette, Les populations emprisonnées, in WINTER, Jay (dir.), La Première Guerre Mondiale : Sociétés, Cambridge : Fayard, 2014, p. 299. KOTEC, Joël et RIGOULOT, Pierre, Das Jahrhundert der Lager. Gefangenschaft, Zwangsarbeit, Vernichtung. [s.l.] : [s.n.], 2001, p. 92.



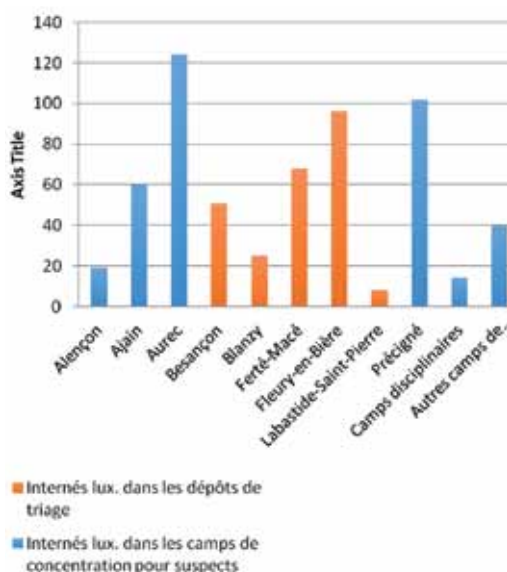
Carte représentant les différents lieux d'internement des civils luxembourgeois entre 1914 et 1918.

CARELLI, Jim, *Les internés civils de la Première Guerre mondiale : Le cas des Luxembourgeois en France*, Mémoire de Master, Université du Luxembourg, 2017, p. 178.

En ce qui concerne les sujets de nationalité luxembourgeoise, il apparaît que pas moins de 431 hommes, femmes et enfants avaient été dirigés majoritairement sur les camps de concentration pour suspects de Précigné (département de la Sarthe), d'Aurec (département de la Haute Loire), d'Ajain (département de la Creuse) ou encore sur le

camp de concentration pour femmes à Alençon (département de l'Orne). 234 d'entre eux ont été examinés dans un des dépôts de triage de la Ferté-Macé (département de l'Orne), Besançon (département du Doubs), Fleury-en-Bière (département de la Seine et Marne), Labastide-Saint-Pierre (département du Tarn) ou Blanzay (département de la Saône et Loire).¹⁸

¹⁸ CARELLI, Jim, *Les internés civils* (note 5), p. 42-60.



La répartition des Luxembourgeois dans les camps de concentration pour suspects et les dépôts de triage. (Graphique Jimmy Carelli)

Si, dans le contexte des internements dans les camps de concentration de la Première Guerre mondiale, on parle de sujets luxembourgeois, il nous importe de préciser qu'il s'agissait pour la majorité des cas de Luxembourgeois, émigrés en France au cours de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle.

Des Dudelangeois internés dans les camps d'internement français

Il s'est avéré que, parmi les 431 internés luxembourgeois, se trouvaient Habig Suzanne et Kломann François Joseph, tous deux originaires de Dudelange.

Considérant la thématique de l'exposition actuelle au Centre de Documentation sur les Migrations humaines, consacrée notamment aux Dudelangeois au cours de la Première Guerre

mondiale, il semble certainement intéressant de saisir l'occasion de s'intéresser plus amplement à ces deux personnes.

Suite aux débuts des hostilités, la politique d'internement prévue par le gouvernement français n'a pas tardé à frapper de plein fouet une partie de la population, majoritairement des régions du nord de la France et de la capitale. Les directives en vigueur à partir du 2 août 1914 ont mené à un climat de méfiance générale, spécialement envers les étrangers.¹⁹ Il suffisait parfois de peu de choses pour être considéré comme suspect du point de vue national. Un léger doute, l'absence des papiers nécessaires, une pièce d'identité contrefaite, un passé incertain ou bien l'inobservation d'un arrêté d'expulsion, suffisaient pour s'attirer les foudres du système juridictionnel.²⁰

Etre d'ailleurs en temps de guerre François Kломann, légionnaire et interné.

L'interné François Joseph Kломann vit le jour le 31 juillet 1888 à Dudelange, comme fils de Joseph Kломann et de Augusta Harmarach, tous deux de nationalité allemande.²¹ A son arrivée au camp de concentration d'Aurec, le 8 septembre 1915, Kломann avait atteint l'âge de 27 ans. Il y fut enregistré sous le numéro 484 du registre d'écrou.²²

Bon nombre de camps de concentration avaient été installés dans l'urgence dans d'anciens presbytères, couvents, abbayes, séminaires ou monastères qui, suite à la séparation entre l'Eglise et l'Etat en 1905, étaient à l'abandon, respectivement dans des locaux ou établissements scolaires désaffectés. Ceci ne valait en aucun cas pour le camp d'Aurec qui avait été installé, en très peu de temps, dans un local industriel désaffecté. Au bord de la Loire, une ancienne papeterie, éloignée du bourg et pourvue d'une enceinte qui permettait la surveillance,

¹⁹ Ibidem, p. 66-72.

²⁰ Ibidem, [e.a.] p. 60-61, p. 86-87 et p. 140-142.

²¹ ADC, 10R25, Dossiers individuels - K (1914-1919).

²² Ibidem, (note 21).

allait servir à implanter le camp de concentration des suspects. Rien n'y était donc au départ disposé pour recevoir des internés dès le début des hostilités. Il a fallu créer des dortoirs, des cuisines, des réfectoires, une infirmerie et réserver des locaux pour le personnel.²³

Compte tenu des dimensions du dépôt, les autorités avaient prévu d'y installer leur propre abattoir, ainsi qu'une réserve pour les matériaux de chauffage et les provisions alimentaires. Le camp, probablement le plus grand de sa catégorie, avait une superficie totale de 16.800 mètres carrés et il était entouré d'une palissade mesurant 2,50 mètres de hauteur.²⁴

Entre 1914 à 1916, le camp de concentration d'Aurec accueillait les évacués et les « indésirables » de la zone des armées. Une fois l'état de siège déclaré et l'autorité militaire se substituant à l'autorité judiciaire en matière de liberté de circulation, les arrestations s'étaient rapidement multipliées. A partir du mois d'avril 1915, le camp d'Aurec recevait également les sujets dits « repris de justice » qui, après avoir purgé leur peine, ne pouvaient pas être libérés sur le territoire français. Le nombre du personnel de garde a été adapté au fur à mesure au nombre des internés.²⁵ On comptait au cours du mois de février 1915 quelques 1.062 internés, sous la garde de 81 soldats. Le service médical était garanti par un médecin. Quoique n'étant pas affecté au camp, il avait été engagé pour examiner périodiquement l'ensemble des internés et garantir leur bien-être et leur santé.²⁶

« Les dortoirs sont installés dans des salles bétonnées, couvertes et chauffées à l'heure actuelle de façon suffisante. Le cube d'air y est sans doute un peu faible, malgré toutes les précautions prises à cause du nombre toujours croissant des internés. Le 28 décembre 1914 le nombre en était de 379, à l'heure actuelle il est de 1.048. Dans ces salles sont disposées des paillasses, dont une partie montée sur plans inclinés en bois à 20 ou 30 centimètres d'élévation. Elles sont rangées le long des murailles et

Le camp de concentration pour suspects d'Ajain

Département :
Creuse

Utilisation antérieure :
hospice de vieillards et maison de préservation pour jeunes filles en danger moral

Ouverture du camp :
21 septembre 1914

Fermeture du camp :
20 décembre 1919

Nombre total d'internés :
2060

Internés luxembourgeois :
60

Informations supplémentaires :
Entre 1914 et 1919 : 17 décès au camp dont 3 Luxembourgeois

c'est là que couchent les internés à qui l'on distribue 1 ou 2 couvertures suivant la température et les besoins personnels »²⁷.

A Aurec-sur-Loire quelques milliers de personnes avaient été internées avec un fort roulement entre « évacués suspects » venant des centres de triage et « libérés » après vérification de leur situation. La moyenne des internés se trouvant simultanément au camp variait entre 200 et 300 personnes. Suite à la fermeture du camp, le 22 mai 1916, restaient encore 360

²³ CHANON, Georges, Le « camp de concentration des suspects » d'Aurec-sur-Loire : 1914-1918, in Histoire sociale Haute-Loire, n°4, 2013, p. 25.

²⁴ ADHL, 9R28, Généralités : correspondance, rapports (1914-1917).

²⁵ Ibidem, (note 24).

²⁶ CHANON, Georges, Le « camp de concentration des suspects » (note 23), p. 26-27. « Lettre au Préfet de l'Orne du 17.02.1915 », in ADHL, 9R28, Généralités (note 24).

²⁷ Compte rendu au Préfet de la Haute Loire du mois de février 1915, in ADHL, 9R28, Généralités (note 24).



Le camp de concentration pour suspects d'Aurec-sur-Loire. Archives du CDMH, Fonds Première Guerre mondiale, cartes postales, sans date, Lévy et Fils, Paris



Carte postale avec comme motif le camp de concentration pour suspects d'Aurec-sur-Loire. Archives Nationales du Luxembourg, Fonds du Ministère des Affaires étrangères, AE-00627, Retour des Luxembourgeois internés dans les camps de prisonniers français (1915-1921).

internés de toutes nationalités, qui durent être dirigés sur le camp de concentration d'Ajain. Sur la liste nominative du convoi figuraient encore 27 Luxembourgeois, dont le Dudelangeois François Kломann.²⁸

En fait le nommé Kломann est entré en conflit pour la première fois avec la loi à la date du 12 août 1915. En compagnie d'un certain

Hugendobler de nationalité alsacienne, ancien compagnon d'armes, que Kломann avait connu au cours de son temps à la Légion étrangère au Maroc, il fut arrêté pour vagabondage par la gendarmerie de Valence.

Interné dans les locaux de la prison de Valence, Kломann fut auditionné le 19 août 1915, sur ordre du préfet de la Drôme, par les soins de

²⁸ ADHL, 9R30, Service intérieur : rapports quotidiens (1915-1916). ADHL, 9R28, Généralités (note 24). CHANON, Georges, Le « camp de concentration des suspects » (note 23), p. 23-27. CARELLI, Jim, Les internés civils (note 5), p. 52-54.

DEPOT DE SUSPECTS D'AUTRES 486

BULLETIN INDIVIDUEL

1^{er} ETAT CIVIL

Nom et Prénoms: *Klomann François*
 Date et lieu de naissance: *17 juillet 1881 - Metz*
 Profession: *Armurier*
 Nationalité: *Allemand*
 Prénoms: *Klaus*

2^e RENSEIGNEMENTS SUR L'ARRESTATION

Arresté par l'administration: *Sondermann & Pöhl*
 Date: *12 Août 1915*
 Lieu: *Metz*
 Date de l'arrestation: *1 septembre 1915*

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Condanné à 10 jours pour vagabondage à Metz, 14 Mars 1915. 30 jours de prison, 14 Mars 1915. 14 Mars 1915.

LIBERATION

Date de la mise en liberté: *30 mai 1915*
 Lieu de la mise en liberté: *Metz*
 Date de départ: *14 Mars 1915*

Klomann François

Metz
17 juillet 1881
Armurier
Allemand
Klaus

12 Août 1915
Metz
1 septembre 1915

Condanné à 10 jours pour vagabondage à Metz, 14 Mars 1915. 30 jours de prison, 14 Mars 1915. 14 Mars 1915.

30 mai 1915
Metz
14 Mars 1915

Carte Dossier personnel et Bulletin individuel de l'interné François Klomann.
 Archives départementales de la Creuse, 10R25, Dossiers individuels – K (1914-1919).

la police de Valence. Le procès-verbal, dressé personnellement par le commissaire de police, fournit de précieuses indications sur plusieurs étapes de la vie de François Klomann.²⁹

Boulangier de formation, Klomann s'était engagé en 1909, de même que plusieurs de ses frères, dans l'armée allemande où il fut affecté au 98^{ème} de ligne en garnison à Metz.³⁰

Cependant, son engagement n'a été que de courte durée. Selon ses propres déclarations, il aurait déserté du service le 21 mars 1910, après avoir été maltraité par des gradés. Après un court séjour au Grand-duché, Klomann a préféré se rendre en France où il a contracté, vers la fin du mois de mai 1910, un engagement dans la Légion étrangère au poste de recrutement de Mézières. Il a été affecté au 2^{ème} Etranger à Saïda en Algérie. « Puis de là, je suis allé

au Maroc où j'ai fait campagne depuis 1912. Mon engagement étant expiré, j'ai été libéré le 30 mai 1915. J'ai obtenu un certificat de bonne conduite et la médaille du Maroc ».³¹

Après avoir quitté le Maroc, Klomann s'est directement rendu à Marseille où il a obtenu un permis de séjour. L'intéressé a par la suite exercé plusieurs activités. « J'ai travaillé à Saint-Louis dans une fabrique d'huiles de « La Méditerranée », où je suis resté huit jours, puis j'ai travaillé au canal de l'Estaque pendant une dizaine de jours ; ensuite j'ai été occupé aux quais, où j'étais embauché à la journée sans donner mon nom, parce que je n'aurais pas pu travailler. Ne pouvant pas trouver du travail d'une façon continue, je résolu de quitter Marseille ».³²

Vers le 7 août 1915, Klomann a quitté Marseille, en compagnie du nommé Hugendobler.

²⁹ ADC, 10R25, Dossiers (note 21).

³⁰ « L'Infanterie-Régiment Nr. 98 » a été créé le 24 mars 1881 dans le Brandebourg en Allemagne. Il a été transféré à Metz, en Lorraine, en 1884. Rattaché au XVI. Armee-Korps, le régiment a été baptisé « Metzger Infanterie-Regiment Nr.98 » le 27 janvier 1902. Il a été dissout le 13 octobre 1914.

³¹ ADC, 10R25, Dossiers (note 21).

³² Ibidem, (note 21).

Cependant, les deux compagnons ne trouvèrent pas de travail : « Nous avions l'intention de nous occuper aux travaux des champs, mais ne parlant pas correctement le français, nous n'avons pas pu être embauchés, car on nous prenait pour des déserteurs allemands ». Leur comportement et leur aspect « germanique », les rendaient, même hors de la zone des armées ou du camp retranché de Paris, suspects sur le plan national. Le fait de roder dans les parages suffisait pour faire naître le doute. Après leur arrestation, Klomann et son compagnon Hugendobler furent condamnés à 10 jours de prison. Cependant Klomann devait avoir confiance en l'avenir vu ses dires au procès-verbal : « Lorsqu'on me renverra de la prison, j'irais à Lyon où mon camarade a une sœur de mariée avec un boulanger et où nous trouverons probablement du travail »³³. Cependant tel n'était pas le cas. Conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur, François Klomann fut considéré, suite à sa condamnation, comme « repris de justice » et vraisemblablement frappé d'un arrêté d'expulsion. Après avoir purgé sa peine d'emprisonnement, il a été remis à l'administration pour être transféré dans le camp de concentration d'Aurec, en attente de son expulsion.

Après 9 mois d'internement au camp de concentration d'Aurec, Klomann fut, comme mentionné au préalable, déplacé au camp de concentration pour suspects d'Ajain. Il y arriva le 22 mai 1916, avec 26 autres sujets luxembourgeois.³⁴

Fondée vers 1800, l'école secondaire d'Ajain était devenue le petit séminaire départemental, prévu par le Concordat napoléonien (1801). Affecté en 1908 au bureau de bienfaisance de la commune, l'imposant bâtiment avait aussitôt été rétrocédé au département pour y ouvrir un hospice de vieillards. Toutefois, ce projet ne fut pas réalisé et le bâtiment fut loué à l'Etat en 1911 pour y implanter une maison de préservation pour jeunes filles en danger moral. Cependant, les locaux fortement dégradés étaient toujours vacants en 1914. L'ancien

séminaire, qui servira dès lors de lieu de rétention pour les internés administratifs, sera sans interruption occupé par des internés civils, du 21 septembre 1914 au 20 décembre 1919. Durant cette période, pas moins de 2060 personnes y avaient transité.³⁵

Vers la fin de l'année 1916, François Klomann a fait une demande afin de pouvoir contracter un second engagement dans la Légion étrangère.

La réponse du préfet de la Creuse au directeur du dépôt des suspects d'Ajain, datée au 13 décembre 1916 se lit comme suit : « J'ai l'honneur de vous donner à toutes fins utiles, ci-après copie d'une dépêche de M. le Ministre de la Guerre en date du onze courant : Le nommé Klomann François interné au camp de suspects d'Ajain, a adressé une demande en vue d'être admis à contracter un engagement au titre de la Légion Etrangère. L'intéressé qui est né à Dudelange (Luxembourg), le 31 juillet 1888, a contracté un engagement dans l'armée allemande en 1909. Il semble donc être de nationalité allemande. S'il en est ainsi, sa demande n'est pas susceptible d'être recueillie, en raison des dispositions de la loi du 16 août 1915. Mais s'il est bien établi que Klomann est, comme il le prétend, sujet luxembourgeois, je l'autorise à contracter au titre de la Légion Etrangère, un engagement pour la durée de la guerre. Je vous prie de vouloir bien donner des instructions dans ce sens ».³⁶

En effet François Joseph Klomann n'était en possession d'aucune pièce d'identité, mis à part son livret militaire, un certificat de bonne conduite au 1^{er} régiment de marche du 2^{ème} Etranger et un brevet constatant qu'il a obtenu la Médaille du Maroc.

Sachant que François Joseph Klomann a quitté le camp d'Ajain en vue d'un engagement militaire à la date du 13 janvier 1917 et considérant qu'il figure dans « Le livre d'or de nos légionnaires »³⁷ paru en 1923 en souvenir des Luxembourgeois ayant combattu du côté des Alliés, il faut supposer que sa demande a

³³ Ibidem, (note 21).

³⁴ « Etat nominatif des internés », in ADHL, 9R33, Listes (1915-1916).

³⁵ DAYEN, Daniel, Le « camp de concentration » d'Ajain (Creuse) : 1914-1919, in Archives en Limousin, n° 41, 2013, p. 52-53. ADC, 10R25, Dossiers individuels (note 25). CARELLI, Jim, Les internés civils (note 5), p. 54-56.

³⁶ ADC, 10R25, Dossiers (note 21).

³⁷ LARUE, Charles, Le Livre d'or de nos légionnaires 1914-1918, Luxembourg : 1923, p. 51.

été acceptée par les autorités militaires françaises.³⁸

Suite à des recherches effectuées par l'historien Denis Scuto auprès du ministère de la Justice luxembourgeois, Kломann n'a jamais été en possession de la nationalité luxembourgeoise. Il en conclut que François Joseph Kломann était donc « un Allemand de Dudelange qui s'est fait passer pour un Luxembourgeois [et] a ainsi pu combattre dans les rangs des Alliés contre l'Allemagne.³⁹

L'inobservation d'un arrêté d'expulsion et ses conséquences fatales

Habig Suzanne, née le 9 avril 1896 à Dudelange, des parents luxembourgeois Charles Habig et Elise Stoffel, a suivi ses ascendants à Paris probablement vers 1902. Ceux-ci faisaient partie de la grande vague migratoire vers la capitale Paris, confiants dans les perspectives d'un marché de l'emploi florissant. La famille Habig s'était installée dans le 14^{ème} arrondissement, au numéro 133 de la rue de l'Ouest.⁴⁰

En 1911, cependant, Habig, âgée alors de 15 ans, faisait l'objet d'une condamnation pénale pour le vol d'une somme de 16,50 francs, entraînant l'expulsion du territoire français selon un arrêté ministériel datant du 4 mai 1911.⁴¹ Son dossier ne nous apprend pas si elle avait obtempéré à ce commandement et quitté le territoire français pour revenir ultérieurement, ou bien si elle n'y avait pas donné suite en restant illégalement à Paris. Par contre il nous informe qu'en 1919, elle était employée dans l'industrie de la plume, qui connaissait un vif succès dans le Paris de l'époque.⁴²

De ce fait, Habig se trouvait au moment de son arrestation, en infraction à l'arrêté d'expulsion, prononcé antérieurement. En date du 21 janvier, elle fut condamnée par le Tribunal correctionnel de la Seine à une peine de 8 jours de

Le dépôt de triage de la Ferté-Macé

Département :

Orne

Utilisation antérieure :

Ancien séminaire

Ouverture du camp :

27 février 1915

Fermeture du camp :

Fermeture officielle le 1er juillet 1919

Fermeture définitive le 12 août 1919

Nombre total d'internés :

6141

Nombre de Luxembourgeois :

68

Informations supplémentaires :

300 internés au maximum en même temps

prison. Après l'expiration de cette dernière, Habig fut mise à disposition de l'administration et amenée au dépôt de triage de la Ferté-Macé, où elle arriva le 15 février 1919. Elle y fut enregistrée sous le numéro 6017 du registre d'écrou.⁴³

Construit en 1855, l'ancien séminaire servait dès lors comme école jusqu'en 1905, l'année qui instituait la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Au mois de février 1914, le Préfet de l'Orne fut chargé de la transformation du bâtiment laissé à l'état de délabrement. Comme la plupart des camps, le dépôt de triage de La Ferté-Macé, situé dans le département de l'Orne, se caractérisait par un aspect déplorable et d'un manque d'hygiène.

Entretemps, un atelier de menuiserie, un atelier de serrurerie ainsi qu'un atelier de cou-

³⁸ Ibidem, (note 37).

³⁹ SCUTO, Denis, L'histoire du temps présent : Être d'ailleurs en temps de guerre, in Tageblatt, n° 71, 2018, p.6.

⁴⁰ Notice individuelle – Dépôt de Triage de La Ferté-Macé, in ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-M1241 – Dossier individuels – ordre numérique et alphabétique (1914-1920).

⁴¹ ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-1241 (note 40).

⁴² Ibidem, (note 40).

⁴³ Ibidem, (note 40).

DEPARTEMENT
de
L'ORNE

DEPOT DE TRIAGE DE LA FERTÉ-MACÉ

Notice Individuelle

N° 6017

Nom et Prénoms **HABIG Suzanne**
Nationalité **Franco-Belge**
Lieu et date de naissance **Dudelange (Ga. Duché) 9 Avril 1896.**
Domicile **Paris, 133, rue de l'Ouest.**
Profession **Villeineuse**
Situation **Célibataire**
Nombre des enfants vivants **None**

MOTIF DE L'ARRESTATION

Interdite en infraction à un arrêté d'Association. Vient de payer une peine de 2 jours de prison pour l'infraction précitée, le 25 Janvier 1919 par le Tribunal de la Seine. Signifiée par arrêté n° 4 du 12 Mai 1911, relatif de 9 Mai 1911. Révisé de l'enquête faite antérieurement à la séance de la Commission d'examen des Suppléments.

Proposition de surseis à l'arrêté d'exécution.
Arrêté suspendu par décision de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 11 Juin 1919.
Résumé de l'examen fait par la Commission et propositions de la Commission.

Proposition de sursis.

L'intéressé dans une cage à **Châtillon**
Département de **L'Orne-et-Loire**

Cette notice est
A l'usage de
Le Directeur de l'établissement

Habig Suzanne – Notice individuelle – Dépôt de Triage de la Ferté-Macé. Archives départementales de l'Orne, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-M1241 – Dossiers individuels – ordre numérique et alphabétique (1914-1920).

ture pour les besoins internes, fonctionnaient au sein du bâtiment. Derrière celui-ci se trouvaient les cours qui permettaient aux internés de prendre l'air et de se divertir en quelque sorte. L'étroite cour de sortie pour les hommes donnait aux internés la possibilité de se promener à l'air frais. Un mur de pierre d'environ 3 mètres de hauteur séparait la cour de celle des femmes. Du côté opposé se trouvait aussi un mur plus haut, tandis que les extrémités étaient closes par des barbelés. Dans cette enceinte, une douzaine d'arbres fruitiers rappelaient que la cour était en réalité un verger. Un règlement de service et

de régime minutait le fonctionnement du dépôt en ce qui concerne entre autres la direction et l'administration, la surveillance et la gestion des internés, la discipline et la police intérieure, l'hébergement, la salubrité, la santé et le régime alimentaire ainsi que le règlement de travail. Le Commissaire de Police de la Ferté-Macé était plus spécialement chargé de la police intérieure de l'établissement. Conjointement avec le gestionnaire et le chef du poste militaire, il lui incombait de prendre toutes mesures et sanctions qu'il jugeait utiles pour le maintien de l'ordre de l'établissement.⁴⁴

⁴⁴ ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1200 – Gestion matérielle du camp (1915-1919). ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1184 – Instructions générales du ministère de l'Intérieur – instructions ministérielles et préfectorales concernant l'organisation du camp (1915-1919). ADO, Dépôt de la Ferté-Macé, M1185 – Correspondance avec les autorités civiles et militaires et avec le ministère de l'Intérieur (1915-avril 1919). Cummings, Edward, *L'énorme chambre* (note 2), p. 107-108. Carelli, Jim, *Les internés civils* (note 5), p. 42-45.



Etat nominatif des personnes actuellement présentes au dépôt, à l'égard desquelles une décision ministérielle est intervenue, et qui sont en instance de libération ou d'évacuation sur d'autres dépôts. Archives départementales de l'Orne, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-1241 – Dossiers individuels – ordre numérique et alphabétique (1914-1920).



Vues de face du dépôt de triage de la Ferté-Macé. Archives du CDMH, Fonds Première Guerre mondiale, cartes postales.

Quelque 68 sujets luxembourgeois y subirent un internement entre 1915 et 1919. Le jour de l'arrivée au dépôt de Habig, huit autres sujets luxembourgeois se trouvaient au dépôt, dont 3 femmes et 5 hommes.⁴⁵

Une commission interministérielle devait dès lors statuer sur le cas de Susanne Habig. Celle-ci a certainement retenu en sa faveur qu'elle était fiancée à un jeune Français, Maurice Peynaud, demeurant à Paris, 135, rue de l'Ouest. Ce dernier avait, suite à une demande faite auprès du préfet d'Alençon, été autorisé à rendre visite à sa fiancée au camp le 30 mars 1919. Probablement, la commission a également pris en considération le fait que Habig n'avait pas d'attaches au Luxembourg, ce qui l'empêchait d'y faire choix d'une résidence.⁴⁶

Finalement, elle a recommandé de sursoir à l'exécution de l'arrêté d'expulsion. Cette

mesure de clémence avait pour effet la suspension de l'expulsion par un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 13 juin 1919. Habig fut, tel étant son désir, libérée sur la ville de Chartres dans le département de l'Eure-et-Loir. Elle quitta le dépôt le 20 juin 1919.⁴⁷

Les cas de François Kломann et de Suzanne Habig démontrent qu'il suffisait effectivement de peu de choses pour être interné. Cependant, toutes les arrestations n'ont pas forcément abouti à un internement dans un camp de concentration. D'autres options étaient d'être dirigé, sous conditions, sur une ville à l'intérieur de la France, de ne recevoir qu'un avertissement ou d'être tout simplement relaxé.

Considérant le nombre de plus ou moins 20.000 émigrés luxembourgeois en France au début des hostilités, les 431 sujets concernés représentaient à peu près 2,2 % de cette colonie.

⁴⁵ ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1195 – Situation totale par nationalités – effectif quotidien – dossiers par nationalités – commission des suspects et états nominatifs (août 1915 - juin 1919).

⁴⁶ ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-1241 (note 40).

⁴⁷ *Ibidem*, (note 40).

Sources primaires – Documents d'Archives

Archives départementales de la Creuse (ADC)

ADC, 10R25, Dossiers individuels – K (1914-1919).

Archives départementales de la Haute-Loire (ADHL)

ADHL, 9R28, Généralités : correspondance, rapports (1914-1917).

ADHL, 9R30, Service intérieur : rapports quotidiens (1915-1916).

ADHL, 9R33, Listes (1915-1916).

Archives départementales de l'Orne (ADO)

ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1184 – Instructions générales du ministère de l'Intérieur – instructions ministérielles et préfectorales concernant l'organisation du camp (1915-1919).

ADO, Dépôt de la Ferté-Macé, M1185 – Correspondance avec les autorités civiles et militaires et avec le ministère de l'Intérieur (1915 - avril 1919).

ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1195 – Situation

totale par nationalités – effectif quotidien – dossiers par nationalités – commission des suspects et états nominatifs (août 1915 - juin 1919).

ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1200 - Gestion matérielle du camp (1915-1919).

ADO, Dépôt de Triage de la Ferté-Macé, M1223-M1241 – Dossiers individuels – ordre numérique et alphabétique (1914-1920).

Sources secondaires

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane et BECKER, Annette, *14-18 retrouver la Guerre*, Saint-Amand : [s.n.], 2014, 398p.

BADE, Klaus J., *L'Europe en mouvement : La migration de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris : [s.n.], 2002, 623p.

BECKER, Annette, *Oubliés de la Grande Guerre : Humanitaire et culture de guerre 1914-1948, Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris : [s.n.], 2012, 396p.

BECKER, Annette, Les populations emprisonnées, in WINTER, Jay (dir.), *La Première Guerre Mondiale : Sociétés*, Cambridge : Fayard, 2014, p. 289-311.

BERNARDOT, Marc, *Camps d'étrangers*, Bellecombe-en-Bauges : 2008, 223p.

BLANCHET, Antoine, *Le camps de concentration de Pontmain 1914-1920*, Travail de maîtrise, Université du Maine, 1998, 163p.

CARELLI, Jim, *Les internés civils de la Première Guerre mondiale : Le cas des Luxembourgeois en France*, Mémoire de Master, Université du Luxembourg, 2017, 185p.

CHANON, Georges, Le « camp de concentration des suspects » d'Aurec-sur-Loire : 1914-1918, in *Histoire sociale Haute-Loire*, n°4, 2013, p. 22-50.

CUMMINGS, Edward, *L'énorme chambrée*, Paris : Christian Bourgois, 2006, 393p.

DAYEN, Daniel, Le « camp de concentration » d'Ajain (Creuse) : 1914-1919, in *Archives en Limousin*, n° 41, 2013, p. 52-57

FARCY, Jean-Claude, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1919)*, Paris : [s.n.], 1995, 373p.

KAMINSKI, Andrej J., *Konzentrationslager 1896 bis heute: Eine Analyse*, Stuttgart: [s.n.], 290p.

KOTEK, Joël, Camps et centres d'extermination au XX^e siècle : Essai de classification, in *Les cahiers de la Shoah*, n°7, 2003, p. 45-85.

KOTEK, Joël et RIGOULOT, Pierre, *Das Jahrhundert der Lager. Gefangenschaft, Zwangsarbeit, Vernichtung*, [s.l.] : [s.n.], 2001, 768p.

KUNCZ, Aladár, *Le Monastère noir : Souvenirs de captivité à la citadelle*, Paris : Gallimard, 1937.

LARUE, Charles, *Le Livre d'or de nos légionnaires 1914-1918*, Luxembourg : 1923, 82p.

PASSÉ SIMPLE, *La colonie de Précigné : Camp d'internement pour « Indésirables » de 1914 à 1919*, Sablé-sur-Sarthe : [s.n.], 2009, 173p.

SCHARNAGL, Hermann, *Kurze Geschichte der Konzentrationslager*, Wiesbaden: [s.n.], 2004, 383p.

SCUTO, Denis, L'histoire du temps présent : Être d'ailleurs en temps de guerre, in *Tageblatt*, n°71, 2018, p.6.

SPEED, Richard B., *Prisoners, Diplomats, and the Great War: A Study in the Diplomacy of Captivity*, New York; London; Westport; Connecticut: [s.n.], 1990, 97, 236p.

WIEVIORKA, Annette, L'expression « camp de concentration » au 20^{ème} siècle, in *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°54, 1997.

Autour des activités de renseignement de deux Dudelangeois

Les révélations des moyens de transmission du renseignement entre Luxembourg et Paris

Gérald Arboit

En matière de renseignement, le recueil de l'information fait partie d'un processus itératif. Ce dernier a été schématisé aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale par Sherman Kent¹ sous la forme du « cycle du renseignement ». Il se décompose en quatre fonctions essentielles : la planification, ou définition des besoins par le décideur, le recueil de l'information, l'analyse par le service de renseignement, et la diffusion auprès du décideur, lui générant de nouvelles interrogations qui relancent le cycle. Toutefois, le moyen par lequel l'information récoltée par les agents est renvoyée au service pour qu'il lance l'analyse est rarement évoqué. Dans les archives et la littérature, il apparaît toujours en marge du renseignement d'origine humaine (HUMINT) ou d'origine technique (TECHINT). Dans le premier cas, on se situe au début du processus de recueil, au moment où l'agent remet ses informations à son officier traitant, dans le cadre de sa manipulation. On parle alors de « boîte aux lettres » (BAL), vivante ou morte, selon qu'un intermédiaire ou un élément du mobilier urbain est choisi. Dans l'autre cas, fortement influencé par l'époque et la distance où cette étape du « cycle de renseignement » a lieu, on entre dans le monde des interceptions de signal, qui concourent au renseignement d'origine électromagnétique (SIGINT). Toutefois, la transmission entre un agent et son officier traitant n'y participe pas pleinement. En effet, le recueil de l'information ayant eu lieu préalablement à son

interception par la centrale du service de renseignement, seule sa transmission impose, en raison de l'éloignement, de recourir à ce moyen particulier.

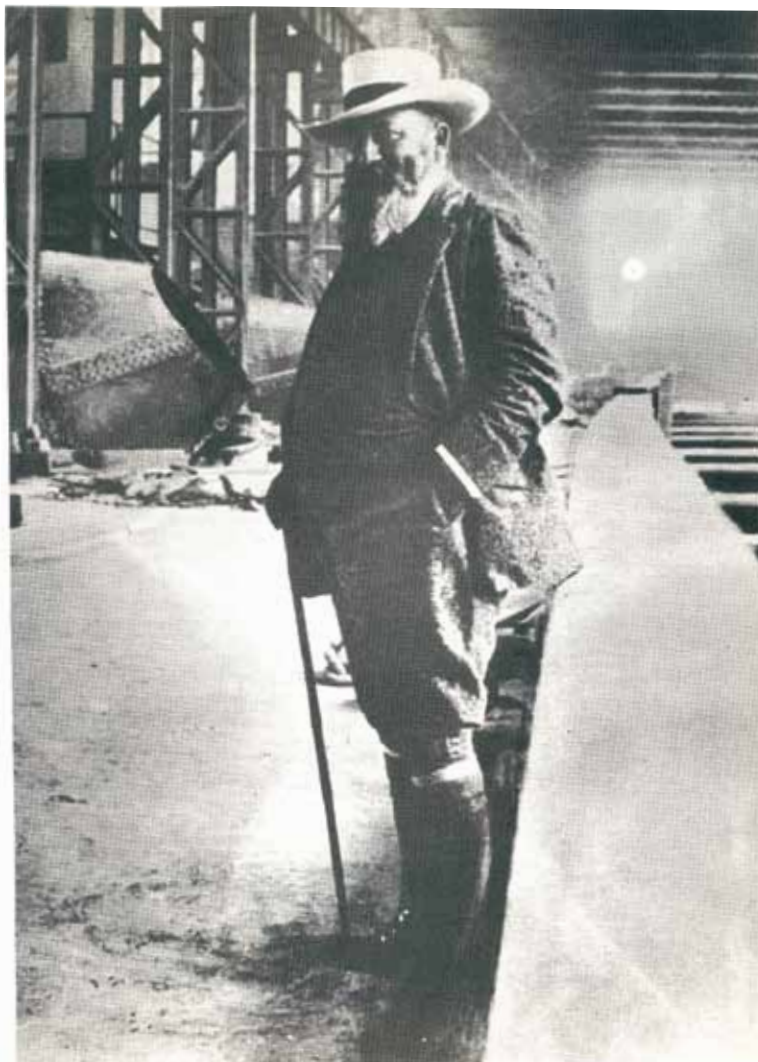
Cela fut vrai à toutes les époques, et plus particulièrement dans les périodes de guerre où la démarcation entre un camp et l'autre est clairement définie. Ce fut pleinement le cas avec le Grand-Duché de Luxembourg, pendant la Première Guerre mondiale. Comment firent les agents alliés pour transmettre leurs données au-delà des lignes allemandes ? Des solutions techniques furent tentées. Les différents services de renseignement britanniques, celui du *Grand Headquarters (GHQ)* britannique, le *Military Intelligence (MI)*_{1(b)}, opérant depuis la France, comme le *Secret Service Bureau (SSB)* ou *MI*_{1(c)}, opérant depuis les Pays-Bas, tentèrent chacun de s'affranchir de la notion de distance. Le premier introduisit un agent par ballon, le sous-lieutenant belge Albert-Ernest Baschwitz², en juin 1918, sans penser initialement au moyen de transmettre les informations et de récupérer l'agent, autrement qu'au moyen d'une classique BAL³ ! Le second y pensa, mais négligea les conditions de sécurité y relatives. En effet, il dota un ingénieur luxembourgeois, nanti d'une commission de lieutenant britannique, recruté à Folkestone alors qu'il rentrait du Congo, de douze pigeons-voyageurs. L'officier fut parachuté fin mars 1918 dans le nord du pays, autour d'Ettelbruck⁴. Pourtant, il se produisit, un

¹ Kent, Sherman, *Strategic Intelligence for American World Policy*, Princeton: Princeton University Press, 1949; Jones, Milo L., et Silberzahn, Philippe, *Constructing Cassandra, Reframing Intelligence Failure at the CIA, 1947-2001*, Palo Alto: Stanford University Press, 2013.

² Académie royale des sciences d'Outre-Mer, *Biographie belge d'Outre-Mer*, VI, 1968, col. 35-36.

³ Morgan, Janet, *The Secret of Rue St Roch. Hope and Heroism Behind Enemy Lines in the First World*, Londres: Penguin, 2005, p. 67-170, 274-335.

⁴ Landau, Henry, *All's Fair. The Story of the British Secret Service*, New York: G.P. Putnam & Sons, 1934, p. 168-172. Il n'a pas été possible d'identifier cet officier prétendument appelé, par Landau, Steffens. Aucun ingénieur de ce nom ne servit au Congo belge.



Archives de la Ville de Dudelange, Mémoire collective, Fonds Jean-Pierre Conrardy, Emile Mayrisch au cœur de l'usine de Dudelange.

« certain incident (...) les Boches interceptèrent un télégramme », ce qui paraît moins probable, compte tenu des restrictions imposées aux communications, que la récupération d'un message sur un pigeon. Il n'en fallut pas plus pour que le capitaine Kersandt, chef de la *Zentralpolizeistelle* de Luxembourg, diligentât une enquête qui conduisit à dévoiler un espionnage de l'Entente.

La hâte du MI₁(c) à obtenir des informations stratégiques lui coûta le réseau M 300, d'abord au Grand-Duché, le 29 mars 1918, puis en Belgique⁵.

Les Dudelangeois Émile Mayrisch et Jean Nilles, l'un dirigeant internationalement connu du groupe sidérurgique luxembourgeois des Aciéries réunies de Burbach-Eich-Dudelange

⁵ Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 304, Dansey à Bruce, 8 et 11 juillet 1918 ; Debruyne Emmanuel, « Une guerre secrète oubliée. Les "résistants" luxembourgeois face à l'occupant, 1914-1918 », Majerus Benoît et alii (dirs.), *Guerre(s) au Luxembourg. Krieg(e) in Luxemburg. 1914-1918*, Luxembourg : Cappybarabooks, 2014, p. 50-51.

(Arbed), l'autre obscur étudiant à Zurich, recoururent à des moyens plus classiques et plus opérationnels. Si l'étudiant ne fut qu'un simple agent au service du renseignement français, il apparaît à la lumière d'archives nouvellement découvertes que l'entrepreneur contribua à une véritable opération d'« intelligence économique ».

Un classique du renseignement : la « boîte aux lettres » vivante

Jean Nilles fut de ces Luxembourgeois que rien ne disposait, sinon un bouleversement des relations internationales, à se lancer dans ce que la morale populaire appelait déjà l'« espionnage ». Il avait vingt ans et se dirigeait vers un emploi dans l'entreprise familiale de passementerie. Son grand-père, Jean-Pierre Nilles, était un important marchand-tailleur de Dudelange⁶. Pourtant, le 5 août 1914, il partit pour Zurich afin d'y suivre les cours de l'*Eidgenössische Technische Hochschule* (École polytechnique)⁷. Seulement, il ne s'y inscrivit qu'à la rentrée universitaire 1915⁸ ! Dans l'intervalle, peut-être trouva-t-il un emploi pour financer sa prochaine scolarité ? Travailla-t-il au *St. Gotthard-Hotel* sur la Bahnhofstrasse ? En tout cas, ce fut là que descendit Paul Schroell, éditeur du plutôt libéral *Landwirt*

et du radical *Escher Journal*, le 22 février 1915. Ce publiciste francophile de Diekirch craignait une nouvelle arrestation par la police de l'occupant allemand⁹ et préféra s'évader. Le 4 avril 1915, sa femme vint lui rendre visite et, après avoir réglé la question des pouvoirs de l'imprimerie et des journaux, il fut décidé que Jean Nilles servirait de « boîte aux lettres ». Cet arrangement dura quatre mois, le temps que Paul Schroell reçût le cor anglais qu'il avait demandé, acheminé à Zurich par un futur étudiant en droit, Charles Hoffmann, descendu également au *St. Gotthard-Hotel* pour fuir la guerre¹¹, et organisât son nouveau séjour à Paris. Puis, en septembre, Nilles entama sa scolarité à l'École polytechnique zurichoise, dans la section des ingénieurs mécaniciens. Après deux années apparemment sans problèmes, il lui fallut trois inscriptions en dernière année pour valider son diplôme¹². Mieux, le 3 octobre 1917, il demanda au recteur de l'école l'autorisation de renoncer, temporairement, à s'inscrire aux cours de l'année universitaire qui venait de commencer. Deux jours plus tard, l'administration de l'école donnait son accord¹³. Ces soubresauts vinrent inévitablement de la vie clandestine de Nilles.

Depuis avril 1915, il servit de BAL pour Schroell en direction du Grand-Duché. Cela signifia que Jeanne Schroell écrivit depuis Ettelbruck à Nilles, ce dernier réexpédiant le

⁶ Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 44, du 1er juillet 1917, pp. 555. Archives nationales du Luxembourg, Microfilm, Dudelange, EC 334. Il était le fils de Nicolas Nilles, maître-tailleur, et de Catherine Gindt, ainsi que le frère de Jean-Pierre, né le 12 juillet 1891, et de Nicolas, né le 14 avril 1897.

⁷ Archives du service public fédéral Affaires étrangères (ASPAE), Bruxelles, B1, Luxembourg, dossier général, 1916-1918, Sûreté nationale française [s.d.] (dernière date janvier 1918), jointe au Bulletin de renseignement n°682, 27 décembre 1918.

⁸ ETH-Bibliothek, Archive, SR2, Anhang 1916, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1916/17, p. 44.

⁹ Il avait été arrêté une première fois le 14 août 1914 pour activités anti-allemandes (deutschfeindliche Betätigung). Avec son directeur eschois, l'instituteur Frantz Clement, il avait été détenu au château Collart de Bettembourg, avant d'être transféré à Thionville, puis Coblenze. Le 16 septembre, les prisonniers avaient été libérés grâce à l'intervention du Ministre d'État Paul Eyschen auprès du Kaiser Wilhelm II lors de son passage à Luxembourg [ANL, FD 029/10, Schroell, Eyschen à Jeanne Schroell, 26 août 1914, mémoire d'Alice et Gabrielle Schroell, vers 1950 ; Mersch, Jules, « Paul Schroell », Mersch, Jules (dir.), Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours, 16, Luxembourg: Victor Buck, 1968, pp. 479-496 ; Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 114].

¹⁰ ANL, FD 029/10, mémoire [ci-dessus n. 9]. et Morgan Janet, [ci-dessus n. 3], p. 120.

¹¹ Rektorat der Universität Zürich, Die Matrikeledition der Universität Zürich, 1833-1924, <http://www.matrikel.uzh.ch/active/static/9619.htm> [consulté le 15 août 2018].

¹² ETH-Bibliothek, Archive, SR2: Anhang 1918, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1918/19, p. 52 ; Anhang 1919, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1919/20, p. 53 ; Anhang 1920, Programm der Eidg. Technischen Hochschule für das Wintersemester 1920/21, p. 53.

¹³ Ibid., Präsidialverfügungen 1917, Präsidialverfügung Nr. 500 vom 05.10.1917.

courrier à son destinataire effectif. Ce moyen servit à dérouter les possibles interceptions de courriers par les personnels de la *Zentral-polizeistelle* installés à la Poste centrale de Luxembourg, qui n'intervinrent d'ailleurs pas avant l'automne 1915¹⁴. En août, avec le passage à Paris et le recrutement de Schroell par le Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés, animé par l'ancien ministre de la France à Luxembourg, Armand Georges Joseph Mollard¹⁵, il semble que Nilles entra de plain-pied dans l'espionnage international au début de l'année 1916. De fait, sa mission de BAL évolua. Certes, il continua à recevoir les courriers de Jeanne Schroell, mais il commença en parallèle à faire remonter vers le Quai d'Orsay des informations ouvertes puisées dans les journaux luxembourgeois qui furent joints à ces correspondances ou qui arrivèrent à Zurich¹⁶. En août 1916, il rencontra le sergent Charles-Julien Jubert¹⁷, un ancien cycliste luxembourgeois actif dans le renseignement depuis l'avant-guerre, et le chef des services de sécurité du V^e Corps d'armée, François Louis Vecchierini, anciennement commissaire spécial des chemins de fer à Villerupt, en Meurthe-et-Moselle. Puis il semble qu'il rentra au Grand-Duché voir ses parents certes, mais peut-être également récolter de la documentation pour Mollard. Il retourna à Zurich où il opéra pour le compte du chef du deuxième bureau d'Annemasse, le colonel

Louis Gourguen. Il agit comme agent de pénétration des services allemands de Suisse. Mais il fut dénoncé par un agent russe, arrêté en Allemagne, et remis par ses employeurs allemands à la police helvétique en octobre 1917. Il ne fut pas expulsé lors de sa libération en février 1918, mais rempila pour le compte de la France. À la fin de l'été suivant, il rentra au Grand-Duché et ne revint à Zurich qu'après l'Armistice afin de terminer sa troisième année à l'*Eidgenössische Technische Hochschule*. Treize jours plus tard, il contactait l'attaché militaire de Belgique pour obtenir son secours financier¹⁸.

La mission de Nilles évolua dans une direction qui ne fut pas différente de celle qu'occupait une autre BAL, installée à Berne, utilisée par le Service de renseignements sur les réfugiés et les rapatriés. Elle fut révélée au Grand-Duché par la retentissante affaire Noppeney (janvier-novembre 1915), du nom de l'avocat et journaliste Marcel Noppeney, agent d'influence recruté par Mollard peu après son arrivée à Luxembourg, en décembre 1913¹⁹. Cette ligne de renseignement disposa du concours d'« un ancien combattant de 1870, luxembourgeois, François Martin, résidant à Berne »²⁰. Dès le début de la guerre, cet anarchiste²¹ entra en contact avec l'Office officiel des renseignements, structure de services consulaires, qu'animait à Luxembourg le conseiller du gouvernement Léon Moutrier, et qui servait « principalement : 1. à donner,

¹⁴ Service historique de la Défense, département de l'armée de Terre (SHD/DAT), Vincennes, 7 N2 2429, Jubert à 2e Bureau, section allemande, 6 octobre 1915.

¹⁵ Mersch, Jules, « Paul Schroell », [ci-dessus n. 9], p. 486.

¹⁶ SHD/Département de l'armée de l'air (DA), 1 A 168, extraits de la *Luxemburger Zeitung*, 22 mai, et du *Landwirt*, 3 juin, copiés et diffusés le 11 juin 1916 ; SHD/DAT, 7 N2 2429, lettre du 6 octobre 1915.

¹⁷ Né Allemand à Ottange le 6 mars 1873, devenu Luxembourgeois par son père le 30 janvier 1890 par décision de la Chambre des Députés et confirmation du Conseil d'État le lendemain [Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 12, du 8 mars 1890, loi du 5 février 1890 et arrêté gouvernemental du 5 mars 1890, p. 96-97]. Cycliste, président de l'Union cycliste luxembourgeoise en 1913-1914, il semble avoir profité de ses excursions dans l'Oesling pour réaliser des missions de renseignement au profit du vice-consul français Charles Michel d'Annoville, présent à Luxembourg du 9 novembre 1912, alors qu'il ne prit son poste que le 14 décembre suivant, jusqu'au 2 août 1914.

¹⁸ Archives du service public fédéral Affaires étrangères (ASPF/AE), Bruxelles, B1, Luxembourg, dossier général, 1916-1918, lettre de Lefébure au ministre de la Guerre, au chef d'état-major de l'armée et au ministre belge à Berne, Fernand Peltzer, du 28 novembre 1918.

¹⁹ Cf. Arboit, Gérald, « Le procès Heinrich Wetz. Une affaire d'espionnage luxembourgeoise méconnue de la Première Guerre mondiale », *Annales de l'Est*, 2014, n° 2, p. 167-188.

²⁰ AGR, Fonds Broqueville, 43, Barbanson à Broqueville, 20 juin 1916.

²¹ Wehenkel, Henri, « Le Tour de France d'un typographe luxembourgeois », Wehenkel, Henri, (dir.), *Luxembourg-Paris-Luxembourg*, Luxembourg, 1871, migrations au temps de la commune. *Études d'histoire économique et sociale*, 1, Luxembourg : Musée d'histoire de la ville, 2001, p. 71-96 ; Ibid., « Monsieur François Martin, compagnon du Tour de France », Reuter, Antoinette, et Ruiz, Jean Philippe (dir.), *Retour de Babel*, 3, *Rester, être*, Gasperich : Ed. Retour de Babel, 2007, p. 34-36.

dans la mesure du possible, des renseignements et des conseils aux Français qui s'adresseront à vous ; 2. à leur accorder, en cas de nécessité dûment constatée, des secours ; 3. à pourvoir aux rapatriements qui deviendraient nécessaires dans la suite »²². Ainsi devint-il une « boîte aux lettres », mais au service des citoyens luxembourgeois. Proche de Schroell, il lança même, le 24 octobre 1914, un appel dans le *Landwirt* pour inviter le public à lui remettre ses missives pour la France. Ses allers-et-retours entre le Grand-Duché et la Suisse ne passèrent pas inaperçus. Noppeney signala Martin à Jubert qui profita d'un de ses séjours en Suisse, avant le printemps 1915, pour le recruter pour le compte du renseignement français. A ces fins, Martin se dota d'un coffre-fort à « la Banque Populaire suisse rue Christoffel Berne ». Il lui fut notamment utile lorsque Noppeney lui apporta, au cours des deux voyages qu'il fit à Berne, les fameux documents émanant de la Cour grand-ducale et des télégrammes recopiés à la Poste centrale de Luxembourg, destinés à incriminer la collaboration de la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde avec l'occupant allemand pour mieux la remplacer par le roi des Belges, Albert 1^{er}.

Martin fut encore utilisé par Gaston Barbanson, administrateur des Arbed reconverti en animateur d'un « service secret » pour le compte du chef du Cabinet belge, Charles de Broqueville, sous la couverture de conseiller technique au service de l'habillement, en poste à Paris. Martin fut une BAL dans une opération similaire à celle de Noppeney, encore que cette fois il s'agît d'utiliser le matériel à charge contre

la grande-duchesse *Marie-Adélaïde de Luxembourg*²⁴. Barbanson recruta pour cela un « émissaire », le caporal luxembourgeois, volontaire de guerre au 20^e de ligne belge, Charles Arendt, qui faisait le même travail que Nilles, mais pour le Comité central de l'œuvre d'assistance aux prisonniers de guerre belges en Allemagne²⁵. Contrairement au Dudelangeois qui n'eût pour lui que ses connaissances linguistiques, Arendt était surtout le neveu du président de la Cour supérieure de justice à Luxembourg, Ernest Arendt, ce qui devait lui permettre d'accéder facilement à la documentation recherchée. Mais il en alla tout autrement après la nomination du conseiller d'État, le 6 décembre 1916, comme chargé d'affaires à Berlin²⁶. Finalement, l'« émissaire » de Barbanson se tourna vers un cousin de Marcel Noppeney, le second conseiller du gouvernement pour les chemins de fer Victor Noppeney. Cet homme discret, à la veille de prendre sa retraite²⁷, avait facilement accès aux copies des télégrammes qui figuraient dans les archives de l'État. Il ne resta plus à Charles Arendt qu'à les recopier²⁸. Hélas, leur exploitation par les Affaires étrangères démontra que « les télégrammes [ne fussent] pas très conclusifs » : L'opération devait durer deux mois³⁰ ; elle prit seize mois, traduction des pièces comprises³¹ !

Barbanson utilisa encore Martin pour reprendre contact avec « [s]on directeur général », l'autre Dudelangeois, Émile Mayrisch³². Quand bien même l'administrateur des Arbed évoqua ces rencontres avec Broqueville, il apparaît que celles-ci furent d'abord liées au fonc-

²² ANLux, AE-00439, lettre d'Eyschen à Moutrier du 12 août 1914.

²³ AGR, [ci-dessus n. 18].

²⁴ Arboit, Gérald, « Au service de la Grande Belgique. L'autre « Secret du Roi » », Cools Marc et alii (dirs.), 1915-2015, Het verhaal van de Belgische militaire inlichtingen- en veiligheidsdienst/L'histoire du service militaire et de sécurité belge, Bruxelles : Maklu, 2015, p. 203-224.

²⁵ Calmes, Christian, 1914-1919. Le Luxembourg au centre de l'annexionnisme belge, Luxembourg : Saint-Paul, 1976, p. 203.

²⁶ Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, n° 94, 9 décembre 1916, p. 1408.

²⁷ Ibid., n° 16, 24 février 1917, p. 287.

²⁸ Archives du Service public fédéral des Affaires étrangères, Bruxelles (ASPF AE), B1, 1916-1918, Barbanson à Bassompierre, 1^{er} décembre 1917.

²⁹ Ibid., Bassompierre [s.d.] sur le courrier du 1^{er} décembre 1917.

³⁰ AGR, Fonds Broqueville, 43, Barbanson à Broqueville, 20 juin 1916

³¹ Ibid., 5 octobre 1917.

³² Ibid., 7 et 10 mai 1916.

tionnement des entreprises industrielles, et notamment à leur protection des bombardements alliés³³. La question est d'établir s'il s'agit d'un rendez-vous convenu à l'avance, c'est-à-dire au moment où Barbanson s'engagea dans l'armée belge, alors que rien ne l'y obligeait puisqu'il avait dépassé la limite d'âge et n'avait aucune commission d'officier. Tant qu'il ne sera pas possible de répondre affirmativement à cette question, il ne sera pas possible de déterminer le rôle de Martin. En juillet et en septembre 1915, fut-il une BAL de Barbanson ou de Mayrisch ? Autrement dit, l'utilisation d'une BAL française (l'agent Ernest Lamort – 3 F 60 – Luxembourgeois de Vitry-le-François, fut aussi attaché à Martin jusqu'à l'été 1916) pour le compte d'une initiative purement privée et luxembourgeoise d'« intelligence économique » discrédita-t-elle Martin, au prétexte que les Arbed furent perçues à Paris comme des « forges germano-luxembourgeoises » ? Dès octobre 1916, le service de renseignement de la V^e Armée française jugea cette source « peu sûre », faisant redondance avec des accusations à l'endroit de Mayrisch et des Arbed rapportées par un Lorrain ayant quitté le Luxembourg le 3 octobre et jugé « absolument sûr » par le renseignement français³⁶. Un élément évoqué par ce dernier semblait toutefois révéler une intention malfaisante, d'origine allemande ou, tout bonnement, belge³⁷. En effet, le Lorrain affecta à Dommeldange la production de « Nickelstahl » qu'un colonel belge prétendit également fabriquée à Dudelange, afin d'attester une activité militaire des Arbed et justifier la reprise des bombardements ! Il y a tout lieu de croire que cette accusation résulta d'une confusion des aciers spéciaux utilisés pour la production d'armement avec l'« acier électrique » produit à Dommeldange depuis 1908.

La rapidité de la transmission du renseignement

La disqualification de François Martin fut évidente, puisqu'elle amena, dès l'automne 1915, Barbanson à lui trouver un moyen plus sûr pour contacter Mayrisch. À moins qu'il ne s'agit plus simplement d'une volonté de s'émanciper du renseignement militaire pour mieux asseoir l'autonomie de l'opération d'« intelligence économique » des Arbed ? Fin octobre, il fit la connaissance d'un universitaire belge, Franz Cumont, qui donna une conférence à l'Institut de France. Cumont résidant habituellement en Italie, qui venait de rejoindre le camp de la Triple Alliance, leur rencontre put tout aussi bien avoir lieu lors du séjour italien de Barbanson au printemps précédent³⁸. Il n'y avait rien de commun entre ce distingué chercheur en histoire ancienne et ce rustique industriel déguisé en militaire, sinon leur adhésion au libéralisme ! C'est justement pourquoi Barbanson vit en lui « sa » nouvelle BAL. Après une longue et prudente observation, il écrivit à Cumont, fin février 1916. Il le fit surtout depuis l'Hôtel Beauséjour de Lausanne, où il était descendu quelques jours plus tôt pour rencontrer Mayrisch. Ainsi, les deux hommes évoquèrent ce changement de moyen de liaison au cours de leurs conversations !

Dans sa lettre du 25 février, Barbanson dévoila quelques traces de la méthode de recrutement utilisée. Le tutoiement laisse penser à une intimité de ces deux Belges expatriés : « Je viens te demander de me rendre un important service ». Par ailleurs, il ne put s'empêcher de recourir au levier du patriotisme : « Par les temps qui courent, il faut que chacun contribue, s'il le peut, à rendre service à notre mal-

³³ Cf. Arboit, Gérald, « Dans les soubresauts de la Grande Guerre : Bombardements, renseignement et affairisme au Luxembourg », Barthel, Charles, et Kirps, Josée, *Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise*, 1, Luxembourg : Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman/Archives nationales de Luxembourg, 2009, p. 96-123.

³⁴ SHD/DAT, 6 N 20, « Les forges de Lorraine, de Luxembourg et de la Saar. Doit-on les bombarder ? », septembre 1915, p. 7. Cf. aussi SHD/DA, 1 A 134, Jubert, 3 août 1916.

³⁵ SHD/DAT, 7 N2 2647, 22 octobre 1916.

³⁶ Ibid., DA, 1 A 168.

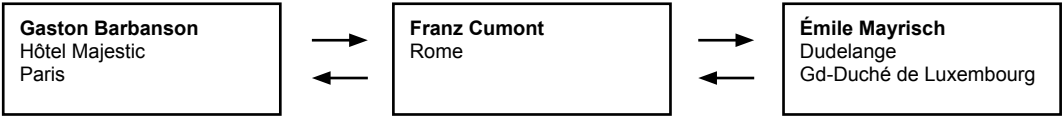
³⁷ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 2 novembre 1917. L'officier belge n'a pas pu être identifié, pas plus que sa démarche ne laissa de trace dans les archives militaires françaises.

³⁸ Ibid., Barbanson à Broqueville, 1er mars, 4 et 30 avril, 8 mai 1915. Bonnet, Corinne (éd.), *La correspondance scientifique de Franz Cumont conservée à l'Academia Belgica de Rome*, Bruxelles-Rome : Institut Historique Belge, 1997, p. 24.

heureux pays »³⁹. Une nouvelle lettre, datée du 27 février de l'industriel laisse penser que Cumont accepta d'emblée la proposition et le fit savoir à son interlocuteur par télégramme. Le projet de Barbanson fut justement d'utiliser Cumont comme d'un intermédiaire pour joindre le Grand-Duché de Luxembourg et inversement, depuis Dudelange, pour joindre Paris. Preuve que le projet n'était pas des plus aboutis, contrairement à une mission secrète à caractère militaire, Cumont attira l'attention de son interlocuteur sur la nécessité de libeller les

messages en allemand. « Cela va évidemment compliquer les choses », lui répondit Barbanson, révélant du même coup le caractère privé de l'opération⁴⁰. Celui-ci apparut clairement à propos des frais inhérents à l'envoi télégraphique, dont le remboursement fut promis « dès que la chose [fût] possible »⁴¹. Autrement dit, Barbanson établit cette BAL sur ses fonds privés, qui ne furent pas extensibles, et non sur ceux du « service secret » de Broqueville, quand bien même le chef du Cabinet fut régulièrement tenu au courant⁴².

Le processus de prise de rendez-vous entre Emile Mayrisch et Gaston Barbanson à compter de 1916⁴³



Par ce moyen, Barbanson et Mayrisch obtinrent une souplesse de communication, suivant un code qu'ils établirent vraisemblablement lors de leur rencontre qui s'acheva le 23 février 1916 à Lausanne. C'est aussi par cette voie que Barbanson apprit le bombardement de Sarrebruck le 13 août 1916⁴⁴. Évidemment, la BAL Cumont servit surtout à fixer des rendez-vous, comme le 5 décembre suivant ou le 5 juillet 1917, parfois sous forme d'une « demande de [s]e rendre d'urgence en Suisse pour y rencontrer » le directeur général technique de l'Arbed⁴⁵. D'autres fois, il s'agit aussi de décommander une rencontre pourtant prévue⁴⁶. Le texte de deux télégrammes adressés à Mayrisch est connu grâce

à Cumont, mais ils sont des plus laconiques. Le 27 février 1916, le premier signala seulement le « Résultat souhaité obtenu. S'il vous plaît, télégraphiez sous trois semaines au *Bernerhof* si entretien disponible⁴⁷. » Les deux dirigeants des Arbed se rencontrèrent le 5 mars suivant, soit six jours plus tard. Quelques jours après, le 11 mars, le second télégramme appela à un nouveau rendez-vous dans le luxueux hôtel de la capitale helvétique : « Je vous attends autour du 25 de ce mois ». La rencontre eut lieu du 23 au 25 mars. Entre autres discussions, Barbanson et Mayrisch décidèrent « de poursuivre le même système de correspondance »⁴⁸.

³⁹ Academia Belgica, Rome (AB), Archivio di Franz Cumont, Fonds Wanlin, Corrispondenza passiva (CP), 5702.
⁴⁰ Ibid., CP 5703, 27 février [1916].
⁴¹ Ibid., CP 5702.
⁴² AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville.
⁴³ Ibid., Barbanson à Broqueville, 5 août 1916 et 7 juillet 1917 ; AB, CP 5002 et 5704, Barbanson à Cumont, 25 février et 11 mars [1916].
⁴⁴ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 13 août 1916.
⁴⁵ Ibid., Barbanson à Broqueville, 5 décembre 1916.
⁴⁶ Ibid., 7, 10 et 11 mai 1916.
⁴⁷ AB, [ci-dessus n. 37], CP 5703.
⁴⁸ Ibid., CP 5704.

Les intermédiaires ayant permis les rencontres d'Emile Mayrisch et Gaston Barbanson en Suisse⁴⁹

Date de la rencontre	Durée de la rencontre	Moyen de rendez-vous
10 juillet 1915	24 heures	Martin ?
avant le 25 septembre 1915	?	Martin ?
5-10 décembre 1915	5 jours	Télégramme
avant le 23 février 1916	2 à 3 jours ?	?
5 au 8 ou 9 mars 1916	4 ou 5 jours	Cumont
23 au 25 mars 1916	2 jours	Cumont
entre le 22 mai au 5 juin 1917	?	Cumont ?
10 au 15 juillet 1917	5 jours	Cumont ?
15 décembre 1917	?	Cumont ?

Entre le 10 juillet 1915 et le 15 décembre 1917, Mayrisch et Barbanson se retrouvèrent au moins huit fois, notamment à Berne⁵⁰, à Lucerne ou à Neuchâtel⁵¹. Si l’entremise de Cumont ne semble pas certaine dans tous les cas au vu des archives disponibles, une indication pourrait la confirmer. Dans une lettre au secrétaire perpétuel de l’Académie royale de Belgique, l’universitaire affirma sa « résolution très ferme de ne plus accepter nulle part aucune fonction »⁵² autre que la recherche. L’absence de sources de part et d’autre plaiderait pour la continuation de cette activité de BAL qui semble avoir été à temps plein. En effet, Cumont n’eut pas uniquement à transférer les rendez-vous, mais également à permettre la circulation d’informations à caractère militaire, comme en témoigne la correspondance de Barbanson avec Broqueville, mais également, à n’en pas douter, des données économiques destinées aux futurs associés des Arbed, tant Eugène Schneider que Frédéric François-Marsal, l’un pour le patri-

moine sidérurgique allemand du Grand-Duché, l’autre pour la Banque Internationale à Luxembourg⁵³. De ce fait, il est probable que le professeur belge continua à servir d’intermédiaire à Mayrisch et Barbanson après décembre 1917 !

Bien que privée, cette BAL et les allers-retours avec la Suisse ne manquèrent pas de susciter l’attention de la *Zentralpolizeistelle*. Quelques visites à la Poste centrale de Luxembourg et peut-être une enquête de l’*Abteilung IIIB*, le service de renseignement allemand, bien implanté en Suisse, suffirent pour percer le mystère. En décembre 1915, c’est-à-dire à l’occasion du troisième voyage de Mayrisch, le colonel Richard Karl von Tessmar « savait déjà que c’était pour venir [...] retrouver » son actionnaire et ami⁵⁴. Cette indiscretion sonna comme un avertissement, ce qui amena les deux industriels à quitter l’artisanal François Martin pour l’inattendu et plus sûr Franz Cumont. Il est vrai que la BAL française fût citée au cours du procès Noppeney, qui défrayait l’actualité au

⁴⁹ Arboit, Gérald, « Au service de la Grande Belgique. L’autre “Secret du Roi” » [ci-dessus n. 24], p. 211.

⁵⁰ AB, [ci-dessus n. 37], CP 5702 et 5703 ; ASPFAE, [ci-dessus n. 26], Nothomb, « Renseignements recueillis au cours de mon voyage en Suisse (15/7/17 », p. 6.

⁵¹ J. Schlumberger, Notes sur la vie littéraire. 1902-1968, éd. p. Mercier, Paris, Gallimard, 1999, p. 72.

⁵² Bonnet, Corinne (éd.), [ci-dessus n. 36], p. 26.

⁵³ Arboit Gérald, « Le financement de la sidérurgie luxembourgeoise (1911-1940) », Barthel, Charles, et Kirps, Josée, Terres rouges. Histoire de la sidérurgie luxembourgeoise, 4, Luxembourg, Centre d’études et de recherches européennes Robert Schuman/Archives nationales de Luxembourg, 2014, p. 178-191.

⁵⁴ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 10 décembre 1915.



Archives du CDMH, Fonds tourisme, sous-fonds Suisse, carte postale Hôtel Bernerhof à Berne, sans date, vers 1900, sans auteur

moment où Mayrisch demanda ses passeports. L'avantage de Cumont fut qu'une enquête de routine des Allemands pût compter cet intellectuel belge comme un correspondant habituel d'Aline Mayrisch, l'épouse du Dudelangeois, et ne pas prêter attention, ni au contenu laconique, ni à la fréquence des échanges. La mise en place d'une *Paßzentrale* à Luxembourg, à partir du 15 avril 1916, sans compter les conséquences de l'affaire Noppeney, rendit plus difficile les déplacements vers la Suisse, restriction s'ajoutant aux mesures aléatoires de fermetures de la frontière. Mais elle n'empêcha pas légalement les communications télégraphiques⁵⁵. Dès le 11 mai, Mayrisch adressa à Cumont un message évoquant le nouveau bombardement des usines luxembourgeoises par l'aviation française⁵⁶... Il fit certainement la même chose un an plus tard. Le 22 mai 1917, Barbanson annonça tou-

tefois à Broqueville que son « directeur général [reçût] enfin (...) des Boches la permission de sortir de la prison »⁵⁷.

Pendant la Première Guerre mondiale, le principe de la « boîte aux lettres » vivante, et très certainement morte également, fut largement le moyen le plus utilisé pour la transmission du renseignement. Le démontre bien l'exemple des deux Dudelangeois, ce jeune Jean Nilles, qui fit d'abord office de BAL « privée » à Zurich pour Paul Schroeder, avant de plonger à sa suite dans le monde du renseignement, et cet industriel Émile Mayrisch, qui usa dans ses activités d'« intelligence économique » d'une autre BAL « privée », celle recrutée à Rome par son alter-ego Gaston Barbanson. Dans un cas comme dans l'autre, pour le service du renseignement français comme des Arbed, ce système ne fut jamais autre chose qu'un complément

⁵⁵ Altenhöner, Florian, « Total War-Total Control? German Military Intelligence on the Home Front, 1914-1919 », *The Journal of Intelligence History*, vol. 5, n° 2, hiver 2005, p. 64-69.

⁵⁶ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville.

⁵⁷ Ibid..

à l'activité de recueil de l'information. Pourtant, les circonstances du conflit, notamment sa durée et la rareté des BAL, imposa aux agents qui tinrent cette fonction de s'impliquer dans la production de renseignement, qui par l'analyse des sources ouvertes qu'offrait la presse luxembourgeoise, qui par la traduction vers le français, et certainement les déchiffrant, des télégrammes lui arrivant du Grand-Duché. Là encore, il ne s'agit que d'activités auxiliaires au recueil du renseignement.

La découverte de la correspondance, forcément incomplète, entre Barbanson et Franz Cumont incite toutefois à voir sous un autre angle la liaison qui s'établit à l'hiver 1915 avec Mayrisch. Si cette privatisation du renseignement économique avait déjà été perçue⁵⁸, il convient donc de la replacer dans le *Grand jeu* qui s'ouvrit au Grand-Duché après le 11 novembre 1918, mais dont les racines se trouvaient dans les relations que noua Barbanson à Paris. Si l'action pour réorienter les bombardements alliés vers des cibles plus proprement allemandes plutôt que luxembourgeoises, ne fut qu'un épiphénomène, la liaison permanente,

par moyens télégraphiques entre les deux animateurs des Arbed à partir de décembre 1915 remplaçait Émile Mayrisch au centre du processus décisionnaire. En effet, homme de l'entre-deux, il fut le seul à pouvoir analyser l'information en provenance de Berlin⁵⁹, Sarrebruck et, dans une moindre mesure, Paris⁶⁰. Cette découverte des liaisons télégraphiques permet également de mieux comprendre la portée de son avertissement, le 20 octobre 1917, à l'attention de ses collègues de la Commission d'étude des problèmes économiques posés par la guerre et ses conséquences éventuelles (CEPEGCE) sur « l'usage absolument discret qui s'impos[ât] à l'égard de ses communications » relatives aux informations venant de « ses relations à l'étranger »⁶¹. Il ne s'agissait pas uniquement de fanfanterie, mais bien du début d'une histoire qui vit les Arbed développer leurs capacités informationnelles durant l'entre-deux-guerres, notamment à travers leur comptoir commercial, cette Columeta pensée dès l'origine comme un « bureau central de renseignement »⁶², et ses dispositions pour faire face à une nouvelle « guerre civile européenne »⁶³.

⁵⁸ Arboit, Gérald, Les réseaux du fer. Information, renseignement économique et sidérurgie luxembourgeoise face à la France, à la Belgique et à l'Allemagne (1911-1940), Francfort-sur-le-Main : Peter Lang, 2015, et « L'intelligence économique dans les bassins industriels », Eck, Jean-François, et Heuclin, Jean (dirs.), Les bassins industriels des territoires occupés 1914-1918, Valenciennes : Presses universitaires, 2016, p. 67-83.

⁵⁹ AGR, [ci-dessus n. 18], Barbanson à Broqueville, 10 décembre 1915.

⁶⁰ Cf. son rapport « sur l'état de l'industrie au Grand-Duché de Luxembourg et la situation internationales » du 20 mars 1918 [Ibid., AE 466/3] et son compte-rendu de l'état de l'Allemagne du 12 octobre 1918 [Ibid., AE 466/8].

⁶¹ ANL, AE 466/8, procès-verbal de la réunion de la CEPEGCE du 20 octobre 1917, f. 139.

⁶² Arboit, Gérald, « Un comptoir de vente particulier : Columeta », Barthel, Charles, et alii (dir.), Les mutations de la sidérurgie mondiale du XX^e siècle à nos jours, Bruxelles : Peter Lang, 2014, p. 199-222.

⁶³ Arboit, Gérald, Les réseaux du fer, [ci-dessus n. 56], p. 249-250.

Henri Hellenbrand : Un Luxembourgeois anonyme dans les rangs de la Légion étrangère

Arnaud Sauer

Il paraissait inconcevable de traiter du sort du Grand-Duché et de sa population durant la Première Guerre mondiale sans évoquer le cas encore mal connu des Luxembourgeois engagés volontaires pour la durée de la guerre dans la Légion étrangère.

Ces quelques centaines de vies révèlent, parmi bien d'autres exemples luxembourgeois, l'impact non négligeable de la Première Guerre mondiale sur le Grand-Duché et ses concitoyens marqués de multiples manières et à des degrés différents par ce conflit en dépit de la neutralité du pays.

Dans l'intention de rendre notre propos moins général¹ et d'illustrer de manière plus concrète le vécu hors norme de ces hommes, nous avons pris le parti d'explorer le cheminement de l'un d'entre eux, le soldat Henri Hellenbrand qui, revenu en vie des terribles combats de 1914-1918 sur le front de France, permet de faire la jonction entre la Première et la Seconde Guerre mondiale et offre un éclairage particulièrement documenté sur le parcours avant, durant et après la guerre de cette cohorte d'hommes anonymes dont la vie fut marquée à jamais par la Grande Guerre.

Un Luxembourgeois en France

Henri Hellenbrand est né en 1893 à Luxembourg dans une modeste famille de gantiers de la capitale². Lorsque la guerre éclate, le jeune homme qui exerce la profession de coiffeur se trouve à Gray en Haute-Saône³. Comme nombre de ses compatriotes expatriés pour des raisons économiques, celui-ci est en France depuis quelques années. Allant de ville en ville pour parfaire son expérience et gagner sa vie, il est enregistré par l'administration française⁴ dans différentes localités entre 1913 et 1914 : Montbéliard, Dijon, Beaune, Chaumont, Troyes, à nouveau Dijon et enfin Gray.

Dès le début des hostilités, la France craint l'ennemi de l'intérieur que l'on croit deviner partout et notamment parmi les étrangers⁵. Pour répondre à cette menace latente, le Gouvernement français prend rapidement des dispositions afin d'interner dans des camps spécifiques⁶ les étrangers des puissances ennemies (Allemands dont Alsaciens-Lorrains et citoyens de l'Empire austro-hongrois principalement) demeurant en France après la déclaration de guerre. Les étrangers de langue allemande font

¹ Cette démarche visant à traiter de manière plus globale le cas des Luxembourgeois engagés volontaires dans la Légion étrangère fera l'objet d'un second article plus documenté publié prochainement dans le cadre de l'exposition digitale *Éischte Weltkrich, La Grande Guerre* au Luxembourg : <https://ww1.lu/?lang=fr>.

² Le père d'Henri Hellenbrand est né à Luxembourg alors que sa mère est originaire d'Aix-la-Chapelle comme l'indique la transcription sur les registres de la ville de Luxembourg d'un acte de naissance d'une de leurs filles, née par ailleurs en 1890 à Bruxelles, ville où le père de famille exerce la profession de gantier et réside à nouveau en 1898 puisqu'il est cité comme témoin du mariage d'un de ses neveux également gantier, Jean Spierckel, né à Luxembourg et domicilié comme ses parents à Anderlecht.

³ Selon certains documents officiels venant en contredire d'autres, le jeune Henri Hellenbrand est déclaré sans emploi en ce mois d'août 1914.

⁴ Ce contrôle découle de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national.

⁵ Le décret du 2 août 1914 relatif aux mesures à prendre à l'égard des étrangers stationnés en France prescrit à tous les étrangers séjournant en France de se faire connaître des autorités françaises sous peine d'arrestation pour espionnage. Un permis de séjour destiné aux étrangers en situation régulière est également imaginé à cette occasion. En 1917, dans un souci de meilleur contrôle, l'État français instaure finalement une carte d'identité des étrangers tenant lieu de sauf-conduit.

⁶ L'administration française parle à cette époque de camps de concentration, terminologie devenue inappropriée depuis la Seconde Guerre mondiale.

l'objet d'une attention toute particulière. Bien qu'il soit ressortissant d'une puissance neutre, Henri Hellenbrand ne semble pas échapper à ce contrôle et au regard suspect qui frappe tout particulièrement les étrangers germanophones ainsi que ceux dont le patronyme dénote une origine considérée dorénavant comme suspecte⁷. D'autant que l'invasion rapide du Grand-Duché le 2 août par les troupes allemandes sans que la moindre résistance n'ait été constatée fait naître des doutes quant aux sentiments amicaux des Luxembourgeois envers la France. Se remémorant les paroles de son père, la fille d'Henri Hellenbrand⁸ précise que celui-ci s'engage dans le camp français tant pour combattre l'agression allemande de sa patrie et de la France⁹ que pour échapper à l'internement qui menace les suspects et autres indésirables étrangers restés sur le sol français (ressortissants des puissances ennemies, espions supposés, syndicalistes et anarchistes, chômeurs et vagabonds, repris de justice, prostituées, etc.). Victimes des amalgames, certains ressortissants luxembourgeois demeurés en France semblent souffrir des circonstances et du peu de connaissances qu'ont les fonctionnaires français de ce petit pays situé aux frontières de la France, de la Belgique et de l'Allemagne¹⁰.

Malgré cette suspicion pesante, on assiste dès la déclaration de guerre à une forte mobilisation des étrangers de Paris en faveur de la France¹¹. Dans l'intention de profiter de ce mouvement qui gagne tout l'Hexagone, le Gouvernement français promulgue le 8 août 1914 un décret autorisant les étrangers à s'engager dans les armées françaises à partir du 21 août, soit trois semaines après l'entrée en guerre du pays. Alors que ces hommes imaginent servir à côté des mobilisés français, c'est en fait la Légion étrangère, dont la réputation de troupe de choc est déjà bien établie au Luxembourg comme ailleurs, qui constitue le seul corps d'armée français habilité à accueillir ces étrangers¹².

Le parcours militaire de l'engagé volontaire de 2^{ème} classe Henri Hellenbrand

Comme de nombreux Luxembourgeois qui résident dans l'Hexagone durant la guerre ou qui y sont nés¹³, Henri Hellenbrand signe, dès août 1914, à l'âge de 21 ans, un engagement volontaire pour la durée de la guerre (E.V.D.G.)¹⁴. Se trouvant alors en province et non à Paris comme

⁷ L'installation des parents d'Henri Hellenbrand à Aix-la-Chapelle d'où sa mère est originaire, constitue sans doute un autre facteur de méfiance, susceptible d'expliquer les menaces sérieuses d'internement pesant sur celui-ci.

⁸ Nous remercions la fille et la belle-fille d'Henri Hellenbrand qui ont bien voulu évoquer le souvenir de leur père et beau-père et mettre à notre disposition les archives en leur possession.

⁹ Un courrier d'août 1919 adressé par l'ex-légionnaire au chef du Gouvernement luxembourgeois Émile Reuter dans le cadre d'une demande d'embauche dans l'Administration des douanes évoque des motivations patriotiques à l'origine de cet engagement : « Mon but unique était de combattre dans les rangs de l'Entente pour aider à libérer ma patrie luxembourgeoise du joug de l'oppresser étranger ». Cf. ANLux : AE-00691.

¹⁰ Le fait que le Grand-Duché de Luxembourg fasse partie du Deutscher Zollverein, union douanière allemande, depuis 1842 et que la famille grand-ducale régnante soit issue de la noblesse allemande a tendance d'autre part à accentuer, dans le contexte de la guerre, l'idée d'une relation privilégiée de ce pays germanophone avec l'Empire allemand.

¹¹ L'appel lancé fin juillet-début août 1914 par un groupe d'intellectuels parisiens immigrés invitant les étrangers de France à s'engager dans les rangs de l'armée française connaît un succès immense à Paris, chaque grande colonie étrangère de la capitale recueillant les promesses d'engagement de ses concitoyens dans la perspective de la défense de leur patrie d'adoption. Les Luxembourgeois n'échappent pas à cette vague de mobilisation puisque dès début août 1914 des affiches sont accolées dans les rues de la capitale appelant à l'engagement des Luxembourgeois de Paris. Plusieurs centaines d'hommes de nationalité luxembourgeoise y répondent alors favorablement et l'on voit se constituer dans la capitale à la mi-août 1914 une société de Volontaires Luxembourgeois.

¹² De nombreux Luxembourgeois se sont engagés dans la Légion étrangère après 1870. Le phénomène s'accroît cependant au début du siècle dans le cadre de la conquête et de la pacification des confins de l'Algérie et du Maroc ainsi qu'à la suite de la recrudescence des tensions entre la France et l'Allemagne.

¹³ Une forte proportion des engagés volontaires luxembourgeois de la Grande Guerre sont nés sur le sol français de parents luxembourgeois immigrés en France, le plus souvent à Paris et sa périphérie mais aussi en Champagne ou encore en Lorraine.

¹⁴ Il est intéressant de souligner qu'un cousin d'Henri Hellenbrand, Théodore Staudt, s'engage également dans la Légion étrangère à partir du 6 décembre 1914. Cette découverte offre l'occasion d'évoquer le caractère familial de certains engagements dans les rangs français que l'on retrouve chez d'autres familles luxembourgeoises francophiles. Parmi celles-ci, citons le cas des frères Diederich de Niederanven, Lecharlier d'Esch-sur-Alzette ou encore Sinner de Levallois-Perret qui s'engagent dans la Légion étrangère durant la Grande Guerre. Notons enfin que Théodore Staudt entre, comme son parent, au service de l'Administration des douanes en septembre 1922. Congédié comme lui de ce corps par l'occupant nazi dès décembre 1941, il est envoyé dans différents « camps d'exil » en Europe centrale avec sa femme et ses deux enfants. Revenu physiquement diminué au Luxembourg en juin 1945, il réintègre cependant ses fonctions de préposé des douanes début février 1946 avant de pouvoir faire valoir, peu de temps après, ses droits à pension pour « cause d'infirmité ».

<h1 style="text-align: center;">Hellenbrand</h1>		Individuel d'origine : Rapports à la présente table : 180	
Nom : Hellenbrand Prénoms : Fern Surnom :		3e catégorie de recrutement : Classe de mobilisation : 1814	
ETAT CIVIL. Naissance : 1885 à St. Gallen , Canton de St. Gallen , Département de St. Gallen Profession : Maître Domicile : St. Gallen , Canton de St. Gallen , Département de St. Gallen Mariage :		MILITAIRE. Service : St. Gallen Grade : 1er Fonction : Maître Service : St. Gallen Grade : 1er Fonction : Maître	
DÉCISION DU CONSEIL DE REVISION. Service : St. Gallen Grade : 1er Fonction : Maître		REMERCIEMENTS.	
DÉTAIL DES SERVICES ET MUTATIONS DIVERSES. Service : St. Gallen Grade : 1er Fonction : Maître		CORPS D'ATTACHÉMENT. Service : St. Gallen Grade : 1er Fonction : Maître	
REMERCIEMENTS.		REMERCIEMENTS.	

Fiche matriculaire présentant les états de service du Légionnaire de 2^{ème} classe Henri Hellenbrand durant la Première Guerre mondiale (Archives départementales de la Haute-Marne).



Le 2^{ème} classe Henri Hellenbrand à gauche posant fin 1915-début 1916 à côté de son cousin, le légionnaire Théodore Staudt. Sur l'uniforme du premier on distingue une fourragère portée de telle façon qu'il s'agit sans nul doute d'une photographie réalisée à l'occasion d'une prise d'armes ou d'un défilé. Revenus sains et saufs du conflit, les deux hommes intégreront tous deux l'Administration des douanes luxembourgeoises au cours des années 1920 avant que l'Occupant nazi ne les destitue de leur fonction du fait de leur engagement militaire passé contre l'Allemagne et de leur manque de fiabilité dans le cadre de l'occupation nazie du pays (Archives de la famille Hellenbrand).

c'est le cas de la majorité de ses concitoyens demeurant en France, il signe son engagement à la sous-intendance militaire de Langres (Haute-Marne) au titre de la Légion étrangère¹⁵. Officiellement engagé le 27 août 1914, il est incorporé au 2^{ème} Régiment étranger sous le numéro de matricule 22.202. Il arrive à son corps d'affectation dès le 31 du même mois.

Ressortissant d'un État neutre non astreint au service militaire et n'ayant par conséquent aucune formation militaire, il intègre la Légion étrangère comme soldat de 2^{ème} classe, échelon le plus bas de la hiérarchie militaire. Ces recrues de bonne volonté mais vierges de toute formation militaire se trouvent dans un premier temps dans l'incapacité de prendre les armes. Il faut près de deux mois pour que ces civils venus d'horizons géographiques et sociaux parfois très différents ne soient véritablement opérationnels. La discipline inculquée par des cadres du 2^{ème} Régiment étranger venus spécialement de Saïda en Algérie française pour encadrer les nouvelles troupes dans les dépôts du 2^{ème} Régiment créés en toute hâte en métropole (Blois, Orléans, Rouen) ne manque pas d'être dure tant l'écart est important entre jeunes « bleus » et vieux « briscards ». Les rudiments militaires acquis, Henri Hellenbrand, rejoint avec ses camarades du 3^{ème} Bataillon ou Bataillon F, venu du dépôt de Blois, les Armées du Nord et du Nord-Est le 28 octobre 1914 dans le secteur de Craonnelle (Aisne) au côté des Tirailleurs africains et des Zouaves. C'est que les Régiments de Marche vont dépendre de la Division marocaine relevant de l'Armée d'Afrique. Le 2^{ème} classe Hellenbrand y découvre la réalité des combats et la guerre de position en Champagne à la suite de la première bataille de la Marne qui voit le front se fixer progressivement. Il ne peut échapper à la mise en place et à l'aménagement d'un vaste réseau de tranchées, boyaux et installations militaires enterrées où il subit les bombardements ennemis incessants et massifs que rend possible la guerre industrielle à outrance. Après ce baptême du feu, le Régiment est relevé du front mi-juillet et est envoyé au nord de Montbéliard et en Alsace pour effectuer des travaux sur les défenses françaises au sud de

Thann. Le 21 juillet 1915, il passe de la 2^{ème} à la 4^{ème} Compagnie du Bataillon G.

En septembre 1915, le 2^{ème} Régiment de Marche du 2^{ème} Étranger et le 2^{ème} Régiment de Marche du 1^{er} Étranger sont réunis pour former brigade et sont affectés à la Division marocaine.

Les états de service de l'intéressé indiquent qu'il prend part aux célèbres combats de la Butte de Souain le 25 septembre 1915. Dirigé à Saint-Hilaire-du-Temple, le 12 septembre 1915, le 2^{ème} de Marche du 2^{ème} étranger dont il fait partie est envoyé au nord de Souain. À la suite de trois jours de bombardements intensifs des lignes ennemies, les coloniaux s'élancent à l'assaut sous une pluie intense, débordant la première ligne allemande mais, frappés par l'artillerie allemande et les batteries françaises au tir trop court, ne peuvent emporter la seconde. Succédant aux marsouins, le Régiment d'Henri Hellenbrand est chargé de prendre la relève et de pousser au-delà des ruines de la ferme Navarin difficilement conquises. Une compagnie s'étant déjà élancée sans ordre afin de porter main forte aux coloniaux, l'assaut du 2^{ème} Régiment de Marche du 2^{ème} étranger est donné vers 11 heures sous le feu nourri des mitrailleuses qui atteint de nombreux légionnaires et oblige la troupe à progresser par bonds. Dans ces circonstances, on commande alors aux hommes de prendre position et de creuser les tranchées nécessaires au maintien des positions afin d'éviter les contre-attaques. Le Bataillon G d'Henri Hellenbrand organise le boyau des Grenouilles. Pendant toute la journée suivante les légionnaires subissent les bombardements ennemis sans lâcher prise.

Il s'agit du premier grand combat auquel le 2^{ème} Régiment de Marche du 2^{ème} étranger participe, à l'occasion duquel il connaît des pertes substantielles. Le « Journal des marches et opérations » de 1915 note que ce régiment « a eu une attitude au feu digne de la Légion. Tous, officiers, sous-officiers et soldats ont fait preuve de courage et d'entrain et aucune défaillance individuelle n'a été signalée au chef de corps. »¹⁶ Dans le prolongement de cette action, on retrouve notre soldat deux jours plus tard aux combats de la Ferme Navarin le 28 septembre

¹⁵ Même si ce mouvement de mobilisation étrangère touche toute la France, c'est en priorité de la capitale française, pôle d'attraction des étrangers, mais aussi de sa proche banlieue que les Luxembourgeois, installés depuis plus ou moins longtemps en France, signent un engagement dans la Légion étrangère.

¹⁶ J.M.O. du 2^{ème} Régiment de Marche du 2^{ème} Régiment étranger, 1^{er} janvier-11 novembre 1915, Archives du Ministère de la Défense, cote : 26N862/2, p. 75.

1915. La 4^{ème} Compagnie Bataillon G dont il fait partie a pour mission de prendre plusieurs bois traversés par la tranchée de la « Kultur » située sur une crête allant de la Butte de Souain à la Ferme Navarin. Là encore, les grenades et mitrailleuses ennemies causent de nombreux morts et blessés dans les rangs de la Légion épargnant cependant Henri Hellenbrand.

Envoyé dans l'Oise fin octobre, le 2^{ème} Régiment de Marche du 2^{ème} Régiment étranger dont l'effectif a littéralement fondu est dissous le 11 novembre. Ces troupes et celles du 2^{ème} Régiment du 1^{er} Étranger¹⁷, durement éprouvées par l'offensive de Champagne et devenues trop peu nombreuses fusionnent pour former le Régiment de Marche de la Légion Étrangère (R.M.L.E.) nouvellement créé à cet effet.

Rentré au dépôt le 9 novembre 1915 pour trois mois sans doute pour des raisons d'organisation du futur Régiment et afin d'en reposer les troupes, Henri Hellenbrand intègre le R.M.L.E.¹⁸ Il est alors affecté durant trois mois à la 4^{ème} Compagnie du Bataillon D jusqu'au 13 février 1916. À cette date, il est renvoyé au combat au sein de la 2^{ème} Compagnie de mitrailleurs jusqu'au début du mois de juillet 1916 où il participe, comme nombre d'autres légionnaires luxembourgeois, à l'assaut meurtrier mais victorieux du saillant de Belloy-en-Santerre (Somme), commune située au sud de Péronne. On y voit les hommes du R.M.L.E. atteindre l'objectif fixé dans des circonstances particulièrement difficiles (pluies, terrain découvert, mauvaise préparation d'artillerie, bombardements ennemis intensifs, rafales de mitrailleuses incessantes) et se maintenir au prix de très lourdes

pertes¹⁹ mais à la grande satisfaction de l'État-major.

Cette fois, Henri Hellenbrand ne sort pas indemne de ces durs combats. Grièvement blessé à l'épaule droite par un éclat d'obus lors de l'assaut du 4 juillet, il est gratifié d'une première citation à l'Ordre du Régiment pour son attitude remarquable au feu : « Engagé volontaire pour la durée de la guerre brave et courageux. S'est brillamment comporté au combat du 4 juillet 1916 au cours duquel il a été blessé »²⁰. À cette occasion, on lui attribue également la Croix de guerre²¹. C'est que, malgré l'exploit réalisé, le bilan humain de l'attaque est dramatique. À côté des nombreux blessés mis, comme lui, hors de combat, on note la mort ou la disparition au champ d'honneur d'un grand nombre de légionnaires parmi lesquels se trouvent plusieurs Luxembourgeois, tombés lesdits jours sur le champ de bataille ou des suites de leurs blessures les jours suivants dans les ambulances et hôpitaux militaires²². Évacué du front et soigné dans un hôpital à l'arrière, il se retrouve en convalescence au camp militaire de La Valbonne (Ain). Il y retrouve d'autres compatriotes luxembourgeois revenant comme lui de blessures et qui ont tôt fait de former un petit groupe de nationaux. Rentré au dépôt de Lyon dès le 8 août 1916, il ne retrouve cependant les unités du front qu'un an après.

Confronté à la rudesse du climat durant ces années de guerre et à la dure vie de campagne expliquant l'usure des corps, Henri Hellenbrand n'échappe pas à la maladie qui frappe régulièrement et à des stades très différents les soldats de la Première Guerre mondiale²³. Déclaré une

¹⁷ C'est dans ce régiment et plus précisément au sein de la 3^{ème} Compagnie venue du dépôt de Bayonne qu'est rassemblée depuis août 1914 la majeure partie des légionnaires luxembourgeois dont le célèbre cycliste vainqueur du tour de France 1909, François Faber.

¹⁸ Passé du 2^{ème} au 1^{er} Régiment étranger le 1^{er} septembre 1916, on lui affecte un nouveau numéro matricule, le 42.381.

¹⁹ Belloy-en-Santerre constitue le tombeau de nombreux engagés volontaires luxembourgeois. Parmi les hommes morts au combat lors de cette bataille on retrouve les légionnaires Jean Biner, Théodore Brosius, Nicolas Diederich, Jean Ettinger, Ernest Fischer, Jean-François Flesch, Paul Frantzen, François Frères, Nicolas Gaspar, Sylvain Gompel, Georges Houscht, Jean-François Nuel, Jacob Roschmann, Richard Schroeder, Pierre Schumacher, Nicolas Thill, Alphonse Thimmer, Michel Wohner et Jean Wolff. Ce décompte impressionnant à l'échelle du contingent formé par les citoyens grand-ducaux engagés dans la Légion masque toutefois l'ampleur du nombre des soldats luxembourgeois blessés et mutilés au cours de cet engagement.

²⁰ Citation à l'Ordre du Régiment, Extrait de l'Ordre N°210 du 27 juillet 1916.

²¹ Cette distinction fut créée par la loi du 8 avril 1915 pour servir de récompense spécifique aux militaires titulaires d'une citation.

²² Parmi les Luxembourgeois tombés au champ d'honneur lors de ces journées, on recense Théodore Brosius, Victor Dubéry, Ernest Fisch, Jean-François Flesch, Paul Frantzen, Nicolas Gaspar, Sylvain Gompel, Georges-Marcel Houscht, Ernest Juttel, Joseph Laux... Mais bien plus nombreux sont encore les Luxembourgeois mis hors de combat.

²³ Les légionnaires luxembourgeois morts de maladies contractées en service sont loin de représenter un nombre négligeable. De nombreux cas de maladies sont également déclarés non imputables au service par les commissions de réformes chargées de trancher la question des responsabilités de l'Armée dans la perspective du calcul d'éventuelles indemnités.



Le champ de bataille dévasté à Belloy-en-Santerre (Somme) en septembre-octobre 1916 quelques mois après la conquête du village par le Régiment de Marche de la Légion Étrangère. Le panache de fumée au loin correspond au marmitage ennemi du « Grand bois » (Fonds Désiré Sic/Collection Colin Miège).

première fois inapte deux mois par la Commission de réforme du Rhône central fin novembre 1916 pour une « otite cicatricielle bilatérale », ce problème de santé ne semble pas être véritablement réglé en début d'année suivante puisqu'un second passage devant cette même commission, fin février 1917, l'exempte à nouveau de service pour la même raison et la même durée.

Finalement en état de servir, il est à nouveau affecté aux Armées du Nord et du Nord-Est, le 8 août 1917.

Envoyé en première ligne dans le secteur de Flirey (Meurthe-et-Moselle) en octobre 1917, la Division marocaine à laquelle appartient le Régiment de Marche de la Légion étrangère est chargée d'effectuer un coup de main destiné à faire des prisonniers et à récupérer des documents confidentiels face à la menace d'attaque allemande au sud du saillant de Saint-Mihiel. Préparée à l'arrière, la 1ère Brigade du R.M.L.E., à laquelle appartient Henri Hellenbrand, associée aux tirailleurs algériens et aux tirailleurs indigènes monte à l'assaut des

lignes ennemies le 8 janvier 1918. Après un bombardement puissant de l'artillerie française et un feu roulant qui se poursuit durant l'assaut, l'opération parfaitement exécutée en un peu moins d'un quart d'heure se révèle être un total succès malgré la résistance adverse.

Le 26 avril 1918, on le retrouve engagé dans les combats du Bois de Hangard où la Division marocaine, dont relève le R.M.L.E., est appelée à intervenir, dans le but de contrer la grande offensive allemande du général Ludendorff. Sur le terrain des opérations, le R.M.L.E. succède aux troupes anglaises épuisées qui ont échoué à s'emparer du bois face aux rafales des mitrailleuses ennemies. Bien qu'épaulé par les chars anglais, l'assaut est un massacre puisque le 1^{er} et le 3^{ème} Bataillons sont anéantis et 833 légionnaires sont tués ou blessés dans les combats. Néanmoins, l'objectif militaire est atteint et le terrain arraché à l'ennemi est conservé malgré de terribles bombardements et l'absence d'abris pour se protéger. La Division viendra repousser les contre-attaques allemandes

jusqu'au 6 mai avant d'être relevée. En récompense de son action et des sacrifices consentis lors de l'opération, le R.M.L.E. obtient sa 7^{ème} citation à l'Ordre de l'Armée.

Henri Hellenbrand est encore à la peine fin mai 1918 puisque les troupes de la Légion, envoyées de toute urgence par camions pour contenir la poussée allemande vers Paris à partir de positions situées sur la Montagne de Paris au cours de ce que l'on appellera la troisième bataille de l'Aisne, doivent faire face à une déferlante de feu et d'hommes. Avec des moyens humains et matériels particulièrement limités et obligés d'économiser leurs munitions face à un adversaire bien supérieur en nombre, les légionnaires maintiennent leurs positions en contrepartie de lourdes pertes. Malgré les violents assauts allemands successifs, la Légion contient l'avancée ennemie dans son secteur au mépris de nombreux blessés et morts. Le rôle joué par les compagnies de mitrailleurs qui arrosent sans discontinuer les troupes ennemies se portant en avant s'avère alors essentiel, conduisant à l'essoufflement de l'attaque allemande et contrecarrant de façon déterminante la ruée ennemie vers Paris. À la suite de ces combats, la courageuse attitude d'Henri Hellenbrand au feu sera à nouveau récompensée le 25 août 1918 puisqu'il obtient une seconde citation à l'Ordre du Régiment. Le 30 mai 1918, le « Mitrailleur très énergique »²⁴ a en effet « fait preuve d'une grande crânerie en barrant une route à l'ennemi ». Il « ne s'est replié que par ordre et après avoir tiré toutes ses munitions »²⁵. Il est cependant blessé au cours du repli sans que l'on puisse en apprendre la cause ni la gravité.

Notre homme participe ensuite le 12 juin 1918 à l'affaire de Saint-Bandry (Aisne) dans la région de Soissons où l'action de la Division marocaine est à nouveau déterminante puisque le nouvel assaut allemand sur la Montagne de Paris qui se caractérise par une puissante préparation d'artillerie et l'emploi des gaz est à nouveau stoppé, mettant un terme à la phase offensive allemande et marquant le début de la reconquête française.

Dès le 18 juillet 1918, soit un mois à peine après Saint-Bandry, Henri Hellenbrand se retrouve engagé à Chaudun, commune située au sud-est de Soissons (Aisne), où il participe à la contre-offensive française lors de la seconde bataille de la Marne qui marque l'enfoncement des lignes allemandes ainsi que la capture de nombreux soldats et matériels ennemis, ruinant les espoirs d'avancée allemande en direction de Paris. La progression des troupes, aidée par les chars, est fulgurante et le succès des plus retentissants, permettant au R.M.L.E. de gagner sa 8^{ème} citation à l'Ordre de l'Armée.

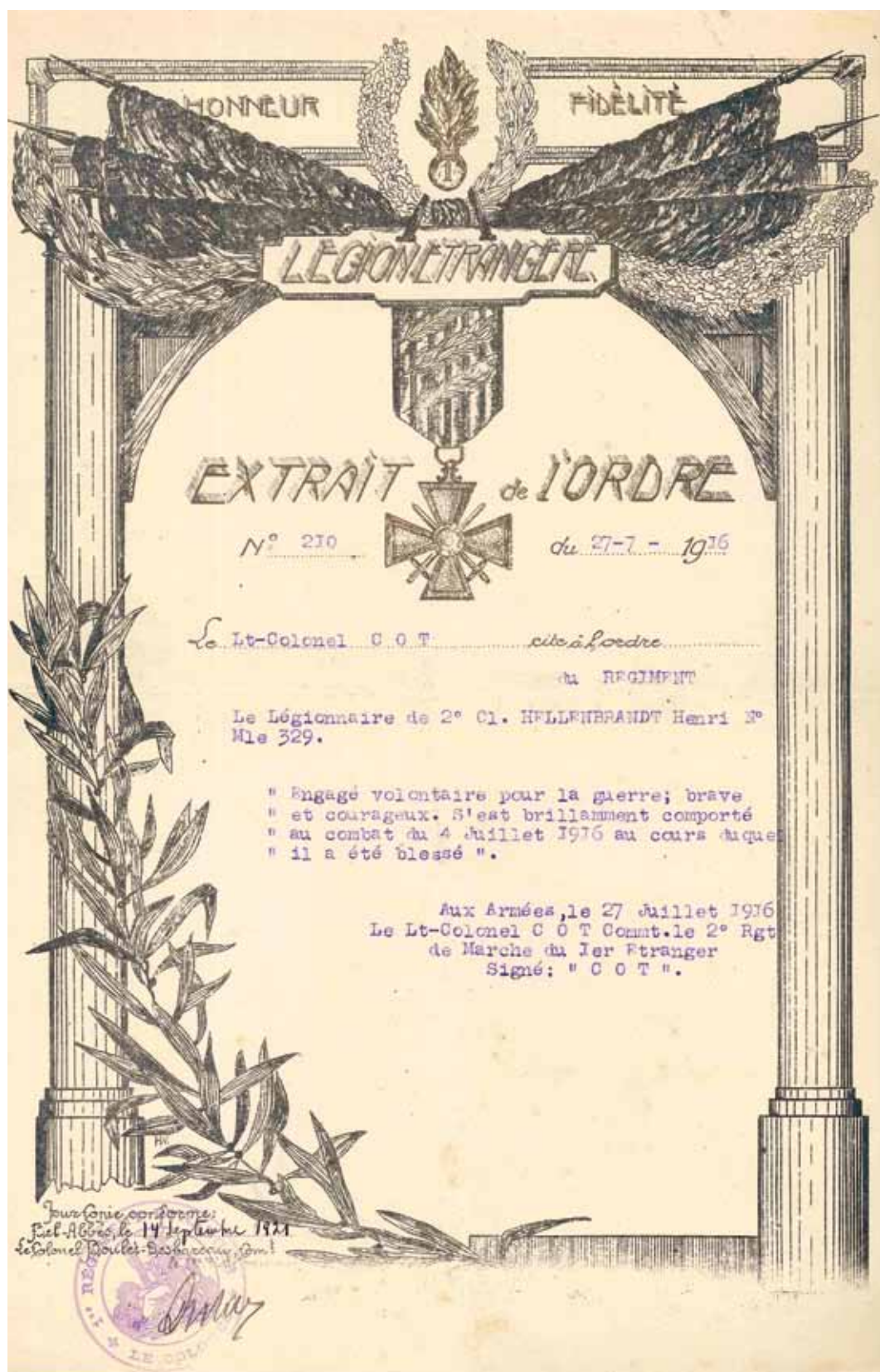
Participant à l'offensive de la ligne Hindenburg, Henri Hellenbrand est encore au combat le 2 septembre 1918 lorsque le R.M.L.E. stationné depuis la veille devant la commune de Terny Sorny dans l'Aisne, afin de relever les troupes américaines épuisées, s'élance à l'assaut du village qu'il enlève, au prix de vifs combats, entraînant la capture de centaines de soldats ennemis.

Dans la poursuite des efforts engagés, le soldat du R.M.L.E. s'illustre enfin une dernière fois lors de l'assaut décisif du 14 septembre 1918 à l'occasion de la reconquête du plateau de Laffaux (position stratégique située dans le secteur du célèbre Chemin des Dames) perdu en mai de la même année à la suite de l'offensive Ludendorff. Comme le précise sa troisième citation, le « légionnaire brave et dévoué », chargé de maintenir la position malgré un terrain battu par l'artillerie, « a assuré le ravitaillement de la compagnie en vivres et en munitions avec un zèle admirable, dans des conditions très difficiles »²⁶. À travers ces quelques lignes, on découvre une autre facette du métier de soldat, celui consistant à ravitailler à travers boyaux et tranchées les premières lignes en toutes circonstances même sous le feu violent de l'artillerie. La tentative allemande de reprise du terrain se révèle être un échec. L'ultime chapitre de la guerre d'Henri Hellenbrand illustre ainsi une étape décisive de la reconquête franco-anglaise ramenant progressivement les troupes de l'Entente vers la ligne Hindenburg dorénavant

²⁴ Il relève à ce moment de la 2^{ème} Compagnie de mitrailleurs.

²⁵ Citation à l'Ordre du Régiment. Extrait de l'Ordre N° 181 du 25 août 1918.

²⁶ Citation à l'Ordre du Régiment. Extrait de l'Ordre N° 236 du 7 novembre 1918.



L'une des citations à l'Ordre du Régiment décernée à Henri Hellenbrand pour acte de bravoure lors de la bataille de Belloy-en-Santerre dans la Somme en juillet 1916 (Archives de la famille Hellenbrand).

percée. Cet engagement lors de la contre-offensive, le plus long et le plus difficile qu'ait connu le R.M.L.E., fait d'Henri Hellenbrand un survivant chanceux au regard des pertes humaines enregistrées par la Légion.

Il est finalement déclaré « hors service » et évacué le 8 octobre 1918 pour être hospitalisé jusqu'au 27 octobre à l'hôpital auxiliaire de Vitry-sur-Seine (Aube) en raison de « lésions fistuleuses du bras droit » avec « suppuration ».

En l'absence d'écrits (correspondance, mémoires) ou de recueil de témoignages directs, on ne saura en revanche rien des souffrances morales endurées par cet homme, souffrances dont furent victimes de très nombreux soldats engagés dans ce conflit. Isolés, les étrangers de la Légion le sont d'autant plus qu'ils viennent, comme c'est le cas des Luxembourgeois, d'un pays occupé situé au-delà des lignes ennemies, rendant la moindre communication avec la famille, restée en principe au pays, impossible et interdisant toute aide de celle-ci. Dans ces circonstances extrêmes, la solidarité au sein de la Légion faisant corps devient alors d'une importance primordiale.

Un ancien combattant luxembourgeois durant l'après-guerre

Seulement libéré de ses obligations militaires le 21 février 1919 et rayé des contrôles de son corps le 22, il rejoint dans un premier temps Gray (Haute-Saône) puis Dijon (Côte d'Or) avant de regagner le Grand-Duché²⁷ où il retrouve sa

famille après près de cinq ans d'absence²⁸. Il a alors presque 26 ans dont plus de quatre ont été consacrés à faire la guerre. N'ayant pas sollicité la nationalité française durant la guerre comme le permet la loi du 5 août 1914²⁹ à l'instar de nombreux légionnaires notamment luxembourgeois, on le retrouve en septembre 1919 à Bonnevoie où il prend domicile. Il a en réalité décidé de revenir fixer sa résidence au pays et se met rapidement en quête d'un emploi stable après ces années difficiles. Capable de s'exprimer en français comme en allemand et fort de son expérience militaire, il sollicite auprès du Gouvernement grand-ducal une place au sein de l'Administration des douanes luxembourgeoises. Bien que les membres du Gouvernement et les hommes politiques luxembourgeois ne cessent de revenir, au cours de leurs déclarations officielles, sur la dette d'honneur que le pays a envers cette phalange d'hommes et leur famille, la candidature d'Henri Hellenbrand fait l'objet, à l'image d'autres, d'un premier refus en septembre 1919. Il doit se satisfaire dans un premier temps comme plusieurs anciens camarades de combat d'une place dans la sidérurgie³⁰. Mais c'est finalement grâce à la pression de l'Amicale des Volontaires Luxembourgeois de la Grande Guerre 1914-1918, association fondée après-guerre pour apporter secours et soutiens aux soldats survivants et aux familles des victimes, qu'Henri Hellenbrand parvient à intégrer, comme quelques autres anciens légionnaires³¹, les rangs de l'Administration des douanes le 10 mai 1920³².

Affecté à la surveillance de la frontière germano-luxembourgeoise dans le nord du pays (Eisenbach, Lieler) il y fait la connaissance d'une

²⁷ Afin de pouvoir circuler et demeurer en France puis entrer et demeurer sur le sol luxembourgeois, il dispose d'un sauf-conduit faisant aussi office de permis de séjour obtenu auprès du service de la circulation de l'État major général en avril 1919 et visé par l'American Circulation Office à Paris.

²⁹ L'article 3 de cette loi relative à l'admission des Alsaciens-Lorrains dans l'Armée française – qui s'adressait en fait à tous les étrangers a contrario des deux autres articles – stipule que « Le Gouvernement est autorisé à naturaliser, sans conditions de résidence, les étrangers qui contracteront un engagement pour la durée de la guerre ».

³⁰ Émile Mayrisch, dont le neveu Édouard Mayrisch est tombé au champ d'honneur en septembre 1918 dans les rangs de la Légion étrangère, se montre particulièrement sensible au sort des anciens combattants revenus parfois très handicapés de la guerre en leur offrant dès que possible un emploi digne voire protégé au sein de l'ARBED. D'autres entreprises importantes comme la société HADIR suivent cet exemple. Dans l'intention de mettre en valeur leur expérience militaire, on leur attribue souvent les postes de garde.

³¹ C'est également le cas de l'ancien légionnaire Thomas Strainchamps entré au service de l'État le 20 mai 1920.

³² En janvier 1919, Joseph Mockel, président de l'Amicale, s'offusque, dans un courrier adressé à Émile Reuter, que l'Administration des douanes refuse d'instruire les demandes d'embauche des ex-légionnaires sous prétexte que ce recrutement nuirait à la réputation de ce corps d'État. Conf. ANLux, AE-00691 : Légionnaires luxembourgeois au service de la France ; Demandes d'emploi (1919-1920).

jeune française venue en villégiature à Stolzenbourg, dans la patrie de son grand-père maternel³³. Le couple se marie en 1923 à Arcueil, commune située non loin de Cachan dans la proche banlieue sud de Paris. Installés au Grand-Duché, les mariés auront deux enfants durant l'entre-deux-guerres. Henri Hellenbrand va dorénavant exercer son métier de douanier à la frontière franco-luxembourgeoise (Altwies, puis Tétange et enfin Differdange à partir de 1933).

L'entre-deux-guerres est également le temps des commémorations et des honneurs. À la lueur des documents conservés par la famille d'Henri Hellenbrand, celui-ci participe vraisemblablement à l'entrée triomphale et à la réception officielle des légionnaires luxembourgeois le 16 mars 1919 à Luxembourg, ville dont il est originaire. Comme survivant de la bataille de Souain et membre de l'Amicale des Volontaires Luxembourgeois de la Grande Guerre, il se joint sans nul doute, au côté de 300 survivants de la Légion et des familles des victimes, au cortège solennel accompagnant le 18 avril 1921 le retour de la dépouille du Légionnaire inconnu exhumée du bois du Sabot près de Souain³⁴ et aux cérémonies officielles d'inhumation du corps au cimetière Notre-Dame de la capitale sous le mausolée où reposent déjà les dépouilles de 56 soldats français morts au Grand-Duché durant la guerre. On ne peut également imaginer qu'il manque de participer avec ses autres camarades luxembourgeois survivants à l'inauguration les 26 et 27 mai 1923, place de la Constitution, du Monument du Souvenir plus communément appelé « Gëlle Fra »³⁵, érigé dans le but d'honorer la mémoire des engagés volontaires luxembourgeois dans les Armées de l'Entente tombés pour la Patrie.

Puis il assiste encore en avril-mai 1931 au Centenaire de la Légion étrangère qui se

déroule en grande pompe à Sidi-Bel-Abbès (Algérie française), occasion unique d'honorer la mémoire des camarades morts au combat, de se replonger dans les souvenirs militaires et de retrouver les copains de tranchées encore vivants. Il s'y rend avec une délégation de membres de l'Amicale des volontaires luxembourgeois dont il est devenu un membre actif.

S'investissant également dans les associations de vétérans, il est élu, durant les années 1930, président du groupe de l'Union nationale des Combattants (U.N.C.)³⁶ des arrondissements de Thionville Est et Ouest, section dont relèvent les ex-soldats français résidant au Grand-Duché. Il s'affilie aussi à l'Association française des Anciens Combattants et Mobilisés de la Grande Guerre 14-18. L'État français lui attribue la Médaille militaire française par décret du 13 juillet 1932 et lui décerne finalement à Audun-le-Tiche en 1937 la Légion d'honneur à titre militaire pour fait de guerre³⁷.

Côté luxembourgeois, le Gouvernement grand-ducal lui remet en 1923 la Médaille des Volontaires Luxembourgeois de la Grande Guerre 1914-1918³⁸ puis la Croix de guerre luxembourgeoise et on lui confère enfin le titre de Chevalier de la Couronne de Chêne.

Éprouvé par ses années de guerre dans les tranchées, il passe en octobre 1936 devant la 5^{ème} Commission de réforme de la Seine, qui propose une pension temporaire de 45 % pour ses séquelles auditives ayant entraîné une hypoacousie. Une pension lui est concédée par jugement du tribunal de Paris en décembre de cette même année. Puis, après constatation du maintien de son état, la 3^{ème} Commission de réforme de la Seine lui attribue en août 1938 une pension permanente du même pourcentage³⁹.

³³ Né à Stolzenbourg, son grand-père, Mathias Weber, s'installe dans les années 1870 à Cachan comme cocher où il épouse une provinciale venue de Mayenne et montée comme lui à Paris. Née de cette union, Marie Weber voit le jour à Arcueil en 1876. Elle épouse à la fin du XIX^e siècle Jean-Jacques-Antoine Bénézy, originaire de Port-Dieu en Corrèze, parents de l'épouse d'Henri Hellenbrand.

³⁴ À la suite de l'attaque lancée fin septembre 1915, « deux compagnies de volontaires luxembourgeois furent décimés » parmi lesquels 80 légionnaires furent placés, non identifiés, dans une fosse commune.

³⁵ Cette dénomination non-officielle est une référence à la statue dorée de femme, allégorie de la paix, surmontant ce monument.

³⁶ Cette association fut reconnue d'utilité publique par l'État français le 20 mai 1920.

³⁷ La cérémonie est fixée à la date symbolique du 11 novembre afin de coïncider avec les célébrations de l'armistice de la Première Guerre mondiale, jour déclaré « fête nationale » par le Parlement français le 24 novembre 1922 et devenu dès lors férié.

³⁸ Arrêté grand-ducal du 26 mai 1923. Cette distinction honorifique est instituée par l'arrêté grand-ducal du 10 mai 1923.

³⁹ Il obtiendra une carte d'invalidité de l'Office Départemental des Combattants de la Seine en novembre 1945.



Brevet accompagnant la Médaille militaire accordée par l'État français à l'ancien soldat de 2^{ème} classe Henri Hellenbrand à la suite du décret du 13 juillet 1932.

À la suite de l'annexion allemande du Grand-Duché, son passé militaire le met dans une situation particulièrement délicate. Henri Hellenbrand est en effet révoqué du corps des douanes le 1^{er} juillet 1942⁴⁰. Il est contraint d'occuper un mauvais et pénible poste de cisailleur dans la sidérurgie differdangeoise lui permettant à peine de subvenir aux besoins de sa famille. Ne pouvant se résoudre à rester inactif face à l'annexion de son pays alors qu'il avait combattu l'agression allemande lors de la Première Guerre mondiale et farouchement opposé à l'occupation nazie de son pays, à

l'image d'autres anciens combattants luxembourgeois de la Première Guerre mondiale⁴¹, tout laisse croire qu'il ait mis à profit sa parfaite connaissance des frontières pour épauler, dans la mesure de ses moyens et malgré la suspicion qui pèse sur lui et sa famille, les réseaux locaux de résistance, comme tend à le prouver son affiliation après-guerre à Unio'n (Union des mouvements de résistance luxembourgeois) et ses relations avec les membres des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) du secteur d'Hus-signy-Godbrange ainsi qu'avec les Maquisards d'Audun-le-Tiche⁴². Avec la libération du pays,

⁴⁰ Nous tenons à remercier MM. Jean-Marc Ferring, Marco Pretemer et Jean-Pierre Reuter, de l'Administration des Douanes et Accises, pour les précieux renseignements qu'ils ont eu l'amabilité de nous fournir sur le parcours professionnel dans les douanes d'Henri Hellenbrand et d'autres ex-légionnaires. Cf. également : ZUCKARELLI Detlev, Die deutsche Zollverwaltung in Luxemburg 1940 bis 1944, Versuch einer Rekonstruktion, Luxembourg, Asbl « Lëtzebuerger Douane's Gewerkschaft – LDG », 2008.

⁴¹ Certains camarades payeront ce nouvel engagement de leur vie comme l'ex-légionnaire et douanier Bernard Weber mort en déportation le 25 novembre 1943 au camp de concentration d'Hinzert.

⁴² Des représentants de ces associations seront d'ailleurs présents lors de son inhumation.

il est réintégré dans son emploi de préposé des douanes luxembourgeoises⁴³. Il décède cependant de façon prématurée à Differdange en novembre 1946, victime d'un accident de la route à la frontière franco-luxembourgeoise dans l'exercice de ses fonctions.

La rédaction de cet article a été rendue possible grâce au croisement de sources aux origines très variées : militaires (Archives françaises du Ministère de la Défense et Archives de la Légion étrangère), administratives (Archives nationales du Luxembourg, Archives de l'Administration des douanes et accises) et familiales (archives personnelles et interviews de témoins) ainsi que françaises et luxembourgeoises. Le but de cet exercice était de parvenir à une vision plus fine et décentrée du personnage étudié mais aussi de révéler par petites touches toute la complexité du parcours de cet homme en fonction du contexte et à l'aune d'un temps long dépassant le strict cadre de la Première Guerre mondiale dans lequel on pouvait l'enfermer en explorant par exemple le champ migratoire, les structures familiales ou les conséquences, au-delà de la guerre, d'un tel engagement.

Malgré les inévitables lacunes inhérentes à ce type d'exercice, notre volonté était d'explorer, même imparfaitement, le cheminement et les péripéties vécues par un simple individu – à l'engagement exemplaire mais oublié – pris dans le tourbillon de l'histoire dans l'idée de traiter de l'impact de la Première Guerre mondiale sur la population luxembourgeoise de façon moins univoque et totalisante afin de dépasser les généralités que véhiculent ces périodes fortes de l'histoire, le cas des engagés volontaires luxembourgeois venant montrer une nouvelle facette de l'histoire luxembourgeoise durant le premier conflit mondial et contrebalancer l'idée, bien ancrée, d'une faible influence de cette guerre sur la population et l'histoire du pays.

Cet exercice était enfin l'occasion de tirer de l'anonymat et de mettre en lumière en cette année jubilaire le destin d'un homme parmi une phalange de quelques centaines d'autres, citoyens neutres que rien ne prédisposaient à servir dans une armée étrangère. Il s'agissait en fait de laisser de côté le global pour tendre au particulier et tenter ainsi de proposer un récit à hauteur d'homme.

⁴³ Suivant décision du Ministre de l'Épuration datée du 22 juillet 1946, la mention honorifique du 3^{ème} degré lui est décernée pour récompenser son attitude patriotique.

L'accueil des blessés militaires à Dudelange revisité à la lumière des ressources de la toile.

Roxane Kostigoff

Nombre de documents utiles à l'histoire des migrations se trouvent entre des mains privées. Jusqu'il y a peu ce n'est qu'au détour d'un marché aux puces ou d'une vente spécialisée que le chercheur pouvait espérer dénicher des photos, lettres, mémoires et autres cédés par des héritiers ou proposés par des brocanteurs. Si ces sympathiques manifestations font toujours les joies des fouineurs, la toile offre aujourd'hui de nouvelles opportunités que nous avons essayé de mettre en œuvre pour le projet d'exposition à la Gare-Usines.

Une tentative de production participative (crowdsourcing) n'a été hélas que de peu d'utilité pour notre sujet particulier. Elle a néanmoins permis de récolter quelques documents concernant des légionnaires luxembourgeois qui ont pu être cédés au Centre for Contemporary and Digital History (C'DH) de l'Université du Luxembourg pour son exposition numérique sur la 1^{re} Guerre mondiale¹.

Les plateformes proposant des ressources numériques, de même que celle dédiées à la vente en ligne, nous ont cependant donné l'occasion de mettre à jour deux photos et un témoignage permettant de revisiter le sujet des hôpitaux mis en place à Dudelange pour soigner les soldats blessés des deux camps, en l'occurrence allemands et français. Nous avons pu acquérir sur un site de vente en ligne deux documents photographiques qu'un soldat français soigné à Dudelange – localité qu'il situe d'ailleurs en Allemagne – a pu adresser à ses proches². Le premier montre l'expéditeur, amputé d'une jambe, appuyé sur des béquilles dans un lieu qui est probablement le jardin de l'hôpital de

l'ARBED à Dudelange. Il est dû au photographe du quartier « Italien », Umberto Cappelari³. Le deuxième cliché se présente sous forme de carte postale. Il montre des blessés près d'une grotte de Lourdes établie dans le parc de cette maison de soins. La carte postale nous est parvenue en de multiples exemplaires. On peut suggérer de ce fait qu'elle a pu servir de support de propagande pour les œuvres de bienfaisance mises en place à Dudelange par l'entremise de la famille Mayrisch⁴. L'intérêt du spécimen acquis réside dans le fait qu'il est, comme la première photo, appliqué sur un carton bleu utilisé fréquemment par le studio Cappelari. Ce détail permet donc d'envisager une éventuelle attribution à ce dernier de ce cliché populaire et de sortir de l'anonymat le photographe.

Le témoignage de Georges Prieur, un soldat français soigné à Dudelange, repéré en ligne nous invite à changer de paradigme en ce qui concerne l'accueil des blessés au Luxembourg. Jusqu'à présent, l'attention a porté plutôt sur les milieux compassionnels – la Croix-Rouge, les époux Mayrisch en ce qui concerne Dudelange – que sur ceux qui ont été les destinataires des actes de bienveillance – à savoir des blessés des armées adverses. Or, le récit de Prieur, inconnu de la recherche jusqu'à présent, vient rappeler une vérité cruelle. Si pour les soignants dudelangeois, les patients allemands ou français font l'objet des mêmes attentions⁵, le statut personnel des blessés diffère. Le soldat allemand qui relève de la force d'occupation est libre, alors que le soldat français est captif, même à l'hôpital. A peine convalescent, celui-ci sera dirigé vers un camp de prisonniers en

¹ <https://ww1.lu/>

² Les vendeurs étaient basés en Bourgogne. Ils avaient acquis les documents par transmission intrafamiliale sans être à même d'identifier la personne représentée.

³ https://www.cdmh.lu/resources/pdf/_base_3/9782426113779.pdf (dernière consultation, 18 août 2018).

⁴ Barthel, Charles, *Au service de l'humanité. Histoire de la Croix-Rouge luxembourgeoise, 1870, 1914, Luxembourg : Croix-Rouge luxembourgeoise, 2014.*

⁵ Boissaux, Ry, *Mäin Diddelénger Geschichtebuch (1903-1918)*, Esch-sur-Alzette, 1979.



Soldat français convalescent à l'hôpital ARBED à Dudelange, © Archives de la Ville de Dudelange, Fonds photographique, Sous-fonds CDMH, cliché Umberto Cappelari

Allemagne. La relation que Georges Prieur destine à son compère d'évasion, Tristan du Tartre, ne laisse guère d'illusions à ce sujet « J'ai eu mon parc de Dudelange, comme toi ton jardin de Conflans. Mais c'était trop beau, cela ne pouvait pas durer. Et, vers le 11 septembre, on me rendit mes vêtements, une capote et un képi que j'avais ramassés à Pierrepont, et en route ! Pas même le temps de serrer la main à nos hôtes. Mon voyage ressemble au tien. De Dudelange à Heidelberg, trente heures de chemin de fer et une soupe »⁶.

Ce frein mis à la générosité est connu également en Suisse, pays neutre comme le Luxembourg, mais échappant à l'occupation. Accueillant par bienfaisance des blessés sur son territoire, la Suisse doit s'engager à les faire garder par son armée afin d'éviter qu'ils ne s'évadent, car même hospitalisés en pays neutre les patients sont considérés comme des prisonniers des puissances belligérantes respectives⁷.

Le récit dudelangeois de Georges Prieur s'insère dans un texte plus ample relatant son évasion du camp de prisonniers de Hammelburg près de Bad Kissingen en Bavière en compagnie de Tristan du Tartre. Il a été édité dès 1916 en Suisse⁸, pays d'accueil provisoire des deux fuyards, qui reprendront du service dans l'armée française. L'extrait est court, mais offre néanmoins des détails intéressants sur l'organisation des hôpitaux de Dudelange et sur l'attitude de la population locale. Prieur est blessé le 24 août près de Pierrepont (Meurthe et Moselle) lors d'un accrochage avec l'armée allemande. Il est d'abord accueilli dans un lazaret de fortune français installé dans une grange : « Le 25 au matin des sentinelles allemandes prirent la garde des portes. Nous étions prisonniers. Deux majors qui parlaient français nous pansèrent. Peu après entassés sur des camions, sur

des chars nous sommes transportés à Arrancy... A Arrancy on nous débarque dans une ferme épargnée par hasard. Nous y restons deux jours, sans autre nourriture que du lait et quelques fruits apportés par les habitants. Après quoi, les moins blessés sont conduits à la gare, tandis que les plus endommagés, étendus sur quatre chars, sont dirigés sur le Luxembourg. J'ai la chance d'être de ces derniers. Il est 7 heures du soir ; une heure plus tard, à Beuveille [sic], halte dans une église où les habitants nous réconfortent. Nous mourions de faim. Puis nous repartons, escortés par des réservistes. Il fait un beau clair de lune. Dans le ciel, Metz et Verdun croisent comme des épées les faisceaux lumineux de leurs projecteurs. Partout les morts et l'odeur de la mort... Vers 9 heures du matin, nous sommes à Villerupt, dernier bourg français, et vers 11 heures à Esch-sur-Alzette. L'hôpital était installé dans le hall d'une usine. Nous y étions, parmi beaucoup d'Allemands, une quarantaine de Français. On disait que le Kronprinz était à Esch. J'y fus visité par un des médecins de l'Empereur. Mais c'est un docteur luxembourgeois qui me soigna. Il s'intéressait à moi. Le 28 août, il m'engagea à profiter d'une voiture d'ambulance pour Dudelange, où assurait-il, l'hôpital était beaucoup plus confortable. Également installé dans une vaste usine, il possédait en effet quatre ou cinq cents lits⁹ presque tous occupés par des Français. La population nous témoignait une sympathie profonde et ne manquait pas une occasion de marquer sa haine des Allemands. Elle suivit tout [sic] entière et couvrit de fleurs le cercueil d'un de mes camarades mort d'une méningite à la suite d'une blessure à la tempe. On ne vit qu'un aumônier derrière celui d'un Allemand décédé le lendemain¹⁰... Nous reçûmes la visite de la Grande-Duchesse. C'est une jeune fille très aimable, très gentille.

⁶ Baud-Bovy, Daniel, L'évasion. Récit de deux prisonniers français [Tristan du Tartre et Georges Prieur] évadés du camp de Hammelbourg, Paris : Berger-Levrault, 1917, p. 87-91.

⁷ Huber, Anja, *Fremdsein im Krieg. Die Schweiz als Ausgangs- und Zielort von Migration, 1914-1918*, Zürich: Chronos, 1918, p.206-218.

⁸ L'éditeur Daniel Baud-Bovy (1870-1958) et le préfacier Maurice Millioud (1865-1925) appartiennent à des milieux journalistiques vaudois (Genève, Lausanne) francophiles. Ils espèrent par la publication du récit de du Tartre et Prieur faire contrepoids à l'influence allemande qu'ils jugent prédominante en Suisse.

⁹ Les chiffres que Prieur avance ne correspondent pas, Dudelange comptant 156 lits, dont 96 à l'hôpital de l'ARBED et 60 au « Château » à l'ancien domicile des Mayrisch proche de l'usine.

¹⁰ Les archives de la ville disposent de quelques cartes photos évoquant les enterrements de soldats allemands et français. Celles-ci montrent en effet que les corbillards « allemands » étaient accompagnés d'un important détachement militaire, alors que les cortèges « français » mobilisaient plutôt des civils. Cependant, la réalité est loin d'être aussi tranchée que ne l'affirme Georges Prieur.



Soldats allemands et français et personnel soignant sur l'escalier d'entrée de l'hôpital ARBED à Dudelange
 © Archives de la Ville de Dudelange, Fonds photographique, Sous-fonds CDMH, cliché Umberto Cappelari

Elle était accompagnée de sa mère ; elle me demandait en rougissant comment je me trouvais. Une semaine plus tard, comme je pouvais un peu me tenir debout, je fus transporté dans un château des environs¹¹. Il s'élevait au milieu d'un parc. Dans la journée nous allions nous étendre à l'ombre des arbres. Les habitants nous apportaient du vin, le réconfort de leur affection. L'un d'eux m'offrit de me cacher chez lui. Si je m'étais senti en état de m'échapper, j'au-

rais peut-être accepté. J'eus peur d'attirer des ennuis à cet excellent homme. Et je me contentai de continuer à reprendre des forces ».

Ces quelques exemples nous montrent qu'il est désormais utile en amont d'un projet académique ou patrimonial de compléter les ressources traditionnelles offertes par les archives et les bibliothèques par un « balayage » de la toile à la recherche d'éléments inattendus mis en ligne par des particuliers.

¹¹ Georges Prieur est donc transféré de l'hôpital de l'ARBED qui aurait géré les urgences vers le « Château », qui aurait accueilli plutôt les convalescents.

Une œuvre du peintre dudelangeois Dominique Lang (1874-1919) au prisme de la 1^e Guerre mondiale ?

Il y a peu la Ville de Dudelange a fait l'acquisition d'une œuvre signée Dominique Lang qui n'avait pas été répertoriée jusque là. Le tableau est singulier, car il ne correspond pas à une réalisation originale du peintre. Il s'agit en l'occurrence d'une copie d'une œuvre du portraitiste français Jean-Jacques Henner (1829-1905), datant de 1885 et représentant Sainte Fabiola. Ce tableau avait acquis en son temps un statut iconique. Alors que l'original a disparu en 1906 lors du séisme de San Francisco, il en existe d'innombrables copies par des peintres plus ou moins académiques, mais aussi des reproductions sur des supports de masse tels par exemple les images pieuses. Qu'est ce qui a bien pu motiver Dominique Lang, artiste-peintre au sommet de son art – la copie date de 1916 – à se ranger parmi les imitateurs de Henner ?

Peut-être la date de l'œuvre – elle est réalisée en pleine Première Guerre mondiale – et le patronage de Sainte Fabiola – elle protège les infirmières et les femmes malmenées – ouvrent-ils une piste ? Le peintre ne se serait-il pas fait copiste dans l'intérêt d'une des nombreuses œuvres de charité mises en place en ces années-là où l'on ne compte plus les collectes, bazars et autres manifestations charitables à l'intention des plus démunis ?

Affaire à suivre



Dominique Lang, Copie de l'œuvre « Sainte Fabiola », 1916, Collection d'art de la Ville de Dudelange © Christian Mosar.

Autour d'une photo. Des prisonniers de guerre italiens au Luxembourg en 1918

Maria Luisa Caldognetto



Luxembourg-ville, 1918 : Prisonniers de guerre italiens entourés des membres de la Società del Mutuo Soccorso de la capitale (Archives Benito Gallo)

Des questionnements sur la présence de prisonniers de guerre italiens sur le sol luxembourgeois en 1918 ont récemment surgi à partir d'une photo peu connue, même si elle avait déjà été publiée en 1992¹. Peut-être était-elle simplement passée inaperçue étant donné qu'à l'époque de la Grande Guerre la circulation de prisonniers n'était, malheureusement,

pas si rare. Cependant, dans un pays occupé – en dépit de sa neutralité – par l'Allemagne, comme c'était le cas du Luxembourg, soumis à toute une série d'abus et de prévarications par l'envahisseur², cette présence ne pouvait pas ne pas interpeller les historiens à plusieurs égards. Il s'agissait d'abord de déterminer les circonstances et le contexte particulier où elle

¹ GALLO, B., Centenario. Gli Italiani in Lussemburgo/Centenaire. Les Italiens au Luxembourg, 1992, p. 17 (nouvelle édition 2016, p. 21).

² La bibliographie concernant l'histoire de la Première Guerre mondiale au Luxembourg étant assez connue, nous nous limitons à signaler quelques initiatives récentes, telles l'exposition Eischte Weltkrich. Remembering the Great War in Luxembourg, réalisée par l'Université du Luxembourg, C2DH (<https://ww1>), et l'exposition plus spécifiquement ciblée sur la présence des étrangers Être d'ailleurs en temps de guerre (14-18), réalisée par le Centre de Documentation sur les Migrations Humaines et l'Université du Luxembourg, C2DH (catalogue publié par CDMH/ C2DH, Dudelage, 2018).

s'inscrivait. Les recherches qui ont suivi ont porté non seulement à mieux situer la photo en question, mais ont également ouvert des nouvelles pistes visant une réalité plus complexe et articulée.

La toile de fond

Lorsque la guerre éclate en Europe, en 1914, le Luxembourg est un pays à fort pourcentage de main d'œuvre étrangère, attirée à partir des dernières décennies du XIX^e siècle par l'essor spectaculaire de la sidérurgie, avec sa demande accrue d'infrastructures, ainsi que par le développement rapide de l'urbanisation, notamment dans les centres du bassin minier situés dans les régions méridionales, tels Dudelange, Esch-sur-Alzette, Differdange³. Parmi les nouveaux venus, les Italiens sont de plus en plus nombreux, provenant des provinces du Nord et du Centre de la Péninsule, pour la plupart arrivés seuls, jeunes, affectés aux tâches les plus modestes, avec des contrats temporaires, dont le manque de stabilité qui leur était souvent reproché. Même s'il s'agit d'une immigration en majorité masculine, dans les quartiers où ils habitent, près des usines et des mines, rapidement des familles de compatriotes s'installent, se chargeant de leur fournir le gîte et le couvert, des produits italiens, des lieux de rencontre et de détente. Les classes d'école commencent à accueillir leurs enfants⁴.

Si, autour de 1910, le nombre d'Italiens recensés au Luxembourg avait désormais dépassé les 10.000 unités⁵, une fois la guerre

annoncée, avant même que les hostilités ne soient engagées, les immigrés transalpins furent pris de panique. Leurs économies retirées de la banque, ils prenaient d'assaut par milliers les trains en partance pour l'Italie. D'autres s'y joignaient, provenant du Bassin lorrain, refoulés par la France⁶, ce qui ne faisait qu'augmenter la confusion. C'est ainsi qu'assistés tant bien que mal par les autorités luxembourgeoises et par la Légation d'Italie, 18.000 Italiens auraient passé la frontière, fin juillet/début août 1914, par crainte de rester coupés de la patrie, de ne pas pouvoir envoyer d'argent aux familles là-bas, de se trouver subitement au chômage. D'autres suivront, appelés sous les drapeaux à l'approche de l'entrée en guerre de l'Italie, si bien que le nombre d'Italiens du Grand-Duché, en mai 1915, n'enregistrait que 4.630 personnes, dont 1.874 hommes, 406 femmes, 1.850 enfants⁷. Sommé par l'occupant allemand de quitter le pays, l'ambassadeur d'Italie, Giulio Della Torre, plaça avant de partir le 30 mai la collectivité italienne sous la tutelle du gouvernement luxembourgeois, qui institua, comme il l'avait fait pour les immigrés belges et français, un « Office grand-ducal pour la protection des intérêts consulaires italiens ». Les Sociétés italiennes de Secours Mutuel des différentes localités du bassin minier et de la capitale étaient également impliquées, à titre consultatif, pour faire face à la fois aux problèmes liés à l'exode et à l'assistance des plus démunis restés sur place : femmes, enfants, vieillards, infirmes...⁸ Ce sera également le cas – comme nous le verrons – pour l'aide aux prisonniers de guerre italiens qui transitaient par le Grand-Duché.

³ Pour un regard panoramique sur l'histoire migratoire du Luxembourg, cfr. REUTER, A., SCUTO, D. (dir.), *Itinéraires croisés. Luxembourgeois à l'étranger, étrangers au Luxembourg*, Esch-sur-Alzette, 1995, et également le numéro monographique *Luxembourg. Histoires croisées des migrations*, « Migrants », 20 (2002). Pour l'époque industrielle, voir aussi MONTEBELLO, F. (dir.), *Un siècle d'immigration au Luxembourg*, Luxembourg, 2001.

⁴ GALLO, B., *Les Italiens au Grand-Duché de Luxembourg. Un siècle d'histoire et de chroniques sur l'immigration italienne*, Luxembourg, 1987, pp. 10-23. En véritable pionnier, l'auteur de cet ouvrage sur l'immigration italienne au Luxembourg a ouvert la voie à d'ultérieures recherches qui, au fil des décennies, ont porté les historiens à approfondir différents aspects du phénomène et ont donné lieu à des publications ponctuelles et assez variées.

⁵ STATEC, *Annuaire statistique rétrospectif*, Luxembourg, 1973, p. 50.

⁶ Cfr. BUZZI, P.-L., *L'exode des immigrés italiens de France pendant la Première Guerre mondiale*, Communication au colloque *Guerre et déplacements de populations. Regards croisés sur l'Europe aux 19^e et 20^e siècles*, tenu à l'Institut Historique Allemand à Paris les 8 et 9 avril 2015.

⁷ Archives Nationales Luxembourg, Affaires étrangères, 584-0803 : rapport de la Gendarmerie, 14 mai 1915.

⁸ GALLO, *Les Italiens*, cit., pp. 49-52.

Prisonniers de guerre italiens travaillant à l'établissement d'une ligne de chemin de fer entre Oetrange et Berchem

Dans une lettre du 25 avril 1918 envoyée au Ministre d'Autriche-Hongrie à La Haye, une protestation était adressée par M. Kauffman, Ministre d'État, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en ces termes :

Il vient d'être porté à la connaissance du Gouvernement grand-ducal que quelque cent cinquante soldats autrichiens ont été amenés sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour coopérer à l'établissement d'une ligne de chemin de fer entre Oetrange et Berchem. Outre qu'ils prennent part eux-mêmes à l'exécution des travaux de construction, ils ont la garde des prisonniers de guerre italiens occupés à ces mêmes travaux. Le Gouvernement ne saurait s'empêcher de considérer ces faits comme une participation de l'armée autrichienne à l'occupation du Grand-Duché, vu qu'ils ont un caractère nettement militaire et qu'ils ne sont devenus possibles que grâce à l'occupation du pays par une armée étrangère.⁹

Ces prisonniers, encadrés par des soldats autrichiens envoyés au Luxembourg, provenaient-ils du front italien ? Faisaient-ils partie, peut-être, de l'énorme contingent d'hommes capturés suite à la déroute de Caporetto, fin octobre 1917?¹⁰ Toujours est-il que leur présence était encore signalée sur le sol grand-ducal le 5 septembre 1918, lorsque le socialiste Jos Thorn, au cours d'un débat à la Chambre des

Députés, évoquait « dans le pays un camp de prisonniers de guerre italiens »¹¹ dénonçant de ce fait, encore une fois, l'occupation du Grand-Duché non seulement de la part de l'Allemagne mais également de l'Autriche. Toute protestation de la part du Gouvernement étant restée jusque-là « lettre morte », comme le constatait l'orateur, ce ne sera que le 10 octobre qu'une réponse parviendra au Luxembourg, de la part de la représentation diplomatique austro-hongroise à La Haye, dans une lettre dont voici un extrait : [...] *je viens de recevoir l'instruction de porter à la connaissance du Gouvernement grand-ducal que l'exécution de travaux de construction sur territoire luxembourgeois par des soldats austro-hongrois et la violation de la neutralité du Grand-Duché, que ce fait constitue, découlent nécessairement de ce que la monarchie austro-hongroise a mis certaines de ses forces armées à la disposition de l'Allemagne sur le front occidental. Le Gouvernement I. et R. n'a en aucune manière voulu commettre, par là, un acte hostile contre le Gouvernement ami luxembourgeois. Je suis en outre autorisé à déclarer à Votre Excellence que, les troupes austro-hongroises en question étant placées sous le commandement allemand, il va de soi que les assurances [...] au sujet du dédommagement complet, par le Gouvernement allemand, pour dommage causé par l'Allemagne, s'appliquent de même à tout que les militaires austro-hongrois placés sous le commandement pourraient causer sur le territoire du Grand-Duché.*¹²

Mis à part l'assurance apparemment inébranlable sur la future capacité de l'Allemagne de dédommager le pays occupé, à quelques se-

⁹ Lettre de M. Kauffman, Ministre d'État, Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, à M. le comte Széchenyi, Ministre d'Autriche-Hongrie à La Haye, Luxembourg, le 25 avril 1918, Neutralité du Grand-Duché pendant la Guerre de 1914-1918. Attitude des pouvoirs publics, Luxembourg : Ministère d'État, Direction Générale des Affaires Étrangères, 1919, p. 19. Je tiens à remercier M. Denis Scuto pour m'avoir signalé ce document, ainsi que le suivant (voir notes 11 et 12).

¹⁰ La question de la provenance de ces prisonniers pourrait se justifier en tenant compte que des contingents militaires italiens étaient également en action sur le front occidental à côté des alliés français (cfr. CARACCILO, M., *Le Truppe italiana in Francia*, Milano, 1929), même si leur encadrement par des soldats autrichiens conforterait l'hypothèse d'une provenance du front italien.

¹¹ Compte Rendu des séances de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg. La Constituante de 1918-1919, premier volume (27 août au 30 novembre 1918), 5e séance, le jeudi 5 septembre 1918, Luxembourg, 1919, p. 158. D'après certaines sources, le nombre de ces prisonniers italiens se situerait entre les 140 et 180 unités (GALLO, Centenario, cit., p. 71, note 43).

¹² Lettre de M. le comte Calice, conseiller de Légation, Chargé d'affaires intérimaire d'Autriche-Hongrie à La Haye, à M. Reuter, Ministre d'État. Président du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, La Haye, le 10 octobre 1918, Neutralité du Grand-Duché, cit., p. 20.

maines seulement de la défaite qui rayera de la carte de l'Europe les deux empires, le texte de la lettre laisserait supposer que les soldats autrichiens étaient toujours sur place pour encadrer les mêmes prisonniers italiens avec lesquels ils étaient arrivés. Cette hypothèse, qui demande à être confirmée par des recherches ultérieures, en vue également de retrouver les traces des conditions de vie (et/ou de mort) de ces captifs italiens destinés aux travaux forcés, ainsi que de leur sort à l'issue de la guerre, nous amène à rechercher un lien avec l'image qui nous a été transmise par la photo évoquée plus haut.

Prisonniers de guerre italiens pris en charge par le *Mutuo Soccorso* au Luxembourg en 1918

Dans un article paru dans le *Luxemburger Wort*, le 29 octobre 1921, sous le titre « Italienischer Unterstützungsverein von Luxembourg »¹³, qui relatait les différentes actions de soutien de la Société italienne de Secours Mutuel de Luxembourg-ville à destination de ses compatriotes – femmes et enfants, avant tout – restés sur place pendant la durée du conflit, des prisonniers de guerre italiens étaient également évoqués. Cette société, fondée en 1907 par des entrepreneurs transalpins installés au Grand-Duché, avec le concours de notables et philanthropes luxembourgeois¹⁴, se réunissait maintenant pour la première fois depuis 1914, après s'être distinguée tout au long du conflit dans l'assistance et la bienfaisance aux indigents et nécessiteux de la collectivité italienne¹⁵. L'article parle d'un nombre considérable de prisonniers de guerre italiens à qui, une fois libérés par les Allemands à la conclusion des hostilités, la Société aurait procuré les premiers secours ainsi que les moyens essentiels de subsistance avant

leur départ. Déjà après l'armistice, la presse de l'époque ne les avait pas ignorés, comme nous l'indique un article publié le 19 novembre 1918 dans la *Luxemburger Zeitung* qui, dans le cadre plus vaste de la circulation des prisonniers de guerre libérés, évoque 50 Italiens qui sont accueillis à l'école du Pfaffenthal¹⁶. Dans le nombre, auraient pu se trouver aussi – peut-être – les captifs arrivés au Luxembourg avec les soldats autrichiens que nous avons rencontrés plus haut.

Comme nous l'avons vu, la photo dont nous disposons nous montre un groupe de ces prisonniers, libérés fin 1918, encadrés par les notables du *Mutuo Soccorso* avec le drapeau de la société bien en vue. Une image qui se veut officielle, par la posture de ses protagonistes et par la mise en scène construite dans les détails, qui visualise le rôle primordial joué par le *Mutuo Soccorso* en tant que référent quasi-institutionnel de toute une collectivité lorsque pendant la guerre la Légation d'Italie était restée fermée, l'ambassadeur ayant été renvoyé par décision de l'occupant allemand.

Pour le moment, l'histoire des prisonniers de guerre italiens au Luxembourg en 1918 s'arrête sur ce cliché, qui néanmoins nous incite à en savoir plus. D'autres sources restent à exploiter par les chercheurs, s'inspirant également de ce qui se fait ailleurs, dont nous présentons dans les lignes qui suivent un exemple qui pourrait s'avérer utile dans une perspective comparatiste.

Un cas de figure similaire, dans un contexte pourtant différent, au-delà de la frontière

L'existence en Belgique de prisonniers de guerre italiens provenant d'Allemagne est attestée à partir de 1917 dans des camps à Ath, Vilvorde,

¹³ Un grand merci à Mme Antoinette Reuter qui m'a signalé cet article de presse, ainsi que le suivant (voir note 16).

¹⁴ Parmi les membres fondateurs figuraient : A. Carnera, C. Clivio, A. Giorgetti, M. Knaff, M. Lazard, G. Possamai. Pour l'histoire du Secours Mutuel italien au Luxembourg, cfr. CALDOGNETTO, M.L., *Per una storia del Mutuo Soccorso italiano in Lussemburgo*, dans CALDOGNETTO, M.L., GERA, B. (dir.), *L'histoire c'est aussi nous/La storia siamo anche noi*, Torino, 2009, pp. 25-56.

¹⁵ Ibidem, pp. 42-43 (à souligner, dans ce contexte, le rôle joué par Aline Mayrisch-de-St-Hubert, épouse du directeur de l'aciérie de Dudelange et vice-présidente de la Société italienne de Secours Mutuel de Luxembourg-ville, dans l'assistance des Italiens) ; voir également GALLO, *Les Italiens*, cit., p. 69.

¹⁶ FABER, E., *Luxemburg im Kriege*, Mersch, 1932, p. 177.

Muizen, Charleroi et à d'autres endroits encore¹⁷. Le 14 février 1918, le chanoine Schmitz signale encore, dans ses cahiers, l'arrivée de prisonniers italiens dans un état misérable, destinés à travailler à la carrière d'Andenne :

*Des prisonniers italiens sont arrivés dans le pays, pour travailler aux carrières d'Andenne, de Sanson. Ils inspirent à tous ceux qui les ont vus une pitié profonde. Ce ne sont plus des hommes, tant ils sont dépourvus de vêtements et réduits par les privations. C'est honteux et scandaleux de donner si peu à manger et de les soumettre à des travaux si fatigants. Aucun jour ne se passe sans qu'il n'en tombe sur les chemins, d'inanition.*¹⁸

À Liège, les captifs italiens étaient parqués à la Citadelle où, privés de nourriture, de chaleur et de soins, ils furent nombreux à décéder. À Mochamps, un de ces camps accueillait 100 à 150 prisonniers russes et italiens qui travaillaient dans des conditions difficiles à l'acheminement en Allemagne du précieux bois de la région¹⁹.

La population belge était consciente des souffrances des prisonniers qu'elle voyait défiler dans les rues :

*[...] par petits groupes, l'air misérable, la face émaciée, transis sous leurs vêtements rapiécés et usés jusqu'à la corde. Ces malheureux faisaient peine à voir.*²⁰

Les gens n'étaient pas insensibles à cette situation et certains intervenaient pour cacher des prisonniers évadés, s'approcher des camps, passer des aliments à travers les barbelés ou simplement adresser des reproches aux Allemands. À côté des Belges, il y avait souvent des

Italiens issus de la petite colonie déjà présente en Belgique avant la guerre²¹. Malgré cette attitude généreuse, les prisonniers italiens furent nombreux à mourir. Rien qu'à la Citadelle de Liège, dans les derniers mois de 1918, il y eut environs 170 individus à connaître ce sort.

Avant même l'entrée en Belgique du II^e Corps d'Armée italien du général Albricci, après l'armistice, les soldats étaient témoins des souffrances de leurs compatriotes : le 12 novembre à Maubert-Fontaine, en France, à proximité de la frontière belge et de la ville de Couvin, le II^e Corps d'Armée organisa un service commémoratif en l'honneur de 20 prisonniers italiens décédés, qui eut lieu en présence du général, de son Etat-Major et de la population²². Trois jours avant l'armistice, un soldat italien prisonnier avait encore été tué à Rienne près de Gedinne²³.

Une des premières tâches du II^e Corps d'Armée aurait été l'accueil des prisonniers et la prise en charge par ses troupes. Placés sur des véhicules roulants et dirigés vers des postes de « barrage », ils étaient nourris et réconfortés avant d'être envoyés en France, à la base de rassemblement des prisonniers italiens à Lyon. Pour le II^e Corps d'Armée, ayant vécu la défaite de Caporetto où des dizaines de milliers de soldats italiens avaient été capturés par l'ennemi, le spectacle était effrayant :

*Erano gruppi, frotte di gente scalza, lacerata, affamata, smunta da una vita di privazioni e depressa dalle sofferenze morali.*²⁴

Sur le traitement réservé à ces prisonniers, où l'inhumanité allemande était mise en

¹⁷ Cfr. MORELLI, A., La Belgique, l'Italie et le Saint-Siège : 1914-1919, Bruxelles, 1979. Les informations concernant ces prisonniers de guerre sont reprises et élaborées dans DUTHOIT, S., Le cantonnement du II^e Corps d'Armée italien sur le territoire belge entre novembre 1918 et mars 1919, mémoire de master en Histoire à finalité communicationnelle, Université Catholique de Louvain-la-Neuve, Année académique 2016-2017, pp. 34-37.

¹⁸ Archives de l'Evêché de Namur, Fonds du chanoine Schmitz (repris par DUTHOIT, Le cantonnement du II^e Corps d'Armée, cit., p. 35).

¹⁹ PÈCHEUR, G., Awenne aux portes de l'Ardenne. Les gens et les bêtes, Rossignol, 1998, p. 278.

²⁰ MORELLI, A., La Belgique, l'Italie et le Saint-Siège, cit., p. 13 (extrait tiré du journal La Meuse du 5 novembre 1921).

²¹ Ibidem, p. 14.

²² CARACCILO, Le Truppe italiane, cit., p. 193. Sur la présence du II^e CA du général Albricci en Belgique, cfr. DUTHOIT, Le cantonnement du II^e Corps d'Armée, cit.

²³ BARBAZON, Y., Les Italiens dans la région de Gedinne (1914-1918), dans « Cercle d'études historiques de Gedinne », n° 59, Septembre 2013, sp.

²⁴ CARACCILO, Le Truppe italiane, cit., p. 193 (Trad. : Ils étaient en groupes, des bandes de gens pieds nus, dépenaillés, affamés, émaciés à cause d'une vie de privations et déprimés par les souffrances morales).

exergue, nous restent aujourd'hui les échos des conférences données dans les plus importantes villes de la Péninsule par le lieutenant-colonel Masnata, chef de la mission médicale italienne en Belgique, dès son retour en Italie, mars 1919. Reprenant ses propos dans un article paru dans la presse italienne, sous le titre emblématique « L'odissea dei nostri prigionieri in Belgio narrata dal capo della Missione medica italiana »²⁵, Masnata évoque l'arrivée en Belgique des premiers prisonniers italiens, provenant par milliers des camps d'Allemagne et d'Autriche, début janvier 1918. Transportés par train, sans nullement se soucier de leur santé et nourriture, ils étaient dans un état pitoyable. Épuisés, ils tombaient sur les quais, d'où ils étaient obligés de se relever, sous les coups des gardes qui les encadraient, et de marcher des kilomètres avant de rejoindre leur destination. Plusieurs auraient été envoyés sur la ligne de combat, pour creuser des tranchées, réparer les cheminements, transporter des munitions, même des canons, récupérer les explosifs. Nombreux y auraient été les morts et les blessés. D'autres, enfermés dans des camps, étaient affectés non seulement aux travaux des routes et du chemin de fer, mais également dans les carrières, dans les forêts à l'abattage et au transport d'arbres acheminés vers l'Allemagne. Les coup de bâton ne se comptaient pas, les punitions pour les fuyards étaient d'une sévérité qui se voulait exemplaire, la nourriture insuffisante jusqu'au minimum vital. De même, leurs vêtements et chaussures étaient inadaptés aux conditions climatiques et à l'usure que le travail comportait, si bien que le nombre de décès et maladies dus à la faim, au froid, à l'épuisement et aux sévices était impressionnant. Cependant, face à tous ces horreurs, le lieutenant-colonel Masnata ne manquait pas de

souligner la solidarité et le soutien aux prisonniers de la part de la population, notamment de la colonie italienne de Belgique, en particulier des femmes, malgré les graves risques que cela comportait. Donner un morceau de pain à un affamé, pouvait coûter – en ces tristes temps – la vie ou la prison.

En guise de conclusion provisoire

Ce détour focalisant la situation des prisonniers de guerre italiens en Belgique nous montre, dans un contexte pourtant différent, que certaines similarités avec la réalité du Luxembourg ressortent de toute évidence. Les prisonniers de guerre italiens arrivent dans les deux pays à partir de la même époque (fin 1917/début 1918), en provenance à la fois d'Allemagne et d'Autriche, et y sont présents jusqu'aux derniers mois du conflit. Les uns et les autres sont affectés aux travaux d'infrastructures finalisées à la guerre par l'occupant. D'autres malheureux s'ajoutent, après l'armistice, évacués des camps allemands et pris en charge – d'un côté par leurs frères d'armes (Belgique), de l'autre par leurs compatriotes du Secours Mutuel (Luxembourg) – avant d'être rapatriés. Le rôle actif des collectivités italiennes immigrées se remarque des deux côtés.

Utilisant un corpus de sources très diversifiées, ce travail de recherche concernant la Belgique nous incite à poursuivre dans cette même direction, qui pourrait s'avérer fructueuse et offrir des pistes supplémentaires à explorer, pour mieux comprendre un phénomène longtemps oublié, comme c'est le cas pour la présence des prisonniers de guerre italiens au Luxembourg en 1918, dans l'espoir d'en sauvegarder la mémoire.

²⁵ Article de presse (sans référence au titre du journal ni date de parution) reprenant les propos du Lieutenant-colonel Masnata, transmis par ses soins à M. Vandersteen, membre de la légation belge en Italie, Correspondance de l'ambassade de Belgique en Italie, Archives du Ministère des Affaires étrangères, Bruxelles.

Eine andere Migrationsgeschichte – tote Soldaten der Grand Guerre im Luxemburger Erzbecken

Thomas Kolnberger

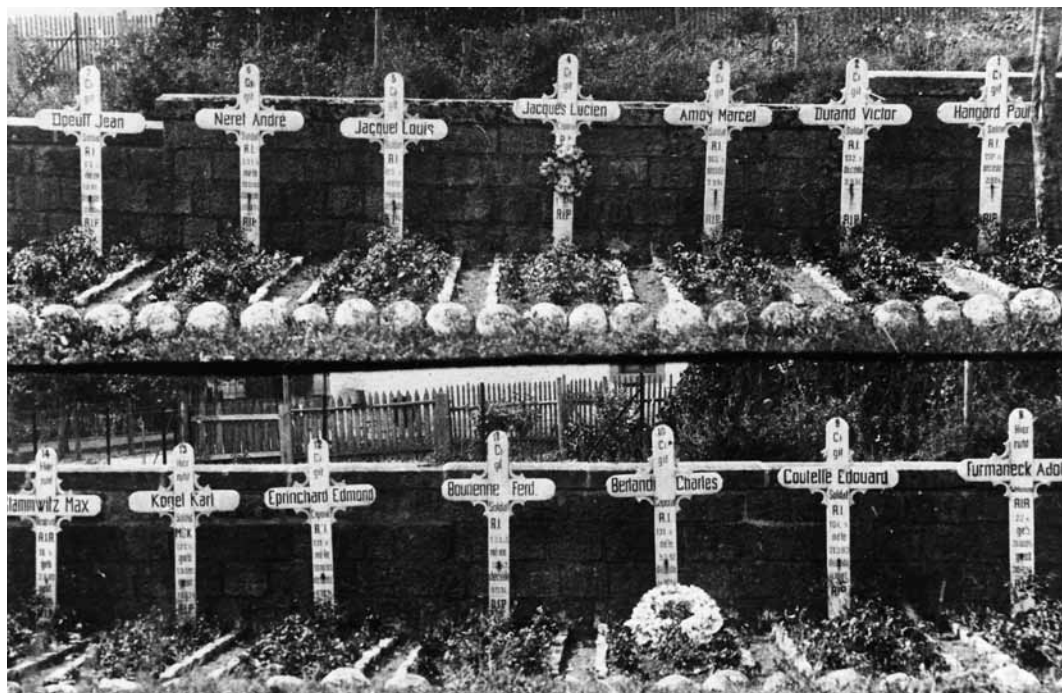


Bild 1: Grabstätte der in D dellingen im Spital verstorbenen deutschen und französischen Soldaten auf dem Friedhof D dellingen, Archives de la Ville de Dudelange, Fonds photographique, Sous-fonds Jean-Pierre Conrardy

Im Spätsommer 1914 wurde mit einem Gegenangriff der deutschen 5. Armee der französische Vormarsch auf den Süden Luxemburgs gestoppt (sogenannte „Grenzschlachten“ im August 1914).¹ Infolge des Rückzuges der alliierten Truppen wurde das Luxemburger Bassin Minier Teil eines vom Deutschen Kaiserreichs bis zum Kriegsende besetzten und ausgebeuteten Industriereviere, das sich von Nordostfrankreich über Belgien bis nach Elsass-Lothringen erstreckte. Der Frontkrieg zog sich zwar von Luxemburgs Grenzen zurück, der Krieg blieb aber allgegenwärtig. Gerade auch durch die Präsenz der Soldaten im Lande. Eine Anwesenheit, die mit den Soldatengr bern auf Luxemburger Gemeindefriedh fen über das Kriegsende hinaus prolongiert wurde.

Rund ein Drittel aller im Großherzogtum bestatteten Soldaten beider Seiten, das sind nach den vorläufig letzten Erhebungen 91 von 276 Toten, wurden auf den Gemeindefriedh fen der Terres Rouges/Bassin Minier in Esch-sur-Alzette (29), Differdange (21), Dudelange (20), Rumelange (13), Bettembourg (4), P tange (3),

¹ TUCHMAN; Barbara, August 1914, Frankfurt/M. 2011.

Bascharage (1) beigesetzt.² Diese Konzentrationen sind auf die Existenz von Zivil- wie auch Militärhospitäler zurückzuführen. Seit 1884 verfügte etwa der *Eisenhütten=Actien=Verein Düdelingen* (mit 1911 ARBED Dudelage) über eine werkseigene Krankenstation, die bei Kriegsausbruch eine Bettenkapazität von 42 aufwies; zudem diente die ungenutzte Direktorenvilla (das spätere *Hüttencasino*) als Lazarett.³ Die Analyse der Grabinschriften und Exhumierungspapiere zeigt, dass es sich bei den toten Soldaten – wie im übrigen Großherzogtum auch – fast ausnahmslos um Kriegsverwundete aus den Grenzschlachten von 1914 handelte, die zur medizinischen Behandlung in die nächstgelegene rückwärtige Etappe transportiert worden waren. Allesamt junge Männer in ihren frühen Zwanziger, die sich zuerst in der Schlacht gegenüber standen, wurden nun in den Lazaretten nebeneinander gepflegt und im Todesfalle auf den nächstgelegenen Kommunalfriedhof, Seite an Seite, bestattet – wie es die Fotoaufnahme des Düdelinger Friedhofes anschaulich zeigt (siehe Bild 1). Typisch für diese und andere Begräbnisstätten im Großherzogtum war ihre Lage an einer unbelegten Randzone des Friedhofes und ihr einheitliches Erscheinungsbild als Gruppe. Die Luxemburger Kommunalverwaltungen achteten offensichtlich auch hier strikt – und dies in Abstimmung mit den deutschen Militärbehörden – auf die Gleichbehandlung der Toten. Die Gräber sind der Chronologie der Sterbefälle nach durchnummeriert (1-14) und lassen in ihrer Einheitlichkeit Unterschiede nur bei der Wahl der Sprache für die Kreuzbeschriftungen zu.⁴ Laut den Kirchenbüchern des Erzbistums wurde für acht von elf der in Dudelage bestatteten Franzosen

eine kirchliche Bestattung nach katholischem Ritus vorgenommen; von einem der Deutschen ist eine Bestattung nach protestantischen Ritus verzeichnet (Protestantisch-Reformierte Kirche in Esch-sur-Alzette) (Bild 2). Alle Gräber wurden nach Kriegsende exhumiert, als der große Rückmarsch der Toten begann.

Fand 1914 noch der große Aufmarsch der Millionenheere statt, wurde an der Westfront bald der Stellungskrieg zur langjährigen Realität. Nach dem Waffenstillstand vom 11. November 1918 kam es zum Abmarsch der deutschen Besatzungsmacht, dem sich ein Vor- und Durchmarsch von Besatzungstruppen der Entente ins Rheinland unmittelbar anschloss. Deren etappenweiser Abzug am Ende der Alliierten Rheinlandbesetzung erfolgte bis zum 30. Juni 1930⁵. Millionen wurden dabei generalstabsmäßig in Bewegung gesetzt. Wenig im Bewusstsein geblieben ist aber die letzte große Mobilisierungsaktion der Grande Guerre, nämlich die der toten Soldaten. In den 1920er-Jahren wurden von den kriegsbeteiligten Nationen neue große Sammelriedhöfe angelegt, welche die oft weit verstreut in ihren temporären Begräbnisstätten liegenden Soldaten zusammenführen sollten. Dahinter standen politische wie praktische Entscheidungen einer Heroisierung des Gefallenengedenkens im Namen der jeweiligen Nation, die durch Anlage von Friedhöfen neuen Typus entscheidend mitgetragen wurde: des Soldatenfriedhofes als außerkirchliche und überkonfessionelle „Kriegsgräberstätten“, exklusiv geschaffen für jene, die im Kampf für Volk und Vaterland – pro patria mori/mort pour la patrie – gefallen waren.⁶

In Frankreich wurden die toten Soldaten per Gesetz quasi zum „Staatseigentum“ und

² Bei der Zahlenkalkulation gibt es Unsicherheiten durch widersprüchliche Angaben, siehe: Archives Nationales de Luxembourg (ANLux), AE-00685, Division des Affaires Étrangères et de la Justice, Inhumation au cimetière militaire de Clausen des dépouilles mortelles de tous les soldats allemands ensevelis dans les divers cimetières du pays, 1916-1931 ; ANLux, DH 40 (Documentation historiques), Fonds Ginsbach, Guerre de 1914-1918, Tombes et cimetières militaires dans le Grand-Duché.

³ Historische Gebäude – Bâtiments Historiques: Casino (Lieux de mémoire Dudelage 2), Ville de Dudelage 2014.

⁴ Diözesanarchiv Luxemburg (DALux), PA.Matrikelbücher, KB-17, Düdelingen, Sterbefälle 1910-1919 (1.1.1910-31.12.1919), Jahr 1914, vgl.: <http://data.matricula-online.eu/de/LU/luxemburg/duedelingen/KB-17/?pg=1> (Stand: 10.10.2018).

⁵ BEAUPRÉ, Nicolas, „Die Besetzung Deutschlands nach 1918“. In: KOLNBERGER, Thomas / MAJERUS, Benoît / ORTNER, M. Christian (Hg.): Krieg in der industrialisierten Welt, Wien 2017, S. 331-346.

⁶ KOLNBERGER, Thomas, Tote Soldaten und ihre Gräber: Kriegs- und Militärfriedhöfe des Ersten Weltkrieges in Luxemburg. In: *Éischte Weltkrich - Erster Weltkrieg in Luxemburg*. URL: <https://ww1.lu/media/pdf/thomas-kolnberger-tote-soldaten.pdf> (Stand 10.10.2018); DERS., Friedhof, Heldenhain oder Totenburg? Der Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge und die Soldatenfriedhöfe Sandweiler und Clausen im Großherzogtum Luxemburg. In: KMEC, Sonja / PHILIPPART, Robert / REUTER, Antoinette (Hg.), *Funeralkultur in Luxemburg* (Arbeits titel), im Erscheinen.



Bild 2: Begräbnis des deutschen Soldaten, protestantischer Konfession, Max Stammwitz, Archives de la Ville de Dudelange, Fonds photographique, Sous-fonds Jean-Pierre Conrardy

zu Abertausenden gesucht, identifiziert, exhumiert, katalogisiert, umgebettet, „heimgeholt“ – und über große und kleine Eisenbahnknotenpunkte geleitet, schließlich logistisch verteilt: „Au printemps 1921, les trains des morts traversent la France“⁷. So wie sie in den Krieg transportiert wurden, so kehrten sie auch zurück. 56 von 75 Franzosen blieben jedoch im Luxemburger Lande. Bis auf einen wurden alle in Dudelange bestatteten Franzosen⁸ auf den Limpertsberger Friedhof Notre Dame über-

führt, wo die Luxemburger Staatsregierung ihr Denkmal für den „unbekannten Luxemburger Legionär“ im Dienst Frankreichs errichtet hatte. Diese Denkmal-Grabstätte „Aux Soldats français de la Grande Guerre morts dans le Grand-Duché“ hatte auch die Funktion eines französischen Sammelfriedhofs, so wie der alte Garnisonsfriedhof in Clausen für die deutschen Umbettungen vorgesehen war, wohin auch die in Dudelange bestatteten deutschen Soldaten konzentriert wurden.⁹

⁷ POURCHER, Yves, La fouille des champs d'honneur. La sépulture des soldats de 14-18. In: Terrain – Revue d'ethnologie de l'Europe 20 (mars 1993), S. 37-56. (42); RAOUL, Alain, Le transfert des corps des militaires de la Grande Guerre. In : <http://sepulturesdespoilus.e-monsite.com/blog/le-transfert-des-corps-des-militaires-de-la-grande-guerre.html> (Stand: 10.10.2018); LEMARCHAND, Christian, Le fichier général des militaires de l'armée française décédés au cours de la Première Guerre mondiale. In : Revue historique des armées 252 (2008), S. 132-133; BIRABEN, Anne, Les cimetières militaires en France. Architecture et paysage, Paris 2005; HARDIER, Thierry / JAGIELSKI, Jean-François, Combattre et mourir pendant la grande guerre (1914-1924), Paris 2004.

⁸ Bei Kriegsende lagen in Dudelange acht Deutsche und 12 Franzosen, nur einer wurde anscheinend nach Frankreich repatriiert.

⁹ Für Limpertsberg/Notre Dame: PROBST, Jean, Les monuments du Limpertsberg. In: Ons Stad 18 (1985), S. 24; PHILIPPART, Robert, Le mausolée du soldat inconnu. In: Luxemburger Wort (13.10.2014, Sonderbeilage Die Warte Nr. 29/2451), S. 6-7; vgl.: http://www.memorialgenweb.org/mobile/fr/resultcommune_etr.php?idsource=27613 (Stand: 10.10.2018).

III

Postérités de guerre : identités et mémoires

Identifier, contrôler, réprimer L'effet de 14-18 sur la circulation des personnes

Denis Scuto

Dans son autobiographie, *Die Welt von gestern. Erinnerungen eines Europäers* (*Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*), publiée de façon posthume après le suicide de Zweig et de son épouse dans l'exil brésilien, Stefan Zweig décrit le basculement du monde occidental de l'ère libérale du 19^e siècle à l'ère nationale du 20^e siècle et oppose un monde, celui d'avant 1914, où l'intellectuel qu'il était pouvait circuler librement et sans papiers à l'entre-deux-guerres où les voyageurs et les migrants subissent contrôle après contrôle et sont ensuite, après l'avènement du nazisme, persécutés.

En partant d'une citation majeure de Stefan Zweig, je voudrais contextualiser historiquement son appréciation autobiographique et entre autres analyser ce basculement en montrant, à travers l'exemple luxembourgeois, son impact sur l'histoire des procédés administratifs de l'identification des personnes, du contrôle de l'identité et partant de la restriction progressive de libertés individuelles tout comme des restrictions croissantes auxquelles sont confrontés les voyageurs et les migrants dans l'ère nationale surtout depuis la Première Guerre mondiale.

Voici la citation : « Et de fait, rien peut-être ne rend plus sensible le formidable recul qu'a subi le monde depuis la Première Guerre mondiale que les restrictions à la liberté de mouvement des hommes et, de façon générale, à leurs droits. Avant 1914, la terre avait appartenu à tous les hommes. Chacun allait où il voulait et y demeurait aussi longtemps qu'il lui plaisait. Il n'y avait point de permissions, point d'autorisations, et je m'amuse toujours de l'étonnement des jeunes, quand je leur raconte qu'avant 1914 je voyageais en Inde et en Amérique sans posséder de passeport, sans même en avoir jamais vu un. On montait dans le train, on en descendait sans rien demander,

sans qu'on vous demandât rien, on n'avait pas à remplir une seule de ces mille formules et déclarations qui sont aujourd'hui exigées. Il n'y avait pas de permis, pas de visas, pas de mesures tracassières ; ces mêmes frontières qui, avec leurs douaniers, leur police, leurs postes de gendarmerie, sont transformées en un système d'obstacles ne représentaient rien que des lignes symboliques qu'on traversait avec autant d'insouciance que le méridien de Greenwich. C'est seulement après la guerre que le national-socialisme se mit à bouleverser le monde, et le premier phénomène visible par lequel se manifesta cette épidémie morale de notre siècle fut la xénophobie : la haine ou, tout au moins, la crainte de l'autre. Partout on se défendait contre l'étranger, partout on l'écartait. Toutes les humiliations qu'autrefois on n'avait inventées que pour les criminels on les infligeait maintenant à tous les voyageurs, avant et pendant leur voyage. Il fallait se faire photographier de droite et de gauche, de profil et de face, les cheveux coupés assez court pour qu'on pût voir l'oreille, il fallait donner des empreintes digitales, d'abord celle du pouce seulement, plus tard celles des dix doigts, il fallait en outre présenter des certificats, des certificats de santé, des certificats de vaccination, des certificats de bonnes vie et mœurs, des recommandations, il fallait pouvoir présenter des invitations et les adresses de parents, offrir des garanties morales et financières, remplir des formulaires et les signer en trois ou quatre exemplaires, et s'il manquait une seule pièce de ce tas de paperasses, on était perdu. (...) quand je fais le compte de tout cela, je mesure tout ce qui s'est perdu de dignité humaine dans ce siècle que, dans les rêves de notre jeunesse pleine de foi, nous voyions comme celui de la liberté, comme l'ère prochaine du cosmopolitisme. »¹

¹ ZWEIG, Stefan, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfont, 1993, p. 476sv.



Demande de renouvellement de la carte d'identité pour étranger du 25 mars 1937 de Magdalena Schuler, domiciliée à Diekirch. Née le 16 mai 1906 à Sarrebruck, elle est arrivée au Luxembourg en janvier 1935 avec son époux, le commerçant Joseph Levy, comme de nombreuses autres personnes de religion juive fuyant la Sarre retournée à l'Allemagne après le référendum du 13 janvier 1935. La photographie est désormais obligatoirement individuelle et « de face et sans chapeau ». De nouvelles rubriques sont venues s'ajouter : numéro et date de la dernière demande, numéro, date et durée de validité de la dernière autorisation de travail ou de commerce, paiement des impôts. Le dossier de Magdalena Schuler comporte également un certificat de moralité, un « Begleitschreiben » du Polizeipräsident de Sarrebruck, un rapport de la gendarmerie de Diekirch sur son activité (femme au foyer), sa conduite (rien de défavorable à noter), le revenu du ménage (environ 30.000 frs par an), le montant du loyer (700 frs par mois) et des impôts payés (65 frs d'impôts personnels ; 451 frs pour le commerce). En septembre 1935, Joseph Lévy reprend le magasin de tissus « Kahn frères » à Diekirch. Les époux Levy-Schuler préparent leur émigration vers l'Amérique mais se retrouvent bloqués au Luxembourg, parce que Magdalena tombe malade. Elle décède en mai 1942 au camp d'internement de Cingfontaines alors que Joseph Levy est déporté le 28 juillet 1942 de Luxembourg à Theresienstadt puis à Auschwitz.

ANLUX, Ministère de la Justice, Police des étrangers, 238430

Voyons donc quelques aspects de la destruction de ce monde d'avant 1914 par des politiques administratives, bureaucratiques d'identification, de contrôle, de répression inventées au cours du basculement de l'ère libérale à l'ère nationale.

L'histoire des papiers qui nous identifient est dès le début ambivalente.² Identifier une personne signifie d'un côté la reconnaître comme individu unique, comme être autonome, avec lequel il est possible d'entrer en relation. Les papiers d'identité sont liés à des libertés comme celle de voyager. Les passeports remplacent dans l'Ancien Régime les anciens sauf-conduits médiévaux pour diplomates, hauts fonctionnaires, hauts membres du clergé en temps de guerre.

D'un autre côté toutes les techniques d'identification à distance sont liées à des rapports de pouvoir. Avec le développement des États-nations ces documents sont également

utilisés en temps de paix et deviennent un des principaux moyens des autorités pour surveiller et canaliser les déplacements individuels. Au fil du temps, des techniques développées dans un but de contrôle et de répression de criminels, de mendiants, de déserteurs sont perfectionnées et généralisées. Au nom de la sécurité publique, de la sécurité sociale et de la sécurité de l'État. Après la Révolution française, le passeport intérieur est p. ex. introduit pour empêcher que les mendiants, surtout étrangers, n'affluent de la campagne vers les grandes villes.

Un autre exemple de techniques inventées dans un but répressif, généralisées aujourd'hui – et critiquées par des citoyens vigilants – fut développé pour résoudre au 19^e siècle le problème de l'identification des criminels récidivistes. L'État cherchait un moyen pour prouver, 1. qu'une personne avait déjà été condamnée et 2. que cette personne est la même que celle qui avait déjà été condamnée. Le premier problème

² NOIRIEL, Gérard, La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993), Paris, Calmann-Lévy, 1991.

fut résolu par un fichier central. Mais le second problème était difficile à résoudre depuis que marquer les prisonniers au fer avait été aboli comme forme de châtiment. La fleur de lys sur l'épaule de Milady avait encore permis au 17^e siècle à D'Artagnan de reconnaître en elle une empoisonneuse, déjà condamnée dans le passé pour ses crimes. Mais au 19^e siècle, les évadés Edmond Dantès et Jean Valjean pouvaient vivre sans problème majeur sous les fausses et respectables identités du comte de Monte Cristo et du père Madeleine. Un employé de la colonie britannique des Indes emprunta donc une méthode vue chez des populations bengales et l'appliqua pour empêcher des fraudes dans les paiements de pensions : l'empreinte digitale. 150 ans plus tard, nous sommes tous des récidivistes...

Dès le 19^e siècle, les États-nations ont donc imaginé des dispositifs pour identifier les personnes évoluant sur leurs territoires. Ces tentatives ont néanmoins été contrecarrées par la grande mobilité accompagnant la première mondialisation économique et le développement impressionnant des moyens de communication et des coûts de transport.

Dans le nouvel État du Grand-Duché de Luxembourg, tout au long du 19^e siècle, existe ainsi la volonté de passer d'un pouvoir de contrôle exercé sur le plan communal à un contrôle de plus en plus centralisé par l'État, visant notamment les étrangers sans ressources matérielles.³ Les nombreuses circulaires, qui s'enchaînent pour rappeler aux autorités communales de prendre les mesures nécessaires contre les « mendiants et vagabonds étrangers » soulignent à la fois les soucis qu'ils procurent et l'impuissance des responsables communaux contre cette migration de pauvreté. Les gouvernants déplorent la surveillance insuffisante exercée par les bourgmestres et maires « pour empêcher les étrangers de pénétrer et de séjourner sur le territoire du royaume, sans être

munis de passeports de leurs pays pour voyager à l'extérieur. »⁴ La redondance des débats parlementaires sur les « nombreux étrangers qui s'établissent dans le pays, sans avoir des moyens d'existence assurés »⁵ montre que ce phénomène échappe largement au contrôle politique sur le plan national et local.

La deuxième moitié du 19^e siècle résout en partie le problème vu qu'elle correspond à une période de prospérité qui eut également des incidences sur la situation matérielle de toutes les couches de la population. Au Grand-Duché, avec ses environ 250.000 habitants, le nombre d'indigents tombe de 22.647 personnes en 1847 (12,62 % de la population) à 6.607 en 1.868 (3,41 %).⁶

Dans ces années 1860, l'Europe occidentale entre dans une ère de libéralisme économique. La plupart des pays européens adoptent une politique de libre-échange. Les traités conclus entre la France et la Grande-Bretagne en 1860 ouvrent la voie vers la libre circulation des marchandises et des hommes. L'obligation de passeports est abolie entre de nombreux pays. À partir de 1863, les voyageurs du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume de Belgique peuvent circuler et séjourner dans l'autre État sans passeport. À partir de 1867, la même chose vaut pour la France et le Luxembourg.

D'autres contrôles s'atténuaient également. Ces contrôles visaient des catégories sociales inférieures. Prenons l'exemple du livret d'ouvrier et de domestique. Introduit en 1803 comme moyen administratif de contrôle social pour observer les déplacements des ouvriers et des domestiques, document à viser à chaque fois par le patron et par le bourgmestre, le livret d'ouvrier devient facultatif dans les années 1880.

Au Luxembourg, cette liberté de circulation accompagne ce que l'on a appelé la révolution industrielle du pays et qui caractérise les années 1870 à 1914. Le développement

³ SCUTO, Denis, *La nationalité luxembourgeoise (XIX^e-XXI^e siècles). Histoire d'un alliage européen*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2012, p. 67sv.


⁴ Circulaire à messieurs les Bourguemaîtres et Maires du grand-Duché, concernant la surveillance à exercer sur les étrangers voyageant dans l'intérieur du royaume, du 23 août 1822, *Mémorial administratif du Grand-Duché de Luxembourg*, 1822, p. 132-133.

⁵ L'administrateur-général de l'Intérieur Ulrich lors de débats à la Chambre sur les subsides à accorder aux communes dans le cadre de la bienfaisance publique, le 16 octobre 1852, CRCD, 1852-53, p. 187


⁶ KAYSER, Simone, *La lutte contre la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg (1839-1880)*, Luxembourg, 1996, p. 139-140.

Anmelde-Erklärung *N° 5749*
Déclaration d'Arrivée

par **S.E.S.S.L.E.R.** **Riesha,**
au 58 untergastlichen bei ge **Luxemburg, Neutoravenue N° 15**
als präis résidence à
am **21. März 1931**
in



1. **Der Mann** **Sokal, Bes. Sokal, Polen, den 11. April 1891**
2. **Leiblich,**
3. **Sokal,**
4. **Weyrauch Sarah,**
5. **Iberach,**
6. **Polin,**
7. **ohne,**
8. **verheiratet,**
9. **Sokal 1930**
10. **Deutscher Eisig,**
11. **Krystynopol 14. Juni 1896**
12. **4 Kinder, Simon geb. Sokal 25.9.1930**
13. **Benzion id. id. 7. 1.1923**
14. **Hindle geb. Sokal 4.8.1924**
15. **Ryfka Fuchel geb. Sokal 3.11.1926**
16. **mit Kinder, Ehemann hier angemeldet am 23. Oktober**
17. **1930 unter N° 26384**
18. **Sokal Bes. Sokal Polen,**
19. **Reisepass & Visa sowie Führungszeugnis,**
20. **Dr. Ventenhein 23. März 1931**
21. **Luxemburg, am 14. April 1931**
22. **Der Interessent, L'Interessé, Rysia Deutscher**
23. **Der Polizei-Kommissar, Le Commissaire de Police, J. Kirsch**



Wichtig beachtet! **Certifié exact**

220749

*) Bemerkung: — Die gegenseitige Nicht-Annahme der gegenseitigen Anerkennung nach demselben Verfahren anzuwenden.
BEMERKUNG: — Extrait d'après le même formulaire, une déclaration spéciale pour les indigènes et les étrangers.

Déclaration d'arrivée dactylographiée du 14 avril 1931 de Rysia Sessler, née à Sokal (Pologne depuis 1918) le 11 avril 1891. De nationalité polonaise, elle est l'épouse du Eisig Deutscher, enseignant d'hébreu. Sur la photo on reconnaît aussi leurs quatre enfants, Simon, Benzion, Hindle et Ryfka. De nouveaux papiers de légitimation sont devenus nécessaires : passeport, visa et certificat de moralité. Les six membres de la famille Deutscher-Eisig seront déportés dans le premier convoi qui part du Luxembourg occupé par les nazis au ghetto de Litzmannstadt, le 16 octobre 1941. Aucun d'eux ne survivra.

ANLux, Ministère de la Justice, Police des étrangers, 220749

rapide de l'industrie sidérurgique dans le sud du Grand-Duché à partir de 1870 exigeait une main d'œuvre qualifiée que le pays ne pouvait pas fournir. L'extension du libre-échange aux personnes était nécessaire. L'industrialisation entraîne une urbanisation poussée de ce bassin minier. La localité de Dudelange p. ex. est passée de 1.600 habitants en 1880 à 11.000 en 1910. Avant la Première Guerre mondiale, huit Dudelangeois sur dix n'étaient pas nés à Dudelange.⁷

Si les contrôles s'atténuent en ce qui concerne la circulation des personnes au-delà des frontières et qu'il n'y a pas de contrôle des passeports à l'entrée du territoire, ils s'accroissent en revanche sur le territoire défini de plus en plus comme national.

Au Grand-Duché, les lois du 10 mars 1880 et du 30 décembre 1893 sur la police des étrangers donnent au gouvernement le droit d'imposer l'immatriculation obligatoire des étrangers par la déclaration d'arrivée devant l'autorité locale de la commune et celui de refouler les étrangers indésirables à la frontière.⁸ Ce faisant, le Luxembourg suit l'exemple de ses pays voisins comme la Belgique (loi du 6 février 1885), l'Alsace-Lorraine (arrêtés du 5 février et 20 septembre 1891), la Suisse (loi du 18 juillet 1889), et la France (décret du 2 octobre 1888 et loi du 8 août 1893). En matière de motifs d'expulsion, la loi de 1893 stipule que dorénavant pourra être expulsé l'étranger résident qui compromet la tranquillité ou l'ordre public. La loi prévoit également le renvoi forcé, sans sommation préalable, des vagabonds et mendiants ainsi que des « bandes de bohémiens »⁹ appelées dans la loi « étrangers non résidents (...) en contravention à la loi sur les professions ambulantes ».

La loi du 18 juillet 1913 sur la police des étrangers renforce la loi de 1893 en ajoutant trois raisons pour refuser l'entrée d'un étranger au Luxembourg ou décider de l'expulser :¹⁰

1. L'entrée au Luxembourg peut être refusée à l'étranger qui ne présenterait pas dans le mois de son arrivée le bulletin de son casier judiciaire.
2. L'étranger résident peut être expulsé s'il pratique, ou facilite, d'une manière quelconque, la prostitution.
3. L'étranger ne remplit pas envers sa famille les devoirs prescrits par la loi.

Cette loi s'inscrivait dans un débat politique soulevé au niveau communal par les nombreuses communautés de vie hors mariage (« concubinage ») nées de la migration de masse vers le bassin minier luxembourgeois. Par ailleurs, la présence d'une population masculine en surnombre a encouragé dans ces mêmes localités le développement de la prostitution et les autorités font souvent un amalgame entre ces deux phénomènes.

En fait, comme l'a bien analysé le regretté Stefan Leiner, cette stigmatisation des étrangers, entérinée par voie législative, permettait de réduire et d'exploiter électoralement la complexité des problèmes sociaux engendrés par la révolution industrielle : « En fin de compte on mettait au ban, avec un tel paragraphe d'expulsion, sous la forme d'un petit groupe de la population, policièrement contrôlable, les migrations incontrôlables, la misère des conditions de logement, les conséquences désagréables du processus de transformation d'une société agraire-villageoise-provinciale vers une société industrielle-urbaine (pauvreté, révolution des structures familiales, fréquents changements de poste de travail etc.). On expulsait hors du pays ce « bouc émissaire » apparemment étrange – hors de Luxembourg, du Reichsland, de Prusse et d'autre part –, comme on aurait bien voulu jeter par-dessus bord les conséquences ressenties négativement de la propre industrialisation ».¹¹

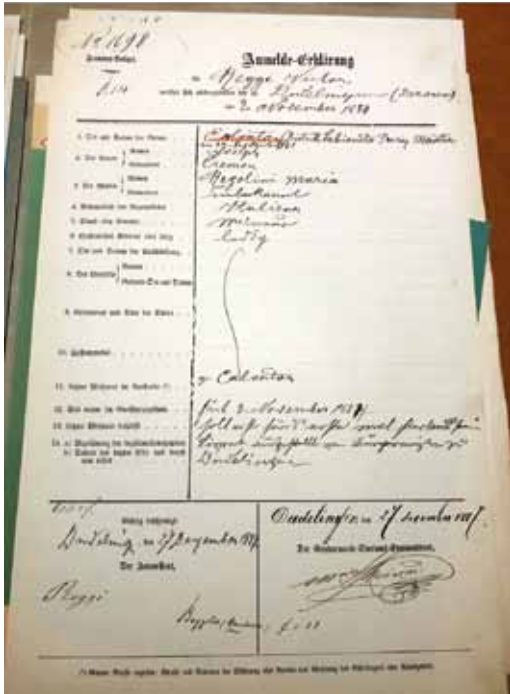
⁷ REUTER, Antoinette/SCUTO, Denis, Être d'ailleurs en temps de guerre (14-18). Etrangers à Dudelange/Dudelangeois à l'étranger, Catalogue d'exposition, Dudelange, CDMH/C2DH, 2018.

⁸ Mémorial, 1880, p. 221-22. Loi du 10 mars 1880 sur la police des étrangers ; Mémorial, 1893, p. 1-5, Loi du 30 décembre 1893 sur la police des étrangers (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

⁹ Rapport du procureur général, Chomé, au Ministre d'État, du 9 septembre 1892, sur le projet de loi concernant la police des étrangers, CRCD, 1892-1893, p. 42.

¹⁰ Mémorial, 1913, p. 811-813, Loi du 18 juillet 1913 sur la police des étrangers (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

¹¹ LEINER, Stefan, Migration und Urbanisierung. Binnenwanderungsbewegungen, räumlicher und sozialer Wandel in den Industriestädten des Saar-Lor-Lux-Raumes 1856-1910, (Veröffentlichungen der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, Bd. 23). Saarbrücken, Saarbrücker Druckerei und Verlag, 1994, p. 318 (traduit par D. S.).



Déclaration d'arrivée manuscrite du 27 décembre 1887 de l'ouvrier mineur italien Vittorio Reggi, né le 22 septembre 1861 à Calvatone (province de Mantova, Lombardie). Il réside occasionnellement à Dudelange depuis 1884. Comme papier de légitimation, son livret d'ouvrier suffit. ANLux, Ministère de la Justice, Police des étrangers, R 531

Ces trois lois sont néanmoins confrontées dans leur mise en pratique au problème du contrôle bureaucratique et de l'identification exacte de la personne étrangère. La demande de production d'un extrait de casier judiciaire est contrecarrée par la pratique administrative transfrontalière. Le procureur général Victor Thorn explique en 1911, dans une lettre au Premier ministre, Paul Eyschen, que le contrôle des (ouvriers) étrangers est de plus en plus difficile en raison du manque d'informations de la part des autorités françaises et allemandes qui n'envoient plus d'extrait de casier judiciaire depuis des années.¹² La loi de 1913 n'y change rien. Les députés luxembourgeois reviennent à la charge en janvier 1914, en demandant une application plus rigoureuse de la loi. Malgré

les appels de la police locale, les étrangers ne seraient que rarement obligés de produire un extrait du casier judiciaire.¹³ C'est le premier ministre Paul Eyschen en personne qui rappelle aux députés que l'État libéral répugne à une telle surveillance généralisée : « On le fait (demander un extrait du casier, D. S.), dès qu'on peut soupçonner un étranger. Si vous habitez la Belgique ou la France, et qu'on vous priât immédiatement d'écrire pour avoir votre casier judiciaire, vous trouveriez cela absolument étrange. Cela n'existe dans aucun pays, aucun pays ne demande à tous les étrangers, aux ouvriers surtout, de produire leur casier judiciaire. On ne le fera donc que vis-à-vis de personnes où nous avons intérêt à le faire, et par là, le droit de le faire. »¹⁴

Sur ce plan comme sur d'autres, 14-18 représente une césure au Grand-Duché. Dans son introduction au deuxième volume de la Cambridge History de la Première Guerre mondiale, consacrée aux « États », Jay Winter explique d'une part que ce conflit a été un test pour la légitimité des États et qu'il a constitué d'autre part un « état d'exception, une période de suspension des règles juridiques, bureaucratiques et politiques ordinaires ». ¹⁵ Si le Grand-Duché, pays neutre occupé militairement par l'Allemagne, n'a pas été un des belligérants, il a été confronté aux mêmes demandes d'intervention accrue de l'État pour résoudre les problèmes économiques et sociaux (pénurie alimentaire, spéculation, inflation) occasionnées par l'impact d'une guerre totale sur un pays occupé pendant quatre ans.

Analysons dans cet article l'accroissement du rôle de l'État dans le domaine du contrôle direct et indirect des citoyens en général et celui de l'identification en particulier. Au Luxembourg, le renforcement des mesures bureaucratiques d'identification en cours de guerre est spectaculaire :

Une circulaire ministérielle du 11 décembre 1914 apporte des conditions supplémentaires à la délivrance de passeports : « Cette demande devra être accompagnée de la photographie du

¹² ANLux, J 70/6, p. 27-28.

¹³ CRCD, 1913-1914, p. 802sv.

¹⁴ Eyschen à la Chambre des Députés, le 20 janvier 1914, CRCD, 1913-1914, p. 803.

¹⁵ WINTER, Jay, Introduction du volume 2, in : Cambridge History, La Première Guerre mondiale. Volume II : États, Paris, Fayard, 2014, p. 21-23.

pétitionnaire ainsi que d'un certificat du bourgmestre de sa résidence indiquant les nom, prénom, profession, âge et nationalité de l'impétrant et le pays et les localités dans lesquels il entend se rendre. »¹⁶ Un an plus tard une autre circulaire ministérielle du 19 novembre 1915 introduit des obligations supplémentaires pour la délivrance de passeports (cachet de la mairie, signalement exact, indication de la durée du voyage, attestation de l'identité et de la moralité par le bourgmestre ou deux témoins, attestation de nationalité et certificat de moralité pour Luxembourgeois de l'étranger).¹⁷ Une loi du 18 mars 1915 portant modification du Code pénal punit d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois les faux dans les passeports.¹⁸

Enfin, un arrêté grand-ducal du 25 juin 1918 introduit des nouvelles dispositions légales et réglementaire en matière de police des étrangers.¹⁹ Tous les étrangers arrivés après le début de la Première Guerre mondiale, donc après le 1^{er} août 1914, doivent se présenter dans la première semaine de chaque mois devant le commissaire de police ou la brigade de gendarmerie du lieu de leur résidence. Ceux arrivés avant doivent également remettre quatre photographies et renouveler leur déclaration d'arrivée. Les étrangers sans moyens de subsistance peuvent être expulsés immédiatement et sans avertissement. Ils doivent remettre des photographies en quadruple exemplaire.

Cet arrêté grand-ducal inaugure une nouvelle tradition en matière de police des étrangers et donc de politique d'immigration. L'arrêté est pris en se basant sur la « loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre ». ²⁰

Adoptée alors que le pays, occupé par les troupes allemandes faisait face à de gravissimes problèmes en matière d'approvisionnement en vivres et en charbon, cette loi d'exception – que ses détracteurs nommaient tout simplement lois des « pouvoirs dictatoriaux » – avait pour but de permettre au gouvernement de prendre par des règlements d'administration publique, les mesures nécessaires dans ce domaine. Bien qu'en principe limitée à la durée de la guerre, elle n'est pas abrogée après la fin des hostilités.

Une interprétation particulièrement large des notions d'« ordre économique » et d'« intérêt général » permettra aux gouvernements successifs de légiférer en matière de contrôle et de répression de l'immigration presque entièrement par arrêtés grand-ducaux, c'est-à-dire en court-circuitant la Chambre des Députés et le Conseil d'État, durant la quasi-totalité de l'entre-deux-guerres. Comme dans les autres pays, l'accroissement de l'intervention de l'État dans la société continua après la guerre.

L'arrêté grand-ducal du 20 août 1920 est ainsi pris en vertu de la loi de 1915 et stipule qu'aucun ouvrier étranger – à l'exception de ceux qui gagnent plus de 20 fr. par jour et de ceux qui travaillent comme ouvriers agricoles ou domestiques – ne pourra être embauché dans l'industrie, le commerce et la plupart des autres entreprises sans l'autorisation préalable de la Direction générale du commerce, de l'industrie et du travail²¹. Ces dispositions sont renforcées par l'arrêté grand-ducal du 21 août 1923, également pris en vertu de la loi de 1915, qui impose aux ouvriers étrangers l'obligation d'une nouvelle autorisation de travail chaque fois qu'ils changent d'employeur²². L'arrêté grand-ducal du 21 août 1926, lui aussi pris en se basant sur

¹⁶ Mémorial, 1914, p. 1159, Circulaire ministérielle du 11 décembre 1914 concernant la délivrance des passeports (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

¹⁷ Mémorial, 1915, p. 1045, Circulaire ministérielle du 19 novembre 1915 concernant la délivrance des passeports (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

¹⁸ Mémorial, 1915, p. 241, Loi du 18 mars 1915 portant modification de l'art. 199 du Code pénal (Faux dans les passeports, etc.) (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

¹⁹ Mémorial, 1918, p. 760, Arrêté grand-ducal du 25 juin 1918 portant modification des dispositions légales et réglementaires sur la police des étrangers (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²⁰ Mémorial, 1915, p. 225, Loi du 15 mars 1915 conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²¹ Mémorial, 1920, p. 970-971, Arrêté grand-ducal du 20 août 1920, concernant l'embauchage d'ouvriers de nationalité étrangère (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²² Mémorial, 1923, p. 447-449, Arrêté grand-ducal du 21 août 1923, concernant l'embauchage d'ouvriers de nationalité étrangère, (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

la loi de 1915, étend cette obligation à tous les ouvriers quel que soit le montant de leur salaire et aux employés privés dont la rémunération ne dépasse pas 2.000 francs par mois.²³ L'obligation est étendue aux musiciens professionnels de nationalité étrangère.

Dès 1920, ce dispositif de contrôle était complété par la loi du 28 octobre 1920 « destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché ».²⁴ Dorénavant, tout étranger doit être muni d'un passeport délivré par l'autorité de son pays, revêtu du visa de la part des agents diplomatiques ou consulaires du Grand-Duché. Sans ces papiers de légitimation, ils peuvent être immédiatement conduits à la frontière. Les autorités luxembourgeoises se réservaient néanmoins le droit d'introduire, à titre de réciprocité, des dérogations de visas pour les ressortissants de certains pays. C'est ainsi que les citoyens allemands et italiens furent bientôt autorisés à entrer au Luxembourg munis de leur seul passeport, donc sans avoir besoin de visa. La dérogation valait également pour les ouvriers frontaliers belges, français et allemands qui se voyaient dotés d'une « carte frontière ».

L'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1929, pris en vertu de la loi de 1915, soumet l'arrivée au Luxembourg et l'occupation des salariés étrangers, à l'exception des directeurs à revenu élevé (plus de 6.000 fr. par mois), à une autorisation ministérielle. Les domestiques et les ouvriers agricoles sont dorénavant également soumis à autorisation. Les domestiques ouvriers agricoles peuvent en être exemptés pour des périodes et travaux déterminés comme p. ex. pour les vendanges. Un arrêté ministériel du 21 février 1930 exempté à nouveau tous les ouvriers agricoles et les domestiques de cette

autorisation. A partir de l'arrêté ministériel du 3 juin 1933, il en était de même pour les ouvriers forestiers.

Sont exigés par l'arrêté de 1929 : une attestation du ministre du travail et de la prévoyance sociale, le passeport national pourvu du visa consulaire, un extrait du casier judiciaire, un certificat de moralité et un certificat sanitaire. La condition de passeport avec visa ne s'appliquait pas à tous : Tandis que les citoyens belges, français et néerlandais pouvaient entrer au territoire avec une simple carte d'identité, les citoyens d'un certain nombre d'Etats, dont notamment l'Allemagne et l'Italie, mais non l'Autriche, avaient besoin d'un passeport national mais étaient dispensés du visa consulaire.²⁵ Il est important de préciser que cet arrêté, tout comme les autres arrêtés grand-ducaux pris dans ce domaine depuis la guerre, est de fait une loi.²⁶

Cet arrêté de 1929 marque le début d'une nouvelle série de mesures protectionnistes. Au début des années 1930, les autorités réagissent à la pression des associations des classes moyennes. Sous l'impression de la crise économique et d'une vague de faillites dans le commerce, celles-ci avaient lancé une campagne xénophobe teintée d'antisémitisme. Elles dénonçaient notamment les pratiques commerciales « douteuses » et les fréquentes faillites « frauduleuses » opérées par des commerçants immigrés au détriment du contribuable et des commerçants luxembourgeois. Sous l'impression de ce discours, le gouvernement composé par le parti de la droite et les libéraux avait pris une série de mesures pour protéger les artisans et commerçants indigènes contre leurs concurrents étrangers.²⁷ Par l'arrêté grand-ducal du 21

²³ Mémorial, 1926, p 617, Arrêté grand-ducal du 21 août 1926, portant modification de l'art. 4 de l'arrêté grand-ducal du 21 août 1923, concernant l'embauchage d'ouvriers de nationalité étrangère (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²⁴ Mémorial, 1920, p. 1283-1284, Loi du 28 octobre 1920, destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché, (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²⁵ Mémorial, 1929, p. 1045-1056, Arrêté grand-ducal du 30 novembre 1929, fixant les conditions à remplir par les salariés de nationalité étrangère pour l'admission et l'embauchage dans le Grand-Duché (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²⁶ Cet arrêté de 1929 laisse ainsi bouche bée un haut fonctionnaire belge qui écrit à son ministre de la Justice que ces dispositions – plus strictes que les mesures belges – seraient impossibles à introduire en Belgique sans l'assentiment du parlement, donc sans passer par une loi : Archives Générales du Royaume (Bruxelles), Police des étrangers, Dossiers généraux, Deuxième série (I 417), 726 (17), Note au ministre de la Justice, du 23.12.1929.

²⁷ GLODEN, Marc, Und darin fühlen todsicher die alteingesessenen luxemburger Juden parallel mit ihren arischen Mitbürgern. Die Abwehr jüdischer Einwanderung in den 1930er Jahren als Ausdruck von Fremdenfeindlichkeit und Antisemitismus, in: FRANZ, Norbert et alii, Identitätsbildung und Partizipation im 19. und 20. Jahrhundert. Luxemburg im europäischen Kontext, Frankfurt a. M., Peter Lang Verlag, 2016, p. 179-191.

septembre 1932, pris sur base de la loi de 1915, l'obligation d'autorisation gouvernementale est étendue aux commerçants, aux maîtres-artisans ainsi qu'aux représentants de commerce et commissionnaires, vendant des produits pour des tiers au Luxembourg.²⁸ Cette autorisation obligatoire, d'abord biannuelle, devenait annuelle à partir de 1934, mais elle ne s'appliquait en principe pas à ceux qui continuaient une activité professionnelle qu'ils avaient déjà exercée avant le 21 septembre 1934.²⁹

Le point culminant du renforcement du contrôle et des techniques d'identification des étrangers est atteint par l'introduction de la carte d'identité des étrangers en 1934. Cette introduction est, probablement, une réaction à l'arrivée croissante de réfugiés, juifs et non-juifs, en provenance de l'Allemagne nazie. L'arrêté grand-ducal du 31 mai 1934 oblige tous les étrangers de quinze ans et plus, désireux de résider dans le pays pendant plus de deux mois, de présenter endéans les cinq jours de leur arrivée, une demande de carte d'identité. Elle vaut autorisation de séjour. Si elle est refusée ou retirée, l'étranger doit quitter le territoire endéans huit jours. Chaque demande de carte ou de renouvellement de la carte – tous les deux ans, les étrangers doivent faire une nouvelle demande – donne lieu à un avis de la police, de la gendarmerie ou de la Sûreté publique et à la production de nouveaux documents : cinq photographies « de face et sans chapeau », certificat de bonne vie et mœurs, extrait du casier judiciaire, quittance de paiement de taxe d'enregistrement, autorisation de travail. Les indications suivantes, à fournir par l'étranger, sont inscrites sur le formulaire de la demande : nom et prénoms du déclarant, ses lieu et date de naissance, noms et prénoms,

Déclaration d'arrivée dactylographiée du 22 juillet 1918 de l'ouvrier d'usine Alexander Kantowsky, né à Kirchdorf (Ostrowo) dans la province prussienne de Posnanie (polonaise après 1918). Sa nationalité n'est pas clairement définie dans la déclaration : russe ou polonaise ? Cet ouvrier, analphabète, habite dans le quartier Italie. Les lieux de naissance de ses enfants indiquent les étapes de sa migration : Saxe, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Schiffange, Dudelange. Notons que depuis juin 1918, une photo d'identité sur la déclaration d'arrivée est devenue obligatoire. Comme papier de légitimation, la déclaration de départ de la ville de Schiffange suffit. Archives communales Dudelange

²⁸ Mémorial, 1932, p. 583-584, Arrêté grand-ducal du 21 septembre 1932, soumettant l'établissement comme commerçant ou maître-artisan à une autorisation gouvernementale (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

²⁹ Mémorial, 1934, p. 819-822, Arrêté grand-ducal du 31 mai 1934, ayant pour objet d'introduire la carte d'identité pour les étrangers (consultable en ligne, URL : www.legilux.public.lu).

lieux et dates de naissance de ses père et mère, sa nationalité, nom et prénoms, lieu et date de naissance de son conjoint, prénoms, lieu et date de naissance de ses enfants vivant avec lui, sa profession, ses moyens d'existence, ses résidences antérieures, la désignation de ses papiers de légitimation, la mention de sa vaccination.

Si cet arrêté est pris en vertu non de la loi de 1915 mais de la loi du 28 octobre 1920 « destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché », l'origine de cette mesure administrative est à rechercher également dans la période de la Première Guerre mondiale au Luxembourg. Le 14 janvier 1918, le commandant des troupes allemandes, Richard von Tessmar, dans le but de mieux surveiller les étrangers établis au Grand-Duché, notamment les déserteurs allemands, les prisonniers de guerre français et russes évadés, les réfugiés belges et français, les contrebandiers, exige l'introduction de cartes d'identité obligatoires pour tous ceux qui résident sur le territoire luxembourgeois.³⁰ Dans sa réponse, le premier ministre Léon Kauffman se réfère au traité d'extradition germano-luxembourgeois de 1876, à la législation existante sur la police des étrangers et à la Convention de La Haye de 1907 pour refuser une telle mesure qui irait à l'encontre des devoirs d'un pays neutre et qui ne ferait qu'importuner la population autochtone.

Le gouvernement Bech (1926-1937) a non seulement imposé aux seuls étrangers une mesure de contrôle demandée en 1918 par l'occupant allemand pour tous les résidents. Il a en plus usé et abusé de la loi d'exception de 1915. Le premier ministre s'en félicite même dans le cadre d'un débat à la Chambre, le 9 novembre 1933 : « La multiplicité, l'urgence et le caractère nouveau des problèmes à résoudre sont tels que nous devons nous féliciter d'avoir dans l'arsenal de notre législation cette bonne loi de 1915 qui, en fait, donne au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière économique. Si jamais le besoin s'en faisait sentir, je suis sûr que le patriotisme de la Chambre ne se

refuserait pas à élargir le cadre de cette loi en nous déléguant ses pouvoirs aussi en d'autres domaines. »³¹

Lorsque le parti ouvrier dépose quelques mois plus tard, le 30 janvier 1934, une motion demandant l'abrogation de la loi « dictatoriale » de 1915, Bech réplique que le gouvernement considère la loi de 1915 « comme une des meilleures de notre arsenal législatif ». Puis, il menace : « Je préviens donc la Chambre, comme je l'ai d'ailleurs déjà fait, que si elle a l'intention de toucher à la loi de 1915, cela ne pourra être le cas que pour attribuer au Gouvernement des pouvoirs spéciaux plus étendus que ceux que la loi lui donne actuellement. » Bech envisage même l'extension des « pouvoirs dictatoriaux ». Le sujet est largement thématiqué par le parti ouvrier dans la campagne électorale pour les législatives de juin 1934. Le 26 mai 1934, un éditorial du *Escher Tageblatt*, organe de presse du parti ouvrier, intitulé « Die schwarzen Staatsstreichler », rappelle les mots prononcés par Bech à la Chambre de 30 janvier et se réfère ensuite aux projets d'Etat autoritaire chrétien développés dans le *Wort* depuis 1933. Pour l'ET, le parti de la droite et le *Wort* n'envisagent pas seulement une extension des pouvoirs de l'exécutif, mais veulent s'attaquer à la liberté de presse et d'opinion. Trois jours plus tard, le 29 mai 1934, apparaît la première caricature d'Albert Simon montrant une muselière, un dessin qui dénonce le double langage de Dupong en ce qui concerne la liberté de parole.

La loi dictatoriale de 1915 ou plutôt la remise en cause de l'utilisation prolongée bien au-delà de 14-18 de cette loi est à l'origine du projet de loi d'ordre de Bech connue sous le nom de « loi muselière ». La loi, rappelons-le, votée en mars 1937, sera rejetée par un référendum populaire le 6 juin 1937. Or, quelle en est l'origine directe ? Un jugement du tribunal correctionnel de Luxembourg du 22 octobre 1934 annule la condamnation d'une coiffeuse de nationalité française, qui ne remplissait pas les conditions de l'arrêté grand-ducal du 21 septembre 1932, soumettant l'établissement comme commerçant

³⁰ Ministère d'État, Direction générale des Affaires étrangères, Neutralité du Grand-Duché pendant la guerre de 1914-1918. Attitude des pouvoirs publics, (Livre gris), Luxembourg, Imprimerie Victor Buck, Janvier 1919, p. XXIII-XXV + 83-87

³¹ Compte-rendu des séances de la Chambre des Députés (CRCD), 1933-1934, p. 84.

ou maître-artisan à une autorisation gouvernementale. Nous l'avons relevé, l'arrêté a été pris par Bech, comme les autres qui concernent l'immigration, sur la base de la loi de 1915. Or, le tribunal déclare que cette loi « a cessé ses effets », que donc l'arrêté de 1932 « est nul et de nul effet ».³² Voilà ce qui pousse Bech à finaliser un projet de loi « autorisant le gouvernement à prendre les mesures propres à réaliser le redressement économique et à protéger l'ordre public ainsi que l'indépendance du pays »,³³ loi qu'il envisage depuis 1933 ou même avant. Il l'explique d'ailleurs ouvertement, le 26 mars 1935, à la Chambre des Députés.³⁴

En résumé, le passage d'un État libéral faible à un État national fort, symbolisé en général par les mutations profondes des rapports entre société et État qui se sont produites à cause de la Première Guerre mondiale et en particulier par l'utilisation prolongée et donc l'usurpation de la loi des pouvoirs dictatoriaux votée dans le contexte particulier de la guerre en 1915, permet de mieux comprendre le renforcement progressif des dispositifs de contrôle et d'identification des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg comme ailleurs.

Cet exemple permet de voir la nationalisation du social en action. Cette nationalisation s'est construite contre les non-nationaux, contre les étrangers immigrés, dans le but de protéger les nationaux, donc de limiter la liberté de circulation des non-nationaux pendant et surtout après la Première Guerre mondiale. Dès 1920, il faut non seulement un passeport voire un visa pour entrer sur le territoire, mais l'accord du ministère du travail pour exercer un emploi. À partir de 1929, une multitude de certificats, attestations et autorisations viendront se joindre à l'obligation de photographies introduites en 14-18. À partir de 1934, une carte d'identité rien que pour les étrangers, qui vaut autorisation de séjour, complète ce dispositif de clôture du territoire national. Vingt ans auront suffi pour mettre en place un système détaillé de contrôle et d'identification des individus qui n'appartiennent pas à la nation. Un système qui prouvera son efficacité lors du conflit mondial suivant et permettra de « mesurer tout ce qui s'est perdu de dignité humaine dans ce siècle que, dans les rêves de notre jeunesse pleine de foi, nous voyions comme celui de la liberté, comme l'ère prochaine du cosmopolitisme. » (Stefan Zweig)

³² ANLux, AE-01436: Jurisprudence, p. 325-327.

³³ ANLux, AE-01436, p. 22-24.

³⁴ Joseph Bech: « Quoiqu'il en soit, ce jugement (du 22 octobre 1934) est la cause occasionnelle du projet de loi soumis à vos discussions. » (CRCD, 1934-1935, p. 877).



Deckel des Buches „Das hübsche Mädchen von Kayl“, Privatsammlung Jeannot Lunkes.

„Das hübsche Mädchen von Kayl“ Ein Roman und sein historischer Hintergrund

Laure Caregari

1. Einleitung

Historiker/innen und Literaturwissenschaftler/innen, die sich mit der Geschichte und Kultur Luxemburgs beschäftigen, sind sich einig darüber, dass der Roman „Das hübsche Mädchen von Kayl“ von Erich Urban eine außergewöhnliche Quelle zur Erforschung des Ersten Weltkriegs darstellt. Hinzu kommt, dass der Roman das einzige Schriftstück dieser Art in Luxemburg darstellt.

Die Bedeutung und Singularität der Erzählung wird gesteigert durch die Tatsache, dass das Großherzogtum von den Kriegshandlungen weitgehend verschont blieb und somit zum „Wartezimmer des Krieges“¹ wurde. Während in anderen Ländern Europas bedeutende Schlachten entschieden wurden, war Luxemburg aus dem Blickwinkel der Kriegsnationen in die Peripherie gerückt. Umso relevanter erscheint demnach die Sicht eines deutschen Soldaten auf die Lebenswelt der Luxemburger und ihren Alltag während dieser entbehrungsreichen Zeit.

Auch in der nationalen Geschichtsschreibung wurde der Erste Weltkrieg bis vor kurzem als Randereignis behandelt. Die Lebensmittelknappheit und die damit verbundenen sozialen Aufstände in den Arbeiterkreisen, das Aufkommen republikanischer Überzeugungen und die Infragestellung der Monarchie stellten für die historische Einheit des Landes eine schwierige Epoche dar und passten somit nicht zum *master narrative*. Die Aufarbeitung und öffentliche

Wahrnehmung des Ersten Weltkrieges in Luxemburg ist gegenüber dem dominanten Diskurs zum Zweiten Weltkrieg in den Hintergrund gerückt.²

2. Zusammenfassung der Handlung

Anders als vielleicht angenommen spielen sich die im Buch beschriebenen Ereignisse in einem relativ kurzen Zeitabschnitt ab. Die Geschichte beginnt am 8. November 1917 und endet bereits am 13. Februar 1918. Das Kaiserreich befindet sich zu diesem Zeitpunkt in der Defensive. Jedoch sind dem Buch keine expliziten Hinweise über den Kriegsverlauf zu entnehmen. Vordergrundig geht es um die Versetzung des deutschen Soldaten Peter Schornhof nach Kayl. Eine kurze Beschreibung lässt ein klares Bild vor Augen entstehen: „[...] ein Soldat. Groß, schlank, glattrasiert. Anfang der Vierzig. Mit jener feinen, gelblichen Gesichtsfarbe, die verrät, dass einer mit dem Herzen nicht ganz in Ordnung ist. Feldmarschmäßig. Wie es sich damals für jeden rechtschaffenden Mann schickte.“ (9) Als Flak-Telefonist muss er mit anderen deutschen Soldaten in der umfunktionierten Zentrale in der Kayler *Grand-rue*, 1 Sichtdienst leisten: „Die Telegraphisten und Störungssucher, die schon anderthalb Jahre die Stellung hielten, erzählten von Kayl. Von dem Haus, das früher ein italienisches Café war (Chinea-Italiano). Jetzt hat es der Schlächtermeister Kemp-Jeitz nebenan gekauft. Setzte ein neues Dach auf.“ (27)

¹ WEBER, Batty: Im Wartezimmer des Krieges. Neutrale Kalenderblätter, Luxemburg 1916.

² „Cette histoire d'un pays profondément divisé qui doit faire face à des crises internes et externes est difficilement conciliable avec le 'master narrative' prédominant d'une nation luxembourgeoise traversant fièrement les intempéries de l'histoire, raison probable pour laquelle dès 1945, la Première Guerre mondiale fut reléguée, sur le plan mémoriel, derrière la Seconde Guerre mondiale. Avec un siècle de recul, on peut clairement affirmer qu'au Luxembourg, la 'Grande Guerre' est restée une petite guerre sur le plan historiographique.“ Majerus, Benoît/ROEMER, Charles/THOMMES, Gianna (Hgg.): Guerre(s) au Luxembourg 1914-1918. Krieg(e) in Luxemburg, Ulm 2014, S.7.



Aufnahme Ecke „rue du commerce / Grand'rue“ in Kayl. Telefonzentrale nach der Befreiung im Jahr 1918 mit amerikanischen Soldaten vor den Häusern. Die Zentrale befand sich ganz links im Bild. Das Gebäude beinhaltet auch das Café „Chinea-Italiano“. Sammlung der Commune de Kayl.

In diesem achtköpfigen Männerhaushalt geht es ohne militärischen Drill zu. Es bleibt demnach viel Zeit für Wirtshausbesuche, Zeitungslektüre und Reflektionen. Schnell wird klar, dass Schornhof kultiviert ist und eine akademische Bildung besitzt.

Über seinen militärischen Dienstgrad macht der Schriftsteller keine genauen Angaben. Aufgrund seines höheren Abschlusses ist Schornhof als „Einjähriger“ (184) befugt mit zusätzlicher Grundausbildung zum Reserveoffizier aufzusteigen. Als weitere Information am Rande wird erwähnt, dass Schornhof Anfang August 1917 von der Flakschule Hannover nach Esch kommt (64). Des Weiteren erfährt der Leser, dass er verheiratet und Vater eines kleinen Jungen ist. Als Berliner personifiziert der preußische Soldat den Allgemeinplatz, den die Luxemburger umgangssprachlich unter *Preiss* verstehen. Dieses Klischee lässt sich aber nicht mit der eher sanften Manier des Hauptprotagonisten vereinen.

Das Buch setzt sich zusammen aus verschiedenen Episoden und Eindrücken aus dem

Soldatenalltag. Da zuweilen auch das Datum angegeben wird, liest sich der Roman eher wie eine Aneinanderreihung von Tagebuchaufzeichnungen als eine stringente und zusammenhängende Geschichte. Das Leben in der gemeinsamen Unterkunft und die dadurch bedingten kleineren Streitigkeiten, die Fahrten zum Zentrallager in Esch zur Lebensmittelbeschaffung, sowie die privaten Lebensmittelbesorgungen, Besuche von Cafés, Natur- und Dorfbeschreibungen – besonders der Mont St. Jean hat es dem Autor angetan – stellen die Hauptthemen der Erzählung dar. Die im Minettebecken vorherrschende Schwerindustrie und der Kriegsverlauf, bei dem vor allem die Fliegerbomben die Bevölkerung verängstigen, passen nicht in das idyllisch gezeichnete Bild des Autors und werden nur punktuell wiedergegeben. Dennoch sind die vereinzelt militärischen Angaben zu Flakstellungen oder Generalappellen zur Vervollständigung der wissenschaftlichen Literatur zum Ersten Weltkrieg in Luxemburg hilfreich.

Die Überschrift des Romans am Anfang der Lektüre ist irreführend. Kätty, „Das hü-

sche Mädchen von Kayl“ und Titelfigur des Buches, tritt erst spät ins Zentrum des Interesses. Sie wohnt mit ihren Eltern und Geschwistern gegenüber der Zentrale. Die Familie Schon-Litt betreibt dort eine Bartstube und ein Wirtshaus in denen die benachbarten deutschen Soldaten regelmäßig einkehren. Die sechzehnjährige KäTTY fasziniert die ausländischen Uniformierten und auch Schornhof erliegt ihrem Charme: „Nichts in diesem merkwürdig unentwickelten und doch vollkommen fertigen Gesicht war schön. Die Nase keck aufgesetzt. Der Mund grob verlangend. Die Ohren zu groß. Und doch um das Ganze ein Hauch. Verwirrend. Betörend. Beglückend. Vernichtend.“ (44) Am Ende des Buches kommt es beim Rodeln auf dem Mont St. Jean zum einzigen Kuss von KäTTY und Schornhof. Letzterer beschließt daraufhin Kayl zu verlassen, Urlaub zu beantragen und zu seiner Familie zurückzukehren. KäTTY beschließt den von ihr verschmähten Verehrer, den Friseur Hary Rollinger aus Esch zu heiraten. Somit endet die Erzählung dort wo sie anfangen hat: An der Haltestelle vom Bahnhof Nörtzingen.

3. Nachforschungen zum Buch

Ein Interesse für diesen Roman ist schon bei zeitgenössischen Luxemburger Autoren vorhanden. Batty Weber geht in seinem *Abreißkalender* – einer täglichen feuilletonistischen Abhandlung in der *Luxemburger Zeitung*, erschienen in den Jahren 1913 bis 1940 – vom 23. Oktober 1918 auf „Das hübsche Mädchen von Kayl“ ein. Die wohlwollende Rezension beginnt mit den Worten: „[...] das Buch, das man in diesen Tagen gelesen haben muss.“³ Folgende Informationen und Beobachtungen von Batty Weber sind hervorzuheben: Er bezeichnet die Hauptfigur des Buches und Pseudonym des Autors, Peter Schornhof als „Landsturmmann“. Diese Bezeichnung ist nicht im Buch wiederzufinden, jedoch kann man aufgrund des fortgeschrittenen Alters der Hauptfigur von Anfang vierzig, davon ausgehen, dass er dem Landsturm – hierbei han-

delt es sich um ältere Wehrpflichtige zur Ergänzung des Heeres oder der Marine – zugeteilt war.

Eine weitere Feststellung von Batty Weber bezieht sich auf den charakteristischen Schreibstil und seine literarische Einordnung: „Es ist die tagebuchartige Aufzeichnung der Erlebnisse eines Landsturmmannes im friedfertig neutralen Etappen-Farniente, nur lebhafter und wimmelnd vor Menschen, Einzelheiten und Dialog. Dazu befließt sich der Verfasser der modernen, zerhackten Schreibweise, die man ebenso gut mit ‚asthmatisch‘, wie mit ‚pointillistisch‘ charakterisiert.“⁴

Batty Weber hebt vor allem die detailreichen Beschreibungen von Erich Urban hervor und wundert sich über die Klischees, welche Urban mit der Luxemburger Lebensweise in Verbindung bringt: „In den Schilderungen ist viel Sinn für Malerisches, der quicke, romanische Einschlag im Volksleben unserer Roten Erde ist primär beobachtet und flott veranschaulicht. Aber wenn der Verfasser behauptet, das luxemburger Nationalgetränk sei der Viez, oder der Luxemburger fange an zu schießen, sobald er fröhlich werde, oder gar im Land Luxemburg haben alle Frauen die Hosen an, so hat er dabei sicher den Schelm im Nacken.“⁵ Ob Erich Urban von letzteren Behauptungen tatsächlich ausgegangen ist oder sie als humoristische Entwürfe eingestreut hat, sei dahin gestellt. Belustigend in diesem Zusammenhang ist die Tatsache, dass auch Erich Urban auf die Kolumne aufmerksam geworden ist. So gehört der *Abreißkalender* auch zur bevorzugten Lektüre von Peter Schornhof: „[Er] vertiefte sich in den ‚Abreißkalender‘, eine sehr geistreiche Rubrik der ‚Luxemburger Zeitung‘, in der ein ungenannter Autor Ereignisse vom Tage in höchst amüsanten Weise behandelt.“ (76)

Der Roman dient aber auch als Quelle für die Nachforschungen von Militär- und Lokalhistorikern. Die Liebesgeschichte im Buch ist zweitrangig, es sind vor allem die Informationen in Bezug auf Flakstellungen, welche Beachtung finden. So benutzt zum Beispiel *Colonel Émile-Théodore Melchers* den Roman als

³ ANLux BW-AK-006-1264: „Das hübsche Mädchen von Kayl...“ (1918.10.23).

⁴ ANLux BW-AK-006-1264.

⁵ ANLux BW-AK-006-1264.

Primärquelle für seine Ausführungen über die Abwehrstellungen zwischen Düdelingen und Tetingen, sowie Öttingen und Ruxweiler (Rochonwilliers).⁶

Auch der Rümelingen Lokalhistoriker Fernand Lorang stützt sich in seinem Artikel „Flugabwehr im Kayltal 1914-1918, Beitrag zur Luxemburger Lokalgeschichte“⁷ und seinen darin enthaltenen Angaben zu den Flakbatterien 18 und 74 auf das Buch von Erich Urban. Des Weiteren verfasst er einen Artikel zum Roman mit identischem Titel.⁸ Fernand Lorang unternimmt in diesem Beitrag den ersten Versuch dem Autor und dem Geschehen im Buch auf den Grund zu gehen. Er bezeichnet Erich Urban als „kulinarischen Fachmann“⁹, da er beim Ullstein-Verlag bereits einige Kochbücher veröffentlicht hat. Fernand Lorang gibt auch vermeintliche Details aus der Biographie des Autors preis. Informationen, die im Zuge dieser Rechercharbeit und entsprechend dem rekonstruierten Lebenslauf relativiert werden müssen. So weiss Lorang zu berichten, dass Erich Urban Vater von zwei Kindern, Fritz und Renate, ist. Es sind jedoch vier Kinder, die allerdings erst in der Zwischenkriegszeit zur Welt gekommen sind.¹⁰ Korrekt hingegen ist die Angabe, dass Erich Urban 1951 in Neuruppin verstarb. Ähnlich wie Batty Weber empfiehlt Fernand Lorang das Buch seinen Lesern. Er geht aber nicht wie Weber auf Urbans literarischen Stil ein, sondern unterstreicht den gefälligen Grundton und die pazifistischen Absichten des Autors: „Erich Urban ist es in wohlthuender Weise gelungen, den Ungeist des Krieges aus seinem Roman zu verbannen. Er meidet geflissentlich jede kriegerische Schilderung, jede martialische Bramarbasierung und streift sein

„Kayler Kriegshandwerk“ nur in knappsten Worten. Der Schriftsteller war ja auch nur ein simpler (herzkranker!) Flak-Telephonist, ein Scheinwerfer-Soldat, von denen die knallharten Frontschweine vor Verdun spöttisch sangen: Wir sind vom Te-Te-Telegraphenbataillon, von der Flugzeugradfahrkompanie! – Die Flak-Batterien gehörten damals noch zum Heer und waren keine Luftwaffeneinheiten wie im Zweiten Weltkrieg.“¹¹ Lesenwert ist für Lorang das Buch besonders wegen seiner „Dorfscenen à la Pieter Breughel“ und Milieubeschreibungen: „Dabei gelingt es [Erich Urban] in magistraler Weise, authentische Personen- und Ortsnamen, Wohnungen und Dorfviertel täuschend wirklichkeitsnahe zu einem erstaunlichen Ganzen zu mischen, so zwar, dass nur alteingesessene Kayler in der Lage sind, Dichtung und Wahrheit zu trennen.“¹²

Aufgrund des Reichtums an lokalen Familiennamen und Ortsangaben, Namen von sozialen Räumen, wie Gaststätten und Friseursalons und kriegsrelevante Informationen über Generalappelle sowie Flakstellungen sind auch lokale Geschichtsvereine daran interessiert, die zahlreichen Details zu entziffern.¹³

In diesem Zusammenhang ist auch der Artikel von Gilbert Maurer zu nennen, der als ehemaliger Kayler Einwohner die Weg- und Ortsbeschreibungen von Erich Urban anhand von Postkarten dokumentiert hat, angefangen mit der Haltestelle, an der Peter Schornhof in Kayl aussteigt, und dem naheliegenden Café Assa über die *rue du commerce*, *rue du moulin*, dem *quartier Faubourg* Richtung Kaylbach und Tetingen hin zum *Gehaansbiere*.¹⁴

Des Weiteren sind die Nachforschungen von Josiane Weber zu erwähnen. Ihre Arbeit be-

⁶ MELCHERS, Émile-Théodore: Bombenangriffe auf Luxemburg während zwei Weltkriegen, Luxemburg 1984, S. 97.

⁷ LORANG, Fernand: Flugabwehr im Kayltal 1914-1918, Beitrag zur Luxemburger Lokalgeschichte, in: Kayltaler Memorabilien. 100 Jahre Freiwillige Feuerwehr Rümelingen 1885-1985, Luxemburg 1985, S. 55-67.

⁸ LORANG, Fernand: Das hübsche Mädchen von Kayl, in: *Kayltaler Memorabilien. 100 Jahre Freiwillige Feuerwehr Rümelingen 1885-1985*, Luxemburg 1985, S. 69-77.

⁹ LORANG, Fernand: Das hübsche Mädchen von Kayl, S. 70.

¹⁰ Bundesarchiv Berlin, R 9361 V 38401.

¹¹ LORANG, Fernand: Das hübsche Mädchen von Kayl, S. 70.

¹² LORANG, Fernand: Das hübsche Mädchen von Kayl, S. 71.

¹³ A.H.M.E. (Amis de l'histoire et du Musée de la Ville d'Esch-sur-Alzette), Publikation 22, Das hübsche Mädchen von Kayl.

¹⁴ MAURER, Gilbert: Das hübsche Mädchen von Kayl, in: Bulletin de liaison des anciens de l'Athénée Luxembourg Fasc. 34 (2015), p. 1-18.



Gruppenaufnahme Belegschaft der Batterie 18. Fotografie um 1917, Privatsammlung Jeannot Lunkes.

zieht sich auf die kulturellen und gesellschaftlichen Beobachtungen, die im Buch zur Sprache kommen: „Bemerkenswert an Urbans Roman sind die Hinweise auf die zahlreichen kultursoziologischen Besonderheiten, was die verschiedenen Vorstellungen in Bezug auf Selbstverständnis und Fremdverständnis betrifft. Aus all den historischen, sozialen und kulturellen Dimensionen menschlichen Erlebens und Verhaltens stechen einerseits kulturhistorische Elemente wie Mode und Sprache hervor, andererseits stehen sozialpsychologische Merkmale im Mittelpunkt wie die Beziehung zwischen Männern und Frauen, der ironische Blick der Deutschen und ihr Überlegenheitsgefühl, aber auch

die Sicht der Luxemburger auf die Deutschen, gerade in Kriegszeiten, wo die einen als Besatzer und die anderen als Besetzte eigentlich auf starre Rollen festgelegt sind.“¹⁵

Neben dieser Analyse gelingt es der Literaturwissenschaftlerin den richtigen Namen hinter dem Pseudonym Schon-Litt herauszufinden und die wahre Identität vom „hübschen Mädchen von Kayl“ zu lüften.¹⁶ Es handelt sich um die Tochter der Kayler Familie Lecuit-Hengen, welche in der Großstraße, Nummer 4 gegenüber der Telefonzentrale ein Wirtshaus und einen Friseursalon betrieben hat. Aufschluss darüber gibt die Volkszählung vom 1. Dezember 1916¹⁷. Hier wird *Kätty*, Catherine Lecuit ne-

¹⁵ WEBER, Josiane: Der Soldat und das Mädchen, in: Majerus, Benoît/ROEMER, Charles/THOMMES, Gianna (Hgg.): *Guerre(s) au Luxembourg 1914-1918. Krieg(e) in Luxembourg*, Ulm 2014, S. 91-101, hier S. 97.

¹⁶ WEBER, Josiane: „Stinkpreißen“ und Käsköpfe“ – Die Besatzung Luxemburgs aus der Sicht eines deutschen Soldaten im Roman *Das hübsche Mädchen von Kayl* von Erich Urban, in: LIEB, Daniela/MARSON, Pierre/ WEBER, Josiane: *Luxemburg und der Erste Weltkrieg. Literaturgeschichte(n)*, Mersch 2014, S. 95-103, hier S. 100.

¹⁷ ANLux, R. pop. 2035.

ben ihren Eltern, Geschwistern und sogar einem Kostgänger – sämtliche Personen kommen im Roman vor – geführt und ihr Alter wird mit 16 Jahren angegeben.

4. Realität und Fiktion

4.1 Peter und Kätty

Die Grenzen zwischen historischer Realität und Fiktion sind für den Leser nicht immer klar ersichtlich. Angefangen beim Hauptcharakter des Romans: Wieviel Peter Schornhof steckt im Autor Erich Urban und was weiss man über seine militärische Ausbildung? Gibt es Informationen zu ihm als Autor?

Allgemein bekannt ist die Tatsache, dass Erich Urban beim Ullstein-Verlag Kochbücher und literarische Ratgeberliteratur veröffentlichte. Bei der „Berliner Morgenpost“ und der „B.Z. am Mittag“ war er vor allem als Musikkritiker tätig.¹⁸ Der Roman bleibt unter seinen Sachbüchern demnach die Ausnahme. Die Affinität zur Musik jedoch kann man an den vielen Andeutungen und Referenzen zu Musik- und Opernstücken im Buch erkennen.

Laut Unterlagen des Berliner Landesarchivs wurde Eduard August Erich Urban am 16. Juni 1875 in Berlin geboren.¹⁹ Sein Vater, Heinrich Urban, war ein bekannter Berliner Komponist. Seine Mutter Margarethe Urban war eine geborene Schubert. Am 6. März 1926 hat Erich Urban die Ehe mit Gertrud Auguste Martha Luise Struck geschlossen. Beide wohnhaft in Berlin, Moritzstraße 35.²⁰ In Verbindung mit den Angaben im Roman – Peter Schornhof wird als Ehemann und Vater beschrieben – lässt es die Schlussfolgerung zu, dass wahrscheinlich weniger Schornhof in Urban steckt als bisher angenommen. Erich Urban ist während seiner Zeit in Kayl Junggeselle und hat erst im fortgeschrittenen Alter von 50 Jahren geheiratet. In einer Akte des Berliner Bundesarchivs, welche einen Fragebogen aus dem Jahr 1938 zur Bearbeitung des Aufnahmeantrages für die Reichs-



Porträtaufnahme Erich Urban
Fotografie um 1935, Bundesarchiv Berlin (BArch),
R 9361 V 38401.

schriftumskammer – einer Dachorganisation für die im Dritten Reich tätigen Kulturberufe im schriftstellerischen Bereich – beinhaltet, geht hervor, dass seine Ehefrau 1896 geboren wurde und somit mehr als 20 Jahre jünger ist als er. Des Weiteren erfährt man, dass Erich Urban vier Kinder hat – Rudi, Fritz, Peter und Renate – wobei die beiden Letztgenannten unter 16 Jahre alt sind.²¹ Dem Fragebogen ist ferner zu entnehmen, dass Erich Urban an dem Spielfilm „Die göttliche Jette“ aus dem Jahr 1937 mitgewirkt hat.

In der Akte befinden sich zwei in Sütterlin handschriftlich verfasste Lebensläufe. Der erste ist datiert auf den 18.02.1938, der zweite enthält kein Datum. Man erfährt, dass er sein Abitur 1894 in Berlin besteht und daraufhin Germanistik und Künste in Genf, Berlin und Heidelberg studiert, seine Promotion erfolgt bereits 1898. Er wird freier Schriftsteller (u.a. bei

¹⁸ ULLSTEIN VERLAG (Hg.): Fünfzig Jahre Ullstein: 1877-1927, Berlin 1927, S. 180.

¹⁹ StA Berlin IV a Nr. 1007/1875.

²⁰ StA Berlin IV a Nr. 94/1926.

²¹ Bundesarchiv Berlin, R 9361 V 38401.

der Rheinisch-Westfälischen Zeitung in Essen) und Dramaturg. Relevant im Zusammenhang mit seinem Buch „Das hübsche Mädchen von Kayl“ sind seine Angaben in Bezug auf seine Tätigkeit im Ersten Weltkrieg. Akkurat schildert Erich Urban seinen „Einsatz für das Vaterland“ im undatierten Lebenslauf:

1916

Im September als ungedienter Landsturmmann zum Militärdienst eingezogen. Ausbildung in Ohlau [nahe Breslau] und Hannover

1917

Nach Esch (Luxemburg). Vortragsreisender für Vaterländischen Unterricht und Werber für Kriegsanleihe. Verschafft dem Vaterland durch seine intensive Werbetätigkeit viele Millionen. Dafür Gefreiter und Orden.

1918

An die Front, Flak-Batterie Scheinwerferabt. Abkommandiert für Armeeschule (Thiaucourt). [In einem weiteren Fragebogen für die Reichsschriftumskammer präzisiert Erich Urban, dass es sich um die auch im Buch erwähnte Batterie 18 handelte.] Unteroffizier-Diensttuer, soll auf Verordnung des Hauptmanns Killmeier (Deutsch-Off.) Offizier werden, lehnt ab aus Gesundheitsrücksichten.

1.1.1919

Wiedereintritt bei Ullstein

Aus diesen biographischen Notizen ergeben sich folgende Beobachtungen: Einerseits ist Erich Urban demnach verantwortlich für die militärische Propaganda bei den Frontsoldaten. Er unterstreicht weiter, dass er für sein „Vaterland“ nicht nur im ideologischen Sinne im Einsatz war, sondern auch zur Finanzierung von dessen Kriegsanstrengungen beitrug. Hierfür wurde er zum „Gefreiten“ ernannt und mit Orden ausgezeichnet. Will er somit von der Tatsache ablenken, dass er eigentlich an keinem Kampfeinsatz für das „Vaterland“ teilnahm und stattdessen in der „gemütlichen“ Telefonzentrale in Kayl saß?

Andererseits wird aus seinem Lebenslauf klar ersichtlich, dass Erich Urban als „Vortragsreisender für Vaterländischen Unterricht und

Werber für Kriegsanleihe“ und der eher harmlose Charakter Peter Schornhof keinesfalls identisch sind. Die Realität vom Zusammenleben zwischen Luxemburger Bevölkerung und deutschen Soldaten ist somit viel komplexer als im Buch dargestellt.

Dies führt zur Gretchenfrage: Aus der Tatsache, dass der Autor preussischer Soldat in Luxemburg war, ergibt sich die heikle Frage nach der politischen Gesinnung von Erich Urban. Dem Fragebogen der Reichsschriftumskammer ist zu entnehmen, dass Erich Urban bis 1936 keiner Partei oder Organisation angehörte und kein Mitglied der NSDAP war. Er gehörte dem „Verband Deutscher Bühnenschriftsteller und Komponisten“ an. Hervorzuheben sind wieder die Ergänzungen in den Lebensläufen. So schreibt Erich Urban im undatierten Lebenslauf mit genauer Angabe des Datums: „25.8.1931 Bis dahin völlig unpolitisch, hört auf der Rückreise von Bayreuth in Nürnberg (Colosseum) den Führer, wird für die nat. soz. Idee gewonnen, die er von nun an mit [Möglichkeit?] seiner Kräfte propagiert.“ Bei dem Lebenslauf von 1938 fehlt dieser Eintrag. Es ist das einzige klare politische Bekenntnis von Erich Urban in seiner Akte. Die Tatsache, dass Erich Urban im Theaterwesen mit jüdischen Autoren zusammenarbeitete, rückt ihn ins Visier des Naziapparates. Dies geht klar aus Verträgen mit Theaterverlagen und einer Niederschrift von einem Telefongespräch, die sich in der Akte befinden, hervor.²² Seinen Ariernachweis erbringt er auf Druck der Behörden erst 1938.

Eine weitere Unstimmigkeit zwischen Roman und Biographie von Erich Urban ist die wiederholte Angabe zum Militärverhältnis: „Uoff. [Unteroffizier] Diensttuer im Flak.“ Der Autor geht gar nicht auf die Tätigkeit in der Kayler Telefonzentrale ein und in der ganzen Akte finden sich auch keine Angaben zum Roman. Hatte Erich Urban die Absicht sich gegenüber dem Behördenapparat in ein anderes Licht zu rücken? In der Logik des aufkommenden Nationalsozialismus erscheint der Roman äußerst unpolitisch und pazifistisch.

Ein weiteres Indiz, dass er sich dem Machtapparat entziehen will, ist die Betonung seiner körperlichen Erkrankung, die er in beiden Lebensläufen thematisiert. So schreibt er

²² Bundesarchiv Berlin, R 9361 V 38401.

in seinem Curriculum vitae von 1938: „Herbst 1930 Erkrankung. 1.7.31 Pensioniert – 100-prozentig invalide als Kritiker. Seitdem Pensionär und gelegentlich schriftstellerischer Arbeiter.“²³

Welches weitere Schicksal Erich Urban während des Zweiten Weltkrieges erwartete, ist nicht herauszufinden. Den für seine Heimatstadt Berlin vernichtenden Krieg überlebte er. Den Unterlagen des Berliner Landesarchivs ist zu entnehmen, dass Erich Urban in Neuruppin in der ehemaligen DDR am 5. April 1951 verstarb.²⁴

Offizielle Dokumente der preussischen Militärbehörden zu seiner militärischen Laufbahn während des Ersten Weltkrieges wurden aufgrund von Kriegshandlungen im Zweiten Weltkrieg zerstört. Nach der Anfrage beim Freiburger Bundesarchiv-Militärarchiv wurde mitgeteilt, dass „Personalunterlagen und Karteien der Preußischen Armee [...] im Heeresarchiv im Jahre 1945 einem Luftangriff auf Potsdam zum größten Teil verbrannt [sind], so dass Informationen über bestimmte Soldaten und Offiziere heute nur selten überliefert sind.“²⁵ Das Archiv bestätigte, dass eine Personalakte zu Eduard Erich Urban nicht ermittelt werden konnte.

Das gleiche Schicksal traf das Archiv des Ullstein-Verlags. Als die Alliierten im Februar 1945 das Berliner Zeitungsviertel bombardierten, wurden sämtliche Bestände, Nachlässe und Korrespondenzen zerstört. Da der Ullstein-Verlag in den Fünfziger Jahren vom Axel Springer Konzern übernommen wurde, sind die einzigen verfügbaren Spuren im Unternehmensarchiv Axel Springer zu finden. Es existiert seitens des Ullstein-Verlages eine handschriftliche Chronik, welche Ersterscheinungsjahr, Buchreihe, Nummer, Titel, Autor und Auflage bis 1927 auflistet. Bis zum Berichtsjahr 1927 wurde das „Das hübsche Mädchen von Kayl“ in einer,

nicht nur für Luxemburg beachtlichen Stückzahl von 201.300 Exemplaren verlegt.²⁶ Daraus lässt sich der populäre Charakter des Buches ablesen und darauf schließen, dass Erich Urban als Schriftsteller bereits renommierter war.

Was wurde aus der Zentralfigur Kätty, dem „hübschen Mädchen von Kayl“?

In der Volkszählung von 1916 wurde das Mädchen als Catherine Lecuit aufgelistet. Die entsprechende Geburtsurkunde Nummer 64 vom 15. Mai 1899 mit Lecuit Andreas und Hengen Susanna als eingetragene Eltern, führt Kätty unter dem Namen Germaine Catherina.²⁷ In der Liste des Geburtenregisters des Zivilstandes der Gemeinde Kayl ist sie unter Nummer 635 als Germaine Catherine, geboren am 16. Mai 1899 wiederzufinden.²⁸ Die Tatsache, dass aus dem Zweitnamen der eigentliche Vorname wird, ist nicht ungewöhnlich. Der Autor selbst nutzt seinen Drittamen Erich anstatt Eduard August.

Im Roman schreibt Erich Urban, dass Peter Schornhof aufgrund der aussichtslosen Liaison beschließt, nach Deutschland zurückzukehren, und Kätty sich bereit erklärt, ihren einstigen Verheiratheten Hary Rollinger aus Esch zu heiraten. Auch dies trifft in der Realität nicht zu. Sie heiratet erst am 6. Februar 1924 in Kayl den zwei Jahre jüngeren Charles Reinesch, geboren in Vianden und von Beruf Anstreicher.²⁹ Das junge Ehepaar zieht gemeinsam mit Kättys Eltern und den Geschwistern Valentin, Germaine und Edouard nach Ettelbrück. Hier wurde Kätty am 4. August 1925 unter dem Namen Catherine Lecuit registriert. Das Geschäftshaus in der Kayler Großstraße ging in den Besitz von Kätty's Onkel, Fritz Koullen-Hengen über.³⁰ Mit dem Umzug in eine

²³ Bundesarchiv Berlin, R 9361 V 38401.

²⁴ StA Berlin IV a Nr. 94/1926. Fernand Lorang gab als Todesdatum den 6. April 1951 an.

²⁵ Antwortschreiben vom 12.12.2016, Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg auf Anfrage vom 6.12.16 (MA 5 – 2016/A-3628, Caregari, Laure).

²⁶ Antwortschreiben mit Aufnahme von handschriftlicher Chronik vom 05.01.2017, Rainer Laabs, Leiter Unternehmensarchiv Axel Springer SE.

²⁷ Extrait Acte de naissance, Commune de Kayl.

²⁸ ANLux, EC 336 – Tables Décennales (1893-1902). Vier Jahre später wird eine weitere Tochter geboren, welche den Vornamen Germaine erhält.

²⁹ Information Commune d'Ettelbruck

³⁰ Luxemburger Wort 1925-07-23_01, http://www.eluxemburgensia.lu/R/L87RH73JT1P7BPK6YILLG2Y29RP9UD5XKP_PFE7TFMNYMCXD991-01887?func=file&file_name=titleinfo&coll=2, eingesehen am 16.12.2016.

andere Stadt ging auch ein Berufswechsel einher. Am 14. Juli erwarb André Lecuit ein Haus in der Ettelbrücker Gartenstraße und eröffnete hier eine Vulkanisations-Werkstatt.³¹

Die Familie Lecuit wohnte in der Gartenstraße Nummer 22, der heutigen rue Dr. Klein. Später lebte Käty mit ihrer eigenen Familie über einem Lebensmittelgeschäft in der damaligen rue du Nord, der heutigen rue Dr. Herr. Sie wurde Mutter von einem Sohn (geboren 1925) und einer Tochter (geboren 1929).

Aus Dokumenten geht hervor, dass die Familie Reinesch-Lecuit Ettelbrück 1927 mit dem Ziel New York verließ.³² Am 21. Oktober 1927 kam Catherine Reinesch mit ihrem zwei Jahre alten Sohn André in New York an. Sie hatte mit der S.S. Pennland in Antwerpen abgelegt. Zu dem Zeitpunkt wohnte die Familie im New Yorker Vorort Westbury, Nassau County im Staat New York.³³ Ihr Ehemann Charles und ihr Bruder Edouard erreichten mit der S.S. Volendam von Rotterdam aus New York bereits am 13. März 1927. Des Weiteren geht aus dem Schiffsmanifest hervor, dass beide beabsichtigten in New York zu bleiben und dieselbe Kontaktperson angaben – eine Cousine Namens Clara, welche in der 27. Straße wohnte.³⁴ Käty kehrte jedoch mehrmals in ihre alte Heimat zurück. In Ettel-

brück bei ihren Eltern kam ihre Tochter Elise Liliane im Februar 1929 auf die Welt. Sie schiffte sich sechs Monate später in Antwerpen mit ihren beiden kleinen Kindern wieder für New York ein und kam mit der S.S. Lapland am 20. September 1929 an.³⁵ Laut einer Volkszählung aus dem Jahr 1930 wohnte die vierköpfige Familie zu dem Zeitpunkt in der Butler Street oder in der Tremont Street, 137 in North Hempstead, unweit von ihrer ersten Adresse im Nassau County, New York.³⁶ Seinen alten Beruf als Anstreicher behielt Charles Reinesch laut den Unterlagen in der neuen Heimat bei. Über 25 Jahre später, im Jahr 1955, besuchte das Ehepaar Reinesch noch einmal sein Heimatland. Den Atlantik überqueren sie diesmal mit einem Flugzeug.³⁷

Aber auch die Eltern vom „Hübschen Mädchen“, André und Madeleine [Susanna] Lecuit, zog es in die neue Welt. Sie wurden am 6. Oktober 1933 auf Ellis Island registriert. Die Vermutung liegt nahe, dass sie ihre Kinder und Enkelkinder besuchten und nicht nach New York kamen, um eine neue Existenz zu gründen. Käty jedoch identifizierte sich voll und ganz mit ihrer neuen Heimat, wo sie am 1. Mai 1980 in St. James im Staat New York starb.³⁸ Ihr Mann wurde bereits 1979 beerdigt.³⁹ Ihre Nachkommen leben noch heute in den Vereinigten Staaten.

³¹ Luxemburger Wort 1925-07-14_01, http://www.eluxemburgensia.lu/R/L87RH73JT1P7BPK6YILLG2Y29RP9UD5XKP/PFE7TFMNYMCXD991-01887?func=file&file_name=titleinfo&coll=2, eingesehen am 16.12.2016.

³² Information Commune d'Ettelbruck

³³ Das Archiv mit den Passagierlisten der auf Ellis Island registrierten Einwanderern ist auf der offiziellen Homepage von Ellis Island online verfügbar. <http://www.libertyellisfoundation.org/passenger-details/czoxMjoiOTAxNzI3MDE2NzMzIjls=/czo4OiJtYW5pZmVzdCI7>, eingesehen am 13.01.2017.

³⁴ <http://www.libertyellisfoundation.org/passenger-details/czoxMjoiOTAxNzI2MzM3Nzc1Ijls=/czo4OiJtYW5pZmVzdCI7>, eingesehen am 13.01.2017.

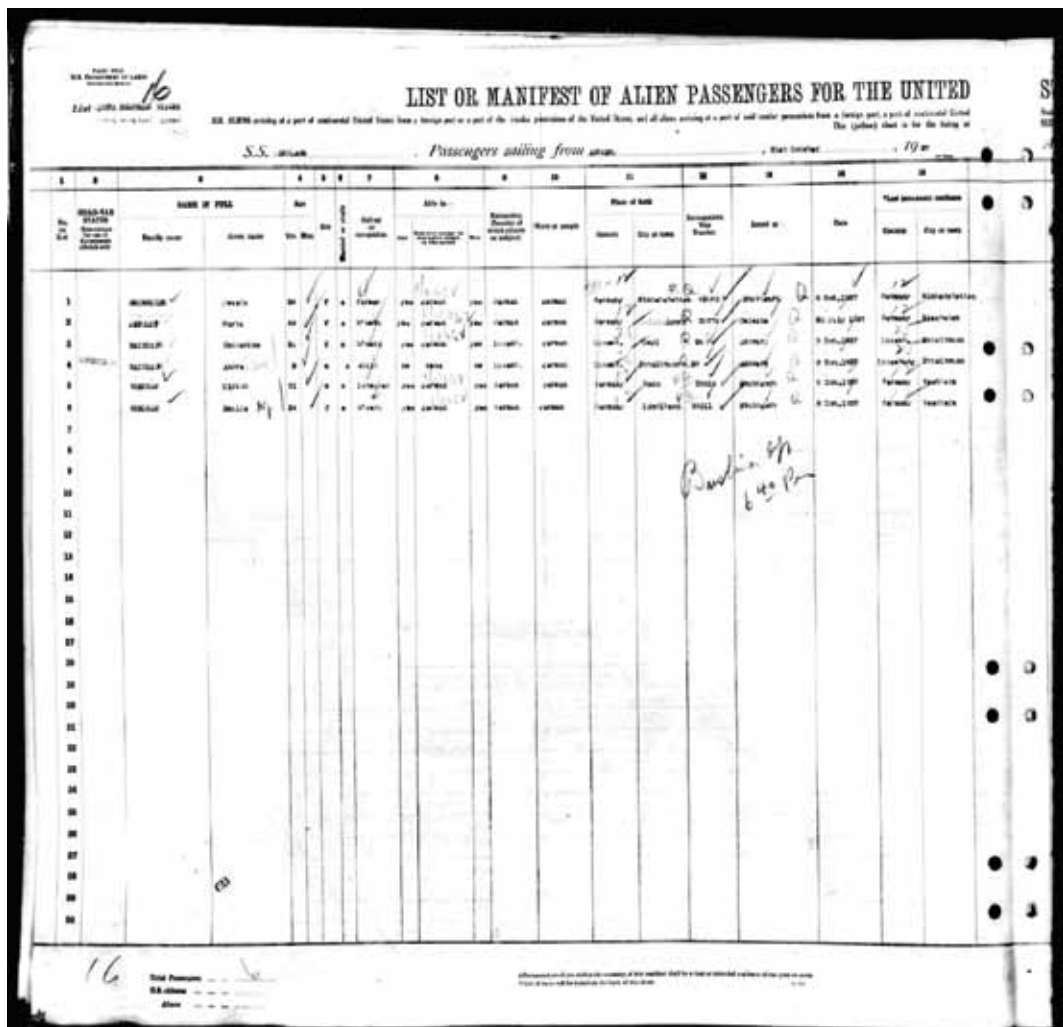
³⁵ Siehe Anmerkung „Infant born during visit abroad“ auf der Passagierliste. Das Datum des Aufenthalts in Luxemburg deckt sich mit dem Geburtsdatum des Kindes. <http://www.libertyellisfoundation.org/passenger-details/czoxMjoiOTAxNzU5NTM1NjUyIjls=/czo4OiJtYW5pZmVzdCI7>, eingesehen am 13.01.2017.

³⁶ Eine Reproduktion der Volkszählung „United States Federal Census“ von 1930 ist online einsehbar bei www.ancestry.com. http://interactive.ancestry.com/6224/4661132_00249/41511032?backurl=&ssrc=&backlabel=Return, eingesehen am 16.01.2017.

³⁷ Die „U.S., Departing Passenger and Crew Lists, 1914-1965“ sind bei [ancestry.com](http://www.ancestry.com) abrufbar.

³⁸ http://search.ancestry.com/cgi-bin/sse.dll?_phsrc=Nzo4&_phstart=successSource&usePUBJs=true&gss=angs-g&new=1&rank=1&msT=1&gsfn=Catherine&gsfn_x=0&gsln=Reinesch&gsln_x=1&MSAV=1&cp=0&catbucket=rstp&uidh=eak&pcat=ROOT_CATEGORY&h=51424851&recoff=11%2012&dbid=3693&indiv=1&ml_rpos=1, eingesehen am 17.07.2017.

³⁹ http://search.ancestry.com/cgi-bin/sse.dll?_phsrc=Nzo5&_phstart=successSource&usePUBJs=true&gss=angs-g&new=1&rank=1&msT=1&gsfn=Charles&gsfn_x=0&gsln=Reinesch&gsln_x=1&MSAV=1&cp=0&catbucket=rstp&uidh=eak&pcat=ROOT_CATEGORY&h=51424852&recoff=10%2011&dbid=3693&indiv=1&ml_rpos=6, eingesehen am 17.07.2017.



Ellis Island Catherine Reinesch 1927_1, Passagierliste der SS Pennland aus dem Jahr 1927. URL: [http://www.libertyellisfoundation.org/passenger-details/czoxMjoiOTAxNzI3MDE2NzMzIjs=/czo4OiJtYW5pZmVzdCI7,\(Stand 13.01.2017\).](http://www.libertyellisfoundation.org/passenger-details/czoxMjoiOTAxNzI3MDE2NzMzIjs=/czo4OiJtYW5pZmVzdCI7,(Stand 13.01.2017).)

Hier endet die Spurensuche und gibt Anlass zu einer Reihe von Interpretationen. Fest steht, dass die Zwischenkriegszeit, vor allem die späten Zwanziger und frühen Dreißiger Jahre geprägt waren von wirtschaftlicher und politischer Unsicherheit. Aufgrund dessen existierte einerseits eine starke nationale Binnenwanderung, andererseits erhöhte die wirtschaftliche Perspektivlosigkeit die Anziehungskraft von entfernten Ländern. Die Familie Lecuit und ihre Kinder waren von dieser Strömung nicht ausgeschlossen. Entgegen der bestehenden Tendenz ist jedoch der Umzug von Kayl nach

Ettelbrück zu sehen, denn die Eisen- und Stahlindustrie im Süden des Großherzogtums zog aufgrund der Verdienstmöglichkeiten Arbeiter und Bauern aus dem Norden an. Der Ortswechsel beweist gleichwohl die Mobilität der Familie. Auch die Auswanderung nach Nordamerika war zu der Zeit nicht ungewöhnlich. Obwohl die große Wanderbewegung zum neuen Kontinent hin bereits abgeebbt war, emigrierten zwischen den Jahren 1900 und 1953, 15.000 bis 20.000 Luxemburger in die Vereinigten Staaten.⁴⁰

Kätty, also Catherine Lecuit-Reinesch bleibt „rätselhaft“ und „sphinxhaft“ (90), wie

⁴⁰ SCUTO, Denis: *La nationalité luxembourgeoise (XIX^e - XXI^e siècles)*, Bruxelles 2012, p. 72.

im Roman beschrieben. Da die Familie 1927 in die Vereinigten Staaten übersiedelte, ist zu vermuten, dass sie in Luxemburg keine wirtschaftliche Zukunft für sich sah und dies schon vor der im Jahr 1929 beginnenden Weltwirtschaftskrise. Es ist nicht auszuschließen, dass sie vom Roman gewusst hat, in dem sie eine zentrale Figur spielte. Wie bereits in der erwähnten Chronik vom Ullstein-Verlag steht, waren im Jahr 1927 – das Jahr ihrer Auswanderung – über 200.000 Exemplare gedruckt worden. Das Schicksal der wahren Protagonisten vom „Hübschen Mädchen von Kayl“, die während des Ersten Weltkriegs zusammenfanden, könnte bedingt durch das Weltgeschehen in diesem Zeitalter der Extreme nicht unterschiedlicher sein und ähnelt selbst einem Roman.

Eine weitere Figur, die im Roman vorkommt, wird von Jules Kauffmann in seinem Buch „Kayl um Giinzebechel“ identifiziert. Es handelt sich um Juffel, einer der Soldaten und Bewohner des Hauses in der Grand'rué. Mit ihm gerät Schornhof im Roman des Öfteren in neckischer Weise aneinander. Mit dem Spitznamen Juffel war Joseph Haxter gemeint. Geboren 1895 in Kray bei Essen, war er ab 1915 als deutscher Soldat beim Störtrupp in Kayl stationiert. Hier ging er eine Beziehung mit einer Einheimischen ein, welche laut Kauffmann den Namen „Marianne“ trägt. Nach dem Waffenstillstand musste er nach Deutschland zurückkehren. Zwei Jahre später heiratete das junge Paar in Essen und kam 1920 zurück nach Kayl. 1928 ziehen sie um nach Esch/Alzette, wo Juffel bis zu seiner Pensionierung bei der Hüttengesellschaft der Arbed arbeitete und 1960 verstarb.⁴¹

4.2 Lebensmittelversorgung

In den Roman hineingestreute Informationen über die Situation der Lebensmittelversorgung werfen eine Reihe von Fragen auf. Im krassen Widerspruch zur Geschichtsforschung stehen die geschilderten Verhältnisse in Bezug auf die Lebensmittellage. Erich Urban geht im Roman in keiner Form auf die im Großherzogtum vorherrschende Lebensmittelknappheit ein. Ganz im Gegenteil schildert er eine Situation des Überflusses, ob dies nun die Kantine der

Militärverwaltung in Esch betrifft oder die zivilen Geschäfte in Kayl:

„Ein Fäßchen frisches Bier ist aufgelegt. Fleißig Quetsch wird getrunken. Für Besserbemittelte sind allerhand Leckerein da, Wurst, Rauchfleisch, Käse, Sülze, Linsen, Marmelade. Und an den Wänden hängen die neusten Tageszeitungen.“ (68)

„Ihr wart Zeuge eines Abends, dass von Beles der Fernspruch durchkam: ‚Ab 13. Dezember ist der Paketverkehr nach und von der Front gesperrt.‘ Ihr saht, wie die Bewohner der Zentrale Kayl schleunigst sich aufmachten und nach allen Richtungen ausschwärmten: ‚Richtung Lebensmittel‘, um alles Erreichbare aufzukaufen und den Lieben in die Heimat zu schicken vor der Sperre. [...] Eine schöne fette Weihnachtsgans.“ (171)

„Die Läden sahen allerdings prachtvoll aus. Wie im Frieden nicht in ganz Berlin. Platzen förmlich von Rinderhälften und Kälbern. Nur Schweine sah er nicht. Die hingen in der Hinterstube. Für die Eingeweihten [...] Er kaufte eine herrliche Kalbskeule von sechzehn Pfund.“ (173)

Die durch den Ersten Weltkrieg in Luxemburg ausgelöste Hungerkrise dürfte anhand von Protokollen aus den Kammersitzungen, den belegten Versuchen seitens der Regierung, Höchstpreise für die Grundlebensmittel festzusetzen, sowie anhand von Zeitungsartikeln, Tagebuchaufzeichnungen, sozialen Phänomenen wie Hamsterfahrten und Wucherpreisen, usw., historisch gesichert sein. Vor allem in den Industriezentren wie Esch litt die proletarische Bevölkerungsschicht an der Mangelversorgung. Die daraus resultierenden Großdemonstrationen sind durch Postkarten gut dokumentiert. Erich Urban dürften diese Entwicklungen kaum entgangen sein und fanden dennoch keine Erwähnung in seinem Roman. Man kann nur vermuten, dass er die Leser nicht mit der Realität konfrontieren wollte und sich somit in die Tradition der Landser Romane einreicht, dessen Genre geprägt ist von einer überaus subjektiven

⁴¹ KAUFFMANN, Jules: Kayl um Giinzebechel, Luxemburg o.D, S. 286.

Sicht eines deutschen Soldaten und dem Verschweigen unangenehmer Themen.

4.3. Soldatenalltag und Flugabwehr

Eine weitere Thematik, bei der die Frage nach Realität und Fiktion angebracht ist, bezieht sich auf die Flakstellungen und Luftangriffe. Anders als bei der Schilderung der Lebensmittelversorgung, entsprechen die Angaben von Erich Urban in Bezug auf die Luftangriffe den historischen Quellen.⁴² Der Autor geht aber nicht in Details.

Zu Beginn des Krieges waren die Abwehrstellungen inexistent, da auch die Militärfliegerei noch in den Kinderschuhen steckte.⁴³ Ab 1916 war das Luxemburger Eisenerzbecken ins Visier der Entente-Mächte geraten, da wichtige Bergwerk- und Hüttengesellschaften (Gelsenkirchener Bergwerks-AG in Esch, Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-AG in Differdingen und Rümelingen) von deutschem Kapital kontrolliert wurden und somit zur Waffenproduktion des Kaiserreiches beitrugen. Hinsichtlich dieser neuen Art von Bedrohung musste der Luftschutz eingeführt werden: „Durch die rasch anwachsende Gefahr machte sich für die deutsche Besatzungsmacht ein zuverlässiger Flugmeldedienst, für Militär und Zivil ein optimal funktionierender Warnungsdienst unentbehrlich. Die telefonische Weitergabe über den erstbesten Fernsprecher war in der neu einbrechenden Ära nur mehr ein antiquiertes Mittel, um Meldung über einen anfliegenden Feind zu erstatten. Ein ständiger Flugwachdienst und eine unabhängige Flugmeldelinie übernahmen diese Aufgabe. Für die einheitliche Regelung dieses passiven Schutzdienstes waren die Militärdienststellen verantwortlich.“⁴⁴

Auf dem Zolverknapp nahe Beles wurde am 1. Mai 1916 die erste Flugmeldeeinheit eingerichtet. Sehr bald folgten die nächsten Abteilungen: „An diese Zentralmeldestelle schloß sich im Süden des Landes bald ein ganzes Netz

von Nebenstationen und Signaleinrichtungen an, deren Horch- und Warngeräte der Festungs-Fernsprechabteilung (F.F.A) von Diedenhofen als Hauptvermittlung unterstanden. Anfang Juni 1916 gingen bei Beles, zum Schutze der Differdinger Werke, die ersten Flak-Batterien in Stellung. [...] Zur gleichen Zeit erfuhr die Flugabwehrlinie eine Verlängerung über den östlichen Höhenzug in Richtung Rümelingen und Kayl.“⁴⁵

Dafür, dass die unterschiedlichen Stellungen entlang der Eisenbahnstrecke zwischen Nörtzingen und Oettingen, sowie jenseits der Grenze, auf den Anhöhen von Ruxweiler und Kanfen über Fliegerangriffe informiert werden konnten, sorgte die in der Kayler Großstraße gelegene Telefonzentrale. Mit der Dauer des Krieges wurden die Flakstellungen reorganisiert und bis nach „Moulaine, Tiercelet, Contebonne“ (68) hinausgeschoben.

Aus dem Innenleben der Zentrale berichtet Erich Urban:

„Am Fenster in der Küche standen zwei Telegraphisten der F.F.A. (Festungs-Fernsprech-Abteilung Diedenhofen), die die Schalttafel in der Zentrale bedienen, und zwei Störungssucher, die das zur Zentrale Kayl gehörige Fernsprechnet in Ordnung halten. [...] Schornhof betrat den Raum. Er war ungefähr so groß wie ihr Zimmer nebenan. Auch mit einem Fenster. An der Wand links stand ein großer, gelber zweiteiliger Schrank für Elemente. Dann kam ein Ständer mit fünf Karabinern. Am Fenster die Schalttafel mit vielen Schlüsseln, Schaltern, Hebeln, schwarzen Gehäusen, Messingkapseln. Ihm gegenüber ein breiter, langer Holztisch mit Klappenschrank und Stationsapparat. Nach der Tür zu ein eiserner Ofen. Neben der Tür ein eingelassener Wandschrank für allerlei Gerät. An den Wänden Kriegskarten, Kalender, Verzeichnisse, Darstellungen des Festungsfernsprenetzes Diedenhofen, Ansichtskarten. [...] An

⁴² ROBERT, J.P.: Die Fliegerangriffe auf Luxemburg während des Weltkrieges 1914-1918 in historisch-chronologischer Darstellung, Luxemburg 1922.

⁴³ „Abgesehen von der vorübergehenden Abwehrstellung auf dem Dach der deutschen Gesandtschaft, fehlte im ersten Kriegsjahr jeglicher Schutz gegen Luftangriffe.“ Melchers: Bombenangriffe, S. 93

⁴⁴ MELCHERS: Bombenangriffe, S. 126

⁴⁵ LORANG: Flugabwehr im Kayltal, S. 57

der Schalttafel in der Kayler Telefonzentrale herrschte Hochbetrieb. Die Telegraphisten und Telephonisten lösten sich rundum die Uhr ab. Für Laien, die in ruhigen Stunden einen Blick in das Fernsprecheiligtum werfen durften, wirkten die Schalter, Hebel, schwarzen Gehäuse, die Messingkapseln, die Verzeichnisse und Darstellungen des Festungsfernsporneetzes Diederhufen recht imponierend.“ (26-28)

Erich Urban geht selbst nicht auf seine eigenen Dienstpflichten ein. Der Leser erfährt demnach keine Details zu seinem Aufgabenbereich. Ob der Autor dies aus taktischen Gründen vermeidet oder weil er meint, dies würde nicht zum eigentlichen Handlungsstrang seines Romans passen, sei dahin gestellt.

Ebenfalls ohne in die Einzelheiten zu gehen, werden die Flakbatterien 18 und 74 erwähnt. Fernand Lorang stellt die Vermutung an, dass die Batterie 18 auf der Anhöhe Namens „Ginzebechel“ stationiert war. Wie aus dem Fragebogen der Reichsschriftumskammer aus dem Jahr 1936 zu entnehmen ist, war Erich Urban dieser Einheit zugeteilt.⁴⁶ Ihre Aufgabe war es, die Gasanstalt und ihr Versorgungsnetz, betrieben von der „Berliner Anhaltinische Maschinenbau Aktiengesellschaft“, gelegen zwischen Kayl und Tetingen vor Luftangriffen zu schützen.⁴⁷ E.T. Melchers weiß zu berichten, dass diese Flakstellung am 2. Juli 1916 zum ersten Mal gegen französische Flugzeuge zum Einsatz kam. Gefeuert wird mit 9 Zentimeter Flakkanonen.⁴⁸ Einen acht Meter hohen Späh- und Scheinwerferturm errichtete die Mannschaft der Batterie 18 auf einer Anhöhe zwischen Düdelingen und Tetingen, die E.T. Melchers als „Rossisbösch“ identifiziert.⁴⁹

Von der Flakbatterie 18 beziehen die Bewohner der Kayler Telefonzentrale ihre Post. Aufgrund dessen erfolgt zwischen beiden militärischen Einrichtungen nicht nur ein telephonischer Austausch, sondern Peter Schornhof muss persönlich die Briefe und Pakete abholen gehen. Dies nutzt Erich Urban um die Natur- und Industrielandschaft zu beschreiben:

„Es war ein gespenstisches Bild, wenn Schornhof noch abends zu Batterie 18 ging, um Post zu holen oder Briefe in den Kasten zu werfen. Und sich mit dem Stecken vom Mont St. Jean zurechttasten mußte auf dem schmalen Steg über den Kaylbach, auf dem zerfahrenen, löcherigen Weg. Und dann kam plötzlich von Tetingen herauf der rosenrote Feuerschein der ausgeschütteten Schlackengluten, die gleich riesigen Opferflammen aufwollten vom Altar der Arbeit.“ (161)

Die Stellung der Batterie 74 war ebenfalls auf Kayler Gebiet zu finden. Fernand Lorang nimmt an, dass sie im Flurteil „Kallek“, jenseits des „Kayler Poteaus“ gelegen haben muss.⁵⁰ Auch wenn die Angaben von Erich Urban diesbezüglich sehr begrenzt sind, so muss sie zwischen Kayl und Esch gelegen haben, denn Peter Schornhof kommt auf seinem Weg nach Esch an ihr vorbei: „Und oben am Wegweiser. Wo die Wege sich kreuzen nach Kayl, Esch und Batterie 74 [...]“. (163)

Wie improvisiert die Verteidigung gegenüber von Luftangriffen gewesen ist, beweist jene beiläufigen Beobachtungen, die Peter Schornhof in Esch macht: „Auf der Straße stand eine jener fahrbaren Riesenmaschinen, die die Heeresverwaltung jetzt den Schaustellern ab-

⁴⁶ Bundesarchiv Berlin, R 9361 V 38401.

⁴⁷ LORANG: Flugabwehr im Kayltal, S. 57.

⁴⁸ „Die Versorgung mit Flakgeschützen fiel auf dem gesamten Kriegsschauplatz – auf der französischen wie der deutschen Seite – in eine Krisenperiode höchsten Grades, verursacht durch den ungeheuren Verschleiß an Feldartillerie in den ersten Kriegsjahren. Dieser unvorhergesehene Verbrauch hatte im deutschen Kriegsministerium alle diesbezüglichen Rechnungen invalidiert, mit dem Ergebnis, dass man den neuen Anforderungen für Geschützlieferungen nicht mehr gewachsen war und zu Notmaßnahmen greifen musste. Diese bestanden darin, erbeutete russische und französische Geschütze den neuformierten Flak-Kompanien zuzuteilen. Verschiedene Adaptierungen wurden vorgenommen. [...] Das alte, 9 cm Feldgeschütz wurde auf Holz- und Eisenpivots montiert. Auf diese Weise zur Flugabwehr eingerichtet, gehörten beide Geschütze fortan zur Standardausrüstung der Flak.“ MELCHERS: Bombenangriffe, S. 94.

⁴⁹ MELCHERS: Bombenangriffe, S. 97.

⁵⁰ LORANG: Flugabwehr im Kayltal, S. 59.

kauft und zur Lichterzeugung verwendet für Scheinwerferstellungen“ (69) Diese Scheinwerferanlagen waren zumerspähender angreifenden Flugzeuge unentbehrlich.⁵¹

Eine weitere interessante Passage geht auf den Lebensmittelempfang im Zentrallager von Esch und den damit verbundenen Generalappell auf dem Galgenberg ein. Hier erfährt der Leser, dass es mit der Disziplin der Deutschen Soldaten allen Klischees zum Trotz wohl nicht so weit herbestellt war, da die Lebensmittelausgabe als Höhepunkt in der wöchentlichen Routine gegenüber dem Appell bevorzugt wurde. Vor allem die Information, dass um Esch an die zwölf Scheinwerferstellungen zur Unterstützung der Flak aufgestellt waren, ist ein Erkenntnisgewinn:

„Übrigens die beiden (2 mal Lebensmittelempfang) einzigen sicheren Gelegenheiten, bei denen Lager Esch, die Urmutter aller in Esch und um Esch herum zum Schutz gegen feindliche Flieger errichteten Scheinwerferstellungen, mit Bestimmtheit darauf rechnen kann, alle ihre Kinder – an die zwölf – bei sich zu sehen. Es wird ja zwar noch in der Regel am ersten Sonntag jedes Monats Generalappell aller Scheinwerferstellungen der Gruppe Esch nach Esch berufen und findet auch früh um zehn bei Wind und Wetter oben auf dem Galgenberg neben dem Geschäftszimmer statt. Da es aber beim Generalappell nur schöne Worte und oft ernste Ermahnungen gibt, während beim Lebensmittelempfang Befriedigung ganz gemeiner Leibesnotdurft winkt, so kann man sich ungefähr denken, was beliebter ist und wovon man sich weniger gern dispensieren läßt, Generalappell oder Lebensmittelempfang.“ (59)

Einen offensichtlich bleibenden Eindruck machten die Luftangriffe der Entente-Mächte auf den Autor. Sie werden am Ende des Romans immer mehr zum Thema. Obwohl die Angriffe und die Schrapnells der Flakstellungen großen Schaden bei der Zivilbevölkerung anrichteten, kann Urban sich eine Verniedlichung der Bomben als „Knallbonbons“ nicht verkneifen:

„Sankt Nikolaus [1917] Dazu lastete oft schwer Tage lang atembeklemmender, dicker Nebel

auf dem Tal. Ein Umstand, den sich die Herren feindlichen Flieger zunutze machten, um auf Werk Rümelingen und Düdelingen ihre Knallbonbons abzuwerfen. Meist allerdings nur mit dem bescheidenen Erfolg, dass sie eine Drahtleitung zerrissen oder Geleise einer Förderbahn verbogen. Sonst aber nur Wiese und Felder pflügten. Der Schaden wurde dann von den wackeren Störungssuchern sofort wieder gutgemacht. So daß der Betrieb in wenigen Minuten aufgenommen war [...]. Denn sonderbar: wenn Flieger sonst mondheile Sternennächte für ihre unerwünschten Besuche bevorzugen, jetzt kamen sie daher in dichten Nebelschwaden.“ (161)

Wie sehr die Blindgänger der Flakbatterien der Bevölkerung zusetzten, dokumentiert die Intervention des Kayler Abgeordneten Jacques Laux bei der Regierung Kauffmann. Am 6. Dezember 1917 berichtete er in einer Kammersitzung von drei Blindgängern, die in drei Häusern niedergegangen sind und bat um ein Eingreifen seitens der Regierung bei den deutschen Behörden.⁵²

Die wohl detailreichste Beschreibung der Luftangriffe und die verbundene Reaktion der Zentrale und der Flak, sowie das Verhalten der Zivilbevölkerung liefert Erich Urban dem Leser in folgender Passage. Aus militärhistorischer Sicht ist vor allem der geschilderte Ablauf der Angriffe von Interesse:

„Mitte Dezember [1917] ging der Nebel hoch wie auf dem Theater die Kulissen und blieb in halber Höhe stehen. Jetzt war es aus mit den Besuchen der Flieger. Oben konnten sie nichts sehen. Und unten wurden sie gesehen. Sie mussten warten, bis helles Wetter kam. [...] Jetzt konnten die Flieger kommen! Und sie kamen. Wahrhaftig. Sie kamen. Davon kann die Zentrale Kayl ein Lied singen. Wenn die Meldung durchkam abends gegen acht: ‚Die Richtlichter von Lixières und Blenot [Blénod] sind erschienen‘ – das heißt: wenn die Flieger die Flughäfen verlassen hatten – konnte man mit Bestimmtheit darauf rechnen, dass sie in der nächsten halben Stunde da waren. Wie auf der Eisenbahn. [...] Sie kamen über Kneuttingen. Oder statteten zuerst Diedenhofen einen Be-

⁵¹ MELCHERS: Bombenangriffe, S. 95.

⁵² LORANG: Flugabwehr im Kayltal, S. 64

such ab und machten auf dem Rückweg dem Escher Becken ihre Aufwartung. Auf jeden Fall war jetzt Leben, Aufregung, Rumor, Spannung Abend für Abend. Das ferne oder nähere Dröhnen der Flug-Abwehrkanonen zeigte ungefähr den Weg, den die Flieger nahmen. Die Lichtkegel der Scheinwerfer huschten über den Horizont. Die platzenden Schrapnells des Sperrfeuers zeichneten allerliebste Lichtgirlanden in den hellen Himmel, die zarten Wolken. Sirenen heulten. Bombenabwürfe knallten. Bis die großen Geschütze von Batterie 18 ihren ehernen Mund auftraten. Knattern von Maschinengewehren bewies, dass der Feind nahe war. Die Bevölkerung von Kayl hatte sich allgemach an den nächtlichen Rummel gewöhnt. Da sie durch die verhängten, abgeblendeten Fenster nichts sehen konnten, kamen sie auf die Straße, sobald Fliegerschutzalarm ertönte. Spähten nach dem Flieger oder Fliegern aus. Staunten das Platzen der Schrapnells, das Aufblitzen der Scheinwerfer, das Rollen der Flug-Abwehrkanonen, das Tuten der Sirenen, das Krepieren der Bomben an, ungefähr wie ein Brillantfeuerwerk, veranstaltet zum besseren Vergnügen eines hochverehrlichen Luxemburger Publikums [...] War der Lärm zu toll, die Stimmung im Parterre zu gehoben, warfen sie von der Zentrale eine leere Konservenbüchse herunter. Mitten unter die Schreienden [...] Das hielt so bis über Neujahr an, ohne die geringste Unterbrechung: Fliegerangriffe, Beschießungen.“ (180-182)

Auffallend ist, dass in diesem Absatz die tödliche Gefahr der Luftangriffe ausgeblendet wird. Die geschilderte Atmosphäre ähnelt eher einer Theaterkulisse als einer Kriegshandlung. Aus einer von E.T. Melchers aufgestellten Tabelle, die die Attacken chronologisch auflistet, ist ersichtlich, dass das Bassin Minier während des Kriegsmonats Januar 1918 vermehrt Ziel von Luftoffensiven wurde.⁵³ Nicolas Pletschette zählt im Ganzen 93 Fliegerangriffe für den Kan-

ton Esch.⁵⁴ Nichtsdestotrotz ruft das nächtliche „Spektakel“ Nervenkitzel und „Vergnügen“ bei Soldaten und Kayler Einwohner hervor. Dabei wird ab Februar 1917 seitens der Regierung ein Rundschreiben an die Gemeinden, u.a. auch Kayl gerichtet, damit diese ein Reglement zu Verdunkelung erlassen.⁵⁵ Auch das sich Aufhalten auf der Straße ist während der Attacken untersagt.

Erich Urban läßt jedoch wichtige Ereignisse aus. So erwähnt er zum Beispiel nicht, dass es am 23. Januar 1918 der Flak gelang, zwischen Kayl und Schiffingen ein Flugzeug mit zwei englischen Offizieren zur Landung zu zwingen.⁵⁶ Man kann davon ausgehen, dass der Autor davon Kenntnis hatte. Das deutsche Militär legte jedoch Wert darauf, diesen Vorfall diskret zu behandeln, weshalb Urban vermutlich auf eine Schilderung verzichtete.

Kriegsverlauf und Kampfhandlungen, die das eigentliche Dasein eines Soldaten definieren, sind für Erich Urban zweitrangig. Er will vor allem auf eine leichte Art und Weise vom Alltag in einer fremden, doch für ihn bald heimischen Kultur berichten. Viele Details zu den Bombenangriffen und der Lebensmittelversorgung werden verkürzt und verschönt dargestellt. Aufgrund dessen sollte der Leser dieses Buch nicht als Zeitzeugendokument einordnen, sondern sich der Euphemismen bewusst sein.

⁵³ Bei den sieben Angriffen vom 4., 5., 24., 25., 26., 27., und 29. Januar 1918 fallen mehr als 70 Bombe auf das Luxemburger Industrierevier. Melchers: Bombenangriffe, S. 169-1970.

⁵⁴ PLETSCHETTE, Nicolas: Kriegswolken über Rümelingen, 1914-1918, Esch/Alzette 1949, S. 36.

⁵⁵ ROBERT: Die Fliegerangriffe, S. 57.

⁵⁶ MELCHERS: Bombenangriffe, S. 153 & Luxemburger Wort 1918-01-25_01 http://www.eluxemburgensia.lu/R/DDH8GJF1H4C3GTXGCQ71SV23L4AXKL1PF1FEPG7MVABR426RKD8-00754?func=file&file_name=titleinfo&coll=2, eingesehen am 20.01.2017.

Friend or Foe? Portraying the German Occupier in Luxembourg (1914-1918)

Sandra Camarda

1 Introduction

Of the vast photographic material produced in the course of the First World War some images stand out for their ability to confront the viewer and highlight specific social, cultural and political agendas.

One well-known photograph (Fig. 1) from the Dudelange City Archives¹ shows a group of men, sporting florid moustaches, sliding playfully on the snow down the Kreuzberg hill. The men – as evident from their uniforms and short caption² on the picture – are *Landsturm* soldiers, the reserve troops of the German army assigned to the military occupation of Luxem-

bourg during the First World War. Around them, a group of local children and men in civilian clothes partake in the fun.

While the photograph suggests a moment of amusement and harmony, the juxtaposition of occupier and occupied, soldier and civilian, inevitably raises questions over the nature of the relationship between the two groups, their power imbalance, the mechanisms of surveillance and control, and their fragile cohabitation.

In a context where photography was controlled and regulated, particularly when it involved the depiction of the military, the sig-



Fig. 1. German soldiers sledging in the snow. Unknown photographer. Archives de la Ville de Dudelange – Collection Jean-Pierre Conrardy 7014.

¹ Photograph 7014, *Collection Ville de Dudelange, Fonds Conrardy*. Unknown date and photographer. The photograph is a positive print (possibly a reproduction) that was acquired by the Dudelange City Archives in 1997 from private collector Jean-Pierre Conrardy.

² The caption reads: *Colner Landsturm beim Rodelsport Kreuzberg in Dudelingen Luxembourg*.

nificance of such images has to be considered critically against the discursive practices that sustained their creation and circulation.

Photographs are mediated historical records affected by the context of their production and use; when looking at images as historical sources, we necessarily need to consider under what circumstances those images were taken, the identity, political orientation, constraints and intention of the photographer, the technical possibilities and limitations of the medium and in what form the photographs were published and distributed.

An endemic lack of metadata combined with the fragmentation of photographic albums and collections which have been split, duplicated, sold and taken in and out of public view, can make the reconstruction of such contexts particularly arduous. Assessing the impact of images poorly identified, incomplete and badly preserved, that might have never been publicly disseminated outside the family album, represents an additional issue.

However, the photographs' material forms – their format, type of paper, printing technique, what physically surrounds and frames them, the presence of a caption, the position in a sequence of other photographs or album series – considered against additional documentary sources, can still yield a bounty of precious historical information and reveal the cultural narratives that influenced their production and distribution. As for the images content, what has been included or excluded from the picture, clothes, objects, poses and viewing perspectives can reveal patterns and meaning, informing on the events and subjects portrayed.

Starting from these assumptions, what can we make of the thousands of vernacular and public photographs that populate local archives and private collections? What stories do they convey, construct and reinforce? What can they tell us of the German occupation and of the relationship between the soldiers and the local population?

2. Photography and WW1

At the onset of the Great War, the diffusion of affordable and easy-to-use portable cameras as well as the evolution of printing techniques and the growth of illustrated press, had produced substantial advancements in the use of the photographic medium.

The Kodak camera, first patented by George Eastman in 1888, had popularised the practice of taking photographs without the need for a formal professional training. A few decades later, two million of compact and portable Vest Pocket Kodak Camera were sold worldwide, marketed as the soldier's camera.

While the use of personal cameras at the front remained officially forbidden, the practice of taking visual records of fellow comrades and of their daily life in the trenches would be somehow tolerated. Press photographers were rarely granted access to important conflict zones so that illustrated magazines, eager to acquire new photographs to cater for an increasingly image-hungry audience, would launch competitions asking soldiers to send their own private photographs from the field. Through these channels, vernacular photographs could reach the public sphere.

With millions of images produced, the Great War became the first conflict to globally acknowledge the power of images in provoking immediate emotional responses and function as instruments of propaganda. Photographs could be actively exploited in support of the war effort, employed in warfare and scientific documentation or published in media³.

A discussion on World War I photography cannot circumvent issues of censorship, taking into account that the application of rules and restrictions could occasionally be rather fluid.

Like all belligerent countries, Germany enforced a series of regulations for using the photographic camera during the war⁴. One of the main reasons was to prevent enemy's intelligence from using the images for assessing the troops location, number, strengths and weak-

³ For a comprehensive overview see: ROBERTS, Hilary: Photography, in: 1914-1918-online. *International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin 2014-10-08. DOI: 10.15463/ie1418.10142.

⁴ See HOLZER, Anton: *Die andere Front. Fotografie und Propaganda im Ersten Weltkrieg. Mit unveröffentlichten Originalaufnahmen aus dem Bildarchiv der Österreichischen Nationalbibliothek*, Darmstadt: Primus, 2007.

nesses. Another purpose had to be sought in the necessity to filter and construct the visual information coming from the front in order to maintain consent over the war efforts and keep the morale of both soldiers and civilians high. News of successful operations were celebrated, dissent and defeats were quietly glossed over.

Despite the restrictions, nevertheless, photographs would often find ways to elude controls and slip out of the battlefields.

An interesting observation by Swedish explorer and photographer Sven Hedin in the memoirs of his visit to the German Front shows that the application of rules concerning photographing in the field could be inconsistent:

“Alles ist so zusammengeschoben, daß ich kaum photographieren kann. Ich will eben eine Feldküche knipsen, als ein Ulan, der auf einem Bagagewagen sitzt, mir zuruft: ‘Nachbar, es ist verboten, die Feldküche zu photographieren’. ‘Schön’, antworte ich. Unnötig war es gewiß, da ich schon Bilder von ihr hatte.”⁵

3. The Invasion

On 2 August 1914, the Germans had launched a fully-fledged invasion and occupation of neutral Luxembourg⁶, which would last for the whole duration of the war. During this time, approximately 5,000 soldiers were permanently stationed in the Grand Duchy while additional troops, deployed to various theatres of war, regularly transited through its territory.

Most soldiers were older men – often poorly trained and equipped – belonging to the *Landsturm* reserve militia. Some were recruited from villages in the immediate neighbourhood, spoke an idiom similar to Luxembourgish and had friends or even relatives in the community⁷. Assigned to guard strategic points such as railways junctions and bridges, they were billeted in private houses and public buildings throughout the land, and their behaviour and reception by the local population were mostly cordial⁸.

From 30 August to 28 September 1914, the Kaiser himself with his entourage moved the imperial headquarters to Luxembourg. Emperor Wilhelm II was known for his keen interest in photography and was accompanied by a group of court photographers whose job was to create a record of his military exploits⁹. An official photograph¹⁰ of the Imperial Guard taken during the Luxembourg sojourn survives in the collections of the National Archives (Fig. 2) displaying the officers in their field grey uniforms, sporting their traditional headgears, medals and decorations.

Compared to the situations experienced in countries such as Belgium and northern France, the occupation of Luxembourg remained relatively nonviolent¹¹. Stacks of police reports in the National Archives¹², however, testify numerous episodes of friction between the local population and the *Landsturm* soldiers, tensions that became progressively more acute as the war and occupation continued¹³.

⁵ Translation: “Everything is so tight that I can barely photograph. I was just about to take the picture of the field kitchen when an Uhlan sitting on a baggage cart calls out to me, ‘Neighbour, it’s forbidden to photograph the field kitchen.’ ‘Fine,’ I reply. Needless to say I already had taken pictures of it.”. HEDIN, Sven, *Ein Volk in Waffen*, Leipzig: F. A. Brockhaus, 1915, 140 p.

⁶ The invasion was preceded by an incident in the town of Troisvierges, in the north of the country, where a small contingent of German soldiers had occupied the railway station, dismantled part of the tracks and then retreated after one hour. See *Archives Nationales de Luxembourg*, AE-00404.

⁷ GRIBBLE, Francis, Luxembourg and the War, in *Edinburg Review*, 1916, 127 p.

⁸ *Ibidem*.

⁹ See the photographic reportages of Oscar Tellgmann (1857-1936).

¹⁰ *Archives Nationales de Luxembourg, Fonds Première Guerre Mondiale* (photo album).

¹¹ The murder of 20-year old Belgian refugee Joseph Fox by a *Landsturm* soldier in Dudelange represents one of the most dramatic episode of harsh reprisal by the Germans. See *Archives Nationales de Luxembourg*, AE-00404

¹² *Archives Nationales de Luxembourg*, AE-00574 *Incidents entre soldats allemands et population civile, 1914-1915* (Dossier).

¹³ For a vivid account of one of such incidents between *Landsturm* soldiers and Luxembourgish population see Henri KOCH-KENT’s memoirs: *Vu et entendu : Souvenirs d’une époque controversée*. 1912–1940, Luxembourg: Hermann, 1983, 39 p.



Fig. 2. Imperial Guard in Luxembourg, 1914. Unknown photographer. Archives nationales de Luxembourg – Fonds Première guerre mondiale.

The Luxembourgish Government actively enforced an accommodation policy to pre-emptively minimize conflict¹⁴. Aside from the much discussed removal of the French and Belgian ambassadors¹⁵, smaller and subtler measures were taken to manage potential tensions and quarrels. A circular issued by the Director-General for the Interior Pierre Braun to the General School Inspector on 28 December 1914, for instance, solicited the adherence to the “strictest neutrality”, asking the pupils – be that in class or outside – to carefully avoid words, songs or expressions that could be regarded as offensive by any of the belligerent nations¹⁶. A self-censorship measure aimed at protecting the Lux-

embourgers from possible reprisals more than a mere concern over the sensitivities of the occupiers.

4. Portraying the German occupier

Concerns over the country’s neutrality and non-involvement were reflected also in the policies regarding the creation of visual records. A letter from 13 June 1916, reported of an agreement between the Luxembourgish Government and Berlin to avoid the publications of photographs or films portraying mixed groups of Luxembourgers and German soldiers, “pour éviter à l’étranger toute interprétation”¹⁷.

¹⁴ See TRAUSCH, Gilbert: *La stratégie du faible. Le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale (1914-1919)*, in *Le rôle et la place des petits pays en Europe au XX^e siècle (Small countries in Europe, their role and place in the XXth century)*, Baden-Baden; Brussels 2005: Nomos; Bruylant, pp. 45-176.

¹⁵ See VAN DEN STEEN DE JEHAY, Fr. *L’invasion du Grand-Duché de Luxembourg en août 1914*. Paris : Perrin et Cie, 1916.

¹⁶ *Archives Nationales de Luxembourg*, AE-00574-0174.

¹⁷ Translation: “to avoid any (mis)interpretation abroad”. *Archives Nationales de Luxembourg*, AE-00405-0457.



Fig. 3. Securing the railways near Zoufftgen. Umberto Cappelari, Archives nationales de Luxembourg – Fonds Première guerre mondiale

More generally, the standard censorship rules concerning photography were introduced in Luxembourg, first and foremost the prohibition against freely photographing the Prussian troops¹⁸.

Nevertheless, photographs of German soldiers and of German soldiers mingling with the Luxembourgish population are conspicuous and the studio imprints on the back of some of the pictures suggest that several local photographers were engaged to take photographs of the troops. The names of professional photographers Theodor Wirol, N. Thibor, Victor and Aloyse Ahlen, Grieser, Jacques Marie Bellwald, Umberto Cappelari,

Paul Kutter and his son Edouard, recur with particular frequency.

These are by no means candid pictures. The subjects portrayed reflect an obvious awareness and participation to the picture-taking process, appearing in carefully arranged poses with their weapons or tools artistically positioned to embellish the visual composition.

While the extent of the photographs distribution is unknown and the survival of some photographic albums¹⁹ with the traces of glue and paper at the back of the images hint at a private use, there is evidence that many of these images were reprinted and marketed as illustrated postcards. Given the context, it is legitimate

¹⁸ Some of the earliest series of photographs of the Prussian troops marching down the Grand Rue in Luxembourg City on the day of the invasion were indeed taken in secret from a hidden location. See *Archives Nationales de Luxembourg, Fonds première guerre mondiale*, photographer: Kuntgen.

¹⁹ A very interesting album in possession of Luxembourgish private collector Serge Kugener contains a collection of photographs of the I. Komp. II Landsturm Infantry Battallion Deutz titled *Weihnachten 1914*. The album could have been an unicum assembled as a personal memento or one of a batch of gifts distributed to the soldiers in occasion of the Christmas of 1914.



Fig. 4. German soldiers playing music with locals. Umberto Cappelari, Archives nationales de Luxembourg – Fonds Première guerre mondiale.



Fig. 5. Landsturm soldiers and members of the « Kriegerverein Wollmeringen » in a café. Archives de la Ville de Dudelange – Collection Jean-Pierre Conrardy 7029.

to assume that the Germans approved of – if not encouraged – such circulation.

Whether intended for private use or public dissemination, the images reflect some established representational tropes. One of the most archetypal and frequent is “*die Wacht*”, the stoic watch for the protection of the land that according to the Prussian press constituted one of the soldiers’ primary occupations²⁰. A classic example is represented by the photograph of the *Deutsche Feldwache* at the entrance of the former Zoufftgen tunnel in the proximity of Dudelange (Fig. 3). The position of the soldiers, neatly lined up against the menacing black mouth of the underpass, orthogonal to the tracks and austere barring the access to the railways, functions as a reminder of their patient service, as well as a display of their power and authority.

Another leitmotif is that of the jolly German *Lander*, paraded as good-natured and ami-

cable fellow²¹ (Fig. 4 and 5), player of music and drinker of beer in the company of women and children. Such representations constituted a direct response to the allied propaganda dominated by the depiction of Germans as murdering barbarians devoid of culture²².

In the context of the Luxembourgish occupation, a positive portrayal of the relationship between German soldiers and civilians could assume an additional political connotation becoming the visual proof of the Luxembourg Government’s compliant attitude and implicit consent to the German invasion.

Looking back to the photograph of the *Landsturm* soldiers sliding in the snow, we can then distinguish the various layers of social, cultural and political meaning embedded in the picture mirroring the ambiguities and complexities of the German occupation of Luxembourg.

Bibliography:

- FLOHR, Jean-Pierre, *Kriegstagebuch eines Neutralen in Luxemburg-Stadt: flüchtig niedergeschriebene Aufzeichnungen und Stimmungen*, Esch/Alzette : Impr. du journal d’Esch, 1921.
- DANCHIN, Emmanuelle, Destruction du patrimoine et figure du soldat allemand dans les cartes postales de la Grande Guerre, *Amnis* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2010, consulté le 15 septembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/amnis/1371> ; DOI : 10.4000/amnis.1371
- HEDIN, Sven, *Ein Volk in Waffen*, Leipzig: F. A. Brockhaus, 1915, p. 140.
- HOLZER, Anton: *Die andere Front. Fotografie und Propaganda im Ersten Weltkrieg. Mit unveröffentlichten Originalaufnahmen aus dem Bildarchiv der Österreichischen Nationalbibliothek*, Darmstadt: Primus, 2007.
- GRIBBLE, Francis, Luxembourg and the War, in *Edinburg Review*, 1916, p. 121-137.
- KELLER, Ulrich: Der Weltkrieg der Bilder. Organisation, Zensur und Ästhetik der Bildreportage 1914-1918, in: *Fotogeschichte* 130, 2013, pp. 5-50.
- KOCH-KENT, Henri, *Vu et entendu : Souvenirs d’une époque controversée. 1912–1940*, Luxembourg: Hermann, 1983.
- ROBERTS, Hilary: Photography, in: *1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War*, ed. by Ute Daniel, Peter Gatrell, Oliver Janz, Heather Jones, Jennifer Keene, Alan Kramer, and Bill Nasson, issued by Freie Universität Berlin, Berlin 2014-10-08. DOI: 10.15463/ie1418.10142.
- TRAUSCH, Gilbert: La stratégie du faible. Le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale (1914-1919), in *Le rôle et la place des petits pays en Europe au XX^e siècle (Small countries in Europe, their role and place in the XXth century)*, Baden-Baden; Brussels 2005: Nomos; Bruylant, pp. 45-176.
- VAN DEN STEEN DE JEHAY, Fr. *L’invasion du Grand-Duché de Luxembourg en août 1914*. Paris: Perrin et Cie, 1916.

²⁰ KELLER, Ulrich: Der Weltkrieg der Bilder. Organisation, Zensur und Ästhetik der Bildreportage 1914-1918, in: *Fotogeschichte* 130, 2013, 36 p.

²¹ KELLER, Ulrich: Der Weltkrieg der Bilder. 37 p.

²² For more details see DANCHIN, Emmanuelle, Destruction du patrimoine et figure du soldat allemand dans les cartes postales de la Grande Guerre, *Amnis* [En ligne], 10 | 2011.

Être d'ailleurs en temps de guerre : Des archives historiques aux installations multimédias

Chiara Ligi et Mauro Macella

Dès sa naissance, tout produit audiovisuel se caractérise par sa capacité de suggestion, d'évocation et d'implication. Le mouvement de fuite épouvanté du public lors de la projection de *L'Arrivée d'un train en gare de La Ciotat* des frères Lumière¹, aujourd'hui entré dans l'imaginaire collectif, fait partie du mythe de la fondation du cinéma.

Comme l'affirme André Bazin dans « Ontologie de l'image photographique »², reproduire la réalité est le désir originel qui a mené la recherche technologique à l'invention du cinéma. Et si cette aspiration reste le moteur d'une large partie du genre documentaire, les sons et les images peuvent aider le récit historique à échapper au caractère fixe de la parole écrite, lui rendant une dimension auditive et visuelle qui leur est propre et le ramenant, d'une certaine manière, à sa fluidité première. Le médium de l'audiovisuel réussit en effet, peut-être mieux que les autres, à représenter ce que l'UNESCO qualifie de « *patrimoine culturel immatériel* » depuis sa Convention de 2003 à Paris³, et nécessite par nature une autre forme de narration.

Dans l'évolution du langage audiovisuel, l'installation multimédia est un espace de syn-

thèse pour différents médiums d'expression, auxquels vient s'ajouter l'aspect physique. La matérialité et la dimension spatiale instaurent un dialogue direct avec le public, servant également de passerelle pour aborder les contenus, les thématiques et les sens.

Dans notre expérience les installations multimédias, si elles sont insérées dans un musée ou un itinéraire d'exposition, peuvent ajouter une dimension expérientielle capable de connecter le public au contenu de manière naturelle et profonde, en utilisant un type de communication fortement lié à l'émotivité. Nous créons des œuvres dans lesquelles l'image, le son, la technologie, la narration et l'espace se mélangent. Nos installations sont généralement basées sur une structure narrative sur laquelle nous développons un récit visuel et sonore stratifié. En jouant avec les fragmentations, les juxtapositions et les références, nous générons des assonances et des dissonances qui ouvrent de nouvelles interprétations. Conçues avec une attention particulière au contexte spatial, les installations sont pensées pour une utilisation collective qui encourage une dimension sociale et rituelle. Les thèmes récurrents sont la mémoire,

¹ La légende veut que ce court-métrage ait été projeté au Salon Indien du Grand Café du Boulevard des Capucines de Paris en l'année 1895. La première vue est tournée au début de l'année 1896 car une reproduction de 32 photogrammes illustre un article intitulé *Le Cinématographe* (in *La Science française*, Paris, n° 59, 13 mars 1896, p. 89). C'est peut-être cette version qui est projetée le 25 janvier 1896 à Lyon (France) sous le titre *L'Arrivée en gare d'un chemin de fer*.

² Dans « Ontologie de l'image photographique », Bazin affirme que le cinéma n'est pas né des progrès de la technologie et de l'économie à la fin du XIX^e siècle, mais du désir inné de reproduire le monde qui nous entoure dans le moindre détail. Ce que Bazin soutient, c'est que la production de technologie découle de la tendance « innée » à reproduire le réel, plutôt que le désir de réalisme issu de la production de technologies.

³ La Convention de l'UNESCO de Paris de 2003 définit « par « patrimoine culturel immatériel » les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable. » UNESCO, Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Paris, 2003, p. 2

le territoire, la communauté et leur identité. En exploitant le potentiel des technologies et des médias, qui sont les moyens et non le but de nos projets, nous voulons créer des expériences évocatrices visant à accroître l'intérêt et la participation du public, le sens critique et l'attention autour du sujet traité.

Être d'ailleurs en temps de guerre

Dès que les curateurs nous ont présenté le plan de l'exposition « Être d'ailleurs en temps de guerre (1914-1918) Étrangers à Dudelange – Dudelangeois à l'étranger », nous avons pris conscience de sa forte vocation narrative. Il nous a donc paru opportun d'en faire l'ossature et le canevas de l'œuvre multimédia du même nom.

Partant des contenus historiques et des matériaux d'archives (photos, cartes postales, affiches, documents et dossiers, enregistrements audio et disques d'époque), nous avons conçu un récit visuel et sonore s'efforçant de restituer la complexité des thèmes abordés et la stratification des événements. Dans notre dialogue avec les objets exposés, nous avons travaillé sur les images et les sons avec une attention toute particulière envers les histoires personnelles. Lors du découpage et de la composition du montage vidéo, la narration s'est naturellement développée en un seul plan-séquence. Comme dans la réalité où les faits et les moments ne se suivent pas de manière linéaire, mais se chevauchent et s'enchevêtrent, les images du collage se superposent, créant des scénarios inédits et des combinaisons ouvertes à l'interprétation.

Dans l'incipit de la vidéo, par exemple, Dudelange est revisitée comme une sorte de ville idéale. Les ruelles, places et églises représentées sur les nombreuses photographies et cartes postales remontant à l'époque d'avant-guerre sont reconfigurées le long d'un seul vaste horizon, regorgeant d'effets de perspective inédits et de surprenantes associations. (Fig. 1)

Les matériaux iconographiques ont été traités selon la technique du « cut-out », mettant en

lumière quelques éléments spécifiques de sorte à les faire revivre en dehors de leur contexte d'origine. Toute affiche, photographie ou document dactylographié, libéré de son « cadre », devient un élément d'un récit iconographique et choral, dont les protagonistes s'affranchissent des formes normées de la narration académique pour trouver refuge dans l'espace irrégulier et tortueux de la mémoire. (Fig. 2)

Reprenant les événements et aspects qui caractérisaient la vie de la commune pendant le conflit, le montage se conclut par une séquence dédiée aux flux migratoires relancés après la guerre. Les photos, informations personnelles et signatures des nouveaux arrivants, consignées dans les nouvelles Déclarations d'arrivée de 1918, racontent deux réalités coexistantes : d'un côté un monde en plein changement et une volonté d'exercer un fort contrôle sur les populations, de l'autre l'irrépressible nécessité qui poussait les gens à traverser les frontières, devenant artisans de leur propre destin. (Fig. 3)

Le récit visuel, développé sur de multiples plans, est encore enrichi par une bande-son multiforme à la structure très travaillée. Une longue suite pleine d'échos et de réverbérations accompagne le flux lent du récit tandis qu'un motif sonore complexe aux multiples dimensions, mélange de sons échantillonnés, de voix et de musiques originales d'époque, initie un dialogue continu avec les images, faisant naître un espace mental pittoresque et abstrait.

L'installation se compose de nombreuses lames métalliques de dimensions variées qui semblent flotter, en suspension le long du mur. Ces segments de métal, tels les fragments d'une séquence temporelle idéale, s'accumulent au centre – là où prend vie le récit lumineux – tout en restant séparés dans la pénombre des côtés, comme pour représenter les faits, les aspects et les histoires personnelles demeurés dans l'ombre. Le choix de ces matériaux s'imposait quasiment de lui-même : l'acier représente aussi bien l'élan de la migration vers Dudelange que le mode d'arrivée des personnes, le train. L'industrie sidérurgique a caractérisé le quotidien des familles, représentant la cause de l'occupation allemande du Luxembourg. (Fig. 4)



Fig. 1 : Dudelange avant la guerre Tokonoma

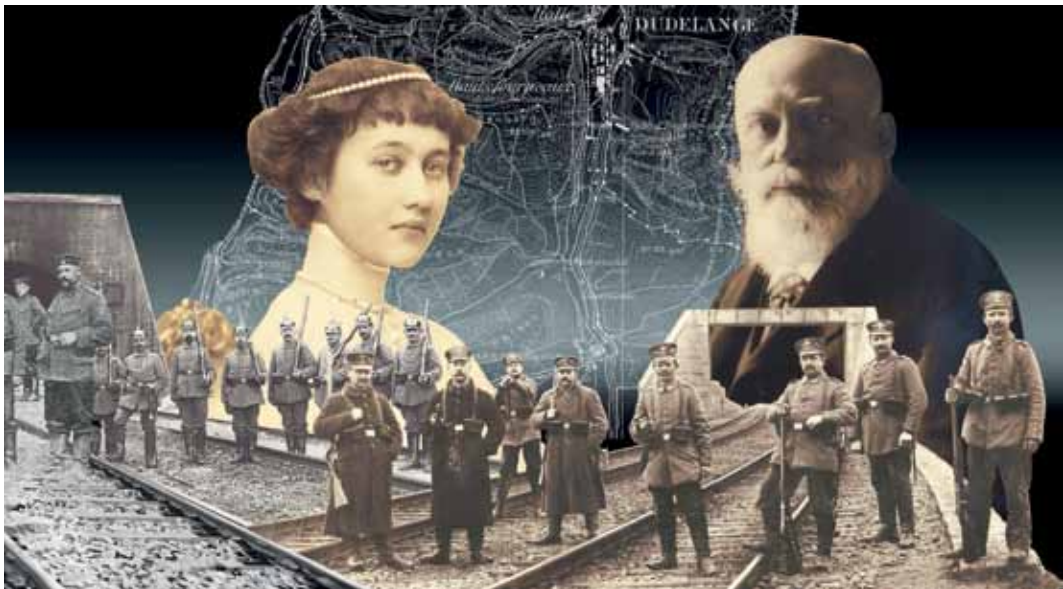


Fig. 2 : Le déclenchement de la guerre Tokonoma



Fig. 3 : Les déclarations d'arrivée de 1918 Tokonoma

La Mémoralisation

Durant la phase d'étude et d'approfondissement des matériaux d'archives, nous sommes tombés sur les documents traitant de l'arrivée des troupes américaines au Luxembourg. Ce qui nous a immédiatement frappés dans ces films : le soin et la qualité apportés à leur réalisation. Le découpage technique, avec ses nombreux plans, et le niveau d'excellence de la photographie montrent bien l'attention portée au tournage de ces images. La mise en scène très soignée révèle une intention qui va clairement au-delà de la simple documentation.

Cette constatation nous a incités à travailler sur la nécessité et les moyens de fixer la mémoire. Le résultat : une installation d'apparence impalpable et éphémère, qui s'interroge sur le rôle et les formes de la mémorisation. (Fig. 5)

S'appuyant sur les vidéos américaines et les documents sur l'inauguration du Monument au souvenir, organisée en 1923 dans la ville de Luxembourg, deux courts métrages les revisitent en proposant des axes de réflexion. Comme des souvenirs remontés à la surface, les deux récits prennent vie au cœur d'une structure

de tissu décadente et pompeuse qui rappelle un baldaquin. Projetés sur une toile semi-transparente, les films subissent un léger effet de dédoublement qui leur prête un aspect éphémère et instable, caractéristique de certains types de souvenirs.

Dans le film de 12 minutes réalisé à partir des vidéos américaines, nous suivons le cortège sur les routes menant de la campagne luxembourgeoise jusqu'à la ville. Musique et célébrations envahissent les centres habités où la population locale reçoit les nouveaux occupants. Les scènes s'accompagnent d'une bande-son à la tonalité joviale et festive. Réalisée à partir d'airs et de chansonnettes d'époque, celle-ci se place tantôt en contrepoint, tantôt en harmonie avec les images, créant un effet de distanciation. La vidéo se termine sur une scène de quelques secondes où un soldat américain bavarde avec une jeune native ; tous deux affichant un sourire gêné, il lui met sur la tête son propre chapeau. Cette courte séquence met en scène une autre émigration : celle des *War Brides*, ces Luxembourgeoises qui ont épousé des membres de l'armée américaine et les ont suivis à leur retour aux États-Unis.



Fig. 4 : Être d'ailleurs en temps de guerre – installation Tokonoma



Fig. 5 : L'arrivée des troupes américaines au Luxembourg Tokonoma



Fig. 6 : La Mémoralisation – installation Tokonoma

Auteurs / Autoren

Gérald Arboit

Gérald Arboit est Directeur de recherche au Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), Paris et Chercheur-associé, Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisation de l'Europe (SIRICE, UMR 8138) à l'Université de Paris IV.

Sandra Camarda

Sandra Camarda works as a Postdoctoral Researcher at the C²DH - Luxembourg Centre for Contemporary and Digital History (University of Luxembourg). She holds a Masters in Museum Anthropology and a PhD in Anthropology from UCL (University College London), with a specialization in Visual Culture and in the History of Photography. She is currently the curator and project coordinator of *Éischte Weltkrich*, a digital platform on the history of the Great War in Luxembourg.

Maria Luisa Caldognetto

Vice-présidente du CDMH depuis 2008, auteur de nombreuses publications sur l'histoire des Italiens au Luxembourg aux XIX^e et XX^e siècles et sur différents aspects de leur culture, Maria Luisa Caldognetto a participé au projet de recherche de l'Université du Luxembourg « Présence, histoire, mémoire des Italiens au Luxembourg et dans la Grande Région » (2005-2008). Ses intérêts portent principalement sur la production autobiographique et mémorielle, la vie associative, les traditions alimentaires, l'école et la langue, l'expression littéraire et artistique, les femmes dans le milieu immigré italien.

Laura Caregari

Laura Caregari est historienne de l'art diplômée de l'Université de Heidelberg. Après avoir été collaboratrice scientifique de l'Université du Luxembourg et avoir mené à bien de nombreux projets comme commissaire indépendante, à l'image de l'exposition « Niddeschgaass » à Dudelange, elle accompagne aujourd'hui le projet d'un musée du travail à Kayl-Tétange.

Jim Carelli

Jim Carelli a présenté en 2017 à l'Université du Luxembourg un travail de maîtrise novateur : « Les internés civils de la Première Guerre mondiale. Le cas des Luxembourgeois en France ». Ce travail a reçu le « prix Robert Krieps » 2018.

Carlo Kinn

Originaire de Dudelange, historien intéressé aux ressources généalogiques, Carlo Kinn enseigne au Lycée Michel Rodange

Thomas Kolnberger

Thomas Kolnberger, geboren 1968 ist seitdem immer älter geworden. Studium der Geschichte an den Universitäten Innsbruck, Wien, Luxemburg und Passau, PhD 2012.

Zuletzt Koordinator des Projektes « Material Cultures and Spaces of Remembrance », 2015-2018, finanziert vom Fonds national de la Recherche, Luxembourg.

Roxane Kostigoff

Roxane Kostigoff est bibliothécaire-documentaliste et bachelière en histoire (Université de Franche-Comté). Elle coopère aux projets photographiques du Centre de Documentation sur les Migrations humaines (CDMH) depuis 2005.

Frédéric Krier

Philosophe et historien intéressé à l'histoire du mouvement ouvrier, Frédéric Krier a travaillé comme journaliste. Il est aujourd'hui membre du bureau exécutif de l'OGB-L.

Chiara Ligi

Après des études de cinéma et de photographie à l'Université de Bologne et à l'Université Nova de Lisbonne, Chiara Ligi s'est formée à travers des expériences très variées : de la production de vidéo et de documents aux festivals et événements culturels. En 2005, elle a la chance de se former à la mise en scène avec Tonino Guerra, collaborateur de Fellini, Antonioni, Tarkovski. En 2007 commence une longue et prolifique collaboration avec Studio Azzurro, grâce à laquelle elle acquiert une grande expérience dans la réalisation de vidéo installations, expositions

et musées multimédia. En 2012, elle reprend son parcours personnel tout en continuant à être intéressée aux thèmes sociaux et au patrimoine culturel immatériel. Ses expériences récentes vont de la vidéo à l'œuvre multimédia en alternant projets personnels et collaborations (Studio Azzurro, camerAnebbia, MammaFotogramma, Uovoquadrato, Film-Live Association).

Jacques Maas

Historien spécialiste de la sidérurgie luxembourgeoise et du mouvement ouvrier, Jacques Maas est l'auteur de nombreuses contributions scientifiques dans les publications internationales, ainsi que co-auteur d'un ouvrage consacré au procédé Ghilchrist-Thomas. Il est collaborateur scientifique de l'Université du Luxembourg.

Mauro Macella

Mauro Macella étudie l'architecture au *Politecnico* de Milan, mais son intérêt se dirige successivement vers les nouveaux médias. Il obtient un diplôme en vidéo post-production et communications média dans le cadre du Master « Multimedia Content Design » de l'*Università degli Studi* de Florence. De 2006 à 2013, il travaille pour Studio Azzurro comme compositeur vidéo et motion designer, en participant à de nombreux projets soit en Italie soit à l'étranger. Au cours des dernières années, il alterne travail au service d'expositions et d'installations multimédia et enseignement à la *Scuola di Cinema e Televisione*.

Antoinette Reuter

Antoinette Reuter, DEA en histoire, sous la direction de Jean-Pierre Gutton, Université de Lyon II (1978), co-fondatrice du Centre de Documentation sur les migrations humaines, 1993. Commissaire avec Philippe Ruiz de l'exposition « Retour de Babel » dans le cadre de « 2007, Luxembourg et Grande-Région, capitale européenne de la culture ». Membre du bureau de la « Fondation Bassin Minier ».

Arnaud Sauer

Historien et ethnologue de formation, Arnaud Sauer est collaborateur scientifique à l'Université du Luxembourg, où il a notamment travaillé, à partir d'entretiens qu'il a réalisés avec d'anciens ouvriers de la sidérurgie et des mines, à l'analyse des origines et parcours socio-professionnels de cette population inscrite entre le Grand-Duché et ses pays limitrophes. Ses recherches sur les légionnaires luxembourgeois seront intégrées dans l'exposition numérique « Eischte Weltkrich » www.ww1.lu

Denis Scuto

Denis Scuto est professeur associé en histoire contemporaine luxembourgeoise à l'Université du Luxembourg. Il dirige l'unité de recherche sur l'histoire contemporaine luxembourgeoise au *Luxembourg Centre for Contemporary History* (C²DH). Il est détenteur d'une thèse de doctorat de l'Université de Bruxelles, publiée en 2012 (*La nationalité luxembourgeoise (XIX^e-XXI^e siècles), Histoire d'un alliage européen*). Ses recherches et ses publications portent sur la formation de l'Etat-nation luxembourgeois, l'histoire sociale et le patrimoine industriel, l'histoire des migrations et des politiques migratoires. Il est par ailleurs membre du Conseil d'administration du CDMH.

Romain Wagner

Expert en automobile, expert près la Cour d'Appel de Metz, inspecteur départemental de sécurité routière, Romain Wagner n'est assurément pas un professionnel de l'Histoire. Défenseur nord-mosellan de sa langue familiale vernaculaire, le « platt » luxembourgeois, il milite au sein de l'association « Hemechtsland à Sprooch », dont il fut notamment vice-président, fonde la Société Nord-Mosellane de Pré et Protohistoire qu'il présida, et se passionne pour l'histoire locale et régionale. Il est également membre du Cercle Généalogique Yutz-3 Frontières. Dans le cadre de ses activités de loisir, l'autodidacte est auteur et coauteur d'une cinquantaine d'articles et livres publiés.

La **Fondation Bassin Minier** est un établissement d'utilité publique créé en 1989 qui a pour objet de contribuer à la valorisation culturelle de la région du Bassin Minier, en participant à l'organisation d'activités et à la mise en oeuvre de projets dans les domaines de la culture, de l'écologie, du tourisme et du patrimoine industriel. Partant de l'histoire industrielle, ouvrière et des migrations de la région du Bassin Minier, la Fondation est un instrument privilégié d'une transmission vivante de cette histoire et assure le rôle de témoin dynamique d'une culture qui se veut prospective. La Fondation Bassin Minier bénéficie du soutien financier du Ministère de la Culture.

Die **Fondation Bassin Minier** ist eine gemeinnützige Stiftung, die 1989 mit dem Auftrag geschaffen wurde, zur kulturellen Entwicklung im Luxemburger Erzbecken (Bassin Minier) beizutragen. Die Stiftung beteiligt sich an der Umsetzung und fördert Projekte in den Bereichen Industrierbe, Kultur, Umwelt, Tourismus und Innovation. Von der Wirtschafts-, Migrations- und Sozialgeschichte des Bassin Miniers ausgehend und den Bogen spannend bis zur heutigen Entwicklung der Region als Forschungs- und Technologiestandort, möchte die Stiftung die Rolle eines Übersetzers spielen, der Geschichte mit Zukunft verbindet und Perspektiven für eine starke Region aufzeigt. Die Fondation Bassin Minier wird vom Kulturministerium finanziell unterstützt.

Fondation|Bassin|Minier

c/o 7, rue des Trois Glands, L-1629 Luxembourg
www.fondationbassinminier.lu
contact@fondationbassinminier.lu